



RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

**MARS 2021
N°205**

TOME 1

SOMMAIRE
RAA MARS 2021
N°205

TOME 1

	PAGES
TOME 1	
PARTIE 1 : DELIBERATIONS (<i>Conseil du 29 mars 2021</i>)	2
TOME 2	
PARTIE 2 : DECISIONS (<i>Conseil du 29 mars 2021</i>)	2
PARTIE 3 : ARRETES REGLEMENTAIRES	361
PARTIE 4 : ARRETES INDIVIDUELS	402

PARTIE 1 - DELIBERATIONS

	PAGES
AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE	11
ANIMATION DU TERRITOIRE	85
ATTRACTIVITE	129
CYCLES DE L'EAU	178
ENVIRONNEMENT	220
RESSOURCES	237
SOLIDARITES	309
HORS COMMISSION	366

PARTIE 1
SOMMAIRE
CONSEIL DU 29 MARS 2021

N°DELIB	AMENAGEMENT DURABLE	PAGE
M2021-103	Règlement Local de Publicité intercommunal (RLPi) - Approbation	12
M2021-104	Nouveau projet de renouvellement urbain des quartiers Mosson et Cévennes - Convention pluriannuelle n°971 avec l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU) et d'autres partenaires - Approbation - Autorisation de signature	17
M2021-105	Quartier de la Mosson - Reconversion du stade de football - Intentions préalables à engagement d'un appel à idées - Approbation	24
M2021-110	Dépôt de candidatures au 4ème appel à projets en faveur des transports collectifs en site propre et pôles d'échanges multimodaux - Approbation	28
M2021-111	Ligne Nouvelle Montpellier Perpignan (LNMP) - Convention financière des acquisitions foncières - Autorisation de signature	31
M2021-112	Convention Intermodale Kartatoo - Renouvellement - Approbation	35
M2021-113	Convention de compensation pour la tarification intermodale avec le Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'Hérault (SMTCH) 2021 - Autorisation de signature	38
M2021-114	Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'Hérault (SMTCH) - Navette des plages Étang de l'Or vers la plage du Grand Travers - Tarification - Convention de compensation financière pour la saison estivale 2021 - Autorisation de signature	41
M2021-115	Association pour la Gestion Indépendante des Réseaux de transport public (AGIR) - Adhésion 2020 - Approbation	44
M2021-116	Convention de Délégation de Service Public - Corum-Palais des Congrès-Opéra et Zénith Sud - Avenant n°3 - Travaux du parking du Corum - Autorisation de signature	47
M2021-117	Programme voirie 2021 - Travaux de réseaux sur la commune de Saint-Drézéry - Chemin de Manely (aménagement d'un chemin piétonnier) - Plan de financement et demande de subventions auprès d'Hérault Énergies - Approbation	50
M2021-118	Opération de travaux programme 2021 - Travaux de réseaux sur la commune de Murviel-lès-Montpellier (Avenue des Champs Tranche 2) - Demande de subvention auprès d'Hérault Énergies - Approbation	53
M2021-119	Opération de travaux programme 2021 - Commune de Saint Jean de Védas - Rue Lou Planas - Plan de Financement entre Hérault Énergies et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature	56
M2021-120	Opération de travaux programme 2021 - Commune de Sussargues - Renforcement Rue des Aires - Plan de financement entre Hérault Énergies et Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation	59
N°DELIB	AMENAGEMENT DURABLE (SUITE)	PAGE
M2021-121	Commune de Baillargues - Convention de co-maîtrise d'ouvrage entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Baillargues pour la requalification de son cœur de ville - Approbation - Autorisation de signature	62

PARTIE 1
SOMMAIRE
CONSEIL DU 29 MARS 2021

N°DELIB	AMENAGEMENT DURABLE (SUITE)	PAGE
M2021-136	Commune de Lattes - Convention portant délégation du droit de préemption urbain sur le périmètre de l'opération Ode à la Mer - Autorisation de signature	65
M2021-138	Modalités de mise à disposition du public de la modification simplifiée n°5 du Plan Local de l'Urbanisme (PLU) de Montpellier – Approbation	68
M2021-139	Commune de Montferrier-sur-Lez - Opération Baillarguet - Engagement d'une déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Montferrier-sur-Lez et modalités de concertation - Approbation	71
M2021-140	ZAC Cantausse - Saint-Brès - Garantie d'emprunt à la Société d'Équipement de la Région de Montpellier (SERM) - Concessionnaire - Approbation	75
M2021-141	ZAC Extension Eureka - Garanties d'emprunts à la SERM - Approbation - Autorisation de signature	78
M2021-192	Enquête parcellaire n°2 dans le cadre de la réalisation de la 5ème ligne de tramway - Approbation	82
N°DELIB	ANIMATION DU TERRITOIRE	PAGE
M2021-169	Site archéologique Lattara-musée Henri Prades - Convention de partenariat avec l'Établissement Public de Coopération Culturelle (EPCC) Montpellier Contemporain (MoCo) et l'artiste Raphaël BARONTINI - Autorisation de signature	86
M2021-170	Site archéologique Lattara-musée Henri Prades - Convention de partenariat 2020-2026 entre le laboratoire ' Archéologie des Sociétés Méditerranéennes ' (CNRS/UM3/DRAC Occitanie) et le musée Henri Prades - Autorisation de signature	89
M2021-171	Convention de partenariat entre le musée Fabre, Marianne DELAFOND et Olivier DAULTE pour la création d'un prix annuel "François DAULTE" - Approbation - Autorisation de signature	92
M2021-172	Conventions de partenariat entre le musée Fabre et les publics du champs médico-social du Groupe d'Entraide Mutuelle (GEM) Lesseps ainsi que les publics du champ social de l'association Via Voltaire et du Centre d'Aide aux Demandeurs d'Asile (CADA) Elisa - Autorisation de signature	95
M2021-173	Conventions de partenariat pour les publics spécifiques entre le musée Fabre et l'association IPEICC, la CIMADE et le Groupe d'Entraide Mutuelle (GEM) Rabelais - Autorisation de signature	99
M2021-174	Convention de coorganisation de l'exposition United States of Abstraction - Artistes américains en France, 1946-1964 - Avenant - Autorisation de signature	103
N°DELIB	ANIMATION DU TERRITOIRE (SUITE)	PAGE
M2021-175	Convention de partenariat entre l'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Montpellier (ENSAM) et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature	106

PARTIE 1
SOMMAIRE
CONSEIL DU 29 MARS 2021

N°DELIB	ANIMATION DU TERRITOIRE (SUITE)	PAGE
M2021-176	Convention de partenariat pour la réalisation des campagnes de fouilles archéologiques 2021 - Site archéologique Lattara à Lattes - Siège épiscopal de Maguelone à Villeneuve-lès-Maguelone - Autorisation de signature	109
M2021-177	Attribution d'une subvention en nature à l'association Mare Nostrum - Autorisation de signature	112
M2021-178	Adhésion à des associations professionnelles du secteur du livre et de la lecture publique - Autorisation	115
M2021-179	Médiathèque centrale Emile Zola - Café des lettres - Avenant n°1 à la convention d'occupation du domaine public avec la société Café Bibal Vending - Prolongation de la convention - Exonération de redevances - Approbation - Autorisation de signature	118
M2021-180	Réseau des Médiathèques et du livre - Adhésion à la plateforme de jeux de société Board Game Arena / Société AD2G Studio S.A.S. - Approbation	121
M2021-181	Parc multi-glisse Gérard Bruyère - Principe d'exploitation par délégation de service public - Lancement d'une procédure de délégation de service public - Approbation - Autorisation	123
N°DELIB	ATTRACTIVITE	PAGE
M2021-137	Organisme Extérieur - SAEML Montpellier Events - Acquisition de la part de la Ville de Pérols - Autorisation	130
M2021-142	Convention triennale de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole, Hérault Tourisme et l'Office de Tourisme et des Congrès de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature	133
M2021-143	Financement des entreprises - Souscription au fonds Impulsion d'Irdis Capital Investissement - Conventions - Autorisation de signature et d'affectation des crédits	136
M2021-159	Secteur de la Peyrière - Commune de Saint Jean de Védas - Prise en considération d'un projet d'aménagement et délimitation des terrains affectés à ce projet - Approbation - Autorisation de signature	140
M2021-160	Epidémie de Covid-19 - Soutien aux entreprises du commerce de proximité, de l'artisanat et du tourisme - Fonds Régional L'OCCAL - Avenant avec la Région Occitanie - Autorisation de signature	143
M2021-161	Partenariat économique avec l'ONU - Global Compact France - Adhésion - Convention de partenariat - Approbation - Autorisation de signature	146
N°DELIB	ATTRACTIVITE (SUITE)	PAGE
M2021-162	Cité intelligente - Stratégie de citoyenneté numérique - Organisation Numérique en commun[s] (NEC) : faire ensemble la société numérique de demain - Convention avec l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires - Autorisation de signature	150
M2021-163	Stratégie data - Association Occitanie data - Adhésion - Approbation	153

PARTIE 1
SOMMAIRE
CONSEIL DU 29 MARS 2021

N°DELIB	ATTRACTIVITE (SUITE)	PAGE
M2021-164	French Tech Tremplin - Convention type d'accompagnement des lauréats - Approbation - Autorisation de signature	156
M2021-165	Business Innovation Center (BIC) de Montpellier Méditerranée Métropole - Pépinières d'Entreprises Cap Oméga - Cap Alpha - Demande de subventions pour l'année 2021 - Approbation	159
M2021-166	Prise en charge des frais d'accueil des délégations et des intervenants extérieurs dans le cadre des actions de développement économique de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation	162
M2021-167	Soutien à l'artisanat - Association les Nouvelles Grisettes - Convention de partenariat avec la Région Occitanie - Autorisation de signature	165
M2021-168	Conventions types dans le cadre de la Dotation de Soutien à l'Investissement Local (DSIL) - Approbation	168
M2021-182	Réseaux Internationaux - Adhésion et prise en charge financière - Approbation	172
M2021-183	Office de Tourisme et des Congrès - Attribution de subvention exceptionnelle - Autorisation de signature	175
N°DELIB	CYCLES DE L'EAU	PAGE
M2021-100	Eau potable - Gouvernance - Commune de Murviel-lès-Montpellier - Reprise de la compétence optionnelle de distribution d'eau potable par la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole - Prise d'acte et mise à l'étude	179
M2021-101	Eau potable - Gouvernance - Commune de Clapiers - Retrait de la commune du périmètre du syndicat des eaux Garrigues Campagne et intégration dans le périmètre de la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole - Prise d'acte et mise à l'étude	182
M2021-102	Mode de gestion du service public de l'assainissement - Approbation	185
M2021-128	Protection contre les inondations du Rieumassel à Grabels - Autorisation environnementale du projet d'aménagement du Rieumassel en application des articles L. 214-3 et R. 214-1 du Code de l'environnement - Enquêtes préalables à la déclaration d'utilité publique et autres procédures administratives - Approbation	190
M2021-129	Programmes d'Action de Prévention des Inondations (PAPI) sur le bassin versant du Lez et sur le bassin de l'étang de l'Or - Demande d'aides financières pour des actions de gestion de crise - Approbation	195
N°DELIB	CYCLES DE L'EAU (SUITE)	PAGE
M2021-130	Protection contre les crues du Coulazou à Fabrègues - Déclaration d'utilité publique emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Fabrègues - Objectifs et modalités de la concertation au titre de l'article L. 103-2 du Code de l'urbanisme - Approbation	199
M2021-131	Protection contre les inondations de la Mosson à Juvignac - Autorisation d'un système d'endiguement en application des articles L. 214-3 et R. 214-1 du Code de l'environnement - Dossiers d'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité et autres procédures administratives - Approbation	203

PARTIE 1
SOMMAIRE
CONSEIL DU 29 MARS 2021

N°DELIB	CYCLES DE L'EAU (SUITE)	PAGE
M2021-132	Eau potable et eau brute - Gouvernance - Convention d'objectifs entre la Métropole et la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature	208
M2021-133	Eau Brute - Convention cadre de partenariat avec la société Bas Rhône Languedoc relative à la fourniture d'eau brute sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature	211
M2021-134	Renouvellement des réseaux d'eau potable et d'assainissement de la rue du Mas Saint-Pierre sur la commune de Montpellier - Convention de co-maîtrise d'ouvrage avec la Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature	214
M2021-135	Contrat de concession du service public d'assainissement collectif sur les communes des secteurs Est et Ouest - Avenant n°3 - Autorisation de signature	217
N°DELIB	ENVIRONNEMENT	PAGE
M2021-122	Convention avec le "Comité de l'Hérault de la Ligue Contre le cancer" pour l'attribution d'une subvention - Exercice 2021 - Autorisation de signature	221
M2021-124	Adhésion à l'association Réseau CompostPlus - Approbation	225
M2021-125	Candidature de Montpellier Méditerranée Métropole à l'appel à projet Atlas de la Biodiversité Communale (ABC) - Approbation	228
M2021-126	Installation d'ombrières photovoltaïques sur la piscine Alex Jany - Dotation de Soutien à l'Investissement Local (DSIL) - Demande de subvention - Approbation	231
M2021-127	Convention triennale de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ligue de Protection des Oiseaux (LPO) Hérault - Subvention pour le fonctionnement du centre de soins de la petite faune sauvage - Exercice 2021 - Autorisation de signature	234
N°DELIB	RESSOURCES	PAGE
M2021-90	Votes en autorisations de programme et crédits de paiement - Créations - Révisions - Clôtures - Adoption	238
M2021-91	Budget primitif 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole - Budget principal - Adoption	246
N°DELIB	RESSOURCES (SUITE)	PAGE
M2021-92	Budget primitif 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole - Budget annexe parking - Adoption	251
M2021-93	Budget primitif 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole - Budget annexe assainissement - Adoption	254
M2021-94	Budget primitif 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole - Budget annexe du service public d'assainissement non collectif - Adoption	258
M2021-95	Budget primitif 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole - Budget annexe de l'eau potable - Adoption	261
M2021-96	Taux d'imposition des taxes directes pour 2021 - Adoption	264

PARTIE 1
SOMMAIRE
CONSEIL DU 29 MARS 2021

N°DELIB	RESSOURCES (SUITE)	PAGE
M2021-97	Taux d'imposition de la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères (TEOM) pour 2021 - Adoption	267
M2021-98	Taxe pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations (GEMAPI) - Fixation du produit 2021 - Adoption	270
M2021-99	Taxe de Séjour - Prise en compte du nouveau tarif plafond légal - Approbation	273
M2021-184	Tarifs du musée Fabre et du musée Henri Prades - Modification de la délibération M2020-483 du 17 décembre 2020 - Approbation	276
M2021-185	Épidémie de Covid-19 - Exonérations tarifaires de Montpellier Méditerranée Métropole afin de limiter les conséquences de la crise sanitaire - Approbation	283
M2021-186	Plan d'actions égalité professionnelle femmes-hommes - Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation	286
M2021-187	Création d'un service commun de Direction des Relations Institutionnelles et de l'Évènementiel - Avenant à la convention de service commun - Autorisation de signature	290
M2021-188	Logement de fonction - Modification de la liste des bénéficiaires - Approbation	293
M2021-189	Modification du tableau des Emplois et des Effectifs - Approbation	296
M2021-190	Convention relative à la mise en œuvre de la médiation dans le ressort du Tribunal administratif de Montpellier - Approbation - Autorisation de signature	300
M2021-191	Projet de création de l'association "Source de la Commande Publique Ouverte pour les Entreprises (SCOPE) Occitanie" - Adhésion - Désignation - Attribution de subvention - Approbation - Autorisation de signature	303
M2021-193	Cimetière intercommunal - Convention de gestion entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation - Autorisation de signature	306
N°DELIB	SOLIDARITES	PAGE
M2021-106	Conventions de cofinancement de l'ingénierie de projet par la Caisse des dépôts et consignations (CDC) - Banque des Territoires pour l'OPAH "Copropriétés dégradées" Mosson (2019-2024) et le Plan de Sauvegarde de la copropriété "Les Cévennes" - Approbation - Autorisation de signature	310
M2021-107	Délégation de compétence d'attribution des aides à la pierre - Avenants 2021 aux conventions signées avec l'État et l'Agence Nationale de l'Habitat - Autorisation de signature	313
M2021-108	Plan Logement d'abord - Convention d'objectifs 2021-2022 entre l'État et Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation - Autorisation de signature	317
M2021-109	Convention d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi entre l'État, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Rapport d'exécution 2020 - Approbation	321
M2021-146	Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) - Participation volontaire de la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole - Convention 2021 - Autorisation de signature	325

PARTIE 1
SOMMAIRE
CONSEIL DU 29 MARS 2021

N°DELIB	SOLIDARITES	PAGE
M2021-147	Téléalarme - Convention entre le Service Départemental d'Incendie et de Secours de l'Hérault (SDIS) et Montpellier Méditerranée Métropole relative à la réception et au traitement des appels de téléalarme - Approbation - Autorisation de signature	328
M2021-148	Construction de 15 logements sociaux - Résidence "Naturae", 162 rue de la Marqueroze à Montpellier - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM 3F Occitanie - Convention - Autorisation de signature	331
M2021-149	Construction de 7 logements sociaux - Résidence "Bon Accueil" - Allée du Bon Accueil à Montpellier - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM Patrimoine SA Languedocienne HLM - Convention - Autorisation de signature	334
M2021-150	Construction de 2 logements sociaux - Résidence "Les Lavandières" - Rue Marius Bouladou à Villeneuve-lès-Maguelone - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM FDI Habitat - Convention - Autorisation de signature	337
M2021-151	Construction de 4 logements sociaux - Résidence "Chemin du Bois", 19 Chemin du Bois à Pignan - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM 3F Occitanie - Convention - Autorisation de signature	340
M2021-152	Construction de 6 logements sociaux - Résidence "Les Terrasses des Grèzes", impasse des Grèzes à Montpellier - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM 3F Occitanie - Convention - Autorisation de signature	343
M2021-153	Construction de 8 logements sociaux - Résidence "Oréa", route de Mende à Montpellier - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM 3F Occitanie - Convention - Autorisation de signature	346
M2021-154	Construction d'une résidence sociale de 42 logements sociaux et d'une pension de famille de 27 logements sociaux - Pôle social et culturel Le Carrousel - Rue Brueys à Montpellier - Attribution de subventions à la Fondation du Protestantisme - Conventions - Autorisation de signature	349
M2021-155	Opération "Rénover pour un Habitat Durable et Solidaire" 2019-2024 - Attribution de subventions pour la réhabilitation de 31 logements situés dans diverses communes de la Métropole - Autorisation de signature	352
M2021-156	Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement Urbain de Montpellier 2016-2021 - "Quartiers "Courreau/Figuerolles/Nord-Ecusson" - Attribution de subvention pour la réhabilitation d'un logement - Autorisation de signature	355
M2021-157	Attribution de subvention à Occitanie Méditerranée Habitat - Convention - Autorisation de signature	358
M2021-158	Attributions de subventions à diverses associations intervenant le champ de la politique locale de l'habitat - Exercice 2021	362

PARTIE 1
SOMMAIRE
CONSEIL DU 29 MARS 2021

N°DELIB	HORS COMMISSION	PAGE
M2021-123	Association Oc Consigne - Attribution de subvention - Exercice 2021 - Autorisation de signature	367
M2021-144	Contrat de ville de Montpellier - Appel à projets 2021 - Attribution de subventions aux associations - Approbation	370
M2021-145	Fonds Métropolitain d'Aide aux Jeunes - Actions collectives 2021 - Attribution de subventions - Convention de financement - Approbation - Autorisation de signature	380
M2021-194	Délégations permanentes du Conseil de Métropole au Président - Approbation	384
M2021-195	Représentations du Conseil de Métropole - Désignations - Approbation	390
M2021-196	Composition des commissions métropolitaines - Modification - Approbation	393
M2021-197	Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Culture" - Exercice 2021 - Conventions d'attribution - Annulation d'une subvention 2020 - Approbation - Autorisation de signature	395
M2021-198	Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Sports" - Exercice 2021 - Conventions d'attribution - Approbation - Autorisation de signature	403
M2021-199	Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Développement Économique" - Exercice 2021 - Conventions d'attribution - Approbation - Autorisation de signature	408
M2021-200	Approbation des procès-verbaux des Conseils de Métropole du 17 décembre 2020 et du 1er février 2021 - Approbation	413

AMENAGEMENT DURABLE



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Aménagement durable

PRÉFECTURE
DE L'Hérault

14 AVR 2021

14 AVR 2021

Séance ordinaire du lundi 29 mars 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Patricia MIRALLES, Clothilde OLLIER, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Charles SULTAN, Bernard TRAVIER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Aménagement durable - Règlement Local de Publicité intercommunal (RLPi) - Approbation

Monsieur Frédéric LAFFORGUE, Vice-Président, rapporte :

La publicité et les enseignes sont des éléments très impactant du territoire. L'ensemble des communes de la Métropole est confronté à l'enjeu environnemental et économique qu'elles représentent. Ce règlement permettra aux Maires grâce à leurs nouveaux pouvoirs de police d'être responsables de leurs paysages.

Le Code de l'environnement, dans ses articles L. 581-14 et suivants, encadre, au titre de la protection du patrimoine et du cadre de vie, les possibilités d'implanter de tels dispositifs. Il admet par ailleurs que les collectivités compétentes en matière de plan local d'urbanisme puissent élaborer des règlements locaux de publicité qui peuvent « adapter » la réglementation nationale aux caractéristiques du territoire local. Le Conseil de Métropole par sa délibération n°14932 en date du 27 septembre 2017 a prescrit l'élaboration du règlement local de publicité intercommunal de Montpellier Méditerranée Métropole.

Pour rappel, l'élaboration du RLPi avait pour objectif de :

- Simplifier les zonages des règlements locaux existants, en recherchant une harmonisation des règles tenant compte des typologies des espaces du territoire de la Métropole tout en s'émancipant des limites communales et ce sur l'ensemble des six secteurs identifiés dans le SCoT pour retrouver, chaque fois que cela sera possible, des solutions communes en matière de réglementation,
- Identifier sur le territoire de la Métropole les espaces nécessitant, au regard des enjeux de préservation et de mise en valeur des paysages de l'ensemble des communes, bourgs et villages localisés entre littoral, plaine et garrigues, la mise en place de dispositions réglementaires plus contraignantes que les règles nationales, permettant de mieux tenir compte des particularités patrimoniales, paysagères ou des risques de surdensité publicitaire propres à certains secteurs tels que les grands axes de circulation, les entrées de villes ou les zones d'activités économiques situées sur la première couronne de la Métropole,
- Envisager, là où se rencontrent cœurs de villes, activités économiques et tourisme, la « réintroduction » de certaines formes de publicité dans des espaces où la législation interdit la publicité mais admet qu'une réglementation locale puisse en admettre la présence, en intégrant là où cela sera opportun les différentes solutions aujourd'hui possibles à l'image du dynamisme de la Métropole,
- Permettre un contrôle de l'implantation des enseignes, en les soumettant à une procédure d'autorisation préalable résultant de l'existence d'un règlement local, permettant ainsi une instruction sur la base d'une règle commune de dossiers présentés sur des territoires voisins.

Par délibération n°M2019-394 en date du 23 juillet 2019, le Conseil de Métropole a approuvé le bilan de la concertation et a arrêté le projet de Règlement Local de Publicité intercommunal. Madame le Président du Tribunal administratif de Montpellier, par décision en date du 20 septembre 2019, a désigné les membres de la commission d'enquête publique en charge de l'enquête publique afférente au projet de RLPi. Par arrêté n° MAR2019-0225 en date du 28 octobre 2019, le Président de Montpellier Méditerranée Métropole a prescrit l'ouverture et l'organisation de l'enquête publique. Celle-ci a été organisée pour une durée d'un mois conformément à l'article L.153-19 du Code de l'urbanisme, du 21 novembre 2019 au 20 décembre 2019 inclus.

Les avis émis sur le projet de RLPi lors de la phase de consultation administrative

Le projet a été notifié :

- aux personnes publiques associées pour avis conformément à l'article L.153-16 du Code de l'urbanisme ;
- à la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites ;
- aux associations de protection de l'environnement agréés ayant demandé à être consultées ;
- aux communes membres de la Métropole.

L'ensemble des personnes publiques associées ont rendu un avis favorable au projet de RLPi :

- le Préfet de de l'Hérault, par courrier en date du 31 octobre 2019 a rendu un avis favorable assorti de plusieurs observations ;
- la Chambre de commerce et d'industrie, par courrier en date du 6 novembre 2019, a rendu un avis favorable, sans observations ni réserves ;
- les autres personnes publiques associées ont rendu un avis favorable de manière tacite.

Par courrier en date du 10 novembre 2019, l'Association Paysages de France a fait part de ses observations.

Enfin, lors de sa formation « Publicité » du 11 octobre 2019, la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites a rendu un avis favorable, assorti des réserves suivantes :

- produire les arrêtés et plans graphiques des limites d'agglomération de chaque commune ;
- vérifier les périmètres de zonage au plus près des zones présentant un caractère aggloméré ;
- compléter le règlement et les annexes sur le sujet de la publicité numérique sur mobilier urbain ;
- mettre en évidence la trame liée aux interdictions strictes de publicité ;
- compléter les annexes sur la carte des Espaces Boisés Classés (EBC) pour chaque commune ainsi que les zones des PLU à protéger en zone agglomérée du RLP ;
- compléter le règlement sur le mobilier urbain.

Les observations et réserves présentes dans les différents avis et la manière dont il en a été tenu compte sont détaillées en annexe.

L'enquête publique

L'enquête publique s'est déroulée entre le 21 novembre et le 20 décembre 2019, 313 observations ont été formulées durant l'enquête publique.

Après analyse de celles-ci et réponse de la Métropole au procès-verbal de synthèse dans un délai de 15 jours à compter la clôture de l'enquête publique, la Commission d'enquête a rendu un avis favorable sur le projet de RLPi le 29 janvier 2020, assorti de plusieurs suggestions. Les suggestions faites dans cet avis et la manière dont il en a été tenu compte sont détaillées en annexe.

Les principales évolutions apportées au projet de RLP arrêté :

Le projet de RLPi arrêté a fait l'objet de modifications pour tenir compte de certains avis émis sur le projet. Les modifications apportées au projet sont les suivantes :

Concernant le zonage et autres annexes :

- Les périmètres d'agglomérations et limites de zones ont été ajustés afin d'assurer une correspondance exacte entre la notion d'agglomération et la réalité de l'occupation du sol à la date d'approbation du RLPi ;
- Les arrêtés et plan des limites d'agglomérations mis à jour depuis l'arrêt ont été annexés au RLPi ;
- La lisibilité de la trame des interdictions strictes de l'article L.581-4 du Code de l'environnement a été améliorée sur les planches de zonage ;
- Une planche de zonage complémentaire a été éditée sur le centre-ville de Montpellier pour améliorer la lisibilité du document sur ce secteur ;
- Une annexe cartographique informative a été intégrée (nouvelle annexe 3.4), identifiant les périmètres concernés par l'article R.581-30 du Code de l'environnement (EBC et zones N des PLU en vigueur situés en agglomération).

Concernant le règlement :

- Dans un souci d'harmonisation des règles à l'échelle de chaque zone et de cohérence entre la surface maximum autorisée et la hauteur d'installation de la publicité, cette dernière a été limitée à 6 mètres dans toutes les zones ;
- L'article P0.3 du règlement a été complété (chapitre P.0) en précisant que la surface des dispositifs s'entend comme celle de l'affiche (ou de l'écran) et de son encadrement ;
- Dans les articles « *non règlementés* » par le RLPi, cette notion a été remplacée par « *pas de prescriptions locales* » afin d'indiquer que ce sont les règles du Code de l'environnement qui s'appliquent ;
- L'erreur de numérotation de l'article initialement numéroté P0.6 a été corrigée ;
- La disposition réglementaire « *La publicité lumineuse numérique sur mobilier urbain est admise, dans les conditions fixées à l'article R.581-42 du code de l'environnement* » (existante en ZP2b et ZP4b notamment) a été intégrée à la ZP4c et ZP3 car s'y appliquant également ;
- La surface maximum des publicités numériques autorisée passe de 8m² à 4m² dans les ZP4c ;
- Dans un souci d'amélioration de la compréhension des règles applicables, un nouvel article P0.8 précise que : « *Dans les dispositions particulières applicables à chacune des zones, la publicité supportée par le mobilier urbain est soumise uniquement aux dispositions visant expressément la publicité sur mobilier urbain. Elle est également soumise aux dispositions P0.1 à P0.4, et P0.7 de la présente section.* ». D'autre part, le « *Un dispositif peut compter 2 faces maximum* » (art. P0.4) a été remplacé par « *Un dispositif publicitaire peut compter 2 faces maximum* ».

Concernant le rapport de présentation :

- La liste des agglomérations de plus de 10 000 habitants a été intégrée au rapport de présentation afin d'améliorer la compréhension des règles applicables ;
- Le rapport de présentation a été complété afin de justifier que la commune de Lattes est bien composée de plusieurs agglomérations dont une d'entre-elles compte une population supérieure à 10 000 habitants ;
- Les deux coquilles identifiées dans le rapport de présentation ont été corrigées.

Les ajustements apportés au projet de RLPi arrêté pour tenir compte des avis exprimés lors de la phase de consultation administrative et de l'enquête publique, ne remettent pas en cause l'économie générale du projet.

Ainsi, le projet de RLPi est prêt à être approuvé conformément à l'article L.153-21 du Code de l'urbanisme.

Ce document est une base qui est tout sauf gravée dans le marbre, il est amené à évoluer pour notamment tenir compte du PLU climat et de ses orientations en matière de sobriété énergétique, de préservation des paysages et des populations.

La présente délibération sera :

- a) affichée au siège de Montpellier Méditerranée Métropole et dans les mairies des communes membres pendant un mois, conformément aux articles R.153-21 et R.153-22 du Code de l'urbanisme. La mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le Département de l'Hérault.
- b) publiée au recueil des actes administratifs de la Métropole.
- c) transmise à la Préfecture de l'Hérault.

Elle ne sera exécutoire qu'à compter de sa réception en Préfecture et de l'accomplissement de l'ensemble des mesures de publicité. Conformément à l'article L.153-22 du Code de l'urbanisme, le Règlement Local de Publicité intercommunal sera tenu à la disposition du public au siège de la Métropole aux jours et heures habituels d'ouverture, sur le site internet de la Métropole, ainsi qu'à la Préfecture de l'Hérault.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver l'ensemble des ajustements du dossier de RLPi ;
- d'approuver le projet de règlement local de publicité intercommunal ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 68 voix

Contre : 13 voix

Abstentions : 11 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le **13 AVR. 2021**

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président


Michael DELAFOSSE



Publiée le : **16 AVR. 2021**
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

Acte Certifié exécutoire :
Réception en Préfecture :

Liste des annexes transmises en préfecture:

15 AVR 2021

GREFFE - P.F.R.A.

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Séance ordinaire du lundi 29 mars 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Patricia MIRALLES, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Charles SULTAN.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Aménagement durable - Nouveau projet de renouvellement urbain des quartiers Mosson et Cévennes - Convention pluriannuelle n°971 avec l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU) et d'autres partenaires - Approbation - Autorisation de signature

Madame Coralie MANTION, Vice-Présidente, rapporte :

Les quartiers de la Mosson et des Cévennes figurent parmi les douze quartiers politique de la ville (QPV) identifiés à Montpellier, au titre de la nouvelle géographie prioritaire, et relèvent du Nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU).

Aussi, préalablement à l'élaboration d'une convention de renouvellement urbain, un protocole de préfiguration a été signé le 16 décembre 2016 avec l'Agence nationale pour la rénovation urbaine (ANRU) et l'ensemble des partenaires concernés, pour mettre en œuvre un programme d'études et d'expertises visant à préciser les orientations stratégiques et à définir les projets urbains spécifiques à chacun de ces deux quartiers :

- le quartier de la Mosson reconnu d'intérêt national (PRIN)
- le quartier des Cévennes reconnu d'intérêt régional (PRIR)

Une phase de concertation réglementaire s'est déroulée d'octobre 2018 à octobre 2019 pour chacun des deux quartiers, dont le bilan a été approuvé par le Conseil de Métropole du 18 décembre 2019. Les contributions des habitants et associations, ont à la fois permis d'enrichir la réflexion sur le projet, de le faire évoluer, mais aussi de poser des points de vigilance et d'attention à intégrer dans le cadre de la finalisation des projets et de leur mise en œuvre opérationnelle. Deux réunions publiques ont également eu lieu à la Mosson et aux Cévennes entre décembre 2018 et avril 2019.

En 2019, la Métropole a défendu un dossier de conventionnement auprès de l'ANRU et des partenaires nationaux en comités d'engagement des 30 avril et 27 novembre. Le compte-rendu de cette dernière étape a été transmis en avril 2020, ce qui a permis de finaliser le projet de convention de renouvellement urbain tel qu'il est présenté aujourd'hui.

Par deux délibérations en date du 18 décembre 2019, la Métropole a confié la mise en œuvre opérationnelle des projets de renouvellement urbain des quartiers Mosson et Cévennes à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M), au titre de deux concessions de renouvellement urbain notifiées le 21 janvier 2020.

1- La définition du projet urbain du quartier de la Mosson

Dans la poursuite du premier projet de rénovation urbaine mis en œuvre de 2007 à 2013, l'inscription du quartier de la Mosson au NPNRU, va permettre d'agir plus significativement et de manière plus cohérente et efficace, sur le cœur du quartier qui concentre les dysfonctionnements sociaux, urbains et économiques les plus lourds.

La phase d'études préalables a permis :

- de mesurer le potentiel de diversification résidentielle et fonctionnelle du quartier précisant ainsi la vocation du quartier de la Mosson dans les processus résidentiels y compris à l'échelle métropolitaine,
- d'approfondir les diagnostics et de préciser les caractéristiques (sociales, peuplement, technique, foncier...) des secteurs du quartier sur lesquels concentrer les futures interventions,
- de concevoir, sur la base des éléments ci-dessus, une programmation urbaine et un plan guide dont la faisabilité technique, opérationnelle et financière est avérée.

Dans le cadre de ces études préalables, un dialogue compétitif s'est déroulé de décembre 2017 à avril 2018 avec trois équipes pluridisciplinaires, procédure à l'issue de laquelle le Groupement Passagers des Villes a été retenu pour assurer une mission de maîtrise d'œuvre urbaine.

Quatre objectifs fondateurs ont guidé l'élaboration du projet :

- **ouvrir le quartier** et l'espace public au travers de cours paysagers Est-Ouest, avec notamment l'aménagement d'espaces publics qualitatifs, sécurisés et attractifs, vecteurs d'une nouvelle urbanité, en s'inscrivant tout particulièrement à l'échelle du piéton ;
- **activer l'économie et l'offre de loisirs** grâce à des équipements reconfigurés et valorisés, en offrant une nouvelle attractivité résidentielle, économique, environnementale et de loisirs au quartier ;
- **améliorer la qualité de vie au quotidien** en remettant la nature et la paysage au cœur du quartier, avec l'ouverture à la nature environnante, où le parc de la Mosson, les berges et le lac des Garrigues redeviennent des atouts forts du quartier ;
- **connecter le quartier de la Mosson à la ville** avec les nouveaux réseaux de transports, le développement des modes actifs et en favorisant les greffes urbaines.

Ces objectifs se traduisent par un projet de renouvellement urbain ambitieux porté par la Métropole pour contribuer à sa transformation.

Cette dernière s'appuie en particulier sur l'**introduction de cours paysagers sur des lieux stratégiques du quartier créant des liens nouveaux**. Les cours structureront le paysage urbain d'Est en Ouest, s'appuyant sur la rive de la Mosson à l'Ouest et se raccrochant aux axes de mobilité à l'Est. Chaque cours ouvrira le quartier en son cœur, concentrera les activités économiques et sociales, intensifiera les lieux d'usages et de rencontres, offrira de nouvelles façons d'habiter, de travailler, de se déplacer dans un environnement urbain de qualité. Leurs largeurs généreuses, abondamment plantées et végétalisées, permettront d'intégrer des espaces de gestion des eaux pluviales, des sols perméables sans entraver les mobilités. Entrées résidentielles, parvis d'écoles, terrasses de café seront autant de lieux d'usages et de vies donnant sur le cours.

Le projet prévoit notamment de **développer l'activité économique**, permettant de renforcer le tissu existant par des transferts, des restructurations, des installations nouvelles et de diversifier l'offre actuelle par la création de liens avec des start-up. L'objectif est de créer une synergie économique.

La transformation urbaine du quartier doit permettre également de **conforter le rôle des équipements et services publics**, notamment les équipements scolaires. La Ville de Montpellier fait partie des 80 territoires labellisés « **cité éducative** ». Des actions seront engagées en ce sens pour permettre d'accompagner chaque parcours éducatif individuel, depuis la petite enfance jusqu'à l'insertion professionnelle dans tous les temps et dans tous les espaces de vie. La création de pôles éducatifs ouverts sur le quartier, constitue un des leviers d'attractivité par un changement d'image fort. Ces évolutions pourront être les supports d'une diversification de l'offre et de l'ouverture à de nouveaux usages (mutualisation d'espaces, offre de service innovant), en recherchant en particulier des modalités et des localisations qui favorisent la mixité sociale.

Améliorer le cadre de vie des habitants, c'est aussi intervenir de manière volontariste sur l'habitat. D'une part, sur le parc de logements locatifs sociaux, par la démolition de 455 logements, la réhabilitation de 944 logements et la résidentialisation de 1 515 logements, mais également sur le parc de logements privés, dans le cadre du « *Plan Initiatives Copropriétés* », par la démolition de 198 logements privés ou la réhabilitation des copropriétés qui peuvent être redressées. D'autre part, une nouvelle offre d'environ 1 000 logements en diversification sera réalisée principalement dans les quartiers des Halles et du Sud et 700 logements locatifs sociaux seront reconstitués sur Montpellier et dans des communes de la Métropole.

Les réflexions menées s'appuient sur la proposition d'un projet urbain durable pour le quartier conçu à l'horizon 2040. La convention, objet de la présente délibération, constitue l'outil permettant la déclinaison opérationnelle d'une première phase du projet, dont les opérations seront toutes engagées d'ici la fin 2024 et auront des répercussions immédiates pour répondre à l'attente sociale des habitants, dont la démolition de la Tour d'Assas.

Les secteurs d'intervention prioritaires de cette première phase de transformation sont les secteurs du Sud Mosson, des Halles et des Tritons :

- **Quartier Sud Mosson** : Les opérations engagées permettront d'inscrire ce secteur dans une nouvelle dynamique par le renforcement d'une polarité économique, commerciale avec environ 3 700 m² à termes aux côtés de l'Agence Nationale de Cohésion des Territoires (ANCT), la construction de nouveaux logements, l'aménagement d'un cours paysager. Cette restructuration sera notamment marquée par la démolition emblématique de la tour d'Assas et la démolition des deux copropriétés dégradées, Espérou et Pic Saint Loup.

- **Quartier des Halles** : La centralité de ce quartier sera renforcée par la construction d'un pôle éducatif, la reconversion du bâtiment de l'URSSAF en équipement public innovant ouvert à la population et aux initiatives citoyennes. L'aménagement de nouveaux espaces publics accompagnera les opérations de démolition, réhabilitation et résidentialisation des logements sociaux.
- **Quartier des Tritons** : La transformation du site des Tritons a été engagée dans le premier projet de rénovation urbaine 2007-2013 ; l'objectif est donc d'achever cette mutation par l'aménagement des espaces publics et la construction d'un programme de logements privés.

Enfin, la transformation du grand mail sera initiée par la fragmentation de la dalle, en particulier avec la création de nouveaux liens Est-Ouest.

Des études sont également engagées sur le centre commercial Saint-Paul et son environnement, dans un objectif de transformation pour renforcer l'attractivité de ce secteur situé au centre du quartier de la Mosson.

2 – La définition du projet urbain de la copropriété des Cévennes

Le projet de renouvellement urbain porte sur les 919 logements de la copropriété des Cévennes qui s'étend à ce stade sur une emprise foncière unique. Ce sont des indicateurs préoccupants qui ont justifié l'intégration de cet ensemble immobilier au NPNRU : une population fragile socio économiquement, une dévalorisation immobilière, des taux d'endettement des copropriétaires importants et une problématique d'appropriation de certains espaces de circulation et de stationnement.

Une première intervention a été menée de 2010 à 2015 sur 444 logements (Cévennes 1), par la mise en œuvre d'une OPAH CD ayant permis des travaux de réhabilitation thermique. Des audits thermiques ont ensuite été réalisés entre 2018 et 2019.

Malgré ces interventions, le mode de gestion de cet ensemble immobilier s'est délité depuis plusieurs années donnant naissance à plusieurs copropriétés secondaires. Leur libre administration, sans fondement juridique et sans cohérence en matière de gestion des espaces extérieurs, a conduit au cloisonnement et à l'enclavement d'une partie des bâtiments. Ainsi, le 16 mai 2019 un arrêté préfectoral a été pris portant création de la commission d'élaboration d'un plan de sauvegarde, pour l'aide au redressement de la copropriété sur le plan de sa gestion.

Le programme d'études mis en œuvre durant le protocole de préfiguration, a permis de dresser des diagnostics concertés avec les habitants de la copropriété (au travers des réunions publiques et ateliers thématiques) et de préciser les enjeux urbains, économiques et sociaux. L'étude urbaine a mis en avant un fonctionnement complexe tant au sein même de la copropriété qu'aux interfaces avec le quartier environnant. De façon générale, les études ont révélé la nécessité d'une restructuration et d'une intervention plus ambitieuse pour changer efficacement et durablement l'image et la vie de ce territoire.

Quatre objectifs fondateurs ont guidé l'élaboration du projet :

- **Ouvrir la copropriété sur son environnement**, notamment en la desservant par tous les modes (piétons, cycles...), en la connectant aux espaces publics, en la reconfigurant après démolition des dalles, tout en sécurisant le quartier et évitant les flux de transit et vitesses excessives. La copropriété qui souffre aujourd'hui d'un manque de connexion à son environnement urbain proche, doit s'intégrer dans un maillage d'espaces publics structurés et de perméabilités douces, en connexion avec les équipements à proximité immédiate.
- **Faire des unités résidentielles à taille humaine, en créant une copropriété par bâtiment** (soit 12 copropriétés) au moyen de la scission de la copropriété actuelle, en desservant chacune d'elles depuis l'espace public et en y affectant les stationnements nécessaires. En ce sens, le projet propose une refonte totale des espaces extérieurs et de leur gestion publique/privée, puis la résidentialisation de 874 logements. Cette nouvelle domanialité permettra à chaque bâtiment d'être individuellement raccordé aux réseaux publics, offrira un accès plus aisé aux véhicules de services et de sécurité et assurera une place de stationnement par logement. Les démolitions ponctuelles de 57 logements offriront des percées visuelles ouvrant vers l'extérieur et redonnent des valeurs d'usage aux espaces extérieurs par la création d'un espace public qualitatif, favorisant une identification positive des habitants dans leur environnement.

- **Dynamiser l'attractivité résidentielle et les commerces**, en reconfigurant l'activité commerciale, en organisant et facilitant la collecte des ordures ménagères, le nettoyage et en valorisant les espaces verts. Le projet prévoit une profonde restructuration des linéaires commerciaux existants en bordure de l'avenue Louis-Ravas au moyen de démolitions, reconstructions, rationalisation et optimisation de l'offre.
- **Requalifier le bâti et réduire la précarité énergétique**, en poursuivant la réhabilitation globale du quartier, y compris thermique, des immeubles avec l'accompagnement des copropriétaires concernés. Le plan de sauvegarde en cours d'élaboration a pour objet d'accompagner les nouvelles instances de gestion issues de la scission de copropriété en cours, de travailler avec les copropriétaires et conseils syndicaux pour améliorer la gestion de chaque copropriété (optimiser les budgets, diminuer les impayés) et d'accompagner l'élaboration d'un programme de travaux de réhabilitation adapté pour les copropriétés Cévennes 2 et Parc des Arceaux.

Les habitants, acteurs de la transformation de ces deux projets :

Pour que les habitants soient acteurs de la transformation de leur quartier, une maison du projet est en service sur le quartier de la Mosson depuis mars 2020 et une maison du projet devrait être installée également sur le quartier des Cévennes dans le courant de l'année 2021. Des actions de communication et de concertation seront déployées durant toute la mise en œuvre des projets pour prendre en compte l'expertise d'usage des habitants.

3- Le financement des projets de renouvellement urbain Mosson et Cévennes

Les projets de renouvellement urbain des quartiers Mosson et Cévennes ainsi élaborés ont fait l'objet de négociations avec l'ANRU et les différents partenaires pour définir les engagements financiers de chacun.

Les projets ont été présentés en Comité d'Engagement de l'ANRU en avril puis en novembre 2019. La présente convention prend en compte les remarques des partenaires nationaux et précise :

- l'ambition portée par la Métropole pour ces quartiers,
- les objectifs stratégiques,
- le contenu des projets de renouvellement urbain sur les deux territoires de projet, en détaillant les opérations financées,
- le dispositif de conduite de projet et la gouvernance,
- l'ensemble des co-financements mobilisés.

Ainsi, le montant global du programme co-financé par l'ANRU représente 328 M€ HT pour le quartier Mosson et 51,5 M€ HT pour les Cévennes, soit un montant d'investissement total de 379,5 M€ HT.

Ces investissements se répartissent entre l'ingénierie pour 6,8 M€, l'aménagement pour 81,3 M€ et la réalisation de programmes immobiliers pour 291,4 M€.

La part des co-financements est répartie de la manière suivante :

- l'ANRU : 63,1 M€ pour Mosson et 21,3 M€ pour Cévennes, soit un total de 84,4 M€ ;
- Montpellier Méditerranée Métropole : 84,5 M€ ;
- la Ville de Montpellier : 38 M€ ;
- le FEDER (Europe) : 1,8 M€ (réhabilitation Cap Dou Mail) ;
- la Région Occitanie : 5,13 M€ (aménagement, commerces et construction LLS) ;
- le Département de l'Hérault : 0,34 M€ (opérations Hérault Logement) ;
- les bailleurs sociaux : 128,8 M€ (y compris les prêts) - ACM, Hérault Logement, Erilia, SFHE, FDI Habitat ;
- l'Agence Nationale de Cohésion des Territoires : 2,5 M€ (commerces sud Mosson) ;
- la Caisse des Dépôts et Consignations : 0,41 M€ sur l'ingénierie ;
- autres contributions (recettes foncières, copropriétaires, promoteur...) : 33,6 M€.

Par ailleurs, une participation de l'Agence nationale de l'habitat (ANAH) est prévue pour montant initial d'environ 29 M€. Ce montant pourra être revu à la hausse dans le cadre d'une clause de revoyure d'ores et déjà prévue.

25,8 M€ de prêts bonifiés d'Action Logement seront également mobilisés par les bailleurs sociaux dans le cadre de la convention, pour la reconstitution de l'offre de logements locatifs sociaux et la requalification de certaines résidences du quartier de la Mosson.

La convention prendra effet à compter de sa date de signature et s'achèvera au 31 décembre 2024. L'engagement financier des opérations devra être réalisé au plus tard au second semestre 2024, le solde des opérations devant intervenir au plus tard au second semestre 2031.

Par ailleurs, une clause de revoyure devrait intervenir dans le courant de l'année 2021, pour renforcer les actions sur les copropriétés et permettre à la Métropole d'exprimer ses objectifs sur :

- la reconfiguration du centre commercial Saint Paul,
- le repositionnement des groupes scolaires pour favoriser la mixité,
- le lac des Garrigues pour asseoir son attractivité et son rayonnement,
- la reconversion du stade de la Mosson,
- ou encore l'irrigation économique du quartier par Med'Vallée.

Malgré les délais nécessaires à l'engagement de ces opérations complexes, la Métropole et la Ville sont attachées à engager dans les prochains mois, des actions concrètes qui contribuent activement à l'évolution du cadre de vie des habitants.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver les termes de la convention pluriannuelle des projets de renouvellement urbain des quartiers Mosson et Cévennes, à intervenir avec l'ANRU ;
- de dire que les crédits seront inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 56 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 32 voix

M. William ARS, M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, Mme Florence AUBY, M. Yves BARRAL, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, Mme Emilie CABELLO, M. Renaud CALVAT, M. Michel CALVO, M. Stéphane CHAMPAY, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Hind EMAD, Mme Maryse FAYE, Mme Clara GIMENEZ, M. Frédéric LAFFORGUE, M. Guy LAURET, M. Max LEVITA, Mme Eliane LLORET, Mme Marie MASSART, M. Cyril MEUNIER, M. Yvon PELLET, Mme Céline PINTARD, M. Manu REYNAUD, Mme Catherine RIBOT, Mme Anne RIMBERT, M. François RIO, M. Jean-Luc SAVY, M. Mikel SEBLIN, Mme Radia TIKOUK, Mme Patricia WEBER.

Fait à Montpellier, le 15/04/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 15 avril 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210329-156614-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 15/04/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- convention renouvellement urbain Mosson_Cévennes

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Séance ordinaire du lundi 29 mars 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Eliane LLORET, Jacques MARTINIER, Patricia MIRALLES, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Charles SULTAN.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Aménagement durable - Quartier de la Mosson - Reconversion du stade de football - Intentions préalables à engagement d'un appel à idées - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Le stade de la Mosson a véhiculé une image positive pendant des décennies, à la fois symbolique et synonyme de réussites collectives et d'espoir, tout particulièrement pour le quartier de la Mosson et ses habitants, mais aussi pour la Ville, la Métropole et bien au-delà. Il a connu ses heures de gloire et de passions populaires qui ont fait et font encore, la fierté des Pailladins et des Héraultais.

Toutefois, cet imposant édifice empiète sur le lit majeur de la Mosson. Les événements de ces dernières années ont révélé l'accentuation des phénomènes générés par cette implantation, avec des effets sur la stabilité des berges du fleuve et sur plusieurs installations publiques dont le stade lui-même. Ces équipements ont en effet subi à plusieurs reprises des désordres importants provoqués par des montées des eaux sur des hauteurs conséquentes, à deux reprises en 2014 pour les plus importantes. Les coûts de restauration étant devenus de plus en plus importants pour la Métropole (plusieurs millions d'euros en 2014), elle se doit d'agir pour mettre fin à cette situation.

En outre, le stade ne répond plus aux normes d'accessibilité actuelles et un investissement minimum de plus de 4 M€ serait nécessaire pour assurer sa conformité. Il fait actuellement l'objet d'une dérogation portant sur les délais de réalisation de cette mise en compatibilité, dans l'attente du projet global.

Compte tenu de sa configuration et de ses inadaptations, le stade de la Mosson est écarté de certaines manifestations majeures, comme France 2023. Dans ce contexte, l'équipement devant s'adapter aux risques et répondre aux normes contemporaines, il ne peut plus être maintenu dans sa configuration et sa localisation actuelle. La reconversion du bâtiment devient donc incontournable, à la fois pour diminuer ses impacts sur les écoulements de la Mosson, protéger le public et les biens lors des épisodes pluvieux les plus importants et pour promouvoir un nouvel équipement adapté à ces impératifs.

Cet équipement, qu'il faut inventer collectivement, devra répondre à une puissante ambition afin que sa reconversion lui permette de trouver une nouvelle attractivité pérenne. Ce projet de reconversion devra s'inscrire indissolublement dans son quartier d'implantation, être à la hauteur de son histoire et le projeter durablement dans le XXI^{ème} siècle.

L'appréhension fine des contraintes environnementales de ce secteur, constitue le préalable à tout programme de reconversion de cet équipement, afin que celui-ci soit adapté à son site, à ses contraintes, mais aussi à ses ressources. Aussi, des études hydrauliques permettant de caractériser les écoulements au regard des derniers événements importants recensés, ont été engagées dès 2019 dans l'objectif d'aboutir à des orientations opérationnelles courant 2021. Ces études doivent identifier les parties de la structure du stade à déconstruire pour favoriser l'écoulement des eaux lors des épisodes pluvieux intenses, ainsi que les contraintes à prendre en compte pour la protection des personnes et des biens, dans un contexte de résilience face aux risques identifiables. Ces études sont destinées à être partagées avec les services de l'Etat compétents pour arbitrer les prescriptions à appliquer à tout projet de reconversion de cet équipement.

Parallèlement, des objectifs ambitieux doivent être donnés à la reconversion de cet équipement pour qu'il continue d'affirmer une identité déterminante pour les habitants et usagers du quartier de la Mosson et pour tous ceux du territoire métropolitain et au-delà. Dans cette perspective, il paraît à la fois essentiel de confirmer la vocation première, sportive et de loisirs, du nouveau site, mais aussi de saisir l'opportunité de sa reconversion pour qu'il soit désormais le support d'activités susceptible d'accueillir le public sept jours sur sept tout au long de l'année. Il s'agit d'en faire un équipement très animant avec un fort potentiel d'attraction sur une aire de rayonnement la plus large possible. Véritable pôle de centralité d'échelle métropolitaine, il doit devenir un lieu de destination.

De plus, les parties conservées de l'ancienne superstructure constituent un support architectural particulièrement singulier. Elles représentent une véritable opportunité pour générer un équipement unique sur la scène nationale et européenne apte à incarner le dynamisme de la Métropole en matière d'activités sportives. Cette configuration atypique apporte en effet une potentielle valeur ajoutée susceptible de contribuer activement au renouvellement du site et à l'émergence d'une originale et puissante identité urbaine.

Cet équipement doit également s'intégrer avec respect dans son territoire et avec la volonté de participer à sa valorisation et à la reconquête de son attractivité.

Le nouvel équipement s'inscrit le long de la coulée verte de la rivière Mosson, comme l'un des équipements majeurs qui jalonnent son parcours, avec le Lac des Garrigues au Nord et le Domaine Bonnier-de-la-Mosson au Sud. Ces équipements ont vocation à participer à son animation en se faisant écho, par des aménagements qui les révèlent et valorisent leur environnement. Mais ce réseau de grands équipements à requalifier doit aussi lui-même étroitement s'insérer, respecter et bénéficier de ce vaste parc urbain que forme la vallée de la Mosson. Celui-ci tisse des liens naturels méconnus qu'il convient de révéler, entre des espaces de l'Ouest de la Métropole aux facettes contrastées. Ce sont les territoires néo-ruraux voisins de Montarnaud jusqu'à Grabels, puis urbains entre Juvignac et Montpellier, des Hauts de Massane à la Paillade, à dominante viticole vers la commune de Lavérune, où un agriparc est programmé, à la fois naturel et à vocation économique sur Saint Jean de Védas, et littoraux dans la plaine jusqu'au débouché de la Mosson dans l'Etang de l'Arnel. Riche en biodiversité, ce milieu singulier mérite d'être protégé et mis en valeur. Des cheminements, sous forme de sentiers de découverte et de randonnée préexistent, certains sont à réhabiliter avec des haltes à aménager et d'autres encore à tisser. L'échelle du « parc de la Mosson » et la qualité de ses paysages représentent une opportunité unique pour créer des liens de grande qualité environnementale entre le nouvel équipement, le quartier de la Mosson et les territoires qui l'entourent, au bénéfice de la qualité de vie des habitants et des usagers.

Par ailleurs, la reconversion du stade doit également s'inscrire dans la dynamique de la rénovation du quartier de la Mosson, pour lequel la Métropole s'apprête à engager avec l'ANRU, l'ANAH, la Région Occitanie, le Département de l'Hérault et de nombreux autres partenaires, une démarche ambitieuse de reconquête urbaine. Ce nouvel équipement doit être l'un des points d'appui de l'ouverture du quartier et de la centralité urbaine à créer, le long du futur cours paysager à créer après démolition de la tour d'Assas, sous forme d'un tissu urbain mixte, dialoguant avec des espaces publics largement végétalisés, destinés à transformer durablement la vie du quartier.

Dès la finalisation des études hydrauliques et l'engagement d'un dialogue approfondi avec les services de l'Etat courant de l'année 2021, les démarches pré-programmatiques et urbaines préalables à la reconversion du stade pourront être engagées.

Ainsi, sur la base des intentions fortes énoncées ci-dessus, il est proposé de lancer un appel à idées à la fin du second semestre 2021, pour hisser les réflexions collectives au niveau de l'attractivité recherchée pour cet équipement. Cet appel à idées s'adressera en priorité aux habitants et usagers de la Paillade et des quartiers voisins, mais aussi à ceux de la Métropole et au-delà. Les modalités mêmes de cette large consultation devront annoncer le caractère singulier de ce futur équipement et certaines de ses étapes pourront même s'inscrire au sein même du stade, en préfiguration des nouvelles activités susceptibles de participer à sa redécouverte et à son renouvellement.

Des professionnels et acteurs de la reconversion de lieux, de grands équipements et de la création d'animation de sites urbains seront également consultés dans le cadre de cette recherche d'idées.

Pour mener à bien cette concertation, la Métropole se dotera d'un prestataire qui aura pour objectif de faire émerger des idées innovantes, tout en mettant en valeur l'histoire du lieu.

A l'issue de cette première phase de concertation et après formalisation par la Collectivité de sa vision et des principes qu'elle retient, une phase de programmation et de concertation plus formalisée pourra être engagée, prévisionnellement courant du second semestre 2022.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver les intentions ci-dessus énoncées ;
- d'engager le processus préalable à la programmation de la reconversion du stade de la Mosson ;
- de poursuivre les études hydrauliques engagées ;
- de demander à la SA3M, concessionnaire de la Métropole pour la rénovation du quartier de la Mosson, d'engager les études urbaines nécessaires à l'accompagnement de ce projet ;
- de décider du lancement d'un appel à idées sur le périmètre le plus large et sous les formes les plus adaptées aux ambitions visées pour ce projet ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 68 voix

Contre : 3 voix

Abstentions : 4 voix

Ne prennent pas part au vote : 13 voix

M. William ARS, M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Renaud CALVAT, Mme Clara GIMENEZ, M. Frédéric LAFFORGUE, M. Guy LAURET, M. Cyril MEUNIER, Mme Céline PINTARD, Mme Anne RIMBERT, M. François RIO, M. Jean-Luc SAVY.

Fait à Montpellier, le 15/04/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 15 avril 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210329-156617-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 15/04/21

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Séance ordinaire du lundi 29 mars 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Eliane LLORET, Jacques MARTINIER, Patricia MIRALLES, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Charles SULTAN.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Aménagement durable - Dépôt de candidatures au 4ème appel à projets en faveur des transports collectifs en site propre et pôles d'échanges multimodaux - Approbation

Madame Julie FRÊCHE, Vice-Présidente, rapporte :

La France est confrontée à des défis environnementaux majeurs, notamment celui du changement climatique. Elle s'est engagée résolument dans la transition écologique. La stratégie nationale bas-carbone a pour objectif la neutralité carbone d'ici 2050. Aujourd'hui, le secteur des transports émet un tiers des gaz à effet de serre du pays.

Les transports collectifs urbains sont l'un des leviers essentiels pour limiter ces émissions de carbone en agglomération. Ils sont aussi un levier d'amélioration des conditions de vie, face à la congestion routière. Pour certains publics, c'est le seul accès à la mobilité. C'est pourquoi la Loi d'Orientation des Mobilités (LOM) adoptée en décembre 2019, a prévu que l'Etat investisse de manière importante en faveur des transports du quotidien ces prochaines années. Cela se traduit par le lancement d'un 4^{ème} appel à projets en faveur des transports collectifs en site propre lancé par le Ministère chargé des Transports.

La crise sanitaire a affecté la fréquentation des réseaux de transport en commun. L'Etat souhaite accompagner les autorités organisatrices de la mobilité dans le développement de projets ambitieux pour l'avenir, en participant à la relance de l'activité économique et permettant de rétablir une dynamique de croissance de la fréquentation.

Lors du Conseil de Métropole du 1^{er} février 2021, Montpellier Méditerranée Métropole a délibéré sur une Stratégie des Mobilités à horizon 2025 afin de contribuer activement à la transition écologique indispensable et s'inscrire résolument dans la lutte contre le réchauffement climatique.

Dans les mesures socles de cette stratégie, dites de « choc de l'offre », est inscrite la réalisation de 4 lignes de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS). Il s'agit d'un nouveau concept pour le territoire métropolitain qui permettra de créer sur plus de 50 km et 60 stations un produit constituant une véritable alternative à la voiture particulière par le biais d'aménagements spécifiques garantissant un temps de parcours optimisé. L'identité visuelle propre de ce produit (véhicule spécifique), associée à une offre de service qualitative (fréquence importante, vitesse commerciale élevée, traitement qualitatif des stations, site propre lorsque disponibilité foncière) permettra de repositionner le mode bus à un niveau proche de celui du mode tramway en matière d'attractivité.

Les tracés prévisionnels de ces quatre lignes de BHNS sont actuellement à l'étude et devraient être confirmés au début du mois d'avril :

- la 1^{ère} ligne - M1 va permettre de relier les communes de l'Est de la Métropole aux quartiers d'activités du Millénaire et d'Antigone ;
- la 2^{ème} ligne - M2 va emprunter les faubourgs circulaires extérieurs de la Ville de Montpellier et ainsi désengorger le nœud de la gare Saint-Roch en proposant plusieurs arrêts intermodaux ;
- la 3^{ème} ligne - M3 va permettre d'augmenter la vitesse commerciale des 2 lignes de bus urbaines les plus empruntées, optimiser leur fréquence et améliorer les conditions de vie de deux Quartiers Prioritaires de la Ville de Montpellier que sont Mosson et Cévennes ;
- la 4^{ème} ligne - M4 va permettre de relier les communes de l'Ouest de la Métropole à la ville de Montpellier.

Ces 4 futures lignes de BHNS sont éligibles au 4^{ème} appel à projets. En effet, il s'agit bien de Transports Collectifs en Site Propre, dont les premiers travaux sont prévus avant la fin de l'année 2025 et dont le montant des travaux est supérieur à 5 M€ par ligne.

Dans le cas où nos projets sont retenus par cet appel à projets, la Métropole sera amenée à signer une convention par projet avec l'Etat. Ces conventions préciseront les montants des subventions obtenus ainsi que les conditions de versements de ces dernières.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- de candidater au 4^{ème} appel à projets relatif aux transports collectifs en site propre et pôles d'échanges multimodaux auprès du Ministère chargé des Transports ;
- de présenter quatre projets, un pour chaque ligne de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS) ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 15/04/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 15 avril 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210329-156918-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 15/04/21

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Séance ordinaire du lundi 29 mars 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Eliane LLORET, Jacques MARTINIER, Patricia MIRALLES, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Charles SULTAN.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Aménagement durable - Ligne Nouvelle Montpellier Perpignan (LNMP) - Convention financière des acquisitions foncières - Autorisation de signature

Madame Julie FRÊCHE, Vice-Présidente, rapporte :

La Ligne Nouvelle Montpellier-Perpignan (LNMP) est un projet de liaison ferroviaire à grande vitesse partiellement mixte (voyageurs et fret), entre Montpellier et Perpignan. Elle prolonge le Contournement ferroviaire Nîmes – Montpellier (CNM) pour se connecter au réseau à grande vitesse espagnol existant. Cet axe fait partie du corridor méditerranéen identifié comme étant prioritaire dans le Réseau TransEuropéen de Transport (RTE-T).

Sa réalisation s'inscrit dans l'un des couloirs les plus saturés du réseau ferré national, comme l'a mis en évidence l'Observatoire de la saturation ferroviaire piloté par l'Etat en 2016.

Depuis, la mise en service du contournement Nîmes-Montpellier (CNM) a permis de créer une offre importante de sillons ferroviaires sur cette section et d'augmenter significativement l'offre de trains voyageurs sur le doublet de lignes (composé par la ligne classique et la ligne nouvelle), notamment de trains régionaux, tout en transférant près de 70 % des trains de fret de la voie ferrée historique sur la voie nouvelle en diminuant ainsi les nuisances sonores dans les villes et villages traversés. Il reste maintenant à réaliser le dernier maillon manquant du corridor méditerranéen en engageant la réalisation de la LNMP.

La LNMP répond, en tant que ligne mixte fret-voyageurs sur le tronçon Montpellier-Béziers, non seulement à un enjeu de qualité de l'air en matière de transport de marchandises, mais également à un enjeu environnemental tout aussi essentiel de développement des trains du quotidien, ainsi que des trains nationaux et européens. De la même manière que la réalisation du CNM a permis de dégager de la capacité pour les trains du quotidien et ainsi contribuer à l'amélioration du niveau de service du PEM de Baillargues, la LNMP permettra de renforcer l'offre sur d'autres haltes (comme Villeneuve-lès-Maguelone), voire d'améliorer la diffusion des pendulaires sur le territoire avec la création de nouvelles haltes, comme à Castelnaud-Sablasse.

Comme toute grande opération d'infrastructure, le projet de la LNMP est le fruit d'un long processus d'élaboration et de définition du projet. Les premières propositions de tracé datent des années 1990. En 1995, les accords de Madrid actent la construction d'une ligne ferroviaire le long de la façade méditerranéenne entre la France et l'Espagne.

En 2000, le tracé du TGV Languedoc-Roussillon est qualifié de Projet d'intérêt général (PIG) afin de réserver des emplacements dans les documents d'urbanisme. En mai 2005, le contournement de Nîmes et Montpellier (CNM) est déclaré d'utilité publique. Parallèlement, les projets de développement du réseau ferroviaire espagnol avancent, avec notamment la réalisation de la section internationale Perpignan-Figueras, inaugurée le 27 janvier 2011.

En 2006, le ministre des Transports a relancé le processus d'études d'une nouvelle liaison ferroviaire entre Montpellier et Perpignan en vue de la tenue d'un débat public. Il s'agissait de re-questionner les objectifs du projet face à l'évolution des déplacements régionaux de voyageurs et à l'accroissement des flux de marchandises nationaux et européens (notamment les échanges avec la péninsule ibérique). Un vaste débat public plébiscitant les principes du projet a lieu en 2009.

De 2011 à 2017, les études ont été suivies de 4 décisions ministérielles actant :

- le tracé : 150 km de ligne nouvelle à grande vitesse entre Montpellier et Perpignan,
- le projet : deux sections de ligne mixte fret-voyageurs (entre Montpellier et Béziers et de Rivesaltes à Toulouges) et une section voyageurs uniquement entre Béziers et Rivesaltes,
- les gares nouvelles : Béziers Est et Narbonne Ouest,
- le phasage du projet : la première phase correspondant au tronçon Montpellier-Béziers et la deuxième au tronçon Béziers-Perpignan.

Lors de l'élaboration du rapport Duron relatif à la programmation et le financement des infrastructures, la procédure est mise en veille entre 2017 et 2019. Début de 2019, le tracé de la LNMP est qualifié comme PIG par les arrêtés préfectoraux de l'Hérault, de l'Aude et des Pyrénées Orientales. En décembre de la même année, la loi d'orientations des mobilités (LOM) acte l'engagement des travaux de la section Montpellier-Béziers à l'horizon de 10 ans et de la section Béziers-Perpignan à échéance de 20 ans.

En janvier 2021, la décision ministérielle n°5 acte l'engagement des échanges entre les partenaires pour établir un protocole d'intention en définissant les modalités et les clés de financement prévisionnelles des études et des travaux de la phase 1 Montpellier-Béziers, en explorant notamment deux pistes : l'hypothèse de financement budgétaire et l'hypothèse de financement par le biais d'une société de projet ou de financement (option rendue possible depuis la LOM). Cette décision induit une actualisation de l'estimation détaillée des coûts du projet.

Avant cette réévaluation, l'estimation prévisionnelle des études et travaux est de 5,56 Md€ (estimations de 2014), dont 1,855 Md€ (estimations de 2014) pour la première phase (tronçon LGV mixte de Montpellier à Béziers sans la création de la gare nouvelle, prévues pour la seconde phase).

Après avoir validé, en décembre 2020, la participation de la Métropole au financement des études préalables à la déclaration d'utilité publique, la présente délibération porte sur la convention de financement des acquisitions foncières n°4 (5 M€). Elle fait suite à la conclusion de trois premières conventions (convention n°1 de 3.811 M€, convention n°2 de 20 M€ et convention n°3 de 5 M€). Elle a pour objet de répondre aux besoins immédiats et ne couvre pas l'ensemble des acquisitions foncières à venir. Cette convention n°4 est complémentaire à la convention n°3 signée le 31 décembre 2019 par l'Etat et la Région pour un montant global de 5 M€ (2.5 M€ Etat et 2.5 M€ Région). Ensemble, les conventions n°3 et n°4 permettent de couvrir les besoins de financement des acquisitions foncières à hauteur de 10 M€.

La convention n°4 relative aux modalités de participation financière entre l'Etat, la Région Occitanie, le Département de l'Hérault, le Département de l'Aude, le Département des Pyrénées Orientales, la Communauté d'Agglomération Hérault Méditerranée, la Communauté d'Agglomération de Béziers, la Communauté d'Agglomération du Grand Narbonne, la Communauté d'Agglomération de Carcassonne, la Communauté Urbaine Perpignan Méditerranée Métropole, la Communauté d'Agglomération Sète Agglopôle Méditerranée et Montpellier Méditerranée Métropole prévoit la répartition suivante : financement des acquisitions foncières à 1/3 par l'Etat et la Région, et à parts égales entre 10 collectivités soit 333 333,30 € HT par chacune.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver la participation de Montpellier Méditerranée Métropole aux acquisitions foncières sur le linéaire de la Ligne Nouvelle Montpellier-Perpignan ;
- d'autoriser le financement des dépenses et frais associés aux acquisitions foncières de cette opération ;
- d'approuver les termes de la convention relative aux modalités de participation financière ;
- d'autoriser le versement de la participation de Montpellier Méditerranée Métropole d'un montant de 333 333,30 € HT ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 87 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 15/04/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 15 avril 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210329-157011-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 15/04/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention financière.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Séance ordinaire du lundi 29 mars 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Eliane LLORET, Jacques MARTINIER, Patricia MIRALLES, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Charles SULTAN.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Aménagement durable - Convention Intermodale Kartatoo - Renouvellement - Approbation

Madame Julie FRÊCHE, Vice-Présidente, rapporte :

Le 13 février 2007, la Communauté d'Agglomération de Montpellier (devenue Montpellier Méditerranée Métropole) a, en partenariat avec la Région Languedoc-Roussillon, entériné par délibération la création du titre de transport Kartatoo.

L'évolution de nos territoires et de la composition de nos institutions, dans un cadre d'urgence climatique, nous demande de réinventer notre offre de services en tant qu'alternative à la voiture particulière.

En ce sens, l'amélioration de l'offre proposée par nos collectivités ne pourra répondre pertinemment aux attentes des usagers que si l'intermodalité inter-réseaux et interterritoriale se développe. Le service intermodal Kartatoo doit à terme permettre la fourniture d'un unique titre de transport interopérable pour l'utilisateur.

Cette intégration doit ainsi être rendue possible, tant sur le plan du service à l'utilisateur que de sa lisibilité afin de pouvoir développer des synergies sur les points suivants :

- Optimisation de l'offre ;
- Interopérabilité billettique (dans le respect de la charte GART) ;
- Intégration tarifaire.

Kartatoo permet aux usagers d'emprunter les trains régionaux liO ainsi que les transports urbains aux deux extrémités du trajet, en échange d'un paiement forfaitaire global (mise en place d'une tarification adaptée).

Le système consiste en un abonnement zonal (ex : Montpellier, Lunel, Nîmes...) dont le prix payé par l'utilisateur est fonction du nombre de zones empruntées. La tarification intermodale associée permet d'économiser jusqu'à 45 % du coût du déplacement pour l'utilisateur.

La convention afférente a pour objet de fixer le cadre, les principes et les modalités de la mise en œuvre par les Autorités Organisatrices et les exploitants signataires de la tarification zonale intermodale appelée Kartatoo. Elle rappelle notamment que chaque mois, chaque réseau perçoit de SNCF Voyageurs les recettes Kartatoo lui revenant, selon le principe de versement des recettes.

Pour information, les recettes revenant à la Métropole sur les années 2017, 2018 et 2019 portent sur les montants suivants :

	2017	2018	2019
Montpellier Méditerranée Métropole	377 366,26 €	380 754,62 €	370 441,42 €

Il est proposé de renouveler cette convention jusqu'au 31 décembre 2025.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver le projet de nouvelle convention Kartatoo ;
- de dire que les recettes sont inscrites aux budgets de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 15/04/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 15 avril 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210329-157015-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 15/04/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention Kartatoo Interzone 2021 - VF.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Séance ordinaire du lundi 29 mars 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Eliane LLORET, Jacques MARTINIER, Patricia MIRALLES, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Charles SULTAN.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Aménagement durable - Convention de compensation pour la tarification intermodale avec le Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'Hérault (SMTCH) 2021 - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Avec la mise en service des lignes 1 et 2 du tramway, plusieurs lignes départementales Hérault Transport en provenance du Nord, du Sud-Ouest et du Nord-Est montpelliérain ont été rabattues sur les pôles d'échanges Occitanie, Saint Jean de Védas, Sabines et Notre-Dame-de-Sablassou.

De la même façon, depuis avril 2012 avec la mise en service des lignes 3 et 4, toutes les autres lignes Hérault Transport de l'Ouest, de l'Est et du Sud sont désormais connectées aux nouveaux pôles d'échanges Mosson, Odysseum, Boirargues et Etang de l'Or, permettant ainsi la fermeture de la gare routière.

Les connexions systématiques des lignes interurbaines sur le réseau de tramway engendrent un report modal plus important, les voyageurs titulaires d'un titre Hérault Transport étant plus nombreux à emprunter le tramway jusqu'au centre-ville.

La convention passée en octobre 2006 pour les années 2007 et 2008 avait permis au Syndicat Mixte des Transport en Commun de l'Hérault (SMTCH) d'instaurer une tarification permettant à ses voyageurs d'accéder aux deux réseaux avec un même support tarifaire et de verser en conséquence une compensation tarifaire à la Communauté d'agglomération de Montpellier. Cette convention a été renouvelée selon les mêmes modalités depuis 2009, avec la Communauté d'agglomération puis Montpellier Méditerranée Métropole.

Le projet de convention proposé définit les titres et leurs conditions d'utilisation pour l'année 2021 et prévoit une compensation forfaitaire annuelle basée, d'une part, sur le nombre de déplacements réalisés par les voyageurs interurbains sur le réseau urbain, en tenant compte de la progression de fréquentation attendue et d'autre part, sur le coût moyen actualisé d'un déplacement urbain sur le réseau TaM.

Le projet de convention précise les modalités d'application de ces dispositions et de prise en charge de ce coût par le SMTCH.

Les montants de compensation forfaitaire sont ainsi fixés à 660 000 € TTC pour l'année 2021. Ces montants correspondent au paiement de 640 000 déplacements commerciaux au prix unitaire de 1,0364 € TTC.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver le projet de convention pour l'exercice 2021 ;
- de dire que la recette sera inscrite sur les budgets de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 71 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 17 voix

M. Christian ASSAF, M. Roger CAIZERGUES, M. Renaud CALVAT, Mme Bernadette CONTE-ARRANZ, M. Sébastien COTE, Mme Hind EMAD, Mme Julie FRÊCHE, M. Guy LAURET, Mme Nathalie LEVY, M. Hervé MARTIN, Mme Marie MASSART, M. Arnaud MOYNIER, M. Bruno PATERNOT, Mme Céline PINTARD, M. Manu REYNAUD, M. Jean-Pierre RICO, M. Mikel SEBLIN.

Fait à Montpellier, le 15/04/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 15 avril 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210329-156962-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 15/04/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention compensation intermodale SMTCH 2021.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Séance ordinaire du lundi 29 mars 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Eliane LLORET, Jacques MARTINIER, Patricia MIRALLES, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Charles SULTAN.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Aménagement durable - Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'Hérault (SMTCH) - Navette des plages Étang de l'Or vers la plage du Grand Travers - Tarification - Convention de compensation financière pour la saison estivale 2021 - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Chaque été, depuis l'ouverture de la ligne 3 du tramway en 2012, Montpellier Méditerranée Métropole et le Syndicat Mixte des Transports en Commun de l'Hérault (SMTCH) proposent un dispositif partenarial pour faciliter les déplacements des voyageurs en transport en commun vers les plages du littoral méditerranéen.

Pour les voyageurs désirant se rendre à la mer, Hérault Transport met en service des navettes de bus depuis le terminus Pérols-Étang de l'Or de la ligne 3 de tramway.

Il est à souligner que depuis la période estivale 2016, la desserte de la plage des Roquilles est assurée par la Communauté d'agglomération du Pays de l'Or.

Pour la saison 2021, Hérault Transport a programmé la mise en place de ces navettes les week-ends et jours fériés de mai à juin (à compter du dimanche 2 mai 2021) ainsi que tous les jours du samedi 12 juin au dimanche 29 août 2021.

Dans la perspective d'une affluence importante de voyageurs et pour faciliter et simplifier les conditions tarifaires d'accès à ces navettes, Montpellier Méditerranée Métropole et le SMTCH proposent que l'ensemble des titres de transports de leurs réseaux soient acceptés sur les navettes.

Le dispositif qui avait été mis en place pour 2020 et qu'il est proposé de reconduire en 2021, est le suivant :

- Les voyageurs disposant d'un titre Hérault Transport pourront emprunter les navettes,
- Les voyageurs provenant de la ligne 3 de tramway et disposant d'un titre TaM auront accès aux navettes en correspondance et sans surcoût,
- Enfin, pour les voyageurs ne disposant d'aucun titre, un titre spécifique intermodal Navette des Plages Hérault Transport + TaM sera vendu à bord des navettes. Hérault Transport fixe son tarif à 1,60 € TTC (montant identique à celui pratiqué sur le réseau TaM).

Les modalités décrites ci-dessus doivent faire l'objet d'une convention entre le Syndicat Mixte des Transport en Commun de l'Hérault et Montpellier Méditerranée Métropole.

Cette convention précise également le mode de calcul de la compensation financière à verser par Montpellier Méditerranée Métropole au SMTCH, calculée à partir de la recette moyenne au voyageur du réseau urbain, fixée à 0,9422 € HT (1,0364 € TTC) par la convention, en fonction du nombre de validations enregistrées à bord des navettes.

Le bilan de l'année 2020 est le suivant : 104 386 voyages ont été comptabilisés sur les systèmes billettiques TaM et Hérault Transport sur la période de fonctionnement, entraînant une compensation tarifaire s'élevant à 95 953,02 €, au bénéfice du SMTCH. Un bilan sera établi, pour la saison estivale 2021, dans la délibération autorisant la reconduction du dispositif en 2022.

En conséquence il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver les termes de la convention de compensation tarifaire avec le SMTCH ;
- d'approuver le bilan 2020, dont la compensation tarifaire à verser par Montpellier Méditerranée Métropole s'élève à 95 953,02 € TTC ;
- d'approuver la reconduction du dispositif pour la saison estivale 2021 ;
- de dire que les crédits sont inscrits aux budgets de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 71 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 17 voix

M. Christian ASSAF, M. Roger CAIZERGUES, M. Renaud CALVAT, Mme Bernadette CONTE-ARRANZ, M. Sébastien COTE, Mme Hind EMAD, Mme Julie FRÊCHE, M. Guy LAURET, Mme Nathalie LEVY, M. Hervé MARTIN, Mme Marie MASSART, M. Arnaud MOYNIER, M. Bruno PATERNOT, Mme Céline PINTARD, M. Manu REYNAUD, M. Jean-Pierre RICO, M. Mikel SEBLIN.

Fait à Montpellier, le 15/04/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 15 avril 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210329-156827-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 15/04/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention_financiere_navette_des_plages_2021___V2.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Séance ordinaire du lundi 29 mars 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Eliane LLORET, Jacques MARTINIER, Patricia MIRALLES, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Charles SULTAN.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Aménagement durable - Association pour la Gestion Indépendante des Réseaux de transport public (AGIR) - Adhésion 2020 - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

L'Association pour la Gestion Indépendante des Réseaux de transport public (AGIR) a été créée en 1987 par des élus et des techniciens de collectivités territoriales qui poursuivaient l'objectif commun de se doter d'une expertise « métier » qualifiée d'opérationnelle, indépendante des groupes de transport.

Aujourd'hui, près de 300 adhérents bénéficient de cette expertise dédiée aux transports publics et plus largement à la mobilité : collectivités territoriales, établissement public de coopération intercommunale, entreprises de transport indépendantes des grands groupes, etc.

Grâce à une équipe permanente composée d'experts et à une équipe de consultants spécialistes dans divers domaines, AGIR accompagne les acteurs des mobilités dans divers domaines, qu'il s'agisse de questions liées à la réglementation, à l'offre de transport, aux modes de gestion, au matériel et logiciels, etc., AGIR propose également à ses adhérents différents services, et notamment des formations ou encore des réunions d'échanges et des retours d'expérience entre les adhérents.

Au regard des enjeux de mobilités du nouveau mandat, qui constituent un axe fort de la politique décidée par la nouvelle majorité de la Métropole (notamment la mise en place de la gratuité, la mise en œuvre de la Zone à Faibles Emissions, le développement des mobilités douces, ...), l'adhésion à l'association AGIR permet ainsi à Montpellier Méditerranée Métropole de bénéficier d'un appui technique sur ces différents domaines.

Par délibération n°M2020-163 en date du 31 juillet 2020, Madame Julie FRECHE a été désignée pour représenter la Métropole au sein de cette structure. Sur l'année 2020, Montpellier Méditerranée Métropole a d'ores et déjà bénéficié de l'expertise et de l'appui technique d'AGIR sur divers sujets d'actualité. Ainsi, au-delà de la participation des techniciens de la Métropole à divers webinaires organisés par AGIR, Montpellier Méditerranée Métropole a sollicité son appui technique dans le cadre de la mise en place de la 1^{ère} phase de la gratuité des transports. Une note juridique quant à l'impact de la gratuité sur le contrat de DSP Transport a ainsi été produite par AGIR.

L'adhésion à l'association AGIR représente une dépense annuelle de 18 000 € pour l'année 2020. La facture 2020 sera mandatée sur la base de la présente délibération.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'association AGIR pour l'année 2020 ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

M. Sébastien COTE, Mme Julie FRÊCHE.

Fait à Montpellier, le 15/04/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 15 avril 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210329-157672-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 15/04/21

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Séance ordinaire du lundi 29 mars 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Eliane LLORET, Jacques MARTINIER, Patricia MIRALLES, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Charles SULTAN.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Aménagement durable - Convention de Délégation de Service Public - Corum-Palais des Congrès-Opéra et Zénith Sud - Avenant n°3 - Travaux du parking du Corum - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Par délibération n°M2019-714 en date du 18 décembre 2019, Montpellier Méditerranée Métropole a décidé de confier l'exploitation du Corum-Palais des Congrès-Opéra et du Zénith Sud au groupement constitué de la société Montpellier Events et de la société TaM.

L'équipement Corum-Palais des Congrès-Opéra intègre un parking dans le contrat de délégation de service public, lieu d'accompagnement nécessaire pour améliorer l'accueil des visiteurs. La gestion de ce parking est assurée en subdélégation par la société TaM.

La convention de délégation de service public est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2020 pour une durée de 8 ans.

Par délibération n°M2020-143 en date du 31 juillet 2020, un avenant n°1 a approuvé une opération commerciale relative à 1 heure de stationnement gratuite du lundi au samedi dans les parkings desservant le centre-ville, dans le cadre du contexte de confinement et de crise sanitaire due à la propagation du coronavirus, ayant fortement pénalisé l'activité commerciale du centre-ville de Montpellier.

Par délibération n°M2020-345 en date du 23 novembre 2020, un avenant n°2 a défini le cadre du dispositif de soutien aux acteurs économiques du tourisme d'affaires souhaité par la Métropole de Montpellier au regard de la poursuite de la crise sanitaire et permettant de renforcer l'attractivité du territoire. Dans l'objectif de confirmer Montpellier Méditerranée Métropole comme destination privilégiée des organisateurs de congrès dans la période d'incertitude actuelle relative au maintien ou aux conditions dégradées des manifestations, Montpellier Events a été sollicitée afin de mettre en place des conditions particulières de vente pour que les organisateurs de congrès limitent leurs frais liés à la réservation du site de congrès.

Un 3^{ème} avenant au contrat de délégation de service public est désormais sollicité concernant le parking du Corum-Palais des Congrès-Opéra.

Ce parking nécessite en effet des travaux obligatoires de sécurisation afin d'une part d'être en conformité avec les prescriptions de sécurité incendie du SDIS, et d'autre part de mieux maîtriser la gestion des flux piétons.

Il est donc proposé de revoir le programme initial des investissements du subdélégataire, exploitant du parking, la société TaM.

Le coût de ces investissements de sécurisation est estimé à 124 000 € HT. Une prise en charge par Montpellier Méditerranée Métropole est accordée à hauteur de 124 000 € maximum, par le biais d'une subvention d'investissement non soumise à TVA.

Cette somme est en effet proposée pour être réinvestie dans l'équipement, car elle correspond au solde de provisions de gros entretien renouvellement de l'ancienne délégation de service public (2009-2019) que la SAEML TaM a dû reverser à Montpellier Méditerranée Métropole, via son ancien délégataire Montpellier Events, dans le cadre de la non réalisation de son obligation financière.

Les annexes 8 et 22 sont modifiées en conséquence.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver les termes de l'avenant n°3 au contrat de délégation de service public relatif à la gestion et à l'exploitation du Corum-Palais des Congrès-Opéra et du Zénith Sud ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prennent pas part au vote : 7 voix

M. Roger-Yannick CHARTIER, Mme Hind EMAD, Mme Marie MASSART, M. Cyril MEUNIER, M. Bruno PATERNOT, M. Manu REYNAUD, Mme Célia SERRANO.

Fait à Montpellier, le 15/04/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 15 avril 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210329-156355-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 15/04/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant_3_DSP_Corum_Zenith.pdf
- Annexe 1 Avt 3 Investissements Subdéléataire.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Séance ordinaire du lundi 29 mars 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Eliane LLORET, Jacques MARTINIER, Patricia MIRALLES, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Charles SULTAN.

Absent(es) / Excusé(es) :

Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Aménagement durable - Programme voirie 2021 - Travaux de réseaux sur la commune de Saint-Drézéry - Chemin de Manely (aménagement d'un chemin piétonnier) - Plan de financement et demande de subventions auprès d'Hérault Énergies - Approbation

Monsieur Frédéric LAFFORGUE, Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole est autorité organisatrice de la distribution de l'énergie et, à ce titre, assure le suivi et le contrôle des concessions des réseaux de distribution de gaz, d'électricité, de chaleur et de froid sur son territoire. Cette compétence est exercée directement ou déléguée pour une partie du réseau électrique à des syndicats intercommunaux. Le syndicat mixte Hérault Energies est autorité concédante des réseaux d'électricité sur le territoire de 24 communes de la Métropole.

Dans le cadre des projets d'aménagements locaux, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite rénover les réseaux d'éclairage public ou les enfouir, dans une double dynamique d'amélioration du cadre de vie des habitants et de rationalisation de l'action et de la dépense publique. Au titre de la programmation de travaux 2021, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite solliciter le Syndicat Hérault Energies par voie de subvention, pour les projets liés à des travaux de rénovation, de mise en conformité d'enfouissement des réseaux d'éclairage public.

Travaux sur le réseau électrique du pôle Cadoule et Bérange :

Commune de Saint-Drézéry - Chemin de Manely (aménagement d'un piétonnier).

Montant prévisionnel total des travaux : 26 349,44 € TTC

Montant à charge de la Métropole : 26 349,44 € TTC

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver le projet de travaux à Saint Drézéry – Chemin de Manely (aménagement d'un piétonnier) pour un montant prévisionnel global de 26 349,44 € TTC ;
- d'accepter le plan de financement proposé par Hérault Energies ;
- de solliciter les financements et subventions les plus élevées possibles de la part d'Hérault Energies ;
- de dire que les crédits seront inscrits au budget 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention à venir ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 68 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 19 voix

M. William ARS, M. Jean-François AUDRIN, M. Geniès BALAZUN, M. Renaud CALVAT, Mme Michelle CASSAR, M. Stéphane CHAMPAY, M. Serge DESSEIGNE, Mme Mylène FOURCADE, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, Mme Régine ILLAIRE, Mme Eliane LLORET, M. Jacques MARTINIER, M. Arnaud MOYNIER, Mme Marie-Delphine PARPILLON, Mme Céline PINTARD, M. Joël RAYMOND, M. François RIO, Mme Isabelle TOUZARD, M. Joël VERA.

Fait à Montpellier, le 15/04/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 15 avril 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210329-156649-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 15/04/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Séance ordinaire du lundi 29 mars 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Taslime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Eliane LLORET, Jacques MARTINIER, Patricia MIRALLES, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Charles SULTAN.

Absent(es) / Excusé(es) :

Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Aménagement durable - Opération de travaux programme 2021 - Travaux de réseaux sur la commune de Murviel-lès-Montpellier (Avenue des Champs Tranche 2) - Demande de subvention auprès d'Hérault Energies - Approbation

Monsieur Frédéric LAFFORGUE, Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole est autorité organisatrice de la distribution de l'énergie et, à ce titre, assure le suivi et le contrôle des concessions des réseaux de distribution de gaz, d'électricité, de chaleur et de froid sur son territoire. Cette compétence est exercée directement ou déléguée pour une partie du réseau électrique à des syndicats intercommunaux. Le Syndicat Mixte Hérault Energies est autorité concédante des réseaux d'électricité sur le territoire de 24 communes de la Métropole.

Dans le cadre des projets d'aménagements locaux, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite rénover les réseaux d'éclairage public ou les enfouir, dans une double dynamique d'amélioration du cadre de vie des habitants et de rationalisation de l'action et de la dépense publique. Au titre de la programmation de travaux 2021, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite solliciter le Syndicat Hérault Energies par voie de subvention, pour les projets liés à des travaux de rénovation, de mise en conformité d'enfouissement des réseaux d'éclairage public.

Travaux d'électricité, d'éclairage public et de télécommunications sur le pôle Piémonts Garrigues : Commune de Murviel-lès-Montpellier – Avenue des Moulins Tranche 2.

Montant prévisionnel total des travaux : 67 263,32 € TTC

Dont travaux d'électricité : 29 467,86 € TTC

Dont travaux d'éclairage public : 34 777,20 € TTC

Dont travaux de télécommunications : 3 018,26 € TTC

Financement :

Subventions potentielles Hérault Energies : 16 057,37 € TTC

TVA sur les travaux récupérée par Hérault Energies : 4 764,22 € TTC

Montant à charge de la Métropole : 46 441,73 € TTC

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver le projet de travaux à Murviel-lès-Montpellier – Avenue des Champs Tranche 2 pour un montant prévisionnel global de 67 263,32 € TTC ;
- d'accepter le plan de financement proposé par Hérault Energies ;
- de solliciter les financements et subventions les plus élevés possibles de la part d'Hérault Energies ;
- de dire que les crédits seront inscrits au budget 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention à venir ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 68 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 19 voix

M. William ARS, M. Jean-François AUDRIN, M. Geniès BALAZUN, M. Renaud CALVAT, Mme Michelle CASSAR, M. Stéphane CHAMPAY, M. Serge DESSEIGNE, Mme Mylène FOURCADE, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, Mme Régine ILLAIRE, Mme Eliane LLORET, M. Jacques MARTINIER, M. Arnaud MOYNIER, Mme Marie-Delphine PARPILLON, Mme Céline PINTARD, M. Joël RAYMOND, M. François RIO, Mme Isabelle TOUZARD, M. Joël VERA.

Fait à Montpellier, le 15/04/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 15 avril 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210329-156640-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 15/04/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Séance ordinaire du lundi 29 mars 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Eliane LLORET, Jacques MARTINIER, Patricia MIRALLES, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Charles SULTAN.

Absent(es) / Excusé(es) :

Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Aménagement durable - Opération de travaux programme 2021 - Commune de Saint Jean de Védas - Rue Lou Planas - Plan de Financement entre Hérault Énergies et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature

Monsieur Frédéric LAFFORGUE, Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole est autorité organisatrice de la distribution de l'énergie et, à ce titre, assure le suivi et le contrôle des concessions des réseaux de distribution de gaz, d'électricité, de chaleur et de froid sur son territoire. Cette compétence est exercée directement ou déléguée pour une partie du réseau électrique à des syndicats intercommunaux. Le Syndicat Mixte Hérault Energies est autorité concédante des réseaux d'électricité sur le territoire de 24 communes de la Métropole.

Dans le cadre des projets d'aménagements locaux, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite rénover les réseaux d'éclairage public ou les enfouir, dans une double dynamique d'amélioration du cadre de vie des habitants et de rationalisation de l'action et de la dépense publique. Au titre de la programmation de travaux 2021, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite solliciter le Syndicat Hérault Energies par voie de subvention, pour les projets liés à des travaux de rénovation, de mise en conformité d'enfouissement des réseaux d'éclairage public.

Travaux d'électricité, d'éclairage public et de télécommunications sur le pôle Plaine Ouest :

Commune de Saint Jean de Védas – Rue Lou Planas.

Montant prévisionnel total des travaux : 101 500 € TTC

Dont travaux d'électricité : 41 900 € TTC

Dont travaux d'éclairage public : 42 200 € TTC

Dont travaux de télécommunications : 19 400 € TTC

Subventions potentielles Hérault Energies : 34 100 € TTC

TVA sur les travaux récupérée par Hérault Energies : 6 500 € TTC

Montant à charge de la Métropole : 60 900 € TTC

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver le programme de travaux 2021 sur la commune de Saint Jean de Védas – Rue Lou Planas pour un montant prévisionnel global de 101 500 € TTC ;
- d'accepter le plan de financement proposé par Hérault Energies ;
- de solliciter les financements et subventions les plus élevés possibles de la part d'Hérault Energies ;
- de dire que les crédits seront inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole,
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention à venir ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 68 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 19 voix

M. William ARS, M. Jean-François AUDRIN, M. Geniès BALAZUN, M. Renaud CALVAT, Mme Michelle CASSAR, M. Stéphane CHAMPAY, M. Serge DESSEIGNE, Mme Mylène FOURCADE, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, Mme Régine ILLAIRE, Mme Eliane LLORET, M. Jacques MARTINIER, M. Arnaud MOYNIER, Mme Marie-Delphine PARPILLON, Mme Céline PINTARD, M. Joël RAYMOND, M. François RIO, Mme Isabelle TOUZARD, M. Joël VERA.

Fait à Montpellier, le 15/04/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 15 avril 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210329-154905-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 15/04/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Séance ordinaire du lundi 29 mars 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSSE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Eliane LLORET, Jacques MARTINIER, Patricia MIRALLES, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Charles SULTAN.

Absent(es) / Excusé(es) :

Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Aménagement durable - Opération de travaux programme 2021 - Commune de Sussargues - Renforcement Rue des Aires - Plan de financement entre Hérault Energies et Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation

Monsieur Frédéric LAFFORGUE, Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole est autorité organisatrice de la distribution de l'énergie et, à ce titre, assure le suivi et le contrôle des concessions des réseaux de distribution de gaz, d'électricité, de chaleur et de froid sur son territoire. Cette compétence est exercée directement ou déléguée pour une partie du réseau électrique à des syndicats intercommunaux. Le Syndicat Mixte Hérault Energies est autorité concédante des réseaux d'électricité sur le territoire de 24 communes de la Métropole.

Dans le cadre des projets d'aménagements locaux, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite rénover les réseaux d'éclairage public ou les enfouir, dans une double dynamique d'amélioration du cadre de vie des habitants et de rationalisation de l'action et de la dépense publique. Au titre de la programmation de travaux 2021, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite solliciter le Syndicat Hérault Energies par voie de subvention, pour les projets liés à des travaux de rénovation, de mise en conformité d'enfouissement des réseaux d'éclairage public.

Travaux d'électricité, d'éclairage public et de télécommunications sur le pôle Cadoule et Bérange :

Commune de Sussargues – Renforcement rue des Aires.

Montant prévisionnel total des travaux : 28 481,72 € TTC

Subventions potentielles Hérault Energies : 19 279,94 € TTC

TVA sur les travaux récupérés par Hérault Energies : 4 381,80 € TTC

Montant à charge de la Métropole : 4 819,98 € TTC

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver le projet de travaux d'électricité à Sussargues – Renforcement Rue des Aires pour un montant prévisionnel global de 28 481,72 € TTC ;
- d'accepter le plan de financement proposé par Hérault Energies ;
- de solliciter les financements et subventions les plus élevés possibles de la part d'Hérault Energies ;
- de dire que les crédits seront inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 68 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 19 voix

M. William ARS, M. Jean-François AUDRIN, M. Geniès BALAZUN, M. Renaud CALVAT, Mme Michelle CASSAR, M. Stéphane CHAMPAY, M. Serge DESSEIGNE, Mme Mylène FOURCADE, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, Mme Régine ILLAIRE, Mme Eliane LLORET, M. Jacques MARTINIER, M. Arnaud MOYNIER, Mme Marie-Delphine PARPILLON, Mme Céline PINTARD, M. Joël RAYMOND, M. François RIO, Mme Isabelle TOUZARD, M. Joël VERA.

Fait à Montpellier, le 15/04/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 15 avril 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210329-154879-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 15/04/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Séance ordinaire du lundi 29 mars 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSSE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Eliane LLORET, Jacques MARTINIER, Patricia MIRALLES, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Charles SULTAN.

Absent(es) / Excusé(es) :

Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Aménagement durable - Commune de Baillargues - Convention de co-maîtrise d'ouvrage entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Baillargues pour la requalification de son cœur de ville - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Frédéric LAFFORGUE, Vice-Président, rapporte :

La commune de Baillargues souhaite engager la requalification de son cœur de ville en procédant au réaménagement du site actuel de l'EHPAD « Les Pins Bessons » et de la place Sigala. Elle a ainsi pour objectif d'amplifier l'attractivité de son centre-ville et de déployer une offre supplémentaire de services et de commerces à destination de ses administrés. Elle offrira également un espace public plus étendu et une nouvelle possibilité de déplacement entre les quartiers Est et le centre ancien. Plus précisément, le projet consistera en une démolition de l'EHPAD existant puis en la création d'un ensemble immobilier proposant une offre variée de commerces, services et de logements. Il sera également prévu du stationnement ainsi que la réalisation d'équipements publics.

Pour ce faire, la commune de Baillargues envisage de conclure une concession d'aménagement avec un opérateur privé qui sera chargé d'aménager le secteur et de réaliser les équipements publics, en application des dispositions du Code de l'urbanisme et du Code de la commande publique.

Ce projet va être accompagné par la réalisation d'équipements publics relevant, eux, de la compétence de Montpellier Méditerranée Métropole (compétence en matière de création, aménagement et entretien de la voirie ainsi que des parcs et aires de stationnement, d'assainissement des eaux usées et de gestion des eaux pluviales urbaines).

La cohérence de l'opération impose cependant que ces éléments de programme soient traités de la manière la plus coordonnée possible.

En application de l'article L. 2422-12 du Code de la commande publique, *« lorsque la réalisation, ou la réhabilitation d'un ouvrage ou d'un ensemble d'ouvrages relèvent simultanément de la compétence de plusieurs maîtres d'ouvrages, ces derniers peuvent désigner, par convention, celui d'entre eux qui assure la maîtrise d'ouvrage de l'opération. Cette convention précise les conditions d'organisation de la maîtrise d'ouvrage exercée et en fixe le terme »*.

En conséquence, il est proposé une convention régissant les conditions d'organisation de la maîtrise d'ouvrage de l'opération, désignant la commune comme maître d'ouvrage unique de l'opération de requalification du cœur de ville. Le projet de convention identifie notamment les travaux à réaliser et précise le contenu de la mission de maîtrise d'ouvrage assurée par la Ville de Baillargues, le contrôle financier, administratif et technique des travaux sur les équipements publics, et les conditions de remise d'ouvrage à la Métropole après travaux.

Le programme global de l'opération prévoit un montant estimatif de travaux de 5 347 000 € HT, et les ouvrages relevant de la compétence métropolitaine représentent un montant estimatif de 497 000 € HT.

Considérant que les travaux d'aménagement des équipements publics, relevant de la compétence de Montpellier Méditerranée Métropole, prennent leur cause, et sont totalement intégrés, dans le projet de requalification du cœur de ville porté par la commune de Baillargues, c'est cette dernière qui assumera la totalité du coût de l'opération.

La convention prendra effet à la date de sa signature, et prendra fin après la réception des ouvrages et la levée des réserves sur les équipements publics réalisés.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver les termes de la convention de co-maîtrise d'ouvrage entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Commune de Baillargues pour la requalification de son cœur de ville ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 15/04/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 15 avril 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210329-157096-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 15/04/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet convention

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Séance ordinaire du lundi 29 mars 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSSE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Eliane LLORET, Jacques MARTINIER, Patricia MIRALLES, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER, Bernard TRAVIER

Aménagement durable - Commune de Lattes - Convention portant délégation du droit de préemption urbain sur le périmètre de l'opération Ode à la Mer - Autorisation de signature

Madame Coralie MANTION, Vice-Présidente, rapporte :

Sur les communes de Lattes et de Pérols, le secteur Ode à la Mer regroupe des quartiers commerciaux situés le long de l'avenue Georges Frêche. Il est l'assise d'un projet de reconquête urbaine majeur ayant pour objectif à la fois le renouvellement profond du tissu économique existant par la recomposition et la modernisation de l'armature et des formes de distributions commerciales, l'introduction de logements autour des stations de transport en commun visant à conduire à une véritable mixité fonctionnelle et sociale et la modernisation ou la création d'équipements publics.

Le grand territoire ciblé étant fragile écologiquement et sensible aux aléas climatiques, ce projet a été retenu dans le cadre de la démarche « Ecocité » initiée par l'Etat pour développer les villes durables. Le projet prend en conséquence en compte, dès sa conception, la renaturation des sites, la gestion et le rattrapage hydraulique nécessaires et les impératifs de préservation de la biodiversité.

Le projet intègre bien entendu également l'organisation des mobilités autour du réseau de tramway, l'évolution des modes de consommation et de distribution commerciale, l'instauration d'une solidarité urbaine durable et une gestion décloisonnée et « intelligente » des services urbains.

L'opération d'aménagement d'ensemble a été créée par délibération en date du 29 septembre 2011. Sa réalisation a été confiée à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) lors du conseil du 29 novembre 2011 dans un objectif de renouvellement urbain, commercial et environnemental.

Au titre du bilan triennal des objectifs de rattrapage de la période 2017-2019, la commune de Lattes a fait l'objet d'un constat de carence en logements sociaux par arrêté du Préfet du département de l'Hérault en date du 18 décembre 2020 au regard d'un taux de réalisation insuffisant au regard des objectifs fixés.

Il résulte de l'article L. 210-1 du Code de l'urbanisme que, pendant la durée d'application d'un arrêté préfectoral pris sur le fondement de l'article L. 302-9-1 du Code de la construction et de l'habitation, le droit de préemption est exercé par le représentant de l'Etat dans le département notamment lorsque l'aliénation porte sur un terrain, bâti ou non bâti, affecté au logement.

Le représentant de l'Etat peut cependant déléguer ce droit à un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre ayant conclu une convention mentionnée au 2^{ème} alinéa de l'article L. 301-5-1 du même Code, à un établissement public foncier créé en application de l'article L. 321-1 ou L. 324-1 du même Code, à une société d'économie mixte, à un des organismes d'habitations à loyer modéré prévus par l'article L. 411-2 du Code de la construction et de l'habitation, ou à un des organismes agréés mentionnés à l'article L. 365-2 du même Code.

Montpellier Méditerranée Métropole a signé avec l'Etat une convention de délégation de l'attribution des aides à la pierre en faveur de la construction, de l'acquisition, de la réhabilitation et de la démolition des logements locatifs sociaux et des logements-foyers, de la location-accession, de la rénovation de l'habitat privé, de la création de places d'hébergement. Cette convention a été renouvelée à compter du 1^{er} janvier 2016. L'Etat peut lui déléguer l'exercice de ce droit de préemption.

Le 10 janvier 2017, une première convention, désormais échue, portant sur la carence des communes de Lattes et Pérols en matière de logements locatifs sociaux avait été signée entre l'Etat, la Métropole et les communes concernées.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver la convention tripartite entre l'Etat, la Métropole et la commune de Lattes sur le périmètre annexé à la convention ;
- d'accepter la délégation du droit de préemption urbain par l'Etat sur le périmètre de la concession Ode à la Mer située sur la commune de Lattes ;
- d'autoriser le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 74 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 14 voix

M. William ARS, M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Renaud CALVAT, Mme Clara GIMENEZ, M. Frédéric LAFFORGUE, M. Guy LAURET, M. Cyril MEUNIER, Mme Céline PINTARD, Mme Anne RIMBERT, M. François RIO, M. Philippe SAUREL, M. Jean-Luc SAVY.

Fait à Montpellier, le 07/04/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 8 avril 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210329-157830-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 08/04/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- convention Etat - Métropole - délégation DPU sur Ode - Lattes version validée 15.02.2021-.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Séance ordinaire du lundi 29 mars 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Eliane LLORET, Jacques MARTINIER, Patricia MIRALLES, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Aménagement durable - Modalités de mise à disposition du public de la modification simplifiée n°5 du Plan Local de l'Urbanisme (PLU) de Montpellier - Approbation

Madame Coralie MANTION, Vice-Présidente, rapporte :

Seul établissement public de santé de l'aire urbaine de Montpellier, le Centre Hospitalier Universitaire (CHU) de Montpellier est le 7^{ème} hôpital de France en termes de ressources humaines, d'activité de soins et de recherche.

Associé à la faculté de médecine de l'université de Montpellier et intégré au sein d'un environnement de structures de recherche publiques et d'entreprises innovantes, il forme un campus hospitalo-universitaire d'excellence.

Absents des plans de soutien à l'investissement « *Hôpital 2007* » et « *Hôpital 2012* », les bâtiments du CHU ont vieilli progressivement jusqu'à l'élaboration d'un premier schéma directeur immobilier, en 2013, programmant près d'un milliard d'euros d'investissement sur plus de 20 ans.

Considérant l'aggravation des risques inondations lors des phénomènes méditerranéens, l'accentuation de la fréquence et de l'intensité des phénomènes caniculaires et l'obsolescence et la vétusté progressives des locaux actuels, le CHU a engagé un travail de réflexion qui a conduit à l'élaboration d'un nouveau schéma directeur immobilier, pour les deux décennies à venir, traduit dans le cadre de son « *livre blanc* » pour la modernisation et la transformation de l'hôpital universitaire.

Dans le cadre de ce vaste projet de restructuration et de modernisation, le CHU a organisé en 2019 un concours de maîtrise d'œuvre pour la construction de l'opération dénommée « *Balmes 2* » sur l'emprise d'anciens pavillons de la Colombière appelés à être préalablement démolis.

Cette opération vise notamment à rapatrier à proximité du centre Antonin-Balmes les secteurs d'unités de soins de longue durée actuellement localisés à Bellevue, à créer une unité d'hospitalisation gériatrique renforcée ainsi qu'une unité cognitivo-comportementale. Ce projet intègre également le transfert de l'unité de soins palliatifs actuellement localisée dans le centre Paul-Lamarque ainsi que la création potentielle d'une unité d'hospitalisation tiroir indispensable pour pouvoir réaliser à terme les modernisations hôtelières des hôpitaux Lapeyronie et Arnaud-de-Villeneuve.

Par ailleurs, le CHU envisage la création d'un bâtiment liant production de Médicaments de Thérapie Innovante (MTI), laboratoires de recherche et développement, consultation et traitement des patients, en association avec des chercheurs montpelliérains et des partenaires privés. Projeté sur le site de la Colombière, à l'interface des activités de soins et de recherches cliniques, le CHU souhaite mettre en œuvre rapidement ce projet majeur pour le pôle d'excellence médical montpelliérain.

Le site de la Colombière se situe en zone 3U1-1ew du PLU de la Ville de Montpellier qui limite la hauteur des constructions à 15 mètres par rapport au terrain naturel. Or, cette disposition s'avère particulièrement contraignante pour ces deux types d'ouvrages, particulièrement en ce qui concerne le passage des réseaux techniques et l'édification d'édicules techniques en toiture rendus nécessaires par la réglementation européenne et française pour ce type d'activité.

Afin d'accompagner pleinement le CHU dans sa stratégie de modernisation et permettre la mise en œuvre opérationnelle de ces projets, il est nécessaire d'engager la modification simplifiée du PLU de la Ville de Montpellier afin de porter, dans l'emprise de ces deux projets, la hauteur maximale des constructions à 21 mètres.

Conformément à l'article L.153-47 du Code de l'urbanisme, le projet de modification simplifiée, l'exposé de ses motifs et, le cas échéant, les avis émis par les personnes associées doivent être mis à disposition du public pendant un mois, dans des conditions lui permettant de formuler ses observations.

Dans ce contexte, le dossier de modification sera :

- mis à disposition du public pendant un mois en Mairie de Montpellier et au siège de Montpellier Méditerranée Métropole aux jours et heures d'ouverture habituelles ;
- mis en ligne sur les sites internet de la Mairie de Montpellier (www.montpellier.fr) et de Montpellier Méditerranée Métropole (www.montpellier3m.fr/mise-a-disposition-du-public).

Le public pourra adresser ses observations et propositions écrites durant toute la durée de sa mise à disposition :

- par voie postale, au siège de Montpellier Méditerranée Métropole à l'adresse suivante : « Monsieur le Président - projet de modification simplifiée n°5 du PLU de Montpellier - Montpellier Méditerranée Métropole - 50 place Zeus - CS 39556 – 34961 Montpellier cedex 2 » ;
- par courrier électronique à l'adresse suivante : montpellierMS5@montpellier3m.fr ;
- au sein des registres mis à disposition en Mairie de Montpellier et au siège de Montpellier Méditerranée Métropole.

Ces modalités seront portées à la connaissance du public par voie de presse au moins huit jours avant le début de la mise à disposition.

A l'issue de la mise à disposition, le Président de Montpellier Méditerranée Métropole en présentera le bilan devant le Conseil de Métropole. Le projet éventuellement modifié pour tenir compte des avis émis et des observations du public sera alors soumis pour approbation au Conseil de Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver les modalités de mise à disposition du public de la modification simplifiée n°5 du PLU de la Ville de Montpellier telles que définies ci-avant ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 6 voix

Mme Tasnime AKBARALY, M. Christian ASSAF, Mme Florence BRAU, M. Michaël DELAFOSSE, M. Jean-Luc SAVY, Mme Isabelle TOUZARD.

Fait à Montpellier, le 15/04/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 15 avril 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210329-156599-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 15/04/21

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Séance ordinaire du lundi 29 mars 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Eliane LLORET, Jacques MARTINIER, Patricia MIRALLES, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Aménagement durable - Commune de Montferrier-sur-Lez - Opération Baillarguet - Engagement d'une déclaration de projet emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Montferrier-sur-Lez et modalités de concertation - Approbation

Madame Coralie MANTION, Vice-Présidente, rapporte :

Des études préalables à l'aménagement du hameau de Baillarguet ont été menées depuis l'acquisition du site. Celles-ci ont été approfondies au cours de l'année 2016, sous la conduite de Montpellier Méditerranée Métropole, en lien avec la commune de Montferrier-sur-Lez. Sur cette base, par décision n°D2017-669 en date du 05 septembre 2017, un mandat d'études préalables a été confié à la SA3M par Montpellier Méditerranée Métropole afin de définir un programme et des orientations d'aménagement envisagés sur le hameau de Baillarguet.

Les règles du PLU actuel ne permettent ni la réhabilitation ni des constructions neuves sur ce site. Pour permettre la réalisation d'un projet d'aménagement, une évolution du PLU est nécessaire sur l'emprise actuelle du hameau (Zone Nr) et en limites Est (Zone N) et Sud-Ouest du site (zones UI2a et A).

Procédure de déclaration de projet et de mise en compatibilité du PLU

L'article L.300-6 du Code de l'urbanisme prévoit que les collectivités territoriales et leurs groupements peuvent, après enquête publique, se prononcer par une déclaration de projet, sur l'intérêt général d'une action ou d'une opération d'aménagement ou de la réalisation d'un programme de constructions. Lorsque les dispositions du PLU ne permettent pas la réalisation d'un projet d'intérêt général, une procédure de mise en compatibilité est prévue par les articles L.153-54 et suivants du Code de l'urbanisme.

Les objectifs poursuivis par la mise en compatibilité du PLU sont de faire évoluer le document d'urbanisme afin de permettre la réalisation, sur la commune de Montferrier-sur-Lez, d'une opération de renouvellement urbain et d'extension nouvelle sur le secteur de Baillarguet.

- Enjeux et objectifs paysagers et patrimoniaux

Situé au nord-est de la commune de Montferrier-sur-Lez, le hameau de Baillarguet bénéficie d'une situation exceptionnelle dans la haute vallée du Lez, en promontoire tel un « *hameau perché* » sur deux plateaux principaux. Le hameau de Baillarguet appartient à la structure paysagère de la vallée du Lez caractérisée par des grandes continuités paysagères et des espaces agricoles ouverts. Le SCoT approuvé le 18 novembre 2019 prévoit une extension urbaine dans le prolongement du hameau existant, d'intensité inférieure, avec une mixité programmatique. Il identifie également une continuité écologique en pas japonais à maintenir.

La préservation de cette continuité non bâtie et de l'étagement des hauteurs bâties constituent des invariants du projet au même titre que la conservation des arbres existants et des murets. La conservation de la silhouette du « *hameau perché* » est recherchée.

La mise en valeur de la Chapelle restaurée et exploitée comme équipement public culturel est un point d'ancrage essentiel au projet, tout comme la préservation des habitations privées et la réhabilitation de bâtisses anciennes.

- Enjeux et objectifs urbains

Les intentions d'aménagement du hameau de Baillarguet reposent sur une approche respectueuse du site, de ses habitants et de son fonctionnement actuel apaisé tout en relevant le défi de « construire » un hameau habité. Il s'agit donc de créer de l'urbanité dans un écrin paysager en s'inspirant du vieux village de Montferrier-sur-Lez, dans l'inscription sur un promontoire, dans la diversité des hauteurs et des vues.

Afin de limiter l'impact des voitures sur une surface aussi réduite, il est proposé de créer une armature d'espaces publics dédiée principalement aux piétons. Cette armature s'appuiera largement sur la trame des chemins et venelles existants. Une attention particulière sera attachée aux modalités de desserte en transports en commun de ce quartier, dont les modalités de prise en considération restent à préciser.

Le programme établi par la Métropole, en concertation avec la commune de Montferrier-sur-Lez, répond notamment aux objectifs du PLH et arrête les orientations suivantes :

- une centaine de logements sur un tènement foncier d'environ 1 hectare ;
- dont 40 % de logements locatifs sociaux ;
- mise à l'étude d'une programmation incluant notamment un programme d'habitat participatif et du logement étudiant ;
- mise à l'étude de la conservation des bâtiments.

Depuis 2018, la commune de Montferrier-sur-Lez est soumise aux obligations de la loi SRU : elle doit donc atteindre le taux légal de 25%. Le PLH 2019-2024 a fixé un objectif de production de 180 à 240 logements dont 33% de logements locatifs sociaux (ce pourcentage permettra à la commune de rattraper son « retard »).

La mise en œuvre opérationnelle du projet nécessite donc de faire évoluer le PLU. Au regard des objectifs et enjeux de cette opération (décrits ci-avant) soulignant son caractère d'intérêt général, une procédure de mise en compatibilité du PLU de Montferrier-sur-Lez dans le cadre d'une déclaration de projet peut être engagée.

Mise en place et modalités de la concertation

Dès lors qu'elle est soumise à évaluation environnementale, la procédure de mise en compatibilité du PLU entre dans le champ d'application de la concertation obligatoire au titre des articles L.103-2 et suivants du Code de l'urbanisme. Cette concertation associe, pendant toute la durée de l'élaboration du projet, les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées.

Il est proposé, *a minima*, les modalités de concertation suivantes :

- mise à disposition du dossier au fur et à mesure de son élaboration à la Mairie de Montferrier-sur-Lez et au siège de Montpellier Méditerranée Métropole aux heures d'ouverture habituelles accompagné d'un registre en Mairie de Montferrier-sur-Lez et au siège de la Métropole, permettant au public de formuler ses observations ;
- mise en ligne du dossier au fur et à mesure de son élaboration sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole (www.montpellier3m.fr/mise-a-disposition-du-public) et de la Mairie de Montferrier-sur-Lez (www.ville-montferrier-sur-lez.fr) Le public pourra adresser ses observations et propositions écrites durant toute la durée de la concertation :
 - o par voie postale au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, à l'adresse indiquée ci-après : «projet de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU pour l'opération Baillarguet - Montpellier Méditerranée Métropole, 50 place Zeus - CS 39556 – 34961 Montpellier cedex 2 » ;
 - o par courrier électronique à l'adresse suivante : montferrierdpbaillarguet@montpellier3m.fr

L'information de la tenue de la concertation sera diffusée selon les moyens suivants :

- formalités de publicité et de notification propres aux obligations réglementaires liées à la diffusion de la délibération de prescription de la procédure (notification aux personnes publiques associées, affichage de la délibération, publication dans un journal d'annonces légales) ;
- parution de l'information sur le site internet de de Montpellier Méditerranée Métropole (www.montpellier3m.fr/mise-a-disposition-du-public) et de la Mairie de Montferrier-sur-Lez (www.ville-montferrier-sur-lez.fr) ;
- publication d'au moins un article dans le bulletin municipal.

A l'issue de la concertation, le Conseil de Métropole en tirera le bilan.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- de prendre acte de l'engagement d'une procédure de Déclaration de Projet avec mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Montferrier-sur-Lez afférent au projet « Baillarguet » ;
- de fixer les modalités de concertation du public tels qu'énoncées ci-dessus ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Brigitte DEVOISSELLE.

Fait à Montpellier, le 15/04/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 15 avril 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210329-153026-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 15/04/21

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Séance ordinaire du lundi 29 mars 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSSE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Eliane LLORET, Jacques MARTINIER, Patricia MIRALLES, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Aménagement durable - ZAC Cantausssel - Saint-Brès - Garantie d'emprunt à la Société d'Équipement de la Région de Montpellier (SERM) - Concessionnaire - Approbation

Madame Coralie MANTION, Vice-Présidente, rapporte :

Par délibération du Conseil municipal en date du 23 décembre 2004, la ville de Saint Brès a décidé de mettre en œuvre son projet urbain conformément aux grandes orientations d'aménagement définies par le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Montpellier Méditerranée Métropole.

Il prend principalement appui sur la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) de « Cantausssel », première phase d'un projet urbain plus vaste, couvrant une cinquantaine d'hectares correspondant au secteur d'extension urbaine potentielle identifié dans SCoT. Cette opération publique d'aménagement (25ha) s'inscrit dans le prolongement de l'étude urbaine réalisée en 2006, par la commune en partenariat avec Montpellier Méditerranée Métropole.

Elle prévoit, dans le cadre d'un plan d'aménagement d'ensemble, la réalisation d'un quartier mixte comprenant :

- environ 860 logements dont 25 % de logements locatifs sociaux et 20 % de logements en accession dite abordable ;
- des équipements publics communaux et métropolitain (piscine Héraclès) ;
- des activités de services, de commerces et d'artisanat.

Par délibération en date du 22 novembre 2006, le Conseil municipal de Saint-Brès a approuvé le dossier de création de la ZAC de Cantausssel. La Commune de Saint-Brès a décidé de confier ces interventions à la SERM, dans le cadre d'une concession d'aménagement, signée le 30 mai 2007.

Le Compte Rendu Annuel à la Collectivité (CRAC) de la Concession d'aménagement sur l'année 2019 qui a fait l'objet d'une délibération du Conseil municipal en date du 25 février 2021, prévoit un bilan de concession équilibré à 67 120 000 € HT en dépenses et recettes. Par ailleurs, ce CRAC prévoit un emprunt total de 26 000 000 € de la part de la SERM, aménageur et titulaire de la concession d'aménagement jusqu'en 2027. Au 31 décembre 2019, le concessionnaire a déjà emprunté 19 091 000 €, dont 9 934 000 € ayant déjà été remboursés.

Afin d'assurer l'équilibre de la trésorerie de l'opération, la SERM souhaite réaliser un nouvel emprunt de 4 000 000 € au cours de l'exercice 2021 tel que prévu au CRAC.

La convention d'aménagement prévoit en son article 19 qu'une garantie financière peut être demandée par l'aménageur à son concédant. Dans ce cadre, le garant peut exercer un contrôle financier, notamment via le CRAC.

En outre, au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder des aides favorisant les objectifs de mixité sociale dans l'habitat telles que les subventions pour surcoût de charges foncières ou les garanties d'emprunt.

Aussi, la SERM, après qu'elle ait organisé une consultation des établissements bancaires celle-ci sollicite la garantie de Montpellier Méditerranée Métropole sur un emprunt auprès de La Banque Postale.

Les caractéristiques de l'emprunt à garantir sont les suivantes :

- Capital : 4 000 000 €
- Durée de la phase d'amortissement : 5 ans
- Taux fixe : 0,19% l'an
- Base de calcul : 30/360
- Versement des fonds : jusqu'au 15/05/2021
- Date de maturité : 15/05/2026
- Type d'amortissement : Linéaire
- Périodicité : Trimestrielle
- Commission d'engagement : 0,1%

- Remboursement anticipé possible, totalement ou partiellement, moyennant le paiement d'une Indemnité actuarielle, préavis de 50 jours calendaires
- Garantie Montpellier Méditerranée Métropole à 80%.

Au cas où la SERM, pour quelques motifs que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes dues en capital et intérêts aux échéances convenues, Montpellier Méditerranée Métropole en effectuerait le paiement en lieu et place à hauteur du pourcentage garanti, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ces règlements au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ces règlements, conformément aux articles L.2252-1 à L.2252-5, D.1511-30 à D.1511-35 du Code général des collectivités territoriales et L.300-1 à L.300-4 du Code l'urbanisme.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- de garantir 80% de l'emprunt de 4 millions d'euros sollicité par la SERM auprès de la banque postale soit 3 200 000 € ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 76 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 11 voix

M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, Mme Emilie CABELLO, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Hind EMAD, Mme Maryse FAYE, M. Max LEVITA, Mme Marie MASSART, M. Manu REYNAUD, Mme Catherine RIBOT.

Fait à Montpellier, le 15/04/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 15 avril 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20210329-156768-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 15/04/21

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Séance ordinaire du lundi 29 mars 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Eliane LLORET, Jacques MARTINIER, Patricia MIRALLES, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Aménagement durable - ZAC Extension Eureka - Garanties d'emprunts à la SERM - Approbation - Autorisation de signature

Madame Coralie MANTION, Vice-Présidente, rapporte :

Par délibération n°3406 en date du 27 janvier 1999, le Conseil a concédé à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) l'opération d'aménagement du Parc Eureka sur la commune de Montpellier, d'un périmètre initial de 10 hectares, aujourd'hui élargi, après avenants successifs, à 95 hectares. Cette concession arrivera à échéance en 2035.

Elle couvre ainsi un large périmètre en prolongement du parc du Millénaire réparti entre :

- le parc d'activités Eureka visant à accueillir des entreprises dans les secteurs industriels et technologiques, tertiaires d'ingénierie et de recherche, des équipements et services publics et privés d'accompagnement (dont la pépinière Cap Oméga, le MIBI - Montpellier International Business Incubator - l'Hôtel d'Entreprises du Millénaire et les Ateliers Relais du Millénaire),
- le lotissement Jean Mermoz à vocation tertiaire et de services,
- le quartier Eureka sur le secteur Verchant-Cauquilloux sur la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Eureka Extension créée en 2008 et modifiée le 29 octobre 2013.

Le programme de la ZAC Eureka extension comporte 1 800 logements, 75 000 m² de Surface De Plancher (SDP) de tertiaires, 40 000 m² de terrains dédiés à l'activité, un Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes (EHPAD) et 11 hectares d'espaces verts (dont 4 ha dédiés à l'agriculture urbaine, au travers d'un verger et 7 ha de bassins hydrauliques végétalisés). Les innovations mises en œuvre sur ce quartier ont permis à la SERM de remporter le trophée des Entreprises Publiques Locales (EPL) en 2017.

La concession prévoit plus de 5,3 M€ de dépenses en 2021, notamment des travaux de Voiries et Réseaux Divers (VRD) importants sur la ZAC Extension Eureka et un important fonds de concours de 1,9 M€ à la Commune pour contribuer au financement d'un groupe scolaire. Ainsi, en raison des investissements antérieurs (dont 14 M€ d'acquisitions), et malgré un rythme de cessions soutenu (12 M€ en 2020, 5,5 M€ prévus en 2021), la trésorerie de l'opération reste tendue.

Sur l'ensemble de la concession Eureka, les emprunts nécessaires sont estimés à 57,5 M€ dont 38,5 M€ déjà mobilisés. A fin 2019, l'amortissement d'emprunt sur l'ensemble de la concession était de 25,7 M€. Le rythme des cessions, le portage des acquisitions et des travaux induits, le niveau de remboursement des emprunts antérieurs, conduisent la SERM à solliciter un emprunt à hauteur de 7 M€. Après consultation des établissements bancaires, deux offres ont été retenues. Aussi la SERM sollicite la garantie de Montpellier Méditerranée Métropole sur deux emprunts.

Les caractéristiques des deux emprunts à garantir sont les suivantes :

- Emprunt auprès de la Caisse d'Épargne Languedoc Roussillon :
 - Montant attribué : 3,5 M€ ;
 - Taux fixe : 0,41% ;
 - Durée : 9 ans maximum ;
 - Durée de la phase de mobilisation : 12 mois ;
 - Durée de la phase d'amortissement : 8 ans ;
 - Taux fixe : 0,41% ;
 - Périodicité : trimestrielle ;
 - Échéances constantes ;
 - Commission d'engagement : 0,10% du montant du prêt ;
 - Indemnité actuarielle en cas de remboursement anticipé ;
 - Garantie de Montpellier Méditerranée Métropole : 80%.

- Emprunt auprès du Crédit Agricole :
 - Montant attribué : 3,5 M€ ;
 - Taux fixe : 0,27 % ;
 - Durée : 9 ans ;
 - Durée de la phase de mobilisation : premier tirage dans les 4 mois suivants la signature du contrat, mobilisation possible pendant 24 mois ;
 - Différé d'amortissement de 12 mois ;
 - Périodicité trimestrielle ;
 - Echéances constantes ;
 - Remboursement anticipé possible, totalement ou partiellement, moyennant le paiement d'une indemnité actuarielle ;
 - Frais de dossier : 4 375 € ;
 - Garantie de Montpellier Méditerranée Métropole : 80 %.

Au cas où la SERM, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes dues en capital et intérêts, intérêts de retard, commissions, indemnités, frais et accessoires, aux échéances convenues, Montpellier Méditerranée Métropole en effectuerait le paiement en lieu et place et à hauteur du pourcentage garanti, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ces règlements, conformément aux articles L.2252-1 à L.2252-5, L.5217-1 et D.1511-30 à D.1511-35 du Code général des collectivités territoriales et L.300-1 à L.300-4 du Code de l'urbanisme. Le concédant s'engage, selon les termes et conditions de la convention, à poursuivre l'exécution du contrat de prêt en cas d'expiration de la convention si le contrat de prêt n'est pas soldé.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- de garantir 80% de l'emprunt de 3,5 M€ sollicité par la SERM auprès de la Caisse d'Epargne Languedoc Roussillon, soit 2,8 M€, conclu pour la durée du prêt augmentée d'un délai de trois mois ;
- de garantir 80% de l'emprunt de 3,5 M€ sollicité par la SERM auprès du Crédit Agricole, soit 2,8 M€, conclu pour la durée du prêt augmentée d'un délai de trois mois ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 77 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 10 voix

M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, Mme Emilie CABELLO, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Maryse FAYE, M. Max LEVITA, Mme Marie MASSART, M. Manu REYNAUD, Mme Catherine RIBOT.

Fait à Montpellier, le 15/04/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 15 avril 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210329-155648-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 15/04/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Offre bancaire 1
- offre emprunt 2

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Aménagement durable

Séance ordinaire du lundi 29 mars 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Geniès BALAZUN, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Eliane LLORET, Jacques MARTINIER, Patricia MIRALLES, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Aménagement durable - Enquête parcellaire n°2 dans le cadre de la réalisation de la 5ème ligne de tramway - Approbation

Monsieur Jean-François AUDRIN, Vice-Président, rapporte :

La Métropole après avoir obtenu l'utilité publique et la mise en compatibilité des documents d'urbanisme des communes concernées, pour la réalisation de la 5^{ème} ligne de tramway par l'arrêté rendu par Monsieur le Préfet de l'Hérault, sous le numéro 2013 – I - 656 en date du 28 août 2013, prolongé pour une nouvelle durée de cinq ans par l'arrêté numéro 2018 – I – 638 en date du 13 juin 2018, a engagé les premiers travaux sur la première section du tronçon Nord de la future ligne en avril 2019, de la rue du Docteur Pezet à la rue de l'Hortus.

Il convient à présent d'envisager l'engagement de la procédure d'enquête parcellaire sur une seconde section de la partie Nord de la ligne 5, entre la place Emile Martin à Montpellier et le boulevard de Lauriol à Clapiers, afin de respecter le planning des travaux.

Le dossier soumis à cette procédure d'enquête publique est établi conformément au Code de l'expropriation, au Code de l'urbanisme et à l'ensemble des textes réglementaires en vigueur.

- Le dossier d'enquête parcellaire

Conformément aux dispositions de l'article R.131-3 du Code de l'expropriation, le dossier d'enquête parcellaire comprend :

- notice explicative de présentation du projet,
- un plan parcellaire sur lequel est matérialisée l'emprise nécessaire à l'opération envisagée. Ce plan permet de déterminer la consistance de la ou des parcelles, bâties ou non, à acquérir en totalité ou partiellement pour chaque propriétaire concerné,
- un état parcellaire comprenant la liste des propriétaires et la surface de terrain à acquérir par parcelle.

Après avoir approuvé le dossier de demande d'ouverture d'enquête parcellaire, il est proposé au Conseil de solliciter Monsieur le Préfet de l'Hérault en vue d'obtenir l'arrêté nécessaire à l'ouverture de l'enquête publique, puis à leur issue, de requérir le prononcé de l'arrêté de cessibilité.

Et il est également proposé au Conseil de le solliciter pour qu'il déclare l'urgence, en application des articles R.232-1 et suivants du Code de l'expropriation, compte tenu de l'ampleur de l'opération, de la nécessité de réaliser les travaux dans les délais les plus courts afin de minimiser les impacts vis-à-vis des riverains, du fonctionnement des services publics et de la gestion du tissu urbain.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver le dossier d'enquête parcellaire ;
- de solliciter Monsieur Préfet de l'Hérault, pour obtenir l'ouverture de l'enquête parcellaire ;
- de requérir à l'issue de l'enquête le prononcé de l'arrêté de cessibilité ;
- de solliciter Monsieur Préfet de l'Hérault, pour qu'il déclare l'urgence en application des articles R.232-1 et suivants du Code de l'expropriation. ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 81 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 6 voix

Mme Hind EMAD, Mme Coralie MANTION, Mme Marie MASSART, M. Laurent NISON, M. Manu REYNAUD, M. Jean-Pierre RICO.

Fait à Montpellier, le 15/04/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 15 avril 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210329-156943-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 15/04/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 01-NOTICE EXPLICATIVE _version saisine 3M pour delib.pdf
- 02-20210312-L5-enq-parc04-Etat-parcellaire-dossier-minute.pdf
- 03-20210312_dossier-minute-planche-parce-enq-parc04.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

ANIMATION DU TERRITOIRE



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Séance ordinaire du lundi 29 mars 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Taslime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOLU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Eliane LLORET, Jacques MARTINIER, Patricia MIRALLES, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Animation du territoire - Site archéologique Lattara-musée Henri Prades - Convention de partenariat avec l'Établissement Public de Coopération Culturelle (EPCC) Montpellier Contemporain (MoCo) et l'artiste Raphaël BARONTINI - Autorisation de signature

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Le Site archéologique Lattara - musée Henri Prades, invite le public à la découverte de l'antique cité de *Lattara*, occupée du VI^{ème} siècle avant J.-C. jusqu'au III^{ème} siècle après J.-C., qui a vu se côtoyer Étrusques, Grecs, Ibères, Romains et populations gauloises locales dans un contexte d'échanges économiques et culturels florissants en Méditerranée occidentale.

Depuis 2007, il programme chaque année une exposition d'art contemporain dans une volonté d'ouverture et de transversalité artistique et culturelle. Chaque artiste invité est appelé à interroger la collection permanente en créant des interactions fertiles entre les espaces du musée, les pièces archéologiques de la collection et ses œuvres.

Pour la quatrième année consécutive, le MoCo et le Site archéologique Lattara - musée Henri Prades s'associent pour la réalisation d'un projet d'art contemporain comprenant plusieurs facettes. Après Raphaël ZARKA, Benoît MAIRE et Gaëlle CHOISNE il a été décidé d'inviter l'artiste Raphaël BARONTINI pour la réalisation d'une exposition, à l'issue d'une période de préparation à la résidence Lattara. L'exposition doit se tenir au musée archéologique entre octobre 2021 et mars 2022.

Ce partenariat entre le MoCo, le musée archéologique et Raphaël BARONTINI s'inscrit dans le cadre d'une convention, qui précise les modalités de l'invitation faite à l'artiste. Par cette convention l'artiste s'engage à assurer une conférence publique ainsi que l'organisation d'une journée de rencontres individuelles avec des étudiants de l'Ecole Supérieure des Beaux-Arts MoCo (ESBA MoCo).

En contrepartie, le Site archéologique Lattara - musée Henri Prades s'engage à prendre en charge l'organisation et le financement de l'exposition pour un coût prévisionnel de 20 000 €.

Le MoCo s'engage quant à lui à verser à l'artiste une somme forfaitaire de 500 € pour sa participation à la conférence et à la journée de rencontres avec les étudiants de l'ESBA MoCo et à prendre en charge les frais de séjour de l'artiste pour cette journée de rencontre.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver les termes de la convention de partenariat avec l'EPCC Montpellier Contemporain (MoCo) et l'artiste Raphaël Barontini ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget principal de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 7 voix

M. Boris BELLANGER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, M. Bruno PATERNOT, M. Eric PENSO, Mme Anne RIMBERT, Mme Célia SERRANO.

Fait à Montpellier, le 15/04/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 15 avril 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210329-156645-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 15/04/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention expo Raphael Barontini 2021 V.4.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Séance ordinaire du lundi 29 mars 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Eliane LLORET, Jacques MARTINIER, Patricia MIRALLES, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Animation du territoire - Site archéologique Lattara-musée Henri Prades - Convention de partenariat 2020-2026 entre le laboratoire ' Archéologie des Sociétés Méditerranéennes ' (CNRS/UM3/DRAC Occitanie) et le musée Henri Prades - Autorisation de signature

Monsieur Eric PENSO, Vice-Président, rapporte :

Le musée Henri Prades et l'Unité Mixte de Recherche « Archéologie des Sociétés Méditerranéennes » (CNRS/UM3/Drac Occitanie) souhaitent pérenniser et renouveler leur collaboration scientifique et mettre en commun leurs compétences scientifiques au regard de leurs axes respectifs de recherche archéologique régionale, nationale et internationale. Dans ce cadre, il convient de mettre en place une convention de partenariat sur la période 2020-2026 définissant les modalités de coopération.

Les deux institutions partageront leurs ressources documentaires ainsi que leurs outils méthodologiques. Ils échangeront leurs connaissances en vue de proposer des expositions, des productions scientifiques, des productions destinées au grand public, des colloques, des conférences ou toutes autres actions de valorisation du patrimoine archéologique à quelque échelle que ce soit.

Dans le cadre de cette collaboration, l'accès aux locaux du musée Henri Prades sera facilité. De même, l'Unité Mixte de Recherche « Archéologie des Sociétés Méditerranéennes » s'engage à simplifier l'accessibilité de son fonds documentaire sur le site de Saint-Charles.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver les termes de la convention de partenariat 2020-2026 entre le Site archéologique Lattara-musée Henri Prades et le laboratoire « Archéologie des Sociétés Méditerranéennes » (CNRS/UM3/Drac Occitanie) ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 77 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 9 voix

Mme Tasnime AKBARALY, Mme Florence BRAU, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Clara GIMENEZ, Mme Stéphanie JANNIN, M. Max LEVITA, M. Bruno PATERNOT, Mme Célia SERRANO, Mme Isabelle TOUZARD.

Fait à Montpellier, le 15/04/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 15 avril 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210329-156569-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 15/04/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 2021_Convention_partenariat_MMM_ASM DEF.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Séance ordinaire du lundi 29 mars 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Eliane LLORET, Jacques MARTINIER, Patricia MIRALLES, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Animation du territoire - Convention de partenariat entre le musée Fabre, Marianne DELAFOND et Olivier DAULTE pour la création d'un prix annuel "François DAULTE" - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Eric PENSO, Vice-Président, rapporte :

Le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole, créé en 1828 par le peintre François-Xavier FABRE et entièrement réhabilité en 2007, est un des lieux patrimoniaux les plus emblématiques de la région et fait partie des musées les plus importants d'Europe. À travers ses expositions temporaires d'envergure internationale et ses collections permanentes qu'il ne cesse d'enrichir, le musée Fabre possède un patrimoine artistique d'une exceptionnelle diversité : ses peintures, sculptures, dessins et objets d'art racontent aux visiteurs l'histoire de la création européenne, de la Renaissance à nos jours. Le musée compte parmi les plus belles collections publiques françaises, une collection constituée en grande partie grâce aux dons de collectionneurs et d'artistes avisés : François-Xavier FABRE, Antoine VALEDAU, Alfred BRUVAS, Jules BONNET-MEL, Alexandre CABANEL, la famille de Frédéric BAZILLE, ou encore plus récemment Pierre SOULAGES.

En 2017, Marianne DELAFOND et Olivier DAULTE ont généreusement proposé d'enrichir le fonds consacré à Frédéric BAZILLE (1841-1870), artiste montpelliérain et figure majeure de la période pré-impressionniste, dont le musée Fabre conserve l'un des ensembles les plus représentatifs de son œuvre. Ils ont ainsi fait un don exceptionnel de quatre-vingt-quatorze lettres autographes de l'artiste, de ses amis et de sa famille ainsi que du fonds d'archive ayant appartenu à leur père, François DAULTE. Ce dernier est l'auteur du premier catalogue raisonné de Frédéric BAZILLE et a organisé la rétrospective de l'artiste à l'Art Institute de Chicago en 1978.

Dans ce contexte, afin d'honorer la mémoire de François DAULTE et de valoriser ses travaux sur la vie du peintre montpelliérain, Marianne DELAFOND et Olivier DAULTE ont souhaité l'instauration au musée Fabre d'un prix annuel « François DAULTE », doté d'une bourse de 10 000 euros. Ce prix sera versé directement au lauréat. Le prix « François DAULTE » s'adressera à des chercheurs en histoire et histoire de l'art à partir du niveau universitaire Master. Il sera ouvert aux candidats de langue française et aux candidats de langue anglaise. Les recherches qui seront soutenues pour le prix annuel « François DAULTE » porteront sur trois grandes thématiques :

- la vie et l'œuvre de Frédéric BAZILLE ;
- la vie artistique à Montpellier dans la seconde moitié du XIX^e siècle ;
- les débuts de l'impressionnisme.

Le prix sera attribué chaque année à l'automne, au travers d'une cérémonie de remise du prix. Le site internet du musée ainsi que le programme du musée Fabre annonceront la date limite d'envoi des travaux de recherche, fixée au printemps de chaque année. Le déroulement du prix comprendra trois grandes étapes :

- la réception des dossiers de candidature et leur transmission aux différents membres du jury (avril-mai) ;
- la réunion des membres du jury pour statuer sur le lauréat du prix. Cette réunion aura lieu au musée Fabre au mois de juin. L'ensemble des candidats sera informé de la décision du jury ;
- la cérémonie de remise du prix au lauréat accompagnée de la présentation par ce dernier de son projet de recherche (automne).

Les engagements des différents partenaires de cette action sont les suivants :

Pour Marianne DELAFOND et François DAULTE :

- la prise en charge du montant du prix à hauteur de 10 000 € ;
- la participation au jury du prix « François DAULTE » ;
- la remise du prix au moment de la cérémonie.

Pour le musée Fabre :

- l'organisation administrative du prix « François DAULTE » ;
- la participation au jury du prix « François DAULTE » ;
- la prise en charge des frais des membres du jury ;
- l'organisation de la cérémonie de remise du prix ;
- la communication sur le prix « François DAULTE » et la valorisation des participants ;

- la valorisation du projet de recherche dans le cadre de sa programmation culturelle et scientifique et l'archivage du projet de recherche au centre de documentation du musée ;
- l'accompagnement scientifique des chercheurs.

La convention a pour objet d'approuver le règlement du prix « François DAULTE » définissant son objet, son organisation, le calendrier et les droits et obligations des différentes parties.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver les termes de la convention relative au prix « François DAULTE » ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 15/04/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 15 avril 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210329-154036-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 15/04/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention daulte avec corrections.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Séance ordinaire du lundi 29 mars 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Taslime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Eliane LLORET, Jacques MARTINIER, Patricia MIRALLES, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSI, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Animation du territoire - Conventions de partenariat entre le musée Fabre et les publics du champs médico-social du Groupe d'Entraide Mutuelle (GEM) Lesseps ainsi que les publics du champ social de l'association Via Voltaire et du Centre d'Aide aux Demandeurs d'Asile (CADA) Elisa - Autorisation de signature

Monsieur Eric PENSO, Vice-Président, rapporte :

Le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole poursuit sa mission d'ouverture et de diversification des publics pour favoriser l'accès à la culture pour tous. Par l'organisation de projets spécifiques, le musée Fabre souhaite mettre en œuvre tous les moyens pouvant encourager la rencontre avec l'œuvre et l'acte de création pour des usagers dits « éloignés ». Dans ce cadre, en 2019, près de 1 700 usagers issus du secteur social, médico-social ou du secteur handicap ont été accueillis en visites guidées ou en ateliers de pratiques artistiques dans le cadre de projets spécifiques conçus avec les institutions et associations accompagnant ces publics.

Afin d'inscrire dans la durée les projets menés avec les différents partenaires des secteurs concernés, il est proposé le conventionnement pour 3 structures. Dans ce cadre, il est proposé de mettre en place une politique tarifaire incitative et d'établir des conventions qui précisent les engagements de part et d'autre.

Les partenaires s'engagent à :

- respecter et faire respecter les lieux et le matériel mis à disposition par le musée Fabre ;
- assurer l'encadrement du groupe d'usagers lors de chaque séance ;
- proposer aux usagers une participation aux activités se déroulant au musée Fabre. Cette activité s'intégrera dans le cadre du projet prédéfini en concertation avec le service des publics du musée Fabre ;
- prévoir les modalités de déplacement des bénéficiaires et leur prise en charge ;
- valoriser le partenariat établi ;
- informer le musée Fabre de toute communication sur le projet ;
- souscrire à un abonnement pour le projet spécifique de 30 € par structure sur le modèle du tarif réservé aux établissements scolaires.

Le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à :

- proposer un tarif préférentiel pour un abonnement annuel de la structure de 30 € sur le modèle du tarif réservé aux établissements scolaires ;
- s'assurer du bon déroulement des rencontres en termes de surveillance des biens et des personnes, dans le cadre de son règlement intérieur ;
- inscrire ce partenariat dans son projet culturel et le valoriser ;
- mettre à disposition ses plasticiens et médiateurs pour assurer les activités.

Trois structures du secteur social ou médico-social s'inscrivent dans ce partenariat qui concerne pour chacune d'elles une quinzaine de personnes en situation d'exclusion sociale :

- **Le Groupe d'Entraide Mutuelle (GEM) Lesseps**, association portée par et pour des adultes en fragilité psychique. Elle a pour objet de rompre l'isolement et de recréer du lien social. Elle organise des actions favorisant l'estime de soi, la socialisation et la participation citoyenne. Des ateliers d'expressions sont mis en place au GEM et hors GEM afin d'encourager la créativité et l'ouverture. Le GEM développe également des partenariats favorisant la rencontre et la mixité sociale autour de projets culturels, artistiques et environnementaux. Les professionnels œuvrent à la co-construction des projets et à l'articulation entre les différents acteurs tout en assurant une continuité de lien avec le Musée Fabre, le Domaine d'O, le Théâtre des 13 Vents, la Panacée, le Festival Cinemed et les Maisons Pour Tous. La construction de ces projets en partenariat contribue à l'appropriation des ressources locales participant ainsi à la citoyenneté de chacun.

- **L'association Via Voltaire** fait de la solidarité l'un des axes majeurs de son action pour lutter contre l'exclusion. L'accès aux droits, aux soins, à l'emploi et à la culture participe de l'intégration de chacun et renforce la cohésion sociale. Avec un soutien psychologique et de santé adapté, des actions personnalisées et collectives menées en relation avec les partenaires du champ du social, de l'insertion et de la santé, Via Voltaire soutient et accompagne des personnes très isolées et en grande difficulté sociale. En amont des dispositifs traditionnels, l'association prépare l'insertion de ses bénéficiaires et favorise leur autonomie. En son sein, Via Voltaire met notamment en place des ateliers d'expression artistique favorisant la créativité individuelle et au-delà, la restauration d'un lien à soi et aux autres dans une dynamique groupale. Ainsi, des ateliers d'écriture, de théâtre, de chant, d'expression corporelle, d'arts plastiques et de danse sont mis en œuvre tout au long de l'année développant la sensibilité et suscitant le désir d'une éventuelle pratique.
- **Le Centre d'Aide aux Demandeurs d'Asile (CADA) Elisa** accueille et héberge des demandeurs d'asile en attente d'une décision de leur demande d'obtention d'une protection internationale. Créé en 2016, l'établissement dispose d'une capacité d'accueil de 85 résidents, migrants isolés ou familles. S'adressant aux demandeurs d'asile, le CADA Elisa accueille différents publics : des femmes ou des hommes isolés, des familles avec enfants ainsi que des couples, dans des appartements en diffus. Durant l'accompagnement de l'instruction des dossiers de demande de statut de réfugié, le CADA développe des partenariats favorisant l'ouverture à une pratique culturelle et artistique mais aussi l'éveil à la citoyenneté pour les futurs bénéficiaires du droit d'asile.

Ces 3 conventions sont conclues pour une durée d'un an reconductible deux fois pour la même durée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver les termes des conventions de partenariat avec le Groupe d'Entraide Mutuelle (GEM) Lesseps, l'association Via Voltaire et le Centre d'Aide aux Demandeurs d'Asile (CADA) Elisa ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 15/04/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 15 avril 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210329-156315-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 15/04/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CONVENTION de Partenariat - MUSEE FABRE - CADA ELISA validée CADA.doc
- CONVENTION VIA_VOLTAIRE 2021.docx
- conventionLesseps -musée-fabre 2019.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Séance ordinaire du lundi 29 mars 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Eliane LLORET, Jacques MARTINIER, Patricia MIRALLES, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Animation du territoire - Conventions de partenariat pour les publics spécifiques entre le musée Fabre et l'association IPEICC, la CIMADE et le Groupe d'Entraide Mutuelle (GEM) Rabelais - Autorisation de signature

Monsieur Eric PENSO, Vice-Président, rapporte :

Le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole poursuit sa mission d'ouverture et de diversification des publics pour favoriser l'accès à la culture pour tous. Par l'organisation de projets spécifiques, le musée Fabre souhaite mettre en œuvre tous les moyens pouvant encourager la rencontre avec l'œuvre et l'acte de création pour des usagers dits « éloignés ».

Dans ce cadre, en 2019, près de 1 700 usagers issus du secteur social, médico-social ou du secteur handicap ont été accueillis en visites guidées ou en ateliers de pratiques artistiques dans le cadre de projets spécifiques conçus avec les institutions et associations accompagnant ces publics.

Afin d'inscrire dans la durée les projets menés avec les différents partenaires des secteurs concernés, il est proposé de renouveler le conventionnement pour 3 structures.

Dans ce cadre, il est proposé de mettre en place une politique tarifaire incitative et d'établir des conventions qui précisent les engagements de part et d'autre.

Les partenaires s'engagent à :

- respecter et faire respecter les lieux et le matériel mis à disposition par le musée Fabre ;
- assurer l'encadrement du groupe d'usagers lors de chaque séance ;
- proposer aux usagers une participation aux activités se déroulant au musée Fabre. Cette activité s'intégrera dans le cadre du projet prédéfini en concertation avec le service des publics du musée Fabre ;
- prévoir les modalités de déplacement des bénéficiaires et leur prise en charge ;
- valoriser le partenariat établi ;
- informer le musée Fabre de toute communication sur le projet ;
- souscrire à un abonnement pour le projet spécifique de 30 € par structure sur le modèle du tarif réservé aux établissements scolaires.

Le musée Fabre de Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à :

- proposer un tarif préférentiel pour un abonnement annuel de la structure de 30 € sur le modèle du tarif réservé aux établissements scolaires ;
- s'assurer du bon déroulement des rencontres en termes de surveillance des biens et des personnes, dans le cadre de son règlement intérieur ;
- inscrire ce partenariat dans son projet culturel et le valoriser ;
- mettre à disposition ses plasticiens et médiateurs pour assurer les activités.

2 structures du secteur social s'inscrivent dans ce partenariat qui concerne pour chacune d'elles une vingtaine de personnes en situation d'exclusion sociale :

- **L'association IPEICC** (délibération n°13614 du 27 janvier 2016) :
Association d'Éducation Populaire, affiliée à Peuple et Culture, dans le cadre de ses missions l'association IPEICC a pour vocation de lutter contre l'exclusion sociale, professionnelle et culturelle à travers le développement d'une citoyenneté active. Dans ce cadre l'association propose notamment des ateliers de pratiques artistiques et de médiation à destination d'enfants, d'adolescents et d'adultes du quartier Mosson. Le projet est animé par une équipe de professionnels et d'artistes.

- **La Cimade** (délibération n°13615 du 27 janvier 2016) :

L'association Cimade, groupe local Montpellier a pour but de manifester une solidarité active avec les personnes opprimées et exploitées. Elle défend la dignité et les droits des personnes réfugiées et migrantes. Elle lutte contre toute forme de discrimination en particulier contre la xénophobie et le racisme. L'association Cimade, groupe local Montpellier met en œuvre tous les moyens propres à atteindre ses buts, y compris par des actions de témoignage, d'éducation ou de formation (extrait de l'article 1 des statuts adoptés en assemblée générale le 14 juin 2014).

- **Le Groupe d'Entraide Mutuelle (GEM) Rabelais** :

Depuis son origine, le GEM Rabelais met au cœur de son projet associatif la notion de « vivre ensemble » autour des pratiques artistiques. Des ateliers de production artistique, proposés en interne et en externe permettent aux participants de vivre des expériences de création favorisant l'expression de soi, la prise de confiance et la curiosité d'esprit. Les professionnels du GEM Rabelais construisent les projets avec les adhérents, dès leur phase de conception. En s'appuyant sur un réseau de partenaires professionnels très riche, le GEM Rabelais renouvelle régulièrement les propositions, les univers artistiques mais aussi le partage des expériences de création avec d'autres.

Ces 3 conventions sont conclues pour une durée d'un an reconductible deux fois.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver les conventions de partenariat entre le musée Fabre et les associations IPEICC et la CIMADE et le Groupe d'Entraide Mutuelle (GEM) Rabelais ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Michel CALVO.

Fait à Montpellier, le 15/04/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 15 avril 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210329-156307-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 15/04/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention IPEICC Musée Fabre 2021.docx
- Convention CIMADE 2021.docx
- convention_GEM 2021.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Séance ordinaire du lundi 29 mars 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Eliane LLORET, Jacques MARTINIER, Patricia MIRALLES, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Animation du territoire - Convention de coorganisation de l'exposition United States of Abstraction - Artistes américains en France, 1946-1964 - Avenant - Autorisation de signature

Monsieur Eric PENSO, Vice-Président, rapporte :

Le musée d'Arts de Nantes et le musée Fabre souhaitent organiser ensemble une exposition consacrée aux artistes américains abstraits en France entre 1946 et 1964. En ce sens, une convention de co-organisation approuvée par délibération du Conseil de Métropole du 12 octobre 2020 a été signée entre Nantes Métropole et Montpellier Méditerranée Métropole.

La situation sanitaire actuelle a entraîné la fermeture des musées depuis le 31 octobre 2020 et à ce jour, aucune date de réouverture n'est arrêtée. Rien ne permettant de présager de cette date, il convient donc de fixer un nouveau calendrier de présentation de cette exposition sur les deux sites retenus en fonction de ces nouvelles contraintes, afin de permettre de préserver au mieux les intérêts de chacune des parties concernées.

D'un commun accord entre les commissaires en charge de cette exposition, Sophie LEVY, directrice-conservatrice du musée d'Arts de Nantes, et Michel HILAIRE, directeur du musée Fabre, deux hypothèses ont été retenues, sachant que l'exposition est d'ores et déjà en place à Nantes et qu'elle pourra être montrée au public dès la réouverture des musées.

Aussi, dans la perspective d'une réouverture pouvant intervenir au printemps de l'année en cours, les deux hypothèses suivantes sont proposées :

Hypothèse A : réouverture des musées (ERP de type Y) avant le 27 avril 2021 :

- 1/ au Musée d'arts, 10 rue Georges Clémenceau, 44 000 Nantes, de la réouverture des musées au 27 juin 2021 ;
- 2/ au Musée Fabre, 39 boulevard Bonne Nouvelle, 34000 Montpellier, du 16 juillet au 16 octobre 2021.

Hypothèse B : réouverture des musées (ERP de type Y) le 27 avril 2021 ou après :

- 1/ au Musée d'arts, 10 rue Georges Clémenceau, 44 000 Nantes, de la réouverture des musées au 18 juillet 2021 ;
- 2/ au Musée Fabre, 39 boulevard Bonne Nouvelle, 34000 Montpellier, du 5 août au 31 octobre 2021.

Ces deux solutions envisagées permettent de garantir pour chaque musée une période de présentation équitable et permettent par ailleurs, notamment pour le musée Fabre, de disposer d'une exposition au moins pour partie sur la période estivale. Les deux créneaux envisagés rendent également possible le maintien des différents projets envisagés par le musée Fabre en 2021 et 2022. Enfin, quelle que soit l'hypothèse retenue, cela ne nécessitera pas de modifier les montants inscrits au budget prévisionnel pour cette opération.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver la conclusion de la convention de partenariat avec le musée d'Arts de Nantes ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 15/04/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 15 avril 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210329-156533-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 15/04/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CONVENTION DE COORGANISATION USA AVENANT DEF.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Séance ordinaire du lundi 29 mars 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Eliane LLORET, Jacques MARTINIER, Patricia MIRALLES, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Animation du territoire - Convention de partenariat entre l'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Montpellier (ENSAM) et Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature

Monsieur Eric PENSO, Vice-Président, rapporte :

L'ENSAM est l'une des vingt écoles nationales supérieures d'architecture habilitées à délivrer le Diplôme Propre aux Ecoles d'Architecture (DPEA). Elle propose différents programmes de formation mais sa mission initiale est celle de la formation d'architecte, complétée par une formation d'Habilitation à la Maîtrise d'Œuvre en son Nom Propre (HMNOP) permettant en outre l'accès à l'exercice libéral de la profession. Une autre de ses missions est de valoriser la culture architecturale et urbaine. Par ailleurs, au sein de son DPEA Architecture et scénographie, l'ENSAM peut proposer à ses partenaires l'expertise d'un architecte qui étudie cette spécialisation et organise pour ses élèves des visites de lieux culturels.

Dans le cadre de leurs programmations et des nombreux projets de partenariats, Montpellier Méditerranée Métropole et l'ENSAM ont déjà travaillé ensemble et souhaitent établir un partenariat structurel, dans la mesure où d'autres projets émergent, notamment avec le musée Fabre.

Ces partenariats et relations d'échange pourront revêtir différents aspects :

- Montpellier Méditerranée Métropole peut confier à l'ENSAM des projets de réflexion sur la ville et sur l'agglomération ;
- l'organisation de visites guidées avec le musée Fabre pour les étudiants des expositions temporaires et des collections permanentes ;
- la possibilité de créer de nouvelles visites thématiques ;
- l'accès aux espaces du musée Fabre aux enseignants dans le cadre de cours hors les murs de l'ENSAM ;
- l'ouverture du fonds du musée Fabre pour des travaux de recherche ;
- l'organisation d'expositions hors les murs du musée Fabre à l'ENSAM ;
- le prêt de la salle de l'auditorium pour des conférences et événements de l'ENSAM dans la limite de deux par an ;
- des réflexions proposées aux étudiants de l'ENSAM sur les nouveaux ateliers pédagogiques ;
- la scénographie de certaines expositions et d'autres propositions scénographiques, soit dans le cadre de convention de stages soit dans le cadre de concours ou de workshops ;
- la mise en place d'une collaboration avec le laboratoire de fabrication numérique de l'ENSAM, La Fabrique ;
- la valorisation de la programmation du musée Fabre dans la communication de l'ENSAM ;
- la participation à la Nuit étudiante au musée Fabre ;
- la possibilité pour les étudiants de faire des propositions dans le cadre de manifestations locales en lien avec l'architecture.

Cette convention est conclue pour une durée d'un an renouvelable tacitement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver la conclusion de la convention de partenariat avec l'ENSAM ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 3 voix

Mme Stéphanie JANNIN, Mme Coralie MANTION, Mme Véronique NEGRET.

Fait à Montpellier, le 15/04/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 15 avril 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210329-156510-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 15/04/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention ENSAM

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Séance ordinaire du lundi 29 mars 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Eliane LLORET, Jacques MARTINIER, Patricia MIRALLES, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Animation du territoire - Convention de partenariat pour la réalisation des campagnes de fouilles archéologiques 2021 - Site archéologique Lattara à Lattes - Siège épiscopal de Maguelone à Villeneuve-lès-Maguelone - Autorisation de signature

Monsieur Eric PENSO, Vice-Président, rapporte :

Depuis 2011, le Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS), pour le compte du laboratoire Archéologie des Sociétés Méditerranéennes de l'Unité Mixte de Recherche (UMR) 5140, est chargé de la gestion des fouilles programmées sur le site archéologique Lattara, propriété de Montpellier Méditerranée Métropole et situé sur la commune de Lattes. Le site du siège épiscopal de Maguelone, à Villeneuve-lès-Maguelone, est venu s'ajouter à ce périmètre d'intervention en 2016.

La réalisation des campagnes archéologiques sur ces deux sites par le CNRS fait l'objet d'un partenariat avec Montpellier Méditerranée Métropole.

Cette convention de partenariat précise les apports de chacune des parties ainsi que les programmes de recherches archéologiques qui seront mis en œuvre en 2021, dont les principaux éléments sont définis comme suit.

Montpellier Méditerranée Métropole verse une subvention d'un montant de 71 150 € au CNRS, pour la réalisation de ces opérations de fouille selon la répartition suivante :

- 42 000 € pour le site de *Lattara*,
- 29 150 € pour le siège épiscopal de Maguelone.

Le CNRS initie et gère les campagnes de fouilles ainsi que les orientations scientifiques des projets de recherche sur chacun des sites, en faisant appel aux équipes nécessaires.

Concernant le site archéologique Lattara, les précédentes campagnes de fouilles depuis 2016 ont mis en évidence la présence d'un chenal qui a été creusé au tout début du II^{ème} siècle avant notre ère en bordure de la zone portuaire, vraisemblablement pour pallier le problème d'ensablement de la lagune. La campagne 2021 s'inscrit dans le cadre d'un nouveau programme de recherche triennal. Elle sera principalement dédiée à l'étude de la terrasse portuaire et de sa limite avec la lagune antique en vue de compléter les connaissances sur la configuration et les infrastructures du port de *Lattara* entre le II^{ème} siècle avant notre ère et le II^{ème} siècle après le début de notre ère.

S'agissant du site de Maguelone, avec la mise au jour de 9 000 m² dans le quartier nord du siège épiscopal en 2019-2020, l'exploration a franchi une étape décisive en confirmant l'existence d'une agglomération couvrant une large partie de l'ancienne île. La densité des vestiges concernant une vingtaine de bâtiments à fonctions multiples, stockage, forge et habitation, permet désormais de caractériser la topographie d'un quartier de Maguelone dans les décennies qui accompagnent et/ou succèdent à la création du siège épiscopal, quelques années avant les conciles de 589 où en apparaît la première mention. En 2021, au vu de la densité des données de fouille, le travail de terrain sera limité à quelques sondages prospectifs pour pouvoir se consacrer principalement aux études spécialisées : bio-archéologie, archéo-zoologie, numismatique, paléo-environnement, topo-chronologie.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver les termes de la convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et le CNRS pour la réalisation des campagnes de fouilles 2021 sur les sites archéologiques de Lattara et du siège épiscopal de Maguelone ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 77 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 9 voix

Mme Tasnime AKBARALY, Mme Florence BRAU, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Clara GIMENEZ, Mme Stéphanie JANNIN, M. Max LEVITA, M. Bruno PATERNOT, Mme Célia SERRANO, Mme Isabelle TOUZARD.

Fait à Montpellier, le 15/04/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 15 avril 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210329-156602-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 15/04/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention_fouilles_2021_Metropole_CNRS V.3.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Séance ordinaire du lundi 29 mars 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Eliane LLORET, Jacques MARTINIER, Patricia MIRALLES, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Animation du territoire - Attribution d'une subvention en nature à l'association Mare Nostrum - Autorisation de signature

Monsieur Eric PENSO, Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole mène une politique de développement de la lecture publique à l'échelle de son territoire grâce à son réseau de 15 établissements répartis sur l'ensemble du territoire métropolitain. Les médiathèques ont notamment pour mission de faciliter l'accès du plus grand nombre à la culture, au livre et à la lecture et constituent à cet effet des collections pluridisciplinaires et multi supports pour tous les publics.

L'association Mare Nostrum a mis en place une boîte à livres dénommée « *Arbre à livres* » place François Jaumes dans le quartier Méditerranée de Montpellier, qui permet aux habitants de déposer leurs propres documents et d'en emprunter d'autres. Ce dispositif participe ainsi à l'animation du quartier et à la promotion de la lecture, mais souffre toutefois d'un manque de documents pour la jeunesse.

Montpellier Méditerranée Métropole souhaite accompagner et soutenir les structures œuvrant en faveur de la diffusion du livre et de la lecture et propose d'attribuer une subvention en nature à l'association Mare Nostrum, en lui faisant un don de 404 documents pour la jeunesse, retirés des rayons des médiathèques métropolitaines en raison de leur état ou de leur obsolescence et destinés au pilon, d'une valeur initiale de 4 656,58 € TTC :

Les documents, dûment estampillés « Don de Montpellier Méditerranée Métropole », ne pourront en aucun cas faire l'objet d'une quelconque revente de la part de l'association Mare Nostrum ou de quiconque les détiendrait d'une manière ou d'une autre. Ils sont donnés en l'état à l'association Mare Nostrum, qui viendra les retirer à la médiathèque centrale Emile Zola à Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver l'attribution d'une subvention en nature à l'association Mare Nostrum ;
- d'intégrer son montant dans la liste des concours attribués par Montpellier Méditerranée Métropole sous forme de prestations en nature ou de subventions, figurant en annexe des documents budgétaires ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 15/04/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 15 avril 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210329-155251-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 15/04/21

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Séance ordinaire du lundi 29 mars 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Eliane LLORET, Jacques MARTINIER, Patricia MIRALLES, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Animation du territoire - Adhésion à des associations professionnelles du secteur du livre et de la lecture publique - Autorisation

Monsieur Eric PENSO, Vice-Président, rapporte :

Dans la perspective du développement et du rayonnement de ses activités, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite pour sa direction des médiathèques et du livre adhérer à plusieurs associations professionnelles du secteur du livre et de la lecture publique, pour la durée du présent mandat :

Réseau Coopération pour l'Accès aux Ressources numériques en bibliothèques (CAREL) : groupement national qui favorise la coopération nationale, européenne et internationale dans le domaine de la documentation et des publications numériques à destination des bibliothèques de lecture publique, ce réseau permet la négociation de tarifs privilégiés, mutualisation, développement de l'offre et l'accessibilité. Le montant annuel de l'adhésion pour les établissements de lecture publique relevant de collectivités territoriales et leurs groupements est de 50 € TTC.

Occitanie Livre et Lecture (OLL) : financée par la Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC) et par la Région Occitanie, l'association OLL a pour objectif de rassembler tous les professionnels du secteur du livre (auteurs, éditeurs, libraires, bibliothécaires et médiateurs du livre) afin d'assurer un développement harmonieux et pérenne du livre et de la lecture en région. Elle œuvre au plus près des acteurs du livre pour répondre à leurs besoins en termes de formation, d'accompagnement et d'échanges. Par ailleurs, le réseau des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole fait partie du Pôle associé documentaire régional constitué avec la Bibliothèque nationale de France, la DRAC, la Région et l'association OLL. Le montant annuel de l'adhésion pour les bibliothèques et médiathèques est de 300 € TTC.

Images en bibliothèques : association de coopération nationale pour la mise en valeur des collections cinématographiques et audiovisuelles dans les bibliothèques, l'association Images en bibliothèques apporte aux vidéothécaires les éléments de réflexion et d'anticipation indispensables à l'évolution de leur métier. Elle permet aux adhérents de bénéficier d'un catalogue et de tarifs privilégiés, notamment dans le cadre de la manifestation nationale « *Le mois du film documentaire* ». Elle permet également de bénéficier de formations. Le montant annuel de l'adhésion pour les bibliothèques et médiathèques est de 110 € TTC.

Association des Utilisateurs de Logiciels Archimed (ADULOA) : l'adhésion à cette association permet de prendre part à des formations spécifiques sur les outils et services ARCHIMED (produits ERMES et SYRACUSE) qui composent une bonne partie du système d'information des médiathèques. De plus, le fait d'appartenir à cette association permet au réseau des médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole d'être force de propositions dans des co-développements d'outils partagés par la communauté SYRACUSE. La cotisation annuelle est de 250 € TTC.

Groupe d'Intérêt Public Cinémathèque du Documentaire : GIP créé sous la tutelle du ministère de la Culture, les membres fondateurs sont : la SCAM (Société Civile des Auteurs Multimédia), la Bibliothèque Publique d'Information (BPI), la Bibliothèque Nationale de France (BNF), la Société des Auteurs Compositeurs et Editeurs de Musique (SACEM), France Télévisions, Images en bibliothèques, Film-documentaire.fr, Ardèche Images et le Centre national du cinéma et l'image animée (CNC). Installée à la BPI où elle a une activité de programmation tout au long de l'année, cette association fédère et suscite des initiatives sur tout le territoire, pour améliorer la diffusion du patrimoine du film documentaire, sa visibilité et la qualité de la médiation. La cotisation annuelle est de 100 € TTC.

L'ensemble de ces adhésions représente un montant financier annuel de 810 € TTC.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'autoriser l'adhésion de la direction des médiathèques et du livre de Montpellier Méditerranée Métropole aux associations professionnelles susmentionnées ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 15/04/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 15 avril 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210329-155417-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 15/04/21

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Séance ordinaire du lundi 29 mars 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Eliane LLORET, Jacques MARTINIER, Patricia MIRALLES, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Animation du territoire - Médiathèque centrale Emile Zola - Café des lettres - Avenant n°1 à la convention d'occupation du domaine public avec la société Café Bibal Vending - Prolongation de la convention - Exonération de redevances - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Eric PENSO, Vice-Président, rapporte :

Par délibération n°13858 du Conseil de Métropole en date du 16 mai 2016, la société Café Bibal Vending, représentée par son Président Directeur Général Monsieur Philippe BERTRAND, s'est vue attribuer une convention d'occupation du domaine public pour l'exploitation du Café des lettres, situé au sein de la médiathèque centrale Emile Zola, 240 rue de l'Acropole, à Montpellier. La convention a été conclue pour une durée de 5 ans, à compter du 1^{er} juillet 2016 et jusqu'au 30 juin 2021.

En raison de la crise sanitaire due à l'épidémie de Covid-19, le Café des lettres a été contraint de fermer ses portes à compter du 16 mars 2020, conformément aux dispositions du décret n°2020-423 du 14 avril 2020 complétant le décret n°2020-293 du 23 mars 2020 prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19, qui a prolongé la fermeture administrative de nombreux établissements recevant du public, dont les restaurants et débits de boisson, jusqu'au 11 mai 2020. A l'issue de cette période de fermeture administrative, le Café des lettres n'a pu rouvrir ses portes au public, car ses locaux ont dû être utilisés comme espaces de mise en quarantaine des documents remis par les usagers de la médiathèque, dans le cadre du protocole sanitaire mis en œuvre dans l'établissement.

Ces mesures n'ayant pu être abrogées du fait de la poursuite de la crise sanitaire, le Café des lettres est donc fermé depuis le 16 mars 2020, et la société Café Bibal Vending n'a pu en assurer l'exploitation depuis cette date.

Dans ce contexte de chute brutale de l'activité, il semble plus que jamais nécessaire de soutenir le tissu économique local. Aussi, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite apporter son soutien à la société Café Bibal Vending en accordant, par voie d'avenant, une prolongation d'un an de la convention d'occupation du domaine public en cours d'exécution, durée nécessaire au dénouement, dans des conditions acceptables notamment d'un point de vue économique, des relations entre l'occupant et l'autorité compétente, au sens de l'article L.2122-1-2 du Code général de la propriété des personnes publiques.

Il est par ailleurs proposé, dans le cadre des dispositifs de soutien aux acteurs économiques mis en œuvre par Montpellier Méditerranée Métropole, d'exonérer l'occupant des loyers et redevances dues pour la période courant d'avril à juin 2020, comme prévu par les dispositions de la décision n°2020-488 en date du 16 juin 2020. Cette exonération fera l'objet d'une décision et d'une convention spécifiques.

Enfin, conformément aux dispositions de l'article 5.1 de la convention d'occupation du domaine public susmentionnée, qui précise que « *si Montpellier Méditerranée Métropole devait imposer une fermeture ponctuelle des locaux mis à disposition (notamment pour raison de sécurité), aucune redevance ne serait perçue pendant ladite fermeture* », il est également proposé d'accorder à la société occupante une exonération des loyers et redevances dues au titre de cette occupation à compter du 1^{er} juillet 2020, et jusqu'à ce que la réouverture du Café des lettres soit rendue possible par le contexte sanitaire et l'allègement ou la suppression des mesures et protocoles sanitaires actuellement nécessaires.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver les termes de l'avenant n°1 à la convention d'occupation du domaine public relative à l'exploitation de locaux du Café des lettres de la médiathèque centrale Emile Zola, prolongeant sa durée d'un an ;
- d'approuver l'exonération des loyers et redevances dues au titre de cette occupation à compter du 1^{er} juillet 2020, et jusqu'à ce que la réouverture du Café des lettres soit rendue possible par le contexte sanitaire ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 15/04/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 15 avril 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210329-155622-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 15/04/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Café des lettres - Avenant n°1 Convention AOT.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Séance ordinaire du lundi 29 mars 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Eliane LLORET, Jacques MARTINIER, Patricia MIRALLES, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Animation du territoire - Réseau des Médiathèques et du livre - Adhésion à la plateforme de jeux de société Board Game Arena / Société AD2G Studio S.A.S. - Approbation

Monsieur Eric PENSO, Vice-Président, rapporte :

Dans le cadre de sa programmation digitale, le réseau des Médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole souhaite adhérer en 2021 à la plateforme de jeux de société « Board Game Arena » afin de permettre aux établissements du réseau des médiathèques de proposer des tournois de jeux de société tout au long de l'année. Ces tournois débuteraient en avril 2021 pour le lancement de notre temps fort « La Métropole en Jeux ».

La plateforme de jeux de société « Board Game Arena » de la société AD2G Studio S.A.S. a été créée pour permettre à des milliers de joueurs dans le monde de découvrir, de jouer et de soutenir le jeu de société.

Cette plateforme permet de jouer gratuitement sans téléchargement. Pour les tournois, il est demandé à l'organisateur de s'abonner au compte Premium. Le montant annuel de l'adhésion au compte Premium pour l'ensemble du réseau des médiathèques est de 24 € TTC.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'autoriser l'adhésion du réseau des Médiathèques de Montpellier Méditerranée Métropole au compte Premium de la plateforme de jeu « Board Game Arena » de la société AD2G Studio S.A.S. ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 15/04/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 15 avril 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210329-153514-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 15/04/21

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Séance ordinaire du lundi 29 mars 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Taslime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Geniès BALAZUN, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Eliane LLORET, Jacques MARTINIER, Patricia MIRALLES, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Animation du territoire - Parc multi-glisse Gérard Bruyère - Principe d'exploitation par délégation de service public - Lancement d'une procédure de délégation de service public - Approbation - Autorisation

Monsieur Christian ASSAF, Vice-Président, rapporte :

Classée parmi les Métropoles les plus sportives de France, Montpellier Méditerranée Métropole soutient les clubs sportifs de haut niveau et veille à développer la pratique sportive à travers la réalisation d'un véritable réseau d'équipements sportifs structurants qui maille l'ensemble de son territoire.

Par ses délibérations en date du 30 septembre 2015 et du 24 février 2016, Montpellier Méditerranée Métropole a décidé à la majorité qualifiée des membres du Conseil, que le Parc multi-glisse Gérard Bruyère est d'intérêt métropolitain et qu'à ce titre, il intègre la liste des équipements d'intérêt métropolitain transférés à Montpellier Méditerranée Métropole au titre des compétences entrant dans le domaine des équipements sportifs tel que défini par les délibérations n°4846 du 18 septembre 2002 et n°4848 du 22 octobre 2002 modifiée.

Lors de la séance du 20 décembre 2019, le Conseil de Métropole a acté l'effectivité du transfert en pleine propriété du Parc Gérard Bruyère au sein des équipements de la Métropole, conformément aux articles L 1321-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales (CGCT).

Le Parc multi-glisse Gérard Bruyère situé à l'entrée de la commune de Baillargues entre la RN 113 et la RD 26 E est un équipement hybride qui a deux fonctions. Il s'agit d'un ouvrage hydraulique pour gérer les crues (entonnement amont des crues du ruisseau Las Fonds, restitution des débits écrêtés par les bassins à l'aval du projet) et d'un parc naturel urbain essentiellement constitué d'un plan d'eau permettant la pratique du téléski nautique et du wakeboard.

Le projet de Parc multi-glisse Gérard Bruyère s'étendra sur une superficie de 12 ha à l'Ouest de la Ville de Baillargues et permettra de lier les activités de détente et de promenade propres à un parc naturel classique aux activités de sports de glisse comme le roller et le wakeboard, activité sportive très prisée et en fort développement en France et en Europe.

Le rapport annexé à la présente délibération présente le projet et les objectifs de Montpellier Méditerranée Métropole ainsi que les différents modes de gestion et principales caractéristiques du futur contrat.

Le Comité Technique qui s'est réuni en séance le 18 mars 2021 et la Commission Consultative des Services Publics Locaux lors de sa séance du 19 mars 2021, ont rendu un avis favorable sur le recours à une délégation de service public pour gérer le Parc multi-glisse Gérard Bruyère.

Conformément à l'article L. 1411-4 du CGCT, il est proposé au Conseil de Métropole de se prononcer sur le principe du recours à une délégation de service public pour la gestion et l'exploitation du Parc multi-glisse Gérard Bruyère.

Les principaux éléments de ce rapport sont rappelés ci-après.

I / Présentation du projet de Parc multi-glisse

Le projet consiste en l'aménagement d'un plan d'eau artificiel et permanent autour duquel s'organiseront des espaces de loisirs, l'ensemble constituant le « Parc multi-glisse Gérard Bruyère » permettant ainsi de lier les activités de détente et de promenade propres à un parc naturel classique à des activités liées à la pratique sportive (wakeboard, ski nautique, vélo, course à pied...).

Ce projet est centré autour d'un plan d'eau permanent d'environ 6,5 hectares, approvisionné en eau brute comportant un bassin principal étanché et aménagé pour la pratique du téléski nautique et un bassin secondaire aménagé pour la pratique d'activités sportives accessoires compatibles et non polluantes.

Son attractivité, en direction à la fois des sportifs de haut niveau, des clubs et associations, des scolaires et du grand public devrait permettre d'améliorer le rayonnement économique et touristique de la Métropole, au niveau régional et national, et participer à la diversité et au maillage des équipements sportifs du territoire.

II. Présentation des objectifs de la Métropole

- créer un espace naturel public de détente et de loisirs ;
- contribuer au développement de la pratique d'un sport de glisse en plein essor, le wakeboard ;
- développer les synergies et les dynamiques avec les autres sports de glisse pratiqués sur notre territoire, comme le kitesurf, le skateboard ou encore la trottinette ;
- favoriser et développer la pratique des sports de glisse émergents auprès des publics scolaires et des associations sportives du territoire ;
- développer l'attractivité touristique de la Métropole ;
- contribuer au développement territorial local à l'échelle métropolitaine, régionale et nationale.

III. Présentation des différents modes de gestion

Deux modes d'organisation s'offrent à la Métropole pour l'exploitation du Parc :

- La "gestion publique", c'est-à-dire par la collectivité directement (régie dotée de la seule autonomie financière) ou encore au travers d'un établissement public (régie dotée de la personnalité morale et de l'autonomie financière – établissement public). On peut rattacher à cette gestion publique, un (ou plusieurs) marché public pour réaliser tout ou partie des missions (surveillance, entretien, travaux...). Dans ce cadre les investissements sont portés et réalisés par Montpellier Méditerranée Métropole.

ou

- La "gestion déléguée", où l'exploitation du service est confiée à un tiers : cette gestion prend principalement la forme d'une concession de service public ou délégation de service public pour les collectivités territoriales (L. 1411-1 du CGCT et L. 1121-3 du Code de la commande publique - CCP). Dans ce cadre une partie des investissements est portée et réalisée par le délégataire.

Chacun des deux scénarios a fait l'objet d'une analyse basée sur les 5 critères, le contrôle du service, la qualité du service, la gestion du personnel, les risques et le portage financier des investissements.

L'analyse comparative des deux scénarios, développée dans le rapport annexé à la présente délibération, permet de conclure que le scénario 2, gestion déléguée, est plus adapté aux objectifs de Montpellier Méditerranée Métropole pour ce projet d'exploitation en particulier.

Le recours à la gestion déléguée présente les avantages suivants :

- transfert des coûts d'investissements des infrastructures sportives de téléski nautique et du bâtiment d'accueil et d'exploitation ;
- transfert du risque d'exploitation sur le futur titulaire :
 - o une activité nouvelle dont la rentabilité est variable ;
 - o le risque lié au maintien de la qualité de l'eau ;
 - o Le risque lié à la gestion de personnel ayant des contrats courts du fait de l'activité saisonnière ;
 - o Le risque lié à des activités accessoires non maîtrisées habituellement par le service public (restauration, boutique...) ;
 - o Maîtrise du coût d'exploitation.

En conclusion, il est proposé de recourir à une délégation de service public pour l'exploitation du Parc multi-glisse Gérard Bruyère.

V. Caractéristiques du futur contrat

1/ Objet du contrat

Le délégataire de service public devra assurer en tout temps l'exploitation et la gestion du Parc multi glisse Gérard Bruyère et l'ensemble des activités qui s'y dérouleront.

Outre les investissements sur les téléskis nautiques et le bâtiment d'exploitation, la Métropole souhaite confier au délégataire la gestion et l'exploitation de l'ensemble du périmètre du parc en ce compris l'entretien du parc naturel et des installations techniques liées au bon fonctionnement des bassins et des activités.

2/ Durée du contrat

La durée du contrat sera de 20 ou 25 ans en fonction des investissements demandés au délégataire qui sont à amortir, conformément à l'article L. 3114-7 du CCP.

Le contrat prendra effet à compter de la notification du contrat de délégation.

3/ Nature des principales missions confiées au délégataire et obligations de service public

Principales missions :

Le délégataire assurera la gestion du service public au travers, notamment, des missions suivantes :

- l'exploitation des téléskis nautiques ;
- l'accueil du public et l'organisation des activités sportives et ludiques ;
- l'exploitation des activités accessoires (restauration, boutiques, autres activités de loisirs nautiques...) ;
- le financement et la réalisation des investissements qui lui sont confiés ;
- les travaux d'entretien et de réparation des équipements mis à sa disposition ;
- assurer l'entretien du bassin, le maintien de la qualité d'eau de baignade et la gestion de l'ensemble du traitement de l'eau (stations de pompes et bassins de traitement) ainsi que le réapprovisionnement en eau des bassins ;
- assurer l'entretien du parc et des équipements à destination du public (jeux d'enfants...) ;
- les travaux de renouvellement ;
- l'accueil et l'organisation des compétitions et des événements sportifs ;
- le recrutement, la formation et l'encadrement de son personnel ;
- l'organisation de la sécurité des personnes en réalisant tous les contrôles prévus par la réglementation ;
- le développement commercial et la visibilité de l'équipement.

Obligations de service public :

Le délégataire devra notamment :

- assurer l'ouverture et la fermeture du parc au public 365 jours par an (le public pourra entrer librement dans le parc pendant les heures d'ouverture) ;
- assurer le fonctionnement des téléskis nautiques sur une grande période de l'année (maximum 3 mois de fermeture annuelle de l'activité) ;
- réserver deux jours d'utilisation totale de l'équipement à destination de la Métropole de Montpellier (sans mise à disposition des téléski nautiques) ;
- assurer une tarification spécifique pour l'accueil de manifestations fédérales et les compétitions nationales ainsi que pour l'accueil d'associations, de centres de loisirs et des scolaires ;
- proposer des activités non polluantes sur le site.

Investissements :

La délégation permet de demander la réalisation de certains investissements par le délégataire, si ces derniers sont étroitement liés au projet d'exploitation.

Ces investissements, biens de retour, intégralement amortis seront remis gratuitement à la Métropole de Montpellier à la fin normale du contrat.

Les investissements attendus sont à minima les suivants :

- un téléski nautique « full size » de 6 accrocheurs minimum ;
- un téléski bi-poulies ;
- un bâtiment d'accueil et d'exploitation de 200 m² minimum.

Les candidats pourront librement proposer des investissements complémentaires qui permettraient d'améliorer la rentabilité de l'exploitation.

Entretien, renouvellement et GER (Gros Entretien et de Renouvellement) :

La Métropole mettra à la disposition du délégataire l'ensemble des biens, ouvrages et équipements affectés au service qui lui feront retour, gratuitement et en bon état d'entretien et de fonctionnement, au terme du contrat.

Le délégataire procédera au renouvellement des biens et équipements et sera responsable du nettoyage, de l'entretien courant et de la maintenance courante des biens et installations dont il a la charge.

L'entretien lié à la fonction hydraulique de l'équipement restera à la charge de la Métropole de Montpellier.

4/ Conditions financières

Le délégataire sera rémunéré par les usagers du service.

La grille tarifaire s'accordera avec la politique sportive de la Métropole de Montpellier. Cette grille sera votée par l'assemblée délibérante lors du choix du délégataire.

La convention prévoira les modalités d'un intéressement de la Métropole aux résultats de l'exploitation du service délégué.

La Métropole de Montpellier pourra également verser une participation forfaitaire liée aux investissements réalisés par le délégataire.

Cette subvention sera forfaitaire, versée à la réception des investissements à réaliser par le délégataire, et ne pourra pas représenter plus de 30 % du montant des investissements de premier établissement réalisés par le délégataire avec un plafond fixé à 400 000 € net de toutes taxes.

5/ Rôle de la Métropole en tant qu'autorité organisatrice

Montpellier Méditerranée Métropole dispose d'un droit d'information et de contrôle permanent du service délégué.

Le délégataire produira chaque année un rapport comportant, notamment, les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation et une analyse de la qualité du service.

Des rapports trimestriels et annuels seront également demandés et présentés par le délégataire aux représentants de la Métropole.

6/ Conditions principales d'exécution du service et fin du contrat

Le délégataire assurera l'exploitation du service à ses risques et périls.

En fin de convention les biens de retour seront remis au délégant en parfait état de fonctionnement.

Les cas de fin de contrat sont prévus au programme de la consultation, dont la résiliation pour motif d'intérêt général, à l'initiative de la Métropole de Montpellier. Des clauses sur les effets de l'expiration du contrat et la continuité du service public seront également prévues.

7/ Principales modalités de consultation

La procédure de publicité et de mise en concurrence sera organisée dans le cadre des dispositions du CGCT et notamment de ses articles L. 1411-1 et suivants et R. 1411-1 et suivants ainsi que des dispositions du CCP.

Il est proposé de recourir à une procédure ouverte dans laquelle les candidats seront invités à remettre simultanément leur dossier de candidature et d'offre. Les candidatures et les offres seront appréciées selon les critères définis au dossier de consultation des entreprises.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver le principe d'une délégation de service public pour la gestion et l'exploitation du Parc multi-glisse Gérard Bruyère ;
- d'approuver le contenu des caractéristiques des prestations que devra assurer le délégataire telles qu'elles sont définies dans le rapport de présentation annexé, étant entendu qu'il appartiendra ultérieurement à Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole ou son représentant d'en négocier les conditions précises conformément aux dispositions des articles L. 1411-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales ;
- d'approuver le lancement de la procédure de mise en concurrence, telle que définie aux articles L. 1411-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales, qui conduira à la désignation de l'exploitant du Parc multi-glisse Gérard Bruyère ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à prendre toutes les mesures nécessaires à la mise en œuvre de la procédure de publicité requise et à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 75 voix

Contre : 10 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 15/04/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 15 avril 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210329-155400-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 15/04/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Rapport choix du mode de gestion V4.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

ATTRACTIVITE



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Attractivité

Séance ordinaire du lundi 29 mars 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Eliane LLORET, Jacques MARTINIER, Patricia MIRALLES, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Attractivité - Organisme Extérieur - SAEML Montpellier Events - Acquisition de la part de la Ville de Pérols - Autorisation

Madame Coralie MANTION, Vice-Présidente, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole est actionnaire de la Société Anonyme d'Economie Mixte Locale (SAEML) Montpellier Events au capital de 15 833 230 € composé de 226 189 actions soit 70 € par action. Elle détient 35.54% du capital, soit 80 393 actions et occupe 6 postes sur 18 au sein du conseil d'administration de la société, dont le poste de Présidence de la société.

Montpellier Méditerranée Métropole est aux côtés d'autres actionnaires publics, tels que la Région Occitanie (37.65%), la Ville de Montpellier (9.29%), le Département de l'Hérault (1.15%) et la Ville de Pérols avec une seule action représentant 0.0004% du capital ; ainsi que d'un collège d'actionnaires privés représentant 16.37% du capital.

La SAEML Montpellier Events gère jusqu'au 31 décembre 2018, deux contrats de délégation de service public avec quatre équipements : un contrat de DSP avec la Région Occitanie pour la gestion du Parc Expo et de la Sud de France Aréna ; un contrat de DSP avec la Métropole pour la gestion du Corum-Palais des Congrès-Opéra et le Zénith Sud. Depuis le 1^{er} janvier 2019, Montpellier Events a vu son activité réduite à la gestion des deux équipements métropolitains.

La SAEML Montpellier Events a récemment informé Montpellier Méditerranée Métropole du souhait de la Ville de Pérols de procéder à la cession de l'action qu'elle détient dans le capital de ladite société, au motif que l'exploitation de la société est désormais réduite à la gestion des seuls équipements métropolitains que sont le Corum-Palais des Congrès-Opéra et le Zénith Sud, situés sur la ville centre de Montpellier.

Montpellier Méditerranée Métropole souhaite se porter acquéreur de la part de la Ville de Pérols dans la société Montpellier Events, soit 1 action, détenue à la valeur négociée sur la base de la valeur nominale de 70 €, compte tenu du faible volume engagé dans cette opération.

La Ville de Pérols a signifié son accord par courrier reçu en date du 1^{er} mars 2021. L'affaire sera soumise à autorisation lors du Conseil municipal du 8 avril 2021.

Le nombre de parts de Montpellier Méditerranée Métropole serait ainsi porté de 80 393 à 80 394 actions. La part de capital de Montpellier Méditerranée Métropole au sein de la société reste inchangée, de même que le nombre de représentants au sein du conseil d'administration.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'autoriser l'acquisition de la part de la Ville de Pérols dans la société Montpellier Events pour 70 € soit 1 action et porter le nombre de parts détenues par Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 80 394 actions ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 80 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 7 voix

M. Christian ASSAF, M. Roger-Yannick CHARTIER, Mme Hind EMAD, Mme Clare HART, M. Frédéric LAFFORGUE, M. Bruno PATERNOT, Mme Célia SERRANO.

Fait à Montpellier, le 15/04/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 15 avril 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210329-156352-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 15/04/21

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Attractivité

Séance ordinaire du lundi 29 mars 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Eliane LLORET, Jacques MARTINIER, Patricia MIRALLES, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Attractivité - Convention triennale de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole, Hérault Tourisme et l'Office de Tourisme et des Congrès de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature

Monsieur Jean-François AUDRIN, Vice-Président, rapporte :

Avec près de 6 millions d'arrivées de touristes en séjour par an, Montpellier Méditerranée Métropole est une destination qui combine de nombreux atouts. L'offre touristique y est plurielle et tend à répondre aux différentes typologies touristiques : tourisme d'affaires, tourisme d'agrément, clientèle itinérante ou sédentaire, amateur de tourisme urbain ou d'espaces de respiration, de patrimoine et de nature, en séjours individuels ou en groupe.

Montpellier Méditerranée Métropole occupe une place majeure dans le paysage culturel national et international. L'Histoire du territoire se raconte aussi par la diversité d'un patrimoine qui, aujourd'hui encore, ne cesse de s'enrichir. La Métropole a d'ailleurs été labellisée « *Pays d'art et d'histoire* » en novembre 2019 et « *Grand Site d'Occitanie* » en décembre 2020 grâce à la place fondamentale occupée par son patrimoine naturel, historique et contemporain.

Au cœur du plus ancien et du plus grand vignoble du monde, en Languedoc, le territoire bénéficie d'une variété de terroirs et d'un climat privilégié favorisant la production de vins de qualité. C'est une composante majeure de l'identité territoriale.

Montpellier Méditerranée Métropole est au cœur d'un territoire touristique attractif. Elle affirme sa volonté de travailler avec les territoires voisins. Les destinations touristiques exprimées par Montpellier et par l'Hérault ont un rapport étroit et participent d'un récit commun. Au sein de l'Occitanie, l'univers de marque dont elles relèvent repose sur les deux ensembles Languedoc et Camargue.

C'est pourquoi il est proposé de formaliser le partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole, l'Office de Tourisme et des Congrès de Montpellier Méditerranée Métropole et l'Agence de Développement Touristique (ADT) Hérault Tourisme dans une convention-cadre.

Il apparaît pour les trois organismes signataires qu'un partage d'intelligence économique, une vision commune, une mutualisation renforcée des moyens marketing et de développement contribuent à une plus grande efficience en termes d'objectifs et d'actions.

La présente convention-cadre 2021-2023 définit :

- un accompagnement pour l'exploitation de données d'observation touristique ;
- les modalités d'accès aux données touristiques (SITI 34) ;
- un accompagnement à l'ingénierie touristique pour les projets structurants et projets de développement de l'offre ;
- un plan d'actions marketing mutualisé.

Cette convention fera l'objet d'avenants annuels ou thématiques afin de mettre en œuvre les actions et leurs modalités de financement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver les termes de la convention cadre entre Montpellier Méditerranée Métropole l'Office de Tourisme et des Congrès de Montpellier Méditerranée Métropole et ADT Hérault Tourisme ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 72 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 15 voix

M. Boris BELLANGER, M. Renaud CALVAT, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Brigitte DEVOISSELLE, Mme Clare HART, M. Jean-Luc MEISSONNIER, M. Cyril MEUNIER, Mme Véronique NEGRET, M. Bruno PATERNOT, M. Yvon PELLET, M. Eric PENSO, M. François RIO, M. Jean-Luc SAVY, Mme Claudine VASSAS MEJRI.

Fait à Montpellier, le 15/04/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 15 avril 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210329-156909-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 15/04/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- projet convention 3M OT ADT

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Attractivité

Séance ordinaire du lundi 29 mars 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Eliane LLORET, Jacques MARTINIER, Patricia MIRALLES, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Attractivité - Financement des entreprises - Souscription au fonds Impulsion d'Irdi Capital Investissement - Conventions - Autorisation de signature et d'affectation des crédits

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

1. Préambule :

En 2017, constat est fait que le marché français du capital-risque est insuffisamment développé pour accompagner les start-ups dans les premières phases critiques de leur vie. Le nombre de business angels et l'émergence du crowdfunding sont insuffisants pour pallier cette défaillance. Les entreprises innovantes peinent à financer les dépenses post Recherche et Développement leur permettant d'accéder au marché.

Le volet métropolitain du Schéma Régional de Développement Economique, d'Innovation et d'Internalisation (SRDEII), adopté le 2 février 2017, prévoit que la Métropole puisse se mobiliser aux côtés de la Région afin de renforcer les ressources disponibles en faveur du capital-innovation par une participation à des véhicules de ce type.

Irdi Soridec Gestion, société régionale de gestion de fonds d'investissement, lance deux nouveaux instruments de financement de haut de bilan en amorçage et en innovation. Montpellier Méditerranée Métropole décide d'abonder à hauteur de 3 M€ (2,5 M€ dans le fonds d'innovation et de 0,5 M€ dans le fonds d'amorçage). Après deux ans d'exercice, le bilan tiré de ces investissements est doublement positif. L'outil s'avère un bon effet levier sur le développement des entreprises. En terme d'image, Montpellier Méditerranée Métropole renforce son rôle d'acteur actif et expert dans l'écosystème.

En mars 2020, la crise sanitaire provoque une crise économique sans précédent. Dans un premier temps, les acteurs publics se mobilisent pour proposer des aides financières d'urgence (subvention, avance remboursable, prêts garantis à taux préférentiel) pour aider les entreprises à tenir à court/moyen termes leur trésorerie. Fin 2020, la crise se prolonge. Aux mesures d'urgence en appui au bas de bilan doivent maintenant venir des solutions visant à renforcer les fonds propres des entreprises, à la fois pour supporter le surendettement conjoncturel lié à ces renforts ponctuels de trésorerie mais aussi pour aider les entreprises, saines avant crise, à franchir ce cap difficile et rebondir. Irdi Soridec Gestion, devenue Irdi Capital Investissement par fusion des sociétés Irdi et Soridec le 12 février 2021, propose alors le lancement d'un nouveau fonds baptisé Irdi Impulsion pour les entreprises des régions Occitanie et Nouvelle-Aquitaine.

2. Objectifs du fonds Irdi Impulsion :

L'objectif du fonds est de :

- lancer une dynamique collective autour de ce projet avec les collectivités publiques, les banques régionales, les partenaires institutionnels et les partenaires industriels, dans le but d'aider au redéveloppement d'entreprises du tissu économique local affectées par la crise et soutenir les territoires et l'emploi ;
- participer aux côtés des plans de relance nationaux et territoriaux au maintien et à la création d'emplois durables sur nos territoires, dont les emplois industriels ;
- inscrire l'action auprès des entreprises accompagnées dans une démarche Environnementale, Sociale et de Gouvernance (ESG), pour une croissance plus vertueuse et plus respectueuse de l'homme et de son environnement.

3. Caractéristique du fonds :

	IRDI Impulsion
Forme juridique	FPCI (Fonds Professionnel de Capital Investissement)
Durée du fonds	Limitée : 10 ans + 2 x 2 ans
Type de cible	ETI (Entreprises de Taille Intermédiaire) et PME (Petites et Moyennes Entreprises) qui affichaient des performances financières normatives satisfaisantes ayant connu un « accident de parcours » lié à la Covid ou pas
Stade d'investissement	<ul style="list-style-type: none"> Capital-développement Capital-consolidation
Secteur géographique	Occitanie et Nouvelle Aquitaine
Secteurs d'activité	Tous les secteurs pourront être visés et notamment ceux représentatifs de l'économie régionale : Aéronautique, Agroalimentaire, Entreprises de Service Numérique, Energie Renouvelable, Santé, Tourisme
Comité d'investissement	Souscripteurs et experts
Représentation des souscripteurs	Comité de porteurs de parts

	IRDI Impulsion
Taille cible du fonds	30/50 M€
Souscripteurs pressentis	<ul style="list-style-type: none"> Banques, Assurances Industriels Bpifrance Région Occitanie Région Nouvelle Aquitaine Métropoles UIMM (Union des Industries et Métiers de la Métallurgie)...
1^{er} closing	Q1 2021
Montants des investissements	<ul style="list-style-type: none"> Entre 500 K€ ET 10% du Fonds maximum. Un ticket moyen de l'ordre de 2 M€ en un ou plusieurs tours (mais principalement sur un tour).
Nombre d'investissements	Environ 20 participations par région d'intervention

4. Enjeux pour la Métropole :

Pour la Métropole, il s'agit de participer à une dynamique alliant un triple enjeu :

- stratégique : action partenariale au service du territoire en affirmant son rôle d'acteur économique clé ;
- économique : redynamisation du tissu après une crise sans précédent
- sociétale : action en phase avec les valeurs de la Métropole avec un fond conçu pour investir dans des entreprises d'avenir en les accompagnants dans une démarche à responsabilité sociétale.

En termes financiers, Montpellier Méditerranée Métropole se propose de souscrire pour un montant de 3 M€ (section investissement). La durée de vie du fonds est de 10 à 14 ans. Les appels de fonds se feront sur 5 ans *a minima*. En contrepartie, elle obtiendra 6 à 10% du fonds selon le closing final (entre 30 et 50 M€), un siège au comité technique et un siège au comité des porteurs de parts.

A noter : la Région Occitanie a approuvé une souscription à hauteur de 8 M€ lors de son assemblée du 25 mars 2021. Toulouse Métropole envisage une souscription de 5 M€. Les autres souscripteurs sont : la Région Nouvelle Aquitaine, BPIFrance, des banques privées.

En termes juridiques, une convention proposée par la Région autorisera la Métropole à abonder à ce fonds à ses côtés. Une seconde convention stipulant les engagements réciproques sera passée entre la Métropole et la société de gestion.

A noter : afin que la Métropole puisse participer aux instances du fonds à égalité avec les investisseurs professionnels, il est préconisé de demander à ce que la Collectivité soit traitée comme un client professionnel au titre de l'article D.533-12 du Code monétaire et financier.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver les termes de la convention entre la Région et Montpellier Méditerranée Métropole et les termes de la convention entre IRDI Capital Investissement et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'autoriser Montpellier Méditerranée Métropole à souscrire à des parts du Fonds Professionnel de Capital Investissement « Irdi Impulsion » géré par Irdi Capital Investissement à hauteur de 3 000 000 € ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à demander à ce que la Métropole soit traitée comme un client professionnel au titre de l'article D.533-12 du Code monétaire et financier ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions, les bulletins de souscription, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

Mme Hind EMAD, M. Guy LAURET.

Fait à Montpellier, le 15/04/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 15 avril 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210329-156156-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 15/04/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention Région 3M

- Convention Irdi 3M

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Attractivité

Séance ordinaire du lundi 29 mars 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Eliane LLORET, Jacques MARTINIER, Patricia MIRALLES, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Attractivité - Secteur de la Peyrière - Commune de Saint Jean de Védas - Prise en considération d'un projet d'aménagement et délimitation des terrains affectés à ce projet - Approbation - Autorisation de signature

Madame Hind EMAD, Vice-Présidente, rapporte :

Situé le long des autoroutes A9/A709 sur la commune de Saint Jean de Védas, le site de la Peyrière s'étend au sein d'un vaste ensemble économique et commercial : au nord et à l'ouest se développent de grandes enseignes commerciales, des activités de restauration et d'hôtellerie (secteurs Condamine, Mas de Grille et Peyrière existantes) ; au sud, se développe le pôle d'activités économiques « Lauze – Marcel Dassault » (second grand pôle industriel et logistique de la Métropole après celui du Salaison à Vendargues) ; à l'est, le site est bordé par un espace classé en zone naturelle au PLU actuel. Un peu plus à l'est sur Montpellier, est présent l'important parc d'activités économiques de Garosud.

Le Schéma de Cohérence Territorial (SCoT) révisé en 2019, identifie le secteur de la Peyrière comme étant une polarité économique rayonnante à dominante d'activités.

Parfaitement desservi d'une part, par les infrastructures qui le bordent (la RM116E1 au Nord, les autoroutes A9/A709 et leurs échangeurs au Sud, le Contournement Ouest de Montpellier à terme) ; et d'autre part, par les transports en commun (deux stations de tramway proches), ce secteur d'environ 3.4 hectares présente, face à la pression de l'activités commerciales, un enjeu de maintien de l'activités économiques et logistiques et de densification du tissu urbain.

Les objectifs qui y sont poursuivis sont de :

- maintenir et renforcer cette polarité économique et logistique en développant une programmation mixte et en encourageant la superposition des différentes fonctions ;
- participer à la reconquête des abords de l'A709 ;
- favoriser à la fois le maintien et la création d'emploi ;
- sécuriser et organiser son accessibilité tout en encourageant les modes actifs et la mutualisation des stationnements.

Aussi afin de garantir l'atteinte de ces objectifs et de ne pas compromettre ou rendre plus onéreuse la réalisation de l'opération d'aménagement, il est proposé au Conseil de Métropole de prendre en considération la mise à l'étude du réinvestissement du secteur de la Peyrière et de délimiter les terrains concernés, selon les dispositions de l'article L.424-1 du Code de l'urbanisme. Ce périmètre d'étude sera reporté sur les documents graphiques du Plan Local d'Urbanisme et la Métropole sera consultée sur toute demande d'occupation ou d'utilisation du sol comprise dans le périmètre d'études.

Le Maire pourra opposer, le cas échéant, un sursis à statuer sur toute demande d'autorisation de travaux, de construction ou d'installation, déposé dans le périmètre pris en considération, dans la mesure où l'autorisation sollicitée serait susceptible de porter préjudice à la mise en œuvre du projet d'aménagement envisagé.

La délimitation du périmètre d'étude est jointe en annexe à la délibération.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- de prendre en considération la mise à l'étude d'un projet d'aménagement pour le réinvestissement du secteur de la Peyrière situé sur la commune de Saint Jean de Védas ;
- d'approuver la délimitation des terrains concernés par cette opération, suivant le plan annexé à la présente délibération, donnant sursis à statuer, selon les dispositions de l'article L.424-1 du Code de l'urbanisme ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 15/04/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 15 avril 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210329-152428-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 15/04/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Annexe périmètre

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Attractivité

Séance ordinaire du lundi 29 mars 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Eliane LLORET, Jacques MARTINIER, Patricia MIRALLES, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Attractivité - Epidémie de Covid-19 - Soutien aux entreprises du commerce de proximité, de l'artisanat et du tourisme - Fonds Régional L'OCCAL - Avenant avec la Région Occitanie - Autorisation de signature

Madame Hind EMAD, Vice-Présidente, rapporte :

L'économie est fortement touchée par la crise sanitaire que le pays traverse depuis le mois de mars 2020. Le tissu économique local est essentiellement composé de petites entreprises de proximité qui en font la diversité et la qualité : commerce, artisanat et professions du tourisme qui sont également les secteurs les plus durement touchés suite aux fermetures imposées et aux limitations de déplacements / regroupements.

Le Fonds L'OCCAL a été mis en place à l'initiative de la Région Occitanie pour accompagner la relance du secteur du tourisme, du commerce et de l'artisanat de proximité suite à la pandémie de la Covid-19.

La mobilisation conjointe des collectivités partenaires a pour objectif, dans le contexte exceptionnel actuel et face à l'urgence de la situation, d'apporter aux entreprises, associations, communes, EPCI ou autres acteurs éligibles au fonds régional L'OCCAL une réponse efficace, cohérente et coordonnée garantissant une équité de traitement sur l'ensemble du territoire régional.

Dans une logique de solidarité territoriale à l'échelle régionale, le Fonds L'OCCAL est mis en œuvre sur le périmètre de la Métropole en partenariat entre :

- la Région Occitanie ;
- Montpellier Méditerranée Métropole ;
- la Banque des Territoires.

Montpellier Méditerranée Métropole a participé à cette action, en abondant le Fonds L'OCCAL à hauteur de 1 M€. La Métropole fait également partie des comités techniques et du comité d'engagement au côté de l'ensemble des partenaires territoriaux. Cette participation a été actée par une convention de partenariat suite à la délibération n° M2020-132 en date du 31 juillet 2020.

Dans le cadre des mesures de fermeture administrative d'un certain nombre de commerces prises en application du décret n°2020-1310 du 29 octobre 2020, Montpellier Méditerranée Métropole a conventionné avec la Région Occitanie, par la délibération n° M2020-344 en date du 23 novembre 2020, afin de créer un nouveau volet au fonds : le dispositif L'OCCAL-LOYERS.

Ce volet spécifique LOYERS du fonds L'OCCAL avait pour objectif d'apporter une aide aux loyers aux commerces indépendants ayant un local commercial habituellement ouvert au public et cinémas indépendants du territoire de la Métropole.

La participation de la Métropole au titre du dispositif volet L'OCCAL-LOYERS pour le mois de novembre et décembre 2020 a été effectuée sur l'enveloppe globale de 1 M€ prévue pour le fonds L'OCCAL.

Le volet LOYERS n'a pas été reconduit, il a seulement porté sur novembre et décembre 2020.

En revanche, la Région Occitanie, considérant la prolongation de la crise liée à la Covid-19 et de ses conséquences économiques, propose à la Métropole de continuer les volets 1 (avance remboursable) et 2 (subvention d'investissement) du fonds L'OCCAL pour les mois de février et mars 2021.

Pour permettre de poursuivre l'action du fonds L'OCCAL jusqu'à fin mars 2021, il est donc proposé à Montpellier Méditerranée Métropole de réabonder le fonds L'OCCAL à hauteur de 1 M€.

Dans ce contexte, afin d'approuver les termes de la poursuite du fonds L'OCCAL, il est proposé à la Métropole d'ajouter un avenant à la convention de partenariat actée par la délibération n° M2020-132 en date du 31 juillet 2020.

En conséquence il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver l'abondement de la Métropole au fonds L'OCCAL à hauteur de 1 M€ pour financer les volets 1 et 2 sur le budget 2021 ;
- d'approuver les termes du projet d'avenant à la convention de partenariat avec la Région Occitanie relative au fonds L'OCCAL ;
- de dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer l'avenant à la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Séverine SAINT-MARTIN.

Fait à Montpellier, le 15/04/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 15 avril 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210329-156751-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 15/04/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant Fonds L'Occal

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Attractivité

Séance ordinaire du lundi 29 mars 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARIPIILLON, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Eliane LLORET, Jacques MARTINIER, Patricia MIRALLES, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Attractivité - Partenariat économique avec l'ONU - Global Compact France - Adhésion - Convention de partenariat - Approbation - Autorisation de signature

Madame Hind EMAD, Vice-Présidente, rapporte :

Consciente de la réalité et de l'urgence actuelle, Montpellier Méditerranée Métropole propose un développement économique singulier qui permet de faire naître une dynamique vertueuse dans laquelle tous les acteurs et les dimensions sociétales sont impliquées. Un nouveau paradigme économique de plus en plus partagé et essentiel pour prendre le tournant économique qu'impose la crise actuelle et les mutations systémiques qu'elle engendre.

Ce modèle économique favorise l'interdépendance entre les différents acteurs (environnement, territoire, société et économie) et valorise la transversalité, la transparence, la collaboration et l'équité avec la possibilité de mesurer l'impact global des entreprises.

Cette orientation stratégique s'illustre dans plusieurs démarches déjà menées par Montpellier Méditerranée Métropole autour du projet Med Vallée et la démarche du Plan Climat, avec la volonté de fédérer et de faciliter la mise en place d'actions concrètes et innovantes pour répondre aux problématiques environnementales et sociales que rencontre notre société.

Montpellier Méditerranée Métropole tend vers l'exemplarité et place la dimension sociétale au cœur de sa politique de développement pour devenir la métropole pionnière en terme d'impact positif, attractive et inspirante à l'échelle nationale et internationale. L'objectif est de mobiliser les entreprises, les talents et les initiatives citoyennes pour engager des démarches et dispositifs au bénéfice de développement économique et social du territoire. Afin d'accompagner une économie plus vertueuse qui favorisera l'emploi durablement, Montpellier Méditerranée Métropole s'appuie sur un partenariat fort avec l'ONU et son réseau économique mondial « Global Compact », *« plus importante initiative internationale d'engagement volontaire en matière de développement durable regroupant plus de 13 000 participants dans 170 pays »* selon Global Compact France.

Relais local officiel du Global Compact des Nations Unies, Global Compact France regroupe plus de 1500 entreprises et organisations à but non lucratif avec des enjeux forts liés à la RSE et au développement durable. Global Compact France propose à ses adhérents de s'engager grâce à un cadre volontaire sur la base de dix principes à respecter en matière de droits humains, de droit du travail, d'environnement et de lutte contre la corruption. Global Compact France a un rôle économique important à jouer pour décliner l'Agenda 2030 et travailler à mettre en place les Objectifs de Développement Durable (ODD).

Comme l'indique Global Compact France :

« Les entreprises ont un rôle clef à jouer dans la réussite de cet Agenda 2030, pour répondre aux enjeux. L'atteinte des ODD permettra d'améliorer l'environnement des entreprises, leur offrant un cadre plus stable où prospérer et grandir. Tant du point de vue des opportunités de développement que de la maîtrise des risques, il est donc dans l'intérêt stratégique des entreprises d'y contribuer dès aujourd'hui pour rester compétitive ».

Engagements illustrés par la déclaration du Secrétaire général de l'ONU, António GUTERRES au Forum économique de Davos en 2017 :

« Grâce au secteur privé, nous avons l'innovation nécessaire, nous avons la capacité nécessaire pour découvrir de nouveaux marchés, de nouveaux produits, de nouveaux services et pour pouvoir développer de nouveaux secteurs dans l'économie ; réel levier pour améliorer le niveau de vie des citoyens. Nous avons besoin du secteur privé, pour créer suffisamment d'emplois, pour apporter le dynamisme et la stabilité aux sociétés qui doivent être renforcées par la mise en œuvre des objectifs de développement durable ».

En devenant adhérente à Global Compact France, Montpellier Méditerranée Métropole devient la première Métropole de France à intégrer un mouvement d'entreprises engagées en faveur du développement durable, sous l'égide de l'ONU, et renforce sa volonté d'accompagner les projets économiques et l'ensemble de son écosystème en matière de responsabilité sociétale. Cette démarche partenariale permet aussi de rayonner et garantir une place singulière de la Métropole au niveau national et international.

Montpellier Méditerranée Métropole propose un projet de convention afin de devenir, pour le territoire métropolitain et ses collectivités voisines, le relai local et opérateur de ce réseau pour fédérer puis accompagner les entreprises vers une transition sociétale, essentielle au tournant économique actuel et aux défis futures de l'emploi.

En tant que première métropole de France adhérente, Montpellier Méditerranée Métropole a la primauté sur le plan national d'affirmer son positionnement de développer une politique publique métropolitaine qui s'ancre dans cette démarche d'engagement en répondant au cadre des objectifs de développement durable.

Un dispositif reconnu qui positionne Montpellier sur l'échiquier international.

➤ Objectifs : engager Montpellier Méditerranée Métropole vers une économie durable et vertueuse

- ✓ consolider l'identité de la Montpellier Méditerranée Métropole autour de l'innovation, sans s'y opposer en ajoutant la dimension d'intérêt général et d'impact positif ;
- ✓ accompagner les entreprises du territoire vers cette transition sociétale afin de rester compétitif et relancer la dynamique de l'emploi à forte valeur ajoutée ;
- ✓ favoriser la performance environnementales et sociales des entreprises et *in fine* la performance économique ;
- ✓ positionner Montpellier au cœur de la nouvelle Economie du XXIème siècle ;
- ✓ répondre aux besoins et attentes de la population à travers le levier économique (sens, aspirations sociales et écologiques...) ;
- ✓ porter la voix de notre écosystème à l'ONU en tant que première métropole française adhérente.

Aussi cette démarche renforcera les actions à développer en 2021 dans le cadre de projets collaboratifs notamment : Méd Vallée, Sommet Afrique – France, Global Compact Tour : événement annuel emblématique ainsi que tout autre projet à vocation sociétale.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'autoriser l'adhésion annuelle d'un montant de 100 € à Global Compact France ;
- d'approuver les termes du projet ainsi que la signature de la convention de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et Global Compact France ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 15/04/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 15 avril 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210329-153356-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 15/04/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- annexe2-projet convention-global compact

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Attractivité

Séance ordinaire du lundi 29 mars 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Taslime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Eliane LLORET, Jacques MARTINIER, Patricia MIRALLES, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Attractivité - Cité intelligente - Stratégie de citoyenneté numérique - Organisation Numérique en commun[s] (NEC) : faire ensemble la société numérique de demain - Convention avec l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires - Autorisation de signature

Madame Hind EMAD, Vice-Présidente, rapporte :

Soucieux de favoriser la cohésion sociale, Montpellier Méditerranée Métropole promeut un développement inclusif du numérique : les nouveaux services en ville doivent aussi s'adresser à tous les citoyens et contribuer à répondre aux enjeux sociétaux (autonomie, santé, mobilité, éducation, lien social).

Comment les usages de ces services évoluent-ils dans le temps? Peut-on parler d'engagement des citoyens dans leur ville et d'appropriation de ces services, ou au contraire génèrent-ils des résistances ? Alors que le numérique est un facteur d'innovation et de nouveaux services, le manque d'équipement ou de compétences crée une véritable fracture numérique dans la population.

Cette insertion par le numérique dépasse le champ de l'accès aux droits puisque c'est toute la société qui repose sur l'usage du numérique. Ne pas le maîtriser implique alors de ne pas bénéficier des mêmes opportunités que ce soit dans le monde professionnel, la culture, la citoyenneté, la parentalité, la mobilité ou l'entrepreneuriat.

Le Programme Société Numérique de l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires (ANCT) soutient l'organisation du NEC Montpellier (Numérique en commun[s] (NEC) : faire ensemble la société numérique de demain) avec l'objectif de réunir une large communauté pour construire les outils partagés de l'inclusion numérique, penser les évolutions des usages numériques. Numérique en Commun[s] est conçu comme un espace d'échanges et de coopération pour celles et ceux qui souhaitent construire une société numérique éthique, inclusive et soutenable.

Numérique en Commun[s] rassemble des acteurs aussi variés que les professionnels de la médiation numérique, des chercheurs, des administrations d'Etat, des collectivités territoriales, des élus, des fablabs, des tiers lieux, des travailleurs sociaux, des entreprises, des associations, des opérateurs de services publics... autour des thématiques :

- inclusion numérique (médiation numérique, formation, gouvernance locale, mobilisation des acteurs privés, etc.) ;
- le numérique ouvert au service des acteurs publics et des écosystèmes locaux (communs numériques, logiciel libre, open data, etc.).

Le NEC Montpellier est organisé le 1^{er} avril 2021 en 100 % distanciel compte tenu la situation sanitaire avec un plateau à la Halle Tropisme, récemment labellisée Fabrique de territoire par l'ANCT.

La programmation prévoit 4 séquences :

- un temps introductif officiel avec possiblement, l'intervention du secrétaire d'Etat au numérique ;
- un temps pour l'ANCT sur les sujets autour du plan de relance, démocratie participative ;
- un temps sur la chaîne de valeur de l'inclusion numérique ;
- un temps sur une mise en perspective de notre rapport à la société numérique.

Le Département de l'Hérault, partenaire de la stratégie de citoyenneté numérique de Montpellier Méditerranée Métropole est associé au programme. Une subvention de 5 000 € a été accordée par l'Etat pour couvrir des frais liés à l'organisation de l'événement estimés à 10 000 € et pris en charge par la Métropole. Le Programme Société Numérique de l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires contractualise avec la Métropole pour ce soutien financier de l'Etat.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver l'organisation du NEC Montpellier, soutenu par l'ANCT ;
- d'approuver la convention de subventionnement avec l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires (ANCT) ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention de subventionnement avec l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires (ANCT) ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 15/04/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 15 avril 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210329-156275-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 15/04/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- convention NEC

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Attractivité

Séance ordinaire du lundi 29 mars 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Eliane LLORET, Jacques MARTINIER, Patricia MIRALLES, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Attractivité - Stratégie data - Association Occitanie data - Adhésion - Approbation

Madame Hind EMAD, Vice-Présidente, rapporte :

Occitanie data est une association régionale créée en 2019 à l'initiative de la Région Occitanie Pyrénées-Méditerranée qui réunit aujourd'hui 24 membres - universités, entreprises, organismes de recherche, clusters, agences, institutions publiques et collectivités territoriales.

Occitanie data a pour objectif de :

- développer une économie de la donnée (intérêt général et nouveaux services) ;
- définir un cadre de confiance éthique et souverain autour du big data et de l'intelligence artificielle ;
- accompagner et accélérer la transformation numérique.

Etre membre de Occitanie data permet de :

- participer à l'élaboration de la stratégie régionale, nationale et européenne du numérique ;
- être un animateur de l'écosystème de la data ;
- faciliter le développement, le partage et l'utilisation des données dans un cadre éthique, équitable et souverain ;
- accompagner des projets dans leurs multiples composantes, en particulier dans les plans de relance régionaux, nationaux et européens ;
- définir un ou plusieurs labels.

L'objet social de l'association Occitanie data est totalement complémentaire à la démarche Cité intelligente, stratégie numérique, globale et multisectorielle de la Métropole qui concilie les aspects sociaux, environnementaux et économiques. Plus particulièrement, la démarche globale de la Cité intelligente comprend :

- le développement de la citoyenneté numérique ;
- le développement d'applications et services urbains innovants ;
- un processus d'open innovation associant les centres de recherche, les grands groupes et les PME/spart up ;
- un socle numérique, en particulier une plateforme pour la centralisation, l'optimisation et la mise à disposition des données urbaines ;
- une politique publique structurée de la donnée urbaine, dans une volonté à la fois de levier économique, mais aussi de transparence et de modernisation de l'action publique.

Une organisation de la donnée est en cours de structuration au sein des services de la Métropole pour améliorer l'accès aux données dans le quotidien des activités des agents et le développement de nouveaux services pour les citoyens et le territoire.

L'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'association permettra d'intégrer et de participer aux travaux du collège n°3 des collectivités territoriales, administrations publiques et autorités administratives ainsi de s'inscrire dans une démarche d'échanges et de réflexions partagées autour de la donnée.

Le coût annuel de l'adhésion à l'association s'élève à 8 300 € HT selon la grille de cotisations pour les collectivités, établissements ou associations publics et privés supérieurs à 1 000 ETP. L'association se transformera au cours de l'année 2021 en GIP. Les membres de l'association Occitanie data seront alors membres fondateurs du GIP.

Il est proposé de désigner un élu titulaire au sein de l'association Occitanie data.

Monsieur le Président propose la candidature de Madame Hind EMAD.

Il est proposé au Conseil de décider à l'unanimité de procéder à cette désignation par un vote électronique, et ce en application de l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'association Occitanie data pour un montant annuel de 8 300 € HT ;
- de décider à l'unanimité de procéder à la désignation d'un représentant de la Métropole par un vote électronique en application de l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales ;
- d'approuver la désignation de Madame Hind EMAD en qualité de représentante titulaire et de l'autoriser à exercer toutes les fonctions dans ce cadre ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 15/04/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 15 avril 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210329-156226-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 15/04/21

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Attractivité

Séance ordinaire du lundi 29 mars 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Eliane LLORET, Jacques MARTINIER, Patricia MIRALLES, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOSSI, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Attractivité - French Tech Tremplin - Convention type d'accompagnement des lauréats - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

La Mission French Tech a lancé en juin 2019 un Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) national « *French Tech Tremplin* » qui visait à sélectionner des incubateurs pour accompagner des jeunes entreprises dont les dirigeants sont issus de populations jusqu'ici sous-représentées dans le milieu des startups, notamment des entreprises de moins de trois ans, fondées par des entrepreneurs habitant les Quartiers Politique de la Ville (QPV), bénéficiaires des minimas sociaux, étudiants boursiers, ou réfugiés.

Par délibération n° M2020-245 du 12 octobre 2020, Montpellier Méditerranée Métropole a autorisé le Business & Innovation Centre de Montpellier (BIC) de Montpellier à répondre à cet AMI et il a été retenu comme incubateur partenaire du dispositif. Cette distinction permet à Montpellier Méditerranée Métropole de renforcer son positionnement de Métropole active en matière de politique d'insertion et d'égalité des chances, et contribue à son engagement pour la diversité et l'inclusion des entrepreneurs issus de milieux éloignés de l'écosystème Tech français. Enfin, le dispositif étant national, il contribue à inciter les lauréats à choisir Montpellier comme lieu d'incubation quel que soit leur lieu de résidence actuelle.

En tant qu'incubateur partenaire dispositif, il incombe au BIC de Montpellier d'accompagner deux entreprises lauréates de l'appel à candidatures. Les deux lauréates signataires des conventions sont :

- Origin'ailles, représentée par Mme Marine Ysambert
- Drop of Curiosity, représentée par M. Gonzalo Ruiz

Chaque startup sélectionnée doit signer un contrat type d'un an impliquant que les porteurs du projet bénéficient de l'accompagnement et des services fournis par le BIC de Montpellier Méditerranée Métropole notamment :

- suivi personnalisé par un chargé d'affaires (*a minima* 1 point hebdomadaire et 1h de réunion mensuelle) ;
- accès aux activités, animations et formations collectives organisées par le BIC ;
- mise en relation avec un parrain ou une marraine, choisi par le BIC parmi ses *alumni* ;
- mise en relation avec les services de Montpellier Méditerranée Métropole ou de la Ville de Montpellier susceptibles de contribuer par leur expérience métier à la conception du produit ou du service ;
- hébergement de l'équipe projet au cœur de la pépinière Cap Omega.

Les redevances d'incubation et d'hébergement dues par les lauréats Tremplin sont fixées dans le contrat type, au regard des tarifs annexés à la délibération « Tarifs de Montpellier Méditerranée Métropole » n°M2020-483 du 17 décembre 2020.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver les termes du contrat d'incubation ;
- d'autoriser le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les contrats ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Hind EMAD.

Fait à Montpellier, le 15/04/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 15 avril 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210329-156185-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 15/04/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Contrat French Tech Tremplin

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Attractivité

Séance ordinaire du lundi 29 mars 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Taslime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSSE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Eliane LLORET, Jacques MARTINIER, Patricia MIRALLES, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Attractivité - Business Innovation Center (BIC) de Montpellier Méditerrané Métropole - Pépinières d'Entreprises Cap Oméga - Cap Alpha - Demande de subventions pour l'année 2021 - Approbation

Madame Hind EMAD, Vice-Présidente, rapporte :

Les deux pépinières d'entreprises de Montpellier Méditerrané Métropole Cap Oméga et Cap Alpha, sous le label Business Innovation Center (BIC), permettent aux porteurs de projets et aux jeunes entreprises innovantes de moins de trois ans de bénéficier à la fois d'une solution immobilière et de conseils appropriés.

Le but est de les accompagner en phase de création en optimisant les chances de réussite et en réduisant les risques, ceci afin de favoriser l'émergence de projets innovants à fort potentiel de développement, créateurs d'emplois et de richesses, et de faciliter l'installation de ces entreprises sur le territoire de Montpellier Méditerrané Métropole.

Pour mener à bien cette mission, le BIC organise des actions collectives au bénéfice des entreprises.

Il s'agit principalement d'actions de formation, de conseil et d'accompagnement assurées par les chargés de mission de Cap Omega et de Cap Alpha, des consultants ou des partenaires institutionnels. Elles sont destinées aux porteurs de projets et dirigeants de jeunes entreprises afin de les aider notamment à acquérir les connaissances et outils nécessaires au pilotage de l'entreprise (marketing, management, gestion, droit, vente, etc.).

Pour atteindre l'objectif visé et contribuer ainsi à la pérennisation de ces entreprises, Montpellier Méditerrané Métropole finance directement une partie de l'accompagnement des créateurs et fait appel aux financements susceptibles d'être versés sous forme de subventions par d'autres institutions compétentes en la matière (Union Européenne, Etat, Région, autres collectivités).

Par ailleurs, dans un contexte d'optimisation, et afin d'amplifier les actions menées dans le cadre du développement économique et de l'emploi au travers de ses filières d'excellence, la Métropole souhaite solliciter l'ensemble des financeurs susceptibles de lui apporter une aide sous la forme de partenariats et/ou de subventions.

Dès lors, il convient d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerrané Métropole à solliciter les plus larges subventions possibles auprès de ces organismes ou institutions compétents pour l'année 2021.

En conséquence, il est demandé au Conseil de Métropole :

- de solliciter les plus larges subventions possibles, auprès des institutions compétentes, pour soutenir les actions menées par la direction du développement économique et de l'emploi, ainsi que pour le BIC Cap Oméga - Cap Alpha, pour l'année 2021 ;
- de dire que les recettes seront inscrites au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerrané Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 15/04/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 15 avril 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210329-155266-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 15/04/21

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Attractivité

Séance ordinaire du lundi 29 mars 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSSE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Eliane LLORET, Jacques MARTINIER, Patricia MIRALLES, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Attractivité - Prise en charge des frais d'accueil des délégations et des intervenants extérieurs dans le cadre des actions de développement économique de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation

Madame Hind EMAD, Vice-Présidente, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole relève les grands défis du XXIème siècle pour développer son territoire en répondant efficacement et harmonieusement aux besoins de ses habitants et de ses entreprises. Le passage en Métropole au 1^{er} janvier 2015 a amorcé une nouvelle ambition de la collectivité pour le territoire.

Depuis 2015, Montpellier Méditerranée Métropole impulse son projet de métropole autour des axes que sont le numérique, santé, développement économique tourisme et industrie, transport et mobilité, agro-écologie et alimentation, culture-patrimoine et université, citoyenneté développement social et égalité des chances. Ces axes correspondent aux domaines d'excellence que la Métropole s'engage à structurer, développer et valoriser.

En matière de développement économique, la Métropole poursuit l'installation et la croissance des entreprises en répondant à leurs besoins, avec ses parcs d'activités, son immobilier communautaire, son Pack croissance et son Business & Innovation Centre (BIC) de renommée internationale. A travers une politique volontariste pour gagner en attractivité, pour se positionner sur l'échiquier européen et mondial et soutenir la vitalité de ses acteurs économiques, Montpellier Méditerranée Métropole œuvre à l'installation et la croissance des entreprises en répondant à leurs besoins, avec ses parcs d'activités, son immobilier communautaire et son BIC de renommée internationale (classé 2^{ème} meilleur incubateur mondial selon UBI Global) qui fait rayonner dans le monde entier l'expertise montpelliéraine en matière d'accompagnement en parfaite intégration avec les acteurs économiques.

En 2021, il est prévu de mettre en place des animations et des événements autour de ces thématiques.

Le budget dédié aux déplacements et à la réception de ces actions et des intervenants est estimé au maximum à 1 500 €.

La promotion du tourisme est une des composantes du développement économique, à ce titre, la Métropole est susceptible de recevoir des tour-operators afin de vendre la destination du territoire. Le budget dédié aux déplacements et à la réception de ces actions est estimé au maximum à 10 000 €.

Pour mener à bien ses missions, le BIC organise des actions collectives au bénéfice des entreprises. Il s'agit principalement d'actions de formation, de conseil et d'accompagnement assurées par les chargés de mission du BIC, des consultants ou des partenaires institutionnels. Certains de ces formateurs interviennent à titre gratuit et seul le déplacement est pris en charge. Le montant dédié à ces actions est estimé au maximum à 500 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'autoriser la prise en charges des frais de déplacement et de réception ou le remboursement aux frais réels ci-dessus ainsi que la prise en charge des frais de logistiques afférents à ces déplacements (transports, hôtels, restauration, etc.) dans la limite des coûts estimés ci-dessus ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 15/04/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 15 avril 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210329-155304-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 15/04/21

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Attractivité

Séance ordinaire du lundi 29 mars 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Eliane LLORET, Jacques MARTINIER, Patricia MIRALLES, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Attractivité - Soutien à l'artisanat - Association les Nouvelles Grisettes - Convention de partenariat avec la Région Occitanie - Autorisation de signature

Monsieur Guy LAURET, Conseiller Métropolitain, rapporte :

Le projet de création d'un tiers lieu « FabLab Couture » autour des métiers de la couture, de la mode et de l'évènementiel porté par l'association « Les Nouvelles Grisettes de Montpellier » s'appuie sur un collectif de couturiers et créateurs accompagné d'un collectif d'entrepreneurs investis bénévolement. Les Nouvelles Grisettes vont ainsi intégrer un nouveau local de 900 m², pour accueillir l'ensemble de ses activités. Il s'agit de l'ancien bâtiment des Halles Sud de France situé à Pérols, à côté du Parc des expositions.

Les Nouvelles Grisettes s'appuient également sur divers partenaires, avec notamment, pour la partie restauration « Mon Cuisinier ». Il réalisera un espace d'échange et de convivialité autour d'une cuisine centrale permettant d'embaucher des salariés en insertion.

Ce nouvel espace de travail partagé et collaboratif a vocation à être organisé autour de 6 pôles :

- pôle atelier de confection, au service des marques et des créateurs locaux ;
- pôle formation, de la création à la vente en passant par la confection ;
- pôle commercialisation, un grand magasin et sa plateforme digitale ;
- pôle de vie ;
- pôle innovation régionale, le futur du textile et la redynamisation des filières locales ;
- pôle évènementiel.

La Région Occitanie souhaite les soutenir par une subvention d'aide au loyer.

La loi n° 2015-991 du 7 août 2015, portant Nouvelle Organisation de la République dite "Loi NOTRe", est venue préciser la compétence d'Aide à l'Immobilier d'Entreprise. Dans le respect de l'article L. 4251-17 du Code général des collectivités locales, les communes et les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre sont seuls compétents pour définir les aides ou les régimes d'aides à l'immobilier. Les régions peuvent cependant participer au financement des aides et des régimes d'aides ci-dessus mentionnés par convention.

Il est ainsi proposé à Montpellier Méditerranée Montpellier de conventionner avec la Région Occitanie dans le cadre de cette demande d'aide afin de préciser les conditions de financement.

Il est donc soumis à la Métropole la possibilité de participer financièrement à hauteur de 2 500 €/an sur trois ans dans le cadre de l'Aide à l'Immobilier.

Il est également proposé à la Métropole de soutenir ce projet par l'intermédiaire d'une subvention de fonctionnement à hauteur de 15 000 € sur 2021.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver les termes de la convention de partenariat avec la Région Occitanie relative au projet des Nouvelles Grisettes de Montpellier ;
- d'approuver la participation financière de la Métropole à hauteur de 22 500 € sur trois ans dont 17 500 € au titre de l'année 2021 ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 84 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

M. Roger-Yannick CHARTIER, Mme Hind EMAD.

Fait à Montpellier, le 15/04/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 15 avril 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210329-156936-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 15/04/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Annexe - plan de cofinancement
- Convention cofinancement 3M - REGION.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Attractivité

Séance ordinaire du lundi 29 mars 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Eliane LLORET, Jacques MARTINIER, Patricia MIRALLES, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Attractivité - Conventions types dans le cadre de la Dotation de Soutien à l'Investissement Local (DSIL) - Approbation

Madame Brigitte DEVOISSELLE, Conseillère métropolitaine, rapporte :

Depuis près de 30 ans, Montpellier Méditerranée Métropole mène une politique active en faveur de l'innovation et de la création d'entreprises innovantes à fort potentiel de croissance en mettant en œuvre des outils opérationnels et structurants. Sa compétence en matière de soutien à l'enseignement supérieur et aux programmes de recherche permet à la Métropole la mise en œuvre d'une politique plus cohérente et plus inclusive, visant notamment une interaction plus efficace entre enseignement supérieur, recherche, transfert et innovation jusqu'au développement économique et à la création d'emplois.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole avait souhaité contribuer significativement aux projets de l'Enseignement Supérieur Recherche et Innovation au titre du Contrat de Plan Etat-Région 2015-2020. Quinze millions d'euros furent investis aux côtés de la Région Occitanie et de l'État en faveur de l'Université de Montpellier, de l'Université Paul Valéry, du CROUS, de la COMUE, de l'INRAE, du CIRAD, de l'ENSCM, et de l'IRD. Dans le cadre du CPER 2021-2027, de nombreux partenariats seront prolongés ou nouvellement initiés avec les opérateurs de la recherche métropolitaine.

Au-delà du CPER qui permet à Montpellier Méditerranée Métropole de financer directement des projets, il faut noter que des financements de l'État interviennent directement sur ces projets, validant le bienfondé de la démarche. La Dotation de Soutien à l'Investissement Local (DSIL) permet de financer les grandes priorités d'investissement des collectivités. La DSIL permet de subventionner des projets d'investissement sur les axes stratégiques des politiques de l'État.

Cette délibération liste en annexe l'ensemble des projets, où Montpellier Méditerranée Métropole concourt, qui viennent d'obtenir des financements via la DSIL. En annexe, est présentée la liste des 33 projets lauréats de l'appel à projets du plan de relance sur son volet rénovation énergétique, situés sur le territoire de la Métropole, bénéficiant au total de 34 449 822 € de subventions de l'État.

Parmi ces projets, les deux premiers projets présentés sont :

1 . Pôle Balard

Le Pôle Balard Recherche, situé au 226-234, avenue du Professeur Emile Jeanbrau à Montpellier porte un projet d'Aménagement et de Déménagement sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole. Ce projet répond aux conditions d'éligibilité à la Dotation de Soutien à l'Investissement Local (DSIL).

Montpellier Méditerranée Métropole a un lien direct avec ce projet dont l'objectif est l'aménagement et le déménagement des équipes de recherche en chimie de l'Institut Charles Gerhardt et de l'Institut des Biomolécules Max Mousseron dans un nouveau bâtiment construit dans le Nord de Montpellier et financé par le CNRS et la Région Occitanie, représentant 800 chercheurs, ingénieurs et techniciens.

Cette installation a pour ambition de créer un pôle de recherche d'excellence visible à l'international dans le domaine de la chimie, orienté vers les secteurs de l'environnement et de la santé, en particulier sur les recherches en chimie verte et biomolécules pour la santé.

Ce projet s'inscrit dans l'objectif de Montpellier Méditerranée Métropole d'organiser au nord de Montpellier un écosystème autour de la santé, l'environnement, l'alimentation et le bien-être dans une dynamique de développement économique du territoire. A ce titre, l'installation du Pôle Chimie Balard sur le site du CNRS, avec son centre dédié d'innovation et de transfert pour la création et le développement et l'hébergement d'entreprises, sera un vecteur essentiel du développement économique du nord de la Métropole.

La Préfecture de Région Occitanie, la Préfecture de l'Hérault, Montpellier Méditerranée Métropole et le CNRS conviennent que le projet d'aménagement et déménagement du Pôle Balard Recherche, dont la maîtrise d'ouvrage est assurée par le CNRS, est susceptible de bénéficier d'une subvention au titre de la DSIL dans les conditions prévues à la deuxième phrase du premier alinéa du C de l'article L. 2334-42 du Code général des collectivités territoriales.

Le versement effectif de la subvention est subordonné à la prise d'un arrêté attributif par le préfet de région et s'effectuera, le cas échéant, dans les conditions prévues par ledit arrêté.

2. RéSEM : réseau des serres expérimentales de Montpellier

Le RéSEM, Réseau des Serres Expérimentales de Montpellier fait partie du projet d'aménagement d'un plateau technique d'expérimentation en écologie (PTEE) à performance environnementale situé sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole. Ce projet répond aux conditions d'éligibilité à la Dotation de Soutien à l'Investissement Local (DSIL).

Montpellier Méditerranée Métropole a un lien direct avec ce projet qui est un des premiers sites mondiaux en matière de recherche en agronomie, biologie des plantes et écologie. Cette dernière constitue ainsi un moteur essentiel d'attractivité et de développement économique local. Une des spécificités du site montpellierain est l'utilisation de serres scientifiques pour mener des travaux expérimentaux ou maintenir des collections d'organismes d'intérêt économique. Dans le cadre de la réhabilitation de ces instruments, le projet PTEE-RéSEM vise à construire un espace approprié pour des recherches sur la dynamique de la biodiversité et des écosystèmes, dans le cadre du changement climatique et des travaux en écologie de transition (conservation, restauration, dépollution), tout en offrant un espace de travail pour des collaborations de recherche et développement avec des structures privées sur des questions d'écologie appliquée.

Ce projet s'inscrit dans l'objectif de Montpellier Méditerranée Métropole d'organiser au nord de Montpellier un écosystème autour de la santé, l'environnement, l'alimentation et le bien-être dans une dynamique de développement économique du territoire. Il permet également de développer des thématiques prioritaires définies au protocole d'accord de partenariat signé le 18 février 2020 entre le CNRS et Montpellier Méditerranée Métropole portant sur la dynamique de la biodiversité urbaine et péri-urbaine face au changement climatique au bénéfice des habitants de Montpellier Méditerranée Métropole.

La Préfecture de Région Occitanie, la Préfecture de l'Hérault, Montpellier Méditerranée Métropole et le CNRS conviennent que le RéSEM, dont la maîtrise d'ouvrage est assurée par le CNRS, est susceptible de bénéficier d'une subvention au titre de la DSIL dans les conditions prévues à la deuxième phrase du premier alinéa de l'article L. 2334-42 du Code général des collectivités territoriales.

Le versement effectif de la subvention est subordonné à la prise d'un arrêté attributif par le Préfet de Région et s'effectuera, le cas échéant, dans les conditions prévues par ledit arrêté.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- approuver les termes de la convention type pour l'ensemble des projets ;
- approuver les termes des conventions relatives aux deux premiers projets instruits éligibles aux financements de l'Etat dans le cadre de la DSIL ;
- autoriser le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 69 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 17 voix

Mme Tasnime AKBARALY, M. Christian ASSAF, M. Christophe BOURDIN, Mme Florence BRAU, M. Renaud CALVAT, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Clara GIMENEZ, Mme Stéphanie JANNIN, M. Max LEVITA, Mme Coralie MANTION, M. Hervé MARTIN, Mme Véronique NEGRET, M. Bruno PATERNOT, Mme Catherine RIBOT, Mme Célia SERRANO, Mme Isabelle TOUZARD, Mme Claudine VASSAS MEJRI.

Fait à Montpellier, le 15/04/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 15 avril 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210329-156542-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 15/04/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention_DSIL_Balard_finale
- Convention_DSIL_RESEM_PTEE_finale
- Annexe AAP Rénovation énergétique
- Convention TYPE_DSIL_.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Attractivité

Séance ordinaire du lundi 29 mars 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Geniès BALAZUN, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Eliane LLORET, Jacques MARTINIER, Patricia MIRALLES, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Attractivité - Réseaux Internationaux - Adhésion et prise en charge financière - Approbation

Madame Clare HART, Vice-Présidente, rapporte :

Dans un contexte mondial marqué par le bouleversement des grands équilibres géopolitiques, la résurgence des nationalismes et une tendance à l'unilatéralisme, les villes et gouvernements locaux du monde, touchés par de nombreux défis mondiaux complexes et ayant un rôle majeur à jouer dans la recherche et la mise en œuvre de solutions concrètes, font entendre leurs voix et reconnaître leur expérience par le biais de réseaux internationaux.

En effet, si la nouvelle tendance géopolitique est à la montée en puissance de la voix des maires du monde, et si les villes et métropoles sont devenues des acteurs politiques, économiques, culturels et sociaux incontournables, et ce bien au-delà de leur sphère d'influence territoriale, leur présence et représentation au sein des grandes instances internationales restent bien faibles comparées à l'omnipotence des Etats-Nations.

De fait, les réseaux internationaux de villes jouent aujourd'hui un rôle majeur, qui va s'accroître dans les années à venir, à l'heure des villes mondiales, de la globalisation, de la crise des Etats, de l'internationalisation de problématiques, et du besoin d'une concertation étroite sur toute la planète, issue de la proximité avec les acteurs locaux qui sont en contact direct avec les populations.

Les réseaux des villes sont aujourd'hui un élément moteur, puissant, non seulement pour le développement des actions concertées dans les territoires urbains mais avant tout pour penser autrement nos territoires, dans une démarche globale et partagée de réflexion, de créativité et de projection vers le futur. La pollution urbaine ne s'arrête pas à la frontière d'une ville ; les enjeux climatiques, la montée des mers, la montée du terrorisme, les défis de la pauvreté et de l'exclusion sociale, les conditions de vie qui entraînent des flux migratoires, les nouvelles maladies urbaines, sont une expression d'un monde interconnecté, interdépendant.

Plus que jamais, il y a besoin d'instances de discussion, d'échange et d'action de celles et ceux qui sont près du terrain, les villes, colonne vertébrale du lien avec les acteurs locaux, capables de déployer avec rapidité et efficacité des solutions. Il est vrai aussi pour les actions communes entre les villes autour du développement économique, la mutualisation de ressources, l'innovation et la diffusion de nouvelles pratiques vertueuses.

C'est pourquoi l'action extérieure menée par la Métropole de Montpellier se traduit par sa présence au sein d'organisations mondiales pour favoriser les échanges d'expertises sur les politiques publiques au niveau technique et politique, et pour faire reconnaître internationalement le rôle des autorités locales qui travaillent au quotidien au plus proche des habitants. L'adhésion à ces réseaux participe au rayonnement international de Montpellier et de sa métropole, tout en constituant une réserve de ressources et de contacts dont on ne saurait se passer s'il l'on souhaite développer et renforcer le positionnement de Montpellier et son action à l'international.

Au vu de sa situation géographique (bassin méditerranéen), et des thématiques qui font sa spécificité et renommée sur la scène internationale, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite adhérer aux réseaux suivants :

Club des Exportateurs de France (CEF) :

Association loi 1901, le Club des Exportateurs de France (CEF) est le plus ancien mouvement indépendant, national et bénévole, des chefs d'entreprises exportatrices de France. Il constitue un réseau unique de chefs d'entreprise et d'acteurs variés du commerce international. Sa force réside dans son indépendance, ses multiples synergies à l'export et dans l'implication bénévole de ses membres. L'adhésion de Montpellier Métropole à ce réseau serait un pas de plus dans l'accompagnement de ses entreprises à l'international. L'adhésion à ce réseau s'élève à 150 € pour l'année 2021.

Cités Unies France (CUF)

Créée en 1975, Cités Unies France (CUF) est la tête de réseau, Transpartisane et multiniveau, des collectivités territoriales françaises engagées dans l'action internationale. Elle accompagne l'ensemble de ces collectivités dans la mise en œuvre d'une action internationale au service de leur ouverture à l'international, de leur rayonnement, de leur attractivité et de la promotion des échanges humains, culturels et économiques. Cette action internationale revêt de nombreuses formes : la coopération décentralisée désigne toutes les relations d'amitié, de jumelage ou de partenariat nouées entre des autorités locales de deux pays. L'action internationale des collectivités, plus large que la coopération décentralisée, ne nécessite pas forcément d'avoir formalisé un partenariat. Elle englobe les échanges économiques, universitaires, la mobilité des jeunes, la coopération décentralisée etc. L'association est membre fondateur de l'organisation mondiale de collectivités territoriales, Cités et gouvernements Locaux Unis – CGLU, créée en 2004 et aujourd'hui reconnue par les instances multilatérales. De ce fait, tout adhérent de Cités Unies France est aussi membre de CGLU, installée à Barcelone. L'adhésion à ce réseau s'élève à 7 800 € pour la première année d'adhésion en 2021, mais sera de 14 824 € en 2022, si toutefois l'adhésion était renouvelée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'autoriser l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole aux réseaux Club des Exportateurs (CEF) et Cités Unies France (CUF) pour l'année 2021 et pour un montant total de 7 950 € ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 15/04/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 15 avril 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210329-155821-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 15/04/21

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Attractivité

Séance ordinaire du lundi 29 mars 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Geniès BALAZUN, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Eliane LLORET, Jacques MARTINIER, Patricia MIRALLES, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Attractivité - Office de Tourisme et des Congrès - Attribution de subvention exceptionnelle - Autorisation de signature

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Dans le contexte de la crise sanitaire actuelle et les incertitudes sur l'évolution de l'épidémie, le tourisme est un secteur économique particulièrement impacté. Pour soutenir les acteurs de la filière, l'Office de tourisme et des Congrès de Montpellier Méditerranée Métropole a décidé d'offrir l'adhésion 2021 aux partenaires déjà adhérents en 2020. Cette gratuité entraîne une baisse de recette importante pour cette association.

Dans le cadre des actions de relance économique, Montpellier Méditerranée Métropole apporte son soutien à la filière du tourisme en attribuant une subvention exceptionnelle à l'Office de tourisme et des Congrès afin de compenser la baisse de recettes et permettre à l'Office de Tourisme et des Congrès de poursuivre ses actions de promotion de la destination.

La gratuité concerne les adhérents 2020 et s'applique à 365 partenaires répartis avec différents types d'adhésion/différents tarifs selon l'activité et la taille de l'établissement (pour les hébergements) :

- adhésion au pack pro /loisirs à partir de 200 € et jusqu'à 760 € ;
- adhésion au pack MICE (bureau des congrès) à partir de 500 € et jusqu'à 2400 €.

Le concours financier exceptionnel de Montpellier Méditerranée Métropole à l'Office de Tourisme et des Congrès de Montpellier Méditerranée Métropole est de 150 000€, versés sous réserve de la signature d'une convention avec l'Office de Tourisme et des Congrès de Montpellier Méditerranée Métropole

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver les termes de la convention avec l'Office de Tourisme et des Congrès de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'approuver le versement d'une subvention de 150 000 € pour le soutien à la filière économique du tourisme ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 72 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 14 voix

M. Geniès BALAZUN, M. Boris BELLANGER, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Brigitte DEVOISSELLE, Mme Clare HART, M. Jean-Luc MEISSONNIER, M. Cyril MEUNIER, Mme Véronique NEGRET, M. Bruno PATERNOT, M. Eric PENSO, M. François RIO, M. Jean-Luc SAVY, Mme Claudine VASSAS MEJRI.

Fait à Montpellier, le 15/04/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 15 avril 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210329-156512-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 15/04/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- projet de convention OT 3M

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

CYCLES DE L'EAU



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Séance ordinaire du lundi 29 mars 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Patricia MIRALLES, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Charles SULTAN, Bernard TRAVIER.

Absent(es) / Excusé(es) :
Clothilde OLLIER

Cycles de l'eau - Eau potable - Gouvernance - Commune de Murviel-lès-Montpellier - Reprise de la compétence optionnelle de distribution d'eau potable par la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole - Prise d'acte et mise à l'étude

Monsieur René REVOL, Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole exerce la compétence eau potable depuis le 1^{er} janvier 2010 et s'est prononcée par délibération le 7 mai 2014 en faveur d'un mode de gestion publique des services publics de l'eau potable et de l'eau brute sur une partie de son territoire.

La Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole, Etablissement Public à caractère Industriel et Commercial, a ainsi été créée par délibération du 28 avril 2015 et assure depuis le 1^{er} janvier 2016 le service public d'eau potable pour 13 des 31 communes de la Métropole, soit environ 80 % des habitants de la Métropole, à savoir : Grabels, Jacou, Juvignac, Lattes, Le Crès, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Prades-le-Lez, Pérols, Saint-Brès, Sussargues, Vendargues et Villeneuve-lès-Maguelone.

Compte tenu de la préexistence de syndicats d'eau potable dont le périmètre s'étend au-delà de celui de la Métropole, cette dernière s'est simplement substituée à ses communes au sein de ces syndicats et notamment aux communes de Cournonsec, Cournonterral, Fabrègues, Lavérune, Murviel-lès-Montpellier, Pignan, Saint-Georges-d'Orques, Saint-Jean-de-Védas et Saussan au sein du Syndicat du Bas Languedoc (SBL) qui conduit l'exercice de la compétence à travers un contrat de délégation de service public confié à la société Suez, contrat qui arrive à échéance le 31 décembre de cette année.

Par délibération en date du 23 février 2021, le Conseil municipal de Murviel-lès-Montpellier a exprimé son souhait d'une gestion publique de la distribution d'eau potable plus à même de répondre aux enjeux d'une politique durable de l'eau à travers la prise en compte de l'environnement, de la solidarité, de la gouvernance et de la transparence.

Par ailleurs, le Conseil municipal met en avant l'intérêt d'une tarification plus avantageuse pour les usagers de la commune et la perspective d'une politique patrimoniale et de recherche de fuites qui permettrait l'amélioration du rendement de réseaux sur le territoire de la commune.

Ainsi, le Conseil municipal sollicite Montpellier Méditerranée Métropole, autorité organisatrice de la compétence eau potable, pour la mise à l'étude de la possibilité pour le service de distribution d'eau potable de Murviel-lès-Montpellier de rejoindre le périmètre d'intervention de la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole.

La Métropole est adhérente au SBL pour la compétence obligatoire production-adduction et pour la compétence optionnelle distribution de l'eau potable.

La commune est actuellement alimentée très majoritairement par l'eau prélevée par le syndicat dans la nappe alluviale de l'Hérault au niveau de la commune de Florensac. Compte tenu de l'inexistence de ressources en eau sur ou à proximité du territoire communal et de l'éloignement des réseaux de la Régie des Eaux, la Métropole resterait adhérente, pour le territoire de la commune, à la compétence obligatoire production-adduction.

Une étude sera ainsi réalisée en concertation avec le SBL et les deux autres membres du Syndicat sur la faisabilité technique, patrimoniale et financière d'un tel retrait de la compétence optionnelle distribution pour le périmètre de la commune de Murviel-lès-Montpellier.

Si l'opportunité est démontrée, le Conseil de Métropole sera alors sollicité pour délibérer sur la demande de retrait.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- de prendre acte de la volonté de la commune de Murviel-lès-Montpellier exprimée par délibération de son Conseil municipal de rejoindre le périmètre d'intervention de la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole pour la compétence distribution eau potable ;
- de mettre à l'étude cette possibilité notamment sur les aspects techniques, patrimoniaux et financiers et de solliciter officiellement en ce sens le Syndicat des eaux du Bas Languedoc ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 9 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 15/04/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 15 avril 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210329-156926-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 15/04/21

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Séance ordinaire du lundi 29 mars 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSSE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Patricia MIRALLES, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Charles SULTAN, Bernard TRAVIER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Clothilde OLLIER.

Cycles de l'eau - Eau potable - Gouvernance - Commune de Clapiers - Retrait de la commune du périmètre du syndicat des eaux Garrigues Campagne et intégration dans le périmètre de la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole - Prise d'acte et mise à l'étude

Monsieur René REVOL, Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole exerce la compétence eau potable depuis le 1^{er} janvier 2010 et s'est prononcée par délibération le 7 mai 2014 en faveur d'un mode de gestion publique des services publics de l'eau potable et de l'eau brute sur une partie de son territoire.

La Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole, Etablissement Public à caractère Industriel et Commercial, a ainsi été créée par délibération du 28 avril 2015 et assure depuis le 1^{er} janvier 2016 le service public d'eau potable pour 13 des 31 communes de la Métropole, soit environ 80 % des habitants de la Métropole, à savoir : Grabels, Jacou, Juvignac, Lattes, Le Crès, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Prades-le-Lez, Pérols, Saint-Brès, Sussargues, Vendargues et Villeneuve-lès-Maguelone.

Compte tenu de la préexistence de syndicats d'eau potable dont le périmètre s'étend au-delà de celui de la Métropole, cette dernière s'est simplement substituée à ses communes au sein de ces syndicats et notamment aux communes de Baillargues, Beaulieu, Castelnau-le-lez, Castries, Clapiers, Montaud, Restinclières, Saint Drézéry et Saint Genies des Mourgues au sein du Syndicat Mixte Garrigues Campagne (SMGC) qui conduit l'exercice de la compétence à travers un contrat de délégation de service public confié à la société Véolia-RUAS, contrat qui arrive à échéance cette année.

Par délibération en date du 8 février 2021, le Conseil municipal de Clapiers a rappelé l'enjeu majeur que constitue la gestion du service public de l'eau et son attachement à ce que la gestion de ce bien commun relève d'une gestion écologique, économe et transparente.

Ainsi, le Conseil municipal sollicite Montpellier Méditerranée Métropole, autorité organisatrice de la compétence eau potable, pour la mise à l'étude de la possibilité pour le service de distribution d'eau potable de Clapiers de rejoindre le périmètre d'intervention de la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole.

La commune est actuellement alimentée très majoritairement par le captage de la Crouzette situé sur la commune de Castelnau-le-Lez et propriété du SMGC.

Une étude sera ainsi réalisée en concertation avec le Syndicat sur la faisabilité technique, patrimoniale et financière d'un tel retrait et sur les conditions de continuité d'alimentation en eau de la commune.

Si l'opportunité est démontrée par cette étude, le Conseil de Métropole sera alors sollicité pour délibérer sur la demande de retrait.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- de prendre acte de la volonté de la commune de Clapiers exprimée par délibération de son Conseil municipal de rejoindre le périmètre d'intervention de la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole pour la compétence eau potable ;
- de mettre à l'étude cette possibilité et de solliciter officiellement en ce sens le Syndicat Mixte Garrigues Campagne ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 71 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 20 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 15/04/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 15 avril 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210329-157006-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 15/04/21

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Séance ordinaire du lundi 29 mars 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Patricia MIRALLES, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Charles SULTAN, Bernard TRAVIER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Clothilde OLLIER

Cycles de l'eau - Mode de gestion du service public de l'assainissement - Approbation

Monsieur René REVOL, Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole exerce la compétence assainissement collectif dans le cadre de trois contrats de Délégation de Service Public (DSP) :

- l'exploitation de la station d'épuration de MAERA qui traite les effluents de 19 communes (14 de la Métropole et 5 autres communes du bassin versant), dont le contrat de DSP est confié à VEOLIA EAU ;
- l'exploitation du réseau de collecte des eaux usées du bassin versant de la station d'épuration MAERA, déléguée à la société VEOLIA Eau
- l'exploitation du réseau des secteurs Est et Ouest, raccordé à 12 stations d'épuration, déléguée à la société AQUALTER.

Ces 3 délégations de service public ont pris effet au 1^{er} janvier 2015, pour une durée de 7 ans.

Dans la perspective de l'échéance des contrats de délégation en vigueur du service public de l'assainissement collectif au 31 décembre 2021, Montpellier Méditerranée Métropole s'est interrogée sur le futur mode de gestion de son service public de l'assainissement collectif à compter du 1^{er} janvier 2022. Deux avenants de prolongation des contrats de DSP ont porté cette échéance au 31 décembre 2022, laissant le laps de temps nécessaire pour la transition technique et juridique vers un éventuel nouveau mode de gestion.

Dans ce cadre, la Métropole a engagé en 2020 une réflexion sur le mode de gestion du service de l'assainissement collectif. La Métropole souhaite que cette réflexion globale (technique, financière, organisationnelle...) aboutisse à la mise en place, dans un contexte budgétaire contraint, d'une organisation cohérente et efficiente des services rendus.

Cinq scénarios ont été étudiés et comparés initialement, allant de la régie à autonomie financière et personnalité morale, à la délégation du service d'assainissement comme actuellement jusqu'à un scénario d'une Société d'Economie Mixte à Opération Unique (SEMOP). Sur cette base, trois scénarios se sont dégagés et ont été étudiés de façon plus poussée, comme présenté au Conseil de Métropole du 17 décembre 2020 :

- la création d'une Régie unique eau potable et assainissement collectif à personnalité morale et autonomie financière ;
- une solution mixte intégrant une partie du service en Régie et une autre partie en DSP ;
- la création d'une SEMOP.

Suite à la présentation de ces éléments, par délibération du 17 décembre 2020, le Conseil de Métropole a décidé d'engager une étude des conséquences économiques, techniques, financières et démocratiques d'une régie unique de l'eau potable et de l'assainissement collectif.

L'étude menée suite à cette délibération a consisté à l'analyse et la comparaison des forces et faiblesses des trois scénarios cités ci-dessus sur la base des enjeux de l'assainissement sur les prochaines années, complétées par l'étude de 4 sous-scénarios de Régie qui prévoient l'extension des compétences de la régie d'eau potable actuelle aux missions suivantes :

- Sous scénario 1 : extension à la gestion des abonnés de l'assainissement mais maintien du service par un marché de délégation de service géré par la Métropole ;
- Sous scénario 2 : extension à la gestion des abonnés de l'assainissement et à la gestion du service de l'assainissement sur les communes de l'est et l'ouest du territoire mais maintien de la gestion du service de l'ensemble du bassin de MAERA à la Métropole ;
- Sous scénario 3 : extension à l'ensemble du service de l'assainissement mais en ayant recours à une exploitation externalisée via des marchés de prestations de services sur les 5 premières années à minima ;
- Sous scénario 4 : extension à l'ensemble du service de l'assainissement avec internalisation de l'exploitation.

Cette étude a pris en compte les 6 principaux enjeux du service de l'assainissement qui sont :

- sécuriser le financement des investissements tout en maîtrisant le prix de l'assainissement et en mettant en œuvre une tarification sociale ;
- améliorer et renforcer la gestion patrimoniale : mieux connaître, mieux cibler les investissements, en augmentant le taux de renouvellement des réseaux, et en assurant une meilleure police de réseaux (contrôle des branchements) ;
- mieux appréhender les impacts des systèmes d'assainissement sur les milieux naturels du territoire métropolitain à travers la mise en place d'outils d'analyse globale ;
- garantir la cohérence de la gouvernance avec les autres politiques publiques : petit cycle de l'eau (urbanisme/pluvial/voirie) et grand cycle de l'eau (GEMAPI et pluvial) ;
- garantir la transparence de la gestion du service (juste prix, relation aux usagers) ;
- favoriser la transition écologique et énergétique (économie d'eau, préservation des ressources, réutilisation des eaux usées, production biogaz, électricité, chaleur ...).

Les critères de comparaison retenus en lien avec ces enjeux sont les suivants :

- le niveau démocratique de la gouvernance de ce service et la relation aux usagers ;
- la cohérence et lisibilité de la gestion du petit cycle de l'eau ;
- la capacité à gérer le lien entre eaux usées et eaux pluviales ;
- la capacité à gérer la transition écologique ;
- la capacité d'innovation ;
- l'impact sur le personnel public et le personnel privé ;
- la transparence de la gestion ;
- la capacité à porter une politique cohérente de gestion patrimoniale des réseaux et une politique d'économie d'eau ;
- les risques techniques et financiers ;
- l'impact d'un changement de mode de gestion.

Il convient de préciser que quel que soit le choix du sous-scénario de régie envisagé, les invariants sont les suivants :

- La station MAERA est gérée par des sociétés privées via un Marché Global de Performance (MGP) ;
- Les DSP collecte et traitement MAERA sont prolongées jusqu'au 31/12/2022 ;
- La DSP Est/Ouest prend fin le 31/12/2021 ;
- Le principe de la Régie d'eau potable et d'eau brute sous forme d'EPIC n'est pas remis en cause ;
- Le Service Public de l'Assainissement Non Collectif (SPANC) reste en Régie.

L'analyse financière de ces scénarios a permis de démontrer que les écarts de prix entre chacun sont peu significatifs, compris entre plus et moins 0,03 €/m³. Pour chacun des scénarios, les coûts d'exploitation sont similaires aux coûts actuels. Il n'y a pas de baisse possible de tarif quel que soit le choix de mode de gestion : en effet le choix d'une Régie n'apporte aucun gain possible en termes de baisse du prix de l'assainissement sans revoir à la baisse la part des investissements.

Les comparatifs réalisés amènent les éléments suivants :

En matière de gouvernance du petit cycle de l'eau, le scénario SEMOP conduit à la création d'une 3^{ème} assemblée composée d'élus et de privés pour gérer l'assainissement aux côtés du Conseil de Métropole et du conseil d'administration de la Régie. La politique du petit cycle est alors portée par 3 structures, ce qui risque de rendre la lisibilité et la cohérence des actions plus aléatoire. Dans le scénario DSP, il s'agit d'un duo entre Métropole et Régie, tel que cela se passe aujourd'hui. Seul le scénario Régie permet une gouvernance unique du petit cycle de l'eau au sein de la seule Régie qui rassemblerait la gestion des investissements et de l'exploitation de l'eau potable et de l'assainissement dans une structure unique.

En matière de représentation démocratique, le scénario Régie permet par le biais du conseil d'administration de l'EPIC une représentation des membres du Conseil de Métropole, des usagers, de la société civile et du personnel, qui sont ainsi directement impliqués dans la gestion de la politique de l'eau. Sur cet aspect, le scénario DSP peut prévoir des membres représentants de la société civile et des usagers s'il y a société dédiée créée, mais ne permet pas une représentation des communes. Dans une SEMOP, le conseil d'administration peut prévoir des membres représentants de la société civile et des usagers et une représentation des communes par le biais des élus y siégeant.

Enfin, le scénario Régie permet **une transparence de gestion** pour la Métropole. A l'inverse, le scénario DSP, dans la mesure où la collectivité n'est pas partie prenante dans la société, présente un déficit de transparence. Seul le scénario SEMOP permet de limiter le déficit de transparence/gouvernance pour la Métropole.

Sur la base des critères de comparaison cités ci-dessus, **le scénario d'une régie unique sous forme d'EPIC apparaît le plus pertinent face à des scénarios DSP ou SEMOP** compte tenu des enjeux à venir : il garantit un mode de gestion plus démocratique, écologique, solidaire, efficace et simple financièrement et permet de s'inscrire dans une perspective de gestion cohérente et intégrée du petit cycle de l'eau voire du grand cycle de l'eau.

Dans le cadre des sous-scénarios de Régie, c'est celui proposant une régie d'assainissement complète avec exploitation externalisée qui apparaît le plus pertinent à court terme, car il permet de bénéficier encore des apports des sociétés privées sur les premières années en matière d'exploitation, le temps que la Régie puisse développer ses compétences et son organisation.

Cela limite les risques techniques liés à l'exploitation des ouvrages tout en ne mettant pas en péril les plannings des investissements en cours, notamment les projets de modernisation de MAERA et la construction de la station d'eau potable de VALEDEAU.

De plus, les études ont permis d'établir que les circonstances actuelles du service étaient favorables au passage en régie :

- de par l'existence d'une régie d'eau potable qui a fait ses preuves et qui a développé des outils et compétences importants, notamment en matière de facturation à l'usager et de service client et qui a la maîtrise du fichier abonnés sur une grande partie du territoire ;
- le prix de l'assainissement est unifié depuis 2005 sur tout le territoire : cela favorise un équilibre des comptes en investissement / fonctionnement entre communes rurales et urbaines ;
- le service dispose d'une bonne capacité d'investissement avec un faible taux d'endettement ;
- le service est aujourd'hui porté uniquement par 3 contrats de DSP et 2 délégataires : pour mémoire, en 2002, le service comptait 8 communes en Régie, 18 contrats et 4 délégataires, et autant de tarifs différents que de communes ;
- la modernisation et la gestion de la station MAERA, l'ouvrage le plus complexe, sont en cours d'attribution dans le cadre d'un MGP, permettant d'assurer une exploitation par un prestataire privé qui peut aussi bien être contrôlé par la Métropole que l'EPIC ;
- enfin le rôle des délégataires a été réduit ces dernières années à la simple exploitation des ouvrages (pas d'investissement), ce qui facilite le changement de gestion.

Ce choix permet de répondre aux grands enjeux du service public de l'eau et de l'assainissement :

- **la régie, garantie de transparence et de maîtrise du prix de l'eau**

L'ambition est d'encourager, via une structure tarifaire adaptée qui prend en compte les publics les plus fragiles, une consommation maîtrisée vers les usages essentiels. Les revenus de la facture d'eau seront investis au bénéfice de la qualité et de la performance du service, avec un prix complètement maîtrisé par une connaissance exhaustive des coûts.

- **la régie, pour une gestion du service de proximité**

Il s'agit de centraliser les relations avec ses abonnés autour des questions liées à l'eau potable et à l'assainissement. En créant un point d'accueil unique et un service client complet en ligne, la régie place l'usager au cœur de son organisation.

- **la régie, pour une gestion durable de la ressource**

La régie permet de développer une politique de protection de la ressource sur du temps long, intégrant l'évolution des besoins métropolitains face aux enjeux du changement climatique ou l'évolution de la population.

- **la régie, acteur au service des politiques territoriales métropolitaines**

Le service public de l'eau, géré en régie, contribue aux enjeux majeurs du territoire : changement climatique, préservation de la ressource, biodiversité ou encore transition énergétique.

La finalisation des études permettra de définir les statuts de la régie, sa gouvernance, les moyens nécessaires à son déploiement et les coûts associés. Avant la fin de l'année 2021, les organismes paritaires et la Commission Consultative des Services Publics Locaux seront saisis pour avis sur la base de ces éléments, préalablement à la délibération du Conseil de Métropole fixant les conditions de création de la régie.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver la gestion en régie du service public de l'assainissement ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 63 voix

Contre : 22 voix

Abstentions : 4 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

Mme Bernadette CONTE-ARRANZ, M. Jean-Pierre RICO.

Fait à Montpellier, le 13/04/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 14 avril 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210329-156875-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/04/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 20210312 - 3M - Etude approfondie régie - VD01.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Séance ordinaire du lundi 29 mars 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Eliane LLORET, Jacques MARTINIER, Patricia MIRALLES, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Charles SULTAN.

Absent(es) / Excusé(es) :

Michaël DELAFOSSE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Cycles de l'eau - Protection contre les inondations du Rieumassel à Grabels - Autorisation environnementale du projet d'aménagement du Rieumassel en application des articles L. 214-3 et R. 214-1 du Code de l'environnement - Enquêtes préalables à la déclaration d'utilité publique et autres procédures administratives - Approbation

Madame Véronique NEGRET, Vice-Présidente, rapporte :

Le PAPI2 Lez-Mosson-Etangs palavasiens, signé le 11 décembre 2015, a été élaboré sur la période 2013-2014, à l'issue notamment d'une étude hydraulique menée sur l'ensemble du bassin-versant de la Mosson et achevée en 2012. Cette étude a permis de justifier la nécessité d'aménagements structurels pour la protection des biens et des personnes sur la basse vallée de la Mosson, sur les communes de Lattes et Villeneuve-lès-Maguelone, ainsi que sur le Coulazou sur la commune de Fabrègues.

Alors que ce PAPI était en cours de construction, des crues majeures, pouvant dépasser certaines des hypothèses les plus défavorables jusque-là prises en compte, ont touché le bassin-versant de la Mosson en septembre et octobre 2014, causant d'importants dégâts sur des secteurs non pris en compte dans le PAPI2.

Sur la commune de Grabels, 196 habitations ont été inondées dont 156 par la crue très brutale du ruisseau du Rieumassel et le ruissellement pluvial. La commune de Juvignac a été touchée par les débordements de la Mosson avec 75 habitations inondées. Le ruissellement urbain, très important lui aussi, s'est conjugué aux débordements des cours d'eau en aggravant encore les niveaux de submersion et les vitesses d'écoulement au droit des secteurs habités.

Lors de l'épisode climatique d'octobre 2014, la plupart des habitations inondées par débordement des cours d'eau du Rieumassel et de la Mosson sur ces deux communes figuraient à l'extérieur des zones inondables d'occurrence centennale définies par les Plans de Prévention des Risques d'Inondations (PPRI) en vigueur.

Durant cet épisode, aucune victime n'est à déplorer mais les niveaux atteints et les vitesses d'écoulement ont causé de très importants dégâts sur les secteurs habités, sur l'espace public et sur les équipements publics, notamment le stade de la Mosson et ses terrains annexes.

Par délibération n°13633 du 24 février 2016, le Conseil de Métropole a approuvé le projet d'avenant n°1 au PAPI2 du bassin versant Lez-Mosson-Etangs palavasiens, élaboré conjointement avec le SYBLE, pour la période 2015-2020. Cet avenant n°1 a été signé le 21 mars 2017 par le SYBLE et les différents financeurs, à savoir l'Etat, la Région Occitanie et le Département de l'Hérault.

Cet avenant a permis d'inscrire au PAPI2 Lez-Mosson l'action 7.4 intitulée « Aménagement de protection contre les inondations du Rieumassel à Grabels ». Ce projet d'aménagement est réalisé sous maîtrise d'ouvrage de Montpellier Méditerranée Métropole, avec le plan de financement suivant :

- 40 % pour l'Etat ;
- 20 % pour la Région Occitanie ;
- 40 % pour Montpellier Méditerranée Métropole.

Les travaux de protection consistent à augmenter la capacité de rétention du bassin G au nord de la Commune, à élargir le Rieumassel dans la traversée de la zone urbaine de Grabels et à reconstruire le pont des Ecoles, situé sur la rue de la Croix de Guillery, pour permettre une meilleure évacuation des crues du Rieumassel.

Après avoir sollicité les aides financières dans le cadre de l'avenant du PAPI2 Lez, Montpellier Méditerranée Métropole a commandé une mission de maîtrise d'œuvre complète à un bureau d'études agréé « digues et barrages » pour la conception et le suivi des travaux de protection contre les inondations et des dispositifs associés.

Le maître d'œuvre a finalisé les études de l'avant-projet qui prévoient :

- la destruction du barrage constituant le bassin G, d'une capacité de rétention actuelle de 27 500 mètres cubes, et la construction en lieux et place d'un nouveau barrage de 5,5 mètres de hauteur permettant de stocker 160 000 mètres cubes d'eau ;
- l'élargissement du cours d'eau du Rieumassel sur cinq zones de son parcours dans la traversée de la zone urbaine de Grabels ;
- la reconstruction du pont des écoles, dont la largeur du cadre est actuellement de 5 mètres, pour l'élargir à 13 mètres ;
- l'aménagement d'un merlon de 1 mètre de hauteur à la confluence entre le Rieumassel et le Redonnel.

L'ensemble de ces travaux est estimé à 2 400 000 € HT.

Les dossiers d'enquêtes publiques préalables aux autorisations administratives ont été élaborés sur la base des études de conception. Les dossiers soumis à ces procédures d'enquêtes sont établis conformément au Code de l'environnement, au Code de l'expropriation, au Code de l'urbanisme et à l'ensemble des textes réglementaires en vigueur et permettent de distinguer :

- le dossier d'autorisation environnementale ;
- le dossier de déclaration d'utilité publique ;
- le dossier d'enquête parcellaire ;
- le dossier de déclaration d'intérêt général.

Les travaux d'aménagement du barrage et du Rieumassel relèvent de plusieurs rubriques de la nomenclature loi sur l'eau qui sont soumis à autorisation en application des articles L. 214-3 et R. 214-1 du Code de l'environnement et concernent notamment :

- l'autorisation de modifier le profil en travers du cours d'eau sur plus de 100 mètres de longueur ;
- l'autorisation de construire un barrage relevant des critères de classement prévus par l'article R. 214-122 ;
- l'autorisation de construire un aménagement hydraulique au sens de l'article R. 562-18.

La procédure d'instruction s'inscrit dans le régime de l'autorisation environnementale unique en application des articles L. 181-1 à L. 181-4 du Code de l'environnement regroupant, en une seule instruction et une autorisation, diverses dispositions du Code de l'environnement.

Le contenu du dossier de demande d'autorisation environnementale est régi par les articles R. 181-13 et R. 181-15-1-IV du Code de l'environnement. Il comprend notamment des pièces propres aux aménagements hydrauliques, à savoir :

- l'étude de dangers établie conformément aux dispositions de l'article R. 214-116 ;
- la délimitation de la zone protégée par l'aménagement hydraulique et l'indication du niveau de protection dont bénéficie cette dernière ;
- l'étude d'impact de l'aménagement établie en application des articles R. 122-2 et R. 122-3 ;
- le document de l'organisation du gestionnaire des ouvrages pour garantir le niveau de protection des ouvrages en toutes circonstances et en période de crue.

Réalisée par un bureau d'études agréé par l'Etat, l'étude de dangers justifie notamment le niveau de protection de l'aménagement hydraulique et le niveau de sûreté des personnes protégées contre les inondations du Rieumassel.

Par définition, le niveau de protection d'un aménagement hydraulique est caractérisé par la différence entre le débit de crue arrivant dans l'ouvrage et le débit qui en sort et la capacité de rétention du barrage. Ce niveau de protection définit la responsabilité juridique du gestionnaire. Celle-ci ne sera pas engagée pour des crues plus importantes que celle retenue pour le dimensionnement de l'ouvrage ou si sa capacité de rétention est dépassée dans des conditions normales d'exploitation. En contrepartie, le gestionnaire de l'aménagement hydraulique a des obligations réglementaires de surveillance et d'entretien de l'ouvrage pour garantir son niveau de protection en toutes circonstances et en période de crue.

Par conséquent, il est proposé un niveau de protection pour l'aménagement du Rieumassel correspondant à un débit maximal de 20 m³/s en sortie du barrage jusqu'à une crue d'occurrence centennale, sans surverse de celui-ci, et à une capacité de rétention nominale de 160 000 mètres cubes.

Ces aménagements permettront de protéger 120 habitations situées en rive droite et en rive gauche du Rieumassel. Le plan d'implantation du futur barrage et les zones d'élargissement du Rieumassel sont annexés à la présente délibération.

Les principales mesures que va mettre en œuvre la Métropole afin de maîtriser les risques et garantir le niveau de protection de l'aménagement hydraulique du Rieumassel sont les suivantes :

- établissement d'un document décrivant l'organisation mise en place pour assurer l'exploitation de l'ouvrage, son entretien et sa surveillance en toutes circonstances, notamment les visites techniques approfondies, ses moyens d'informations et d'alerte de la survenance d'une crue et ses consignes d'exploitation en période de crue. Ce document est établi conformément aux dispositions des articles R. 214-122 ;
- installation d'une station de mesure de la hauteur d'eau dans la retenue du barrage pour être alerté lors du remplissage de celui-ci ;
- établissement d'une procédure d'information et de communication avec les autorités compétentes pour la mise en sécurité des populations en période de crue ;
- diffusion de l'étude de dangers à Monsieur le Maire de Grabels afin de lui permettre d'actualiser le Plan Communal de Sauvegarde.

Montpellier Méditerranée Métropole sera propriétaire des emprises foncières supportant les futurs ouvrages hydrauliques et le gestionnaire de ces ouvrages.

Il convient maintenant d'approuver l'ensemble des dossiers réglementaires, en vue d'engager les procédures d'enquêtes publiques pour permettre :

- l'acquisition, si besoin par voie d'expropriation, des emprise foncières nécessaires à la réalisation des ouvrages de protection contre les inondations ;
- l'obtention des autorisations requises pour la réalisation des travaux.

Il est également proposé au Conseil de Métropole de solliciter Monsieur le Préfet de l'Hérault, pour qu'il déclare l'urgence en application de l'article R. 232-1 du Code de l'expropriation, compte tenu de l'intérêt à réaliser les travaux dans les délais les plus courts au regard de la vulnérabilité de la commune de Grabels face aux crues exceptionnelles du Rieumassel.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver le dossier d'autorisation environnementale des aménagements de protection contre les inondations du Rieumassel à Grabels, le dossier de Déclaration d'Utilité Publique (DUP), le dossier d'enquête parcellaire et le dossier de Déclaration d'Intérêt Général (DIG) ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à solliciter Monsieur le Préfet de l'Hérault, en vue de l'ouverture des enquêtes publiques conjointes nécessaires à l'obtention de l'arrêté d'autorisation relatif aux travaux d'aménagements hydrauliques décrit ci-dessus, de la DUP, de la DIG et des éventuelles procédures d'expropriation ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à solliciter Monsieur le Préfet de l'Hérault afin qu'il déclare l'urgence en application de l'article R. 232-1 et suivants du Code de l'expropriation ;
- de requérir, à l'issue des enquêtes, le prononcé des arrêtés correspondants ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 15/04/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 15 avril 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210329-156653-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 15/04/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Implantation du barrage
- Coupe type du barrage

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Séance ordinaire du lundi 29 mars 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Eliane LLORET, Jacques MARTINIER, Patricia MIRALLES, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Michaël DELAFOSSE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSI, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Cycles de l'eau - Programmes d'Action de Prévention des Inondations (PAPI) sur le bassin versant du Lez et sur le bassin de l'étang de l'Or - Demande d'aides financières pour des actions de gestion de crise - Approbation

Madame Véronique NEGRET, Vice-Présidente, rapporte :

Depuis octobre 2019, Montpellier Méditerranée Métropole a engagé, avec le concours d'un bureau d'études spécialisé, une étude intitulée « Gestion des risques majeurs » visant à co-construire avec les 31 communes une nouvelle organisation pour la gestion de crise à l'échelle de la Métropole. Les objectifs et les enjeux de cette étude sont multiples :

- co-construire avec les communes un nouvel échelon de gestion des crises ;
- harmoniser les pratiques et les procédures de crises à l'échelle du territoire ;
- formaliser une nouvelle organisation par une stratégie innovante et adaptée ;
- disposer d'une vision claire de la gouvernance des crises sur le territoire.

Les premières conclusions de la phase d'audit montrent la nécessité :

- d'un besoin de coordination des actions de fermetures de route en zone inondable par les services communaux, métropolitains, du département et des autres EPCI en période de crise. Les services métropolitains démarrent la co-construction d'un Dossier Opérationnel pour les Risques de Ruissellement, Inondation et Submersion (DORRIS) pour y répondre. Il s'agit de formaliser une organisation métropolitaine et communale pour la gestion des fermetures de voirie en cas d'inondation ;
- d'un besoin de coopération intercommunale avant, pendant et après la crise. Aujourd'hui, l'outil innovant d'intelligence collective, appelé « Ville en Alerte » (VEA), développé pour la Métropole, permet de disposer d'un outil de gestion de crise mutualisé à l'échelle métropolitaine. Il permet aussi d'améliorer l'anticipation puis la gestion opérationnelle d'un événement pluvieux fréquent à extrême. Opérationnel sur les communes de Lattes, Pérols et la partie sud de Montpellier, il sera déployé sur l'ensemble des communes au cours de l'année 2021 ;
- l'intérêt des communes à entretenir la mise en pratique de leur plan communal de sauvegarde (PCS) et ainsi leur besoin à s'entraîner pour améliorer la gestion de crise.

Pour répondre à ces besoins, il est proposé dans un premier temps d'organiser des sessions de formation à l'outil VEA pour les communes, d'animer des formations à la gestion de crise dédiées aux membres des Cellules de Crise Municipales (CCM), puis dans un second temps de mettre en place des exercices de simulation intercommunaux permettant de tester la coopération entre les différents acteurs et de tester la coordination des fermetures de routes inondables par les différents acteurs. Les subventions demandées participeront aussi à financer la conception du DORRIS.

Ces actions peuvent être financées par les dispositifs Programme d'Actions de Prévention des Inondations (PAPI) à travers l'action 3.1 inscrite au PAPI 2 Lez intitulée « Coordination des PCS et des exercices de secours » et l'action 3.1c inscrite au PAPI Or intitulée « coordination des PCS sur le territoire de la Métropole / VEA » sous maîtrise d'ouvrage de Montpellier Méditerranée Métropole.

Le projet de formation proposé comprend plusieurs sessions. Préalablement aux exercices de simulation, deux sessions de formation seront organisées :

- auprès des membres des CCM définis dans les PCS : gestion de crise et prise en main de l'outil VEA à l'aide d'un prestataire extérieur (fonctionnalités de l'outil, opérationnalité, prise en main de l'espace collaboratif, main courante informatisée, mise en place des actions sur le terrain, intégration des PCS dématérialisées, ...) ;

- des exercices de simulation avec sept exercices d'état-major à l'échelle de sous-secteurs, par un regroupement cohérent de communes, avec la mise en place d'actions sur le terrain. Plusieurs aspects de la gestion de crise à travers un scénario sur le risque inondation seront testés :
 - la coordination des communes entre elles (actions intercommunales) ;
 - la communication interne à la mairie mais aussi avec les différents acteurs extérieurs (ex : point de situation, rédaction d'un communiqué de presse...) ;
 - les délais d'intervention (tester par exemple l'ouverture d'un centre d'accueil et de regroupement des populations avec la mise en place de table, chaise, lit picots ...) ;
 - l'opérationnalité des PCS ;
 - La coordination avec les Plans Particulier de Mise en Sécurité (PPMS) dans les écoles ;
 - l'utilisation de l'outil VEA ;
 - l'organisation communale, métropolitaine et départementale de fermetures de voiries, tester et développer le DORRIS métropolitain.

Avant d'engager ces démarches, il est proposé de solliciter les aides financières à travers les dispositifs PAPIs selon les modalités suivantes :

Pour le PAPI2 Lez, le plan de financement est le suivant :

- 60% pour le FEDER (Union Européenne), soit 60 000 € HT ;
- 20% pour la Région Occitanie, soit 20 000 € HT ;
- 20% pour Montpellier Méditerranée Métropole, soit 20 000 €.

Pour le PAPI OR, le plan de financement est le suivant :

- 60% pour le FEDER, soit 37 500 € HT ;
- 20% pour la Région Occitanie, soit 12 500 € HT ;
- 20% pour Montpellier Méditerranée Métropole, soit 12 500 €.

Le montant total des aides sollicitées est ainsi de 162 500 € HT à travers ces PAPIs.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- de solliciter les aides financières auprès des différents partenaires concernés, notamment l'Union européenne et la Région Occitanie, pour le financement des formations, des exercices de simulation et de l'élaboration du DORRIS ;
- de dire que les recettes seront inscrites au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 15/04/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 15 avril 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210329-156576-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 15/04/21

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Séance ordinaire du lundi 29 mars 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Eliane LLORET, Jacques MARTINIER, Patricia MIRALLES, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Michaël DELAFOSSE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Cycles de l'eau - Protection contre les crues du Coulazou à Fabrègues - Déclaration d'utilité publique emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Fabrègues - Objectifs et modalités de la concertation au titre de l'article L. 103-2 du Code de l'urbanisme - Approbation

Madame Véronique NEGRET, Vice-Présidente, rapporte :

Le projet de protection contre les inondations à Fabrègues est inscrit au PAPI2 Lez Mosson Etangs palavasiens sous l'action 7.2. Cette action consiste à démolir les digues actuelles et à les reconstruire dans les règles de l'art pour augmenter leur niveau de protection jusqu'à une crue du Coulazou d'occurrence centennale.

Par délibération n°M2018-743 du 21 décembre 2018, le Conseil de Métropole a approuvé l'avant-projet des aménagements. Ceux-ci prévoient :

- la démolition de la digue de la Plantade et la construction d'une nouvelle digue sur un linéaire d'environ 1 km,
- la démolition de la digue des Campanelles et la construction d'une nouvelle digue sur un linéaire d'environ 1,2 km,
- la création d'un mur de protection en rive droite du Merdanson,
- le recalibrage du ruisseau des Combes et l'aménagement de sa traversée sous la nouvelle digue au niveau du quartier des Campanelles.

Le montant de l'avant-projet estimé par le maître d'œuvre s'élève à 4 040 000 € HT. Ces aménagements visent à protéger environ 760 personnes des quartiers de la Plantade et des Campanelles exposées au risque d'inondation pour une crue d'occurrence centennale du Coulazou, estimée à 300 m3/s dans la traversée de Fabrègues.

Ces travaux sont soumis à autorisation en application des articles L. 214-1, L. 214-2 et L. 214-3 du Code de l'environnement. Par la délibération n°M2019-217 du 18 avril 2019, le Conseil de Métropole a approuvé le dossier d'autorisation environnementale, le dossier de Déclaration d'Utilité Publique (DUP), le dossier d'enquête parcellaire et le dossier de Déclaration d'Intérêt Général (DIG).

Cependant, le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Fabrègues en vigueur, approuvé par délibération du Conseil de Métropole du 18 novembre 2019, ne permet pas la réalisation des futurs ouvrages de protection contre les inondations du Coulazou. En effet, le projet interfère avec plusieurs Espaces Boisés Classés (L113-1 du CU) situés en rive droite aux abords du Merdanson et en rive gauche de part et d'autre du pont de la RD27.

Le projet impacte également une zone d'éléments à protéger pour motif d'ordre écologique lié à la présence des ripisylves du Coulazou et du Merdanson aux abords du quartier de la Plantade (L151-23 du CU). Enfin, la future digue de la Plantade interfère également avec le tracé de la frange urbaine intégrée au PLU de Fabrègues dans laquelle seule une constructibilité partielle est admise.

Les emprises des règles d'urbanisme exposées ci-dessus figurent sur les pièces de zonage du règlement graphique du PLU. Ce dernier doit donc être modifié afin de le mettre en compatibilité avec le projet de construction du système d'endiguement du Coulazou.

Dans le cadre de la procédure d'enquête publique pour la déclaration d'utilité publique du projet de protection contre les inondations, il est proposé au Conseil de Métropole de procéder à la mise en compatibilité du PLU de Fabrègues.

Mise en compatibilité du PLU de Fabrègues

Lorsque la réalisation d'un projet présentant un caractère d'utilité publique nécessite une mise en compatibilité d'un PLU, ce projet peut faire l'objet d'une DUP emportant mise en compatibilité du PLU dans la mesure où l'enquête publique portera à la fois sur l'utilité publique des travaux envisagés et sur la mise en compatibilité du PLU.

Conformément aux dispositions prévues par l'article L. 153-54 du Code de l'urbanisme, il sera procédé à une enquête publique qui portera à la fois sur la DUP du projet et sur la mise en compatibilité du plan qui en est la conséquence, et les dispositions proposées pour la mise en compatibilité du plan feront l'objet d'un examen conjoint de l'Etat et de la Métropole.

Modalités de concertation publique

La loi n°2020-1525 du 7 décembre 2020 d'accélération et de simplification de l'action publique dite « ASAP » modifie le régime d'Evaluation Environnementale (EE) des PLU et étend le champ d'application de la concertation obligatoire à toutes les procédures d'évolution de PLU soumises à évaluation environnementale.

La mise en compatibilité du PLU de Fabrègues étant soumise à évaluation environnementale, elle doit, à ce titre, faire l'objet d'une concertation associant pendant toute la durée de l'élaboration du projet, les habitants, les associations locales et les autres personnes concernées conformément aux dispositions de l'article L. 103-2 du Code de l'urbanisme.

La concertation, d'une durée de 3 semaines, se déroulera au 2^{ème} trimestre 2021.

Un avis informant le public sera ainsi publié au moins 15 jours avant le début de la concertation préalable par voie dématérialisée sur les sites internet de Montpellier Méditerranée Métropole et de la Commune de Fabrègues, par voie d'affichage au siège de Montpellier Méditerranée Métropole, en Mairie de Fabrègues et sur le lieu du projet. Une publicité dans le journal Midi libre est aussi prévue. Cet avis, précisant les dates de début et de fin de la concertation, rappellera également l'objet de la concertation, et les modalités de participation du public.

Le dossier de présentation de la mise en compatibilité du PLU au format papier et un registre permettant de recueillir les observations et propositions du public seront mis à disposition du public à l'Hôtel de Métropole et en Mairie de Fabrègues. Ils pourront être consultés par le public aux jours et heures habituels d'ouverture des bureaux. Le dossier sera également disponible pendant toute la durée de la concertation sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole.

La page dédiée à la mise en compatibilité du PLU comportera un registre électronique permettant de recevoir les observations et contributions du public.

Chacun pourra également adresser ses observations par voie postale à l'adresse suivante : Montpellier Méditerranée Métropole - 50, place Zeus - CS 39556 - 34961 Montpellier Cedex 2

Les courriers adressés après la date de clôture de la période de concertation préalable ne pourront être pris en compte, le cachet de la poste faisant foi.

A l'issue de la concertation, Montpellier Méditerranée Métropole en arrêtera le bilan qui sera joint au dossier d'enquête publique.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- de prendre acte du dossier de Déclaration d'Utilité Publique emportant mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Fabrègues en vue de permettre la réalisation des ouvrages de protection contre les crues du Coulazou ;
- d'approuver les objectifs et les modalités de la concertation telles que définies ci-dessus ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 15/04/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 15 avril 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210329-156586-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 15/04/21

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Séance ordinaire du lundi 29 mars 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Taslime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Eliane LLORET, Jacques MARTINIER, Patricia MIRALLES, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Michaël DELAFOSSE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Cycles de l'eau - Protection contre les inondations de la Mosson à Juvignac - Autorisation d'un système d'endiguement en application des articles L. 214-3 et R. 214-1 du Code de l'environnement - Dossiers d'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité et autres procédures administratives - Approbation

Madame Véronique NEGRET, Vice-Présidente, rapporte :

Le PAPI2 Lez-Mosson-Etangs palavasiens, signé le 11 décembre 2015, a été élaboré sur la période 2013-2014, à l'issue notamment d'une étude hydraulique menée sur l'ensemble du bassin-versant de la Mosson et achevée en 2012. Cette étude a permis de justifier la nécessité d'aménagements structurels pour la protection des biens et des personnes sur la basse vallée de la Mosson, sur les communes de Lattes et Villeneuve-lès-Maguelone, ainsi que sur le Coulazou sur la commune de Fabrègues.

Alors que ce PAPI était en cours de labellisation, des crues majeures, pouvant dépasser certaines des hypothèses les plus défavorables jusque-là prises en compte, ont touché le bassin-versant de la Mosson en septembre et octobre 2014, causant d'importants dégâts sur des secteurs non pris en compte dans le PAPI2.

Sur la commune de Grabels, 196 habitations ont été inondées dont 156 par la crue très brutale du ruisseau du Rieumassel et le ruissellement pluvial. La commune de Juvignac a été touchée par les débordements de la Mosson avec 75 habitations inondées. Le ruissellement urbain, très important lui aussi, s'est conjugué aux débordements des cours d'eau en aggravant encore les niveaux de submersion et les vitesses d'écoulement au droit des secteurs habités.

Lors de l'épisode climatique d'octobre 2014, la plupart des habitations inondées par débordement des cours d'eau du Rieumassel et de la Mosson sur ces deux communes figuraient à l'extérieur des zones inondables d'occurrence centennale définies par les plans de prévention des risques d'inondations (PPRI) en vigueur.

Durant cet épisode, aucune victime n'est à déplorer mais les niveaux atteints et les vitesses d'écoulement ont causé de très importants dégâts sur les secteurs habités, sur l'espace public et sur les équipements publics, notamment le stade de la Mosson et ses terrains annexes.

Par délibération n°13633 du 24 février 2016, le Conseil de Métropole a approuvé le projet d'avenant n°1 au PAPI2 du bassin versant Lez-Mosson-Étangs palavasiens, élaboré conjointement avec le SYBLE, pour la période 2015-2020. Cet avenant n°1 a été signé le 21 mars 2017 par le SYBLE et les différents financeurs, à savoir l'Etat, la Région Occitanie et le Département de l'Hérault.

Cet avenant a permis d'inscrire au PAPI2 Lez-Mosson l'action 7.5 intitulée « Aménagement de protection contre les inondations de la Mosson à Juvignac ». Ce projet d'aménagement est réalisé sous maîtrise d'ouvrage de Montpellier Méditerranée Métropole, avec le plan de financement suivant :

- 40 % pour l'État,
- 20 % pour la Région Occitanie,
- 40 % pour Montpellier Méditerranée Métropole.

Les travaux de protection consistent en l'aménagement d'une digue sur une longueur d'environ 460 mètres en bordure des zones habitées du quartier de la Plaine à Juvignac pour protéger ce quartier des crues de la Mosson. Cet ouvrage sera complété par un dispositif de gestion des eaux de ruissellement entre la zone habitée et la digue. Un fossé de collecte sera aménagé en pied de digue pour acheminer les eaux de ruissellement vers un bassin de 3 300 m³ avant leur évacuation vers le ruisseau de la Plaine.

Après avoir sollicité les aides financières dans le cadre de l'avenant du PAPI2 Lez, Montpellier Méditerranée Métropole a commandé une mission de maîtrise d'œuvre complète à un bureau d'études agréé « digues et barrages » pour la conception et le suivi des travaux de protection contre les inondations et des dispositifs associés.

Sur la base des études de conception, les dossiers d'enquêtes publiques préalables aux autorisations administratives ont été élaborés. Les dossiers soumis à ces procédures d'enquêtes sont établis conformément au Code de l'environnement, au Code de l'expropriation, au Code de l'urbanisme et à l'ensemble des textes réglementaires en vigueur et permettent de distinguer :

- le dossier d'autorisation environnementale,
- le dossier de déclaration d'utilité publique,
- le dossier d'enquête parcellaire,
- le dossier de déclaration d'intérêt général.

Les travaux d'aménagement de la digue de Juvignac relèvent de la rubrique 3.2.6.0 de la nomenclature loi sur l'eau et sont soumis à autorisation en application des articles L. 214-1, L. 214-2 et L. 214-3 du Code de l'environnement. La digue sera autorisée en tant que système d'endiguement conformément à l'article R.562-13 du Code de l'environnement.

La procédure d'instruction s'inscrit dans le régime de l'autorisation environnementale unique en application des articles L. 181-1 à L. 181-4 du Code de l'environnement regroupant, en une seule instruction et une autorisation, diverses dispositions du code de l'environnement.

Le contenu du dossier de demande d'autorisation environnementale est régi par les articles R. 181-13 et R. 181-15-1-IV du Code de l'environnement. Il comprend notamment des pièces propres aux systèmes d'endiguement, à savoir :

- l'estimation de la population de la zone protégée et l'indication du niveau de protection dont bénéficie cette dernière,
- l'étude d'impact du système établie en application des articles R. 122-2 et R. 122-3,
- l'étude de dangers établie conformément aux dispositions de l'article R. 214-116,
- des consignes de surveillance des ouvrages en toutes circonstances et des consignes d'exploitation en période de crue, sur lesquelles s'engage la Métropole, gestionnaire des ouvrages, pour garantir le niveau de protection retenu.

Réalisée par un bureau d'études agréé par l'Etat, l'étude de dangers justifie notamment le niveau de protection du système d'endiguement, la délimitation de la zone protégée par ce système et le niveau de sûreté des personnes protégées contre les inondations de la Mosson.

Par définition, le niveau de protection est la hauteur d'eau ou le débit de crue au-delà desquels la responsabilité du gestionnaire n'est plus engagée. En contrepartie, le gestionnaire de l'ouvrage hydraulique a des obligations réglementaires de surveillance et d'entretien du système d'endiguement pour garantir son niveau de protection en toutes circonstances et en période de crue.

Par conséquent, le niveau de protection du système d'endiguement de la Mosson à Juvignac correspondra à un débit de pointe de 460 m³/s. Ce débit est sensiblement plus important que celui de la crue de la Mosson d'octobre 2014, estimé à 410 m³/s.

Par mesure de précaution, la hauteur de la digue sera calée sur les niveaux observés en octobre 2014 avec une revanche de sécurité de 50 cm pour prendre en compte les plus hautes eaux connues correspondant à la crue historique des 26 et 27 septembre 1933, supérieures de 34 cm.

La zone protégée par le système d'endiguement est la zone inondable pour la crue de référence retenue et qui est mise hors d'eau grâce aux ouvrages de protection. La zone protégée concerne la partie sud du quartier de la Plaine dont la population est estimée à 215 habitants. Le système d'endiguement ainsi que sa zone protégée sont figurées sur les cartes annexées à la présente délibération.

Les principales mesures que va mettre en œuvre la Métropole afin de maîtriser les risques et garantir le niveau de protection du système d'endiguement de la Mosson sont les suivantes :

- établissement d'un document décrivant l'organisation mise en place pour assurer l'exploitation de l'ouvrage, son entretien et sa surveillance en toutes circonstances, notamment les visites techniques approfondies, ses moyens d'informations et d'alerte de la survenance d'une crue et ses consignes d'exploitation en période de crue, ce document est établi conformément aux dispositions des articles R. 214-122,
- installation d'une station de mesure du débit de la Mosson au droit du système d'endiguement pour être alerté sur la survenance d'une crue,
- établissement d'une procédure d'information et de communication avec les autorités compétentes pour la mise en sécurité des populations en période de crue,
- transmission de l'étude de dangers à Monsieur le Maire de Juvignac afin de lui permettre d'actualiser le Plan Communal de Sauvegarde.

Montpellier Méditerranée Métropole sera propriétaire des emprises foncières supportant les futurs ouvrages hydrauliques et le gestionnaire de ce système d'endiguement.

Il convient maintenant d'approuver l'ensemble des dossiers réglementaires, en vue d'engager les procédures d'enquêtes publiques pour permettre :

- l'acquisition, si besoin par voie d'expropriation, des emprise foncières nécessaires à la réalisation des ouvrages de protection contre les inondations,
- l'obtention des autorisations requises pour la réalisation des travaux.

Il est également proposé au Conseil de solliciter Monsieur le Préfet de l'Hérault, pour qu'il déclare l'urgence en application de l'article R 232-1 du Code de l'expropriation, compte tenu de l'intérêt à réaliser les travaux dans les délais les plus courts au regard de la vulnérabilité de la commune de Juvignac face aux crues de la Mosson.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver le dossier de demande d'autorisation environnementale du système d'endiguement de la Mosson à Juvignac, le dossier de déclaration d'utilité publique (DUP), le dossier d'enquête parcellaire et le dossier de déclaration d'intérêt général (DIG) ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à solliciter Monsieur le Préfet de l'Hérault, en vue de l'ouverture des enquêtes publiques conjointes nécessaires à l'obtention de l'arrêté d'autorisation relatif aux travaux d'aménagement du système d'endiguement décrit ci-dessus, de la DUP, de la DIG et des éventuelles procédures d'expropriation ;
- de requérir, à l'issue des enquêtes, le prononcé des arrêtés correspondants ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à solliciter Monsieur le Préfet de l'Hérault afin qu'il déclare l'urgence en application de l'article R. 232-1 et suivants du Code de l'expropriation ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 15/04/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 15 avril 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210329-156608-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 15/04/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Plan de détail de la digue.pdf
- Zone protégée.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Séance ordinaire du lundi 29 mars 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Eliane LLORET, Jacques MARTINIER, Patricia MIRALLES, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Michaël DELAFOSSE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Cycles de l'eau - Eau potable et eau brute - Gouvernance - Convention d'objectifs entre la Métropole et la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature

Monsieur René REVOL, Vice-Président, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue Montpellier Méditerranée Métropole au 1^{er} janvier 2015, exerce la compétence eau potable depuis le 1^{er} janvier 2010 et s'est prononcée par délibération le 7 mai 2014 en faveur d'un mode de gestion publique des services publics de l'eau potable et de l'eau brute.

La Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole, Etablissement Public à caractère Industriel et Commercial, a ainsi été créée par délibération du 28 avril 2015.

Compte tenu de la préexistence de syndicats d'eau potable dont le périmètre s'étend au-delà de celui de la Métropole, le nouvel établissement public assure depuis le 1^{er} janvier 2016 le service public d'eau potable pour 13 des 31 communes de la Métropole, soit environ 80 % des habitants de la Métropole, à savoir : Grabels, Jacou, Juvignac, Lattes, Le Crès, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Prades-le-Lez, Pérols, Saint-Brès, Sussargues, Vendargues et Villeneuve-lès-Maguelone. Le service d'eau brute, quant à lui, sera assuré sur la totalité du périmètre de la Métropole.

Dans ce cadre, la Métropole, autorité organisatrice du service de l'eau potable et de l'eau brute a établi en concertation avec la Régie une convention d'objectifs d'une durée de 5 ans à partir du 1^{er} janvier 2016, qui permet de préciser les relations entre la Métropole et la Régie. Elle a pour objet de fixer les missions de chacune des parties et d'organiser le contrôle de l'activité de la Régie par la Métropole, définir les enjeux et fixer les objectifs et les performances à atteindre par le service, définir les indicateurs nécessaires à l'évaluation de la qualité du service et de l'atteinte des objectifs et enfin spécifier les modalités d'évolution des tarifs.

Les missions de la Régie sont déclinées en conformité avec celles arrêtés par les statuts et regroupées en 3 grands thèmes :

- approvisionnement en eau, sécurisation, gestion du patrimoine ;
- relations et communication avec les usagers, individualisation des compteurs ;
- expertise, conseil et assistance technique.

Dans le respect de l'autonomie et de la responsabilité de la Régie des Eaux dans l'exécution des missions résultant de ses statuts, la Métropole entend jouer pleinement son rôle d'autorité organisatrice du service de l'eau, en assumant :

- l'élaboration et la mise en œuvre de sa politique de l'eau,
- la communication institutionnelle et pédagogique et l'animation du service,
- un appui technique à la Régie et son contrôle.

S'inspirant des engagements pris pour l'amélioration de la qualité des services publics d'eau potable et d'assainissement, les missions exercées par la Régie sont déclinées en objectifs stratégiques, de nature technique, économique, sociale et environnementale mesurés à travers 72 indicateurs.

A l'issue de la première année de fonctionnement de la Régie, la convention a fait l'objet d'un avenant approuvé par le Conseil de Métropole le 28 juin 2017. Cet avenant simplifie le calcul de certains indicateurs trop complexes et n'apportant pas de réelles plus-values. Il précisait également les rapports entre les deux signataires sur le volet "pédagogie" et le fonctionnement des différents comités de suivi. De plus, il ajuste la quote-part des frais de fonctionnement mis à la charge de la Régie pour assurer les missions d'autorité organisatrice de la métropole.

Enfin, un deuxième avenant a été approuvé par le Conseil de Métropole le 31 janvier 2019 pour mettre en œuvre les recommandations issues de l'audit externe réalisé en 2018. Cet avenant retire 8 indicateurs de suivi jugés inopérants, il clarifie les missions de communication institutionnelle qui relève de l'autorité organisatrice et installe deux autres comités de suivi, le comité "Ressources en eau" pour le suivi de la préservation quantitative et qualitative des masses d'eau exploitées et le comité "facturation et recouvrement" pour le partage des informations relatives aux taux d'impayés.

La convention initiale étant maintenant caduque, il convient d'approuver une nouvelle convention d'objectifs. Compte tenu de la modification possible du mode de gestion de la compétence assainissement collectif proposée au présent Conseil, il est proposé d'établir une nouvelle convention pour une durée de 2 ans jusqu'au terme de fin 2022.

Pour cette nouvelle convention, les modifications apportées concernent principalement la mise en place :

- d'un comité collégial "Systèmes d'information" pour le suivi des projets numériques (GED, modélisation et gestion patrimoniale des réseaux, modernisation du SIG, ...);
- d'une télé-relève de 3000 compteurs d'eau concernant dans un premier temps notamment les compteurs municipaux, métropolitains ou bien encore les compteurs des lycées et ceux desservant les résidences des bailleurs sociaux;
- d'une étude tarifaire à réaliser par la Régie pour garantir dès le 1^{er} janvier 2022 un prix de l'eau socialement acceptable;
- d'une participation financière de la Régie à hauteur de 80 000 € pour la réalisation des actions de solidarité internationale portées par la Métropole dans le domaine de l'eau et de l'assainissement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver la convention d'objectifs 2021-2022 entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 15/04/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 15 avril 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210329-156706-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 15/04/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- convention objectif régie2021-2022.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Séance ordinaire du lundi 29 mars 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Eliane LLORET, Jacques MARTINIER, Patricia MIRALLES, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Michaël DELAFOSSE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Cycles de l'eau - Eau Brute - Convention cadre de partenariat avec la société Bas Rhône Languedoc relative à la fourniture d'eau brute sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Depuis sa création le 1^{er} août 2001, la Communauté d'Agglomération de Montpellier exerce la compétence *assainissement des eaux usées*. Par arrêté préfectoral du 11 décembre 2008, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a pris la compétence de développement et de gestion des réseaux d'acheminement de l'*eau brute* du Bas Rhône et du Languedoc (BRL). Au 1^{er} janvier 2010, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devenue par la suite Montpellier Méditerranée Métropole, a pris en charge la compétence *eau potable* de plein droit en lieu et place des communes membres, en application de l'arrêté préfectoral n°2009-1-1532 du 23 juin 2009.

Pour ces trois compétences exercées - assainissement des eaux usées, eau brute, eau potable - la Métropole a recours à l'utilisation d'eau brute de la société BRL, en provenance du canal Philippe Lamour lui-même alimenté via une prise d'eau sur le fleuve Rhône. L'eau de BRL est ainsi utilisée pour maintenir un débit minimum instantané de 650 l/s au droit de la station d'épuration MAERA conformément à l'arrêté préfectoral DREAL/DMMC-34-2020-002 en date du 14 avril 2020. L'eau brute est également utilisée pour satisfaire des usages ne nécessitant pas le recours à une eau dont la qualité est destinée à la consommation humaine. Il s'agit notamment là de satisfaire soit des usages agricoles, soit des usages divers dont l'arrosage des espaces verts.

L'eau de BRL est enfin nécessaire à l'exercice de la compétence eau potable confiée par la Métropole à la Régie. Cette eau est traitée sur deux usines de potabilisation, l'usine François ARAGO et l'usine de VALEDEAU, en cours de conception, qui prévoit la potabilisation de 750 l/s et dont la mise en service est prévue à l'horizon 2024. Un troisième point de livraison existe au niveau de l'usine de Portaly située au sud de Montpellier. Cette usine de potabilisation n'est plus utilisée depuis 2005 et sera prochainement déconstruite par la Métropole.

Cette organisation de la livraison d'eau brute depuis les ouvrages de BRL aux ouvrages de la Métropole a fait l'objet depuis une trentaine d'années de nombreuses conventions successives qui arrivent à échéance progressivement à partir de cette année. Ces achats d'eau que la Métropole et la Régie seront susceptibles d'effectuer auprès de BRL feront dorénavant l'objet d'une procédure de marchés publics selon une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence compte tenu de l'exclusivité d'exploitation du Réseau Hydraulique Régional dont bénéficie BRL. Ils ne relèvent pas de la présente convention.

La présente convention a pour objet d'organiser les relations entre la Métropole et le maître d'ouvrage concessionnaire régional, BRL, pour définir les grands principes de gestion des aménagements hydrauliques destinés à répondre durablement aux besoins métropolitains. Elle fixe les modalités d'information, de collaboration et de gouvernance dans l'optique d'une meilleure convergence des politiques menées par les parties et de l'optimisation de l'évolution des usages face aux enjeux de préservation de la biodiversité et de changement climatique, et notamment l'enjeu de diminution des ressources en eau accessibles. Il s'agit ainsi d'accompagner l'adaptation des pratiques agricoles et l'évolution des besoins urbains au plus près du territoire.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver les termes de la convention de partenariat avec BRL ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 83 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 3 voix

M. Christian ASSAF, M. Yvon PELLET, M. René REVOL.

Fait à Montpellier, le 15/04/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 15 avril 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210329-157008-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 15/04/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- convention cadre de partenariat 3M BRL

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Séance ordinaire du lundi 29 mars 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Eliane LLORET, Jacques MARTINIER, Patricia MIRALLES, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Michaël DELAFOSSE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Cycles de l'eau - Renouvellement des réseaux d'eau potable et d'assainissement de la rue du Mas Saint-Pierre sur la commune de Montpellier - Convention de co-maîtrise d'ouvrage avec la Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole - Autorisation de signature

Monsieur René REVOL, Vice-Président, rapporte :

Par délibération n°12901 du 28 avril 2015, Montpellier Méditerranée Métropole a décidé de créer une régie de l'eau potable et de l'eau brute avec autonomie financière et personnalité morale, dénommée Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole. Cette création a eu pour effet le transfert de la compétence relative à l'eau potable et à l'eau brute détenue jusque-là par Montpellier Méditerranée Métropole à la Régie des eaux.

Dans le cadre de l'audit des réseaux primaires de collecte d'eaux usées de la station d'épuration MAERA, il a été identifié sur le secteur Combemale et rue du Mas Saint Pierre sur la commune de Montpellier des problèmes importants de mise en charge du réseau d'eaux usées ainsi que des débordements ponctuels en temps de pluie en lien avec le sous dimensionnement de ce réseau. C'est pourquoi Montpellier Méditerranée Métropole réalise le renforcement du réseau d'eaux usées comprenant des travaux sans tranchée pour le passage sous la voie SNCF et des travaux en tranchée pour la pose du réseau d'eaux usées situé rue Georges Auric et rue du Mas Saint Pierre.

Compte tenu de l'encombrement du sous-sol par des réseaux tiers, la période de préparation des travaux en tranchée a mis en évidence un risque important de casses d'une ancienne canalisation d'eau potable en fonte grise posée à proximité du réseau d'eaux usées. De ce fait, Montpellier Méditerranée Métropole et la Régie souhaitent remplacer cette ancienne canalisation d'eau potable afin de supprimer les risques de casses de ce réseau de distribution pendant les travaux d'eaux usées ainsi que les risques importants de gênes aux usagers.

Les travaux de cet ensemble d'ouvrages seront réalisés conjointement pour optimiser les interventions et notamment le coût financier.

Le coût des travaux eaux usées et eau potable s'élève à 2 207 754,26 € HT, dont 158 331,66 € HT de travaux d'eau potable avec la répartition suivante sur la prise en charge :

- 58 888,68 € HT pour la part eau potable à la charge de la Régie,
- 99 442,99 € HT pour la part eau potable à la charge de la Métropole, car nécessaire à la réalisation des travaux d'assainissement (budget assainissement).

Dans la perspective de la réalisation de cette opération, la Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole délègue à Montpellier Méditerranée Métropole, dans les conditions définies dans la convention, la maîtrise d'ouvrage des travaux du renouvellement du réseau d'eau potable.

Les travaux seront menés en 2021. La convention entrera en vigueur dès sa signature. Elle prendra fin à l'issue de la période de parfait achèvement soit 1 an après la réception sans réserves des ouvrages.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver le projet de convention de co-maîtrise d'ouvrage entre la Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole et Montpellier Méditerranée Métropole relatif au renouvellement des réseaux d'eau potable et d'assainissement rue Mas Saint Pierre sur la commune de Montpellier ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget annexe de l'assainissement de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Métropole de Montpellier Méditerranée, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 15/04/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 15 avril 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210329-156871-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 15/04/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- convention coMOA rue Mas st Pierre

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Séance ordinaire du lundi 29 mars 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSSE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Eliane LLORET, Jacques MARTINIER, Patricia MIRALLES, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Cycles de l'eau - Contrat de concession du service public d'assainissement collectif sur les communes des secteurs Est et Ouest - Avenant n°3 - Autorisation de signature

Monsieur René REVOL, Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole a confié par contrat de délégation de service public à AQUALTER l'exploitation de son service public d'assainissement collectif pour les communes des secteurs Est et Ouest par contrat déposé en Préfecture le 17 décembre 2014, ayant pris effet le 1^{er} janvier 2015 pour une durée de 7 ans, et complété par 2 avenants.

L'article 64 du contrat de concession stipule que le Délégataire est chargé de percevoir auprès des usagers, au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole, une somme dite « surtaxe » prévue par l'article R. 2224-19-1 al. 3 du Code général des collectivités territoriales.

Un mandat d'autofacturation est confié par Montpellier Méditerranée Métropole au Délégataire. L'article 64, modifié par un avenant 2 au contrat, prévoit également les modalités de reversement par le Délégataire à Montpellier Méditerranée Métropole du montant facturé pour son compte.

Dans le cadre de la simplification des procédures prévues au contrat de délégation et pour préparer le mode de fonctionnement qui sera en œuvre à compter du 1^{er} janvier 2022, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite modifier, en vertu de l'article R. 3135-7 du Code de la commande publique qui prévoit que les modifications à un contrat de délégation de service public peuvent être faites si elles n'ont aucun caractère substantiel, l'article 64 du contrat pour ne plus confier au délégataire la facturation et le recouvrement, en son nom et pour son compte, de la « surtaxe » collectée auprès des usagers pour le déversement des eaux usées domestiques et assimilées.

Au titre de l'article 65.1 du contrat de délégation de service public, les trois exploitants en charge du service public de distribution d'eau potable sont chargés d'assurer pour le compte du Délégataire du service de l'assainissement la facturation et l'encaissement de la redevance assainissement correspondant au service délégué pour les usagers domestiques et assimilés.

Ainsi un avenant aux trois conventions de facturation sera proposé au Délégataire par les trois exploitants en charge du service public de l'eau potable, dans les 30 jours suivants la notification du présent avenant, afin de prendre en considération la situation selon laquelle le Délégataire n'est plus chargé de la perception de la surtaxe au nom et pour le compte de Montpellier Méditerranée Métropole pour les usagers domestiques et assimilés.

Le Délégataire conserve en revanche la facturation et le recouvrement de la part collectivité liée aux conventions spéciales de déversement.

L'article 30.2.3 du contrat initial est toutefois modifié afin de mettre en cohérence cet article avec la pratique mise en œuvre depuis le début du contrat. En effet, depuis le début de l'exécution du contrat de délégation de service public, le Délégataire est en charge de la facturation des redevances pour les usagers rejetant dans le réseau de collecte des eaux usées non domestiques. Ainsi cet avenant régularise la pratique existante et laisse à la charge du Délégataire la facturation et le recouvrement des redevances liées aux conventions spéciales de déversement pour la part délégataire et pour la part collectivité.

Le présent avenant n'a aucun impact financier sur le Délégataire.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver le projet d'avenant n°3 au contrat de concession du service public d'assainissement collectif sur les communes des secteurs Est et Ouest ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 5 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 15/04/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 15 avril 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210329-156876-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 15/04/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Avenant 3 Version Definitive2.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

ENVIRONNEMENT



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Environnement

Séance ordinaire du lundi 29 mars 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Eliane LLORET, Jacques MARTINIER, Patricia MIRALLES, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Charles SULTAN.

Absent(es) / Excusé(es) :

Michaël DELAFOSSE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Environnement - Convention avec le "Comité de l'Hérault de la Ligue Contre le cancer" pour l'attribution d'une subvention - Exercice 2021 - Autorisation de signature

Monsieur François VASQUEZ, Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole a mis en place la collecte sélective en porte-à-porte des emballages ménagers recyclables secs et des papiers/cartons dès 1994. Le centre de tri DEMETER construit par le District de Montpellier constituait à cette date la deuxième installation de ce type réalisée en France. Pendant presque 25 ans, il a accueilli les collectes sélectives des 31 communes membres avant de faire l'objet en 2019 d'une importante opération de reconstruction et d'extension de la capacité de la ligne de tri à 35 000 tonnes pour tenir compte des évolutions législatives relatives à l'extension des consignes de tri des emballages ménagers.

Parallèlement à cette opération, les dispositifs de collecte en porte à porte ont été largement complétés par des Points d'Apport Volontaire (PAV) dédiés aux emballages ménagers et papiers/cartons sur les zones d'habitat les plus denses ne permettant pas la dotation de bacs collectifs en pied d'immeuble.

Pour ce qui concerne la collecte du verre, Montpellier Méditerranée Métropole a conduit de la même façon la mise à niveau de sa dotation en PAV sur la période 2016-2019, sur la base de 100 nouvelles colonnes aériennes environ installées par an sur les 4 ans, portant ainsi le nombre global d'équipements fin 2019 à 1 133. A ce titre Montpellier Méditerranée Métropole souhaite poursuivre en 2021 l'effort en terme d'équipements et renforcer la communication, pour atteindre un objectif cible de 26,1 kg de verre collecté/an/habitant en 2022 conformément à la moyenne nationale en milieu urbain. Cette action est inscrite au levier 2 du contrat conclu avec l'éco-organisme CITEO dans le cadre de l'extension des consignes de tri.

Ainsi, partant du diagnostic, les axes de travail pour maintenir la progression du geste du tri du verre sur le territoire de la Métropole sont les suivants :

- compléter la dotation sur les secteurs denses de Montpellier en profitant de l'implantation des PAV Tri sélectif et communiquer sur le geste de tri global (tous flux) pour engager au tri du verre comme des autres emballages ;
- compléter la dotation hors Montpellier en ayant une approche planifiée par commune, dans une collaboration plus étroite entre la commune et la Direction de la Propreté et Valorisation des Déchets et déployer un plan de communication à l'échelle communale en conséquence ;
- équiper plus largement les parkings de supermarchés, prioritairement sur Montpellier, pour diversifier les opportunités offertes aux habitants de déposer le verre et améliorer les performances en zone très urbanisée ;
- optimiser le parc de PAV en place : pour les PAV les moins performants, déplacer et/ou communiquer autour des PAV pour augmenter leur portée.

La dotation à mettre en œuvre pour 2021 est de 123 nouvelles colonnes d'apport volontaire du verre, ce qui représentera alors une densité de 1/500 habitants sur Montpellier et 1/250 à 1/300 sur les autres communes en fonction de leur typologie d'habitat. Cette dotation sera accompagnée des actions de communication adaptées à chaque axe ci-dessus. L'impact de cette action est rapidement visible puisque les tonnages de verre collectés ont ainsi augmenté de 5 % par an en moyenne depuis 2016.

Afin de donner encore plus de visibilité et de sens à ce plan global, des contacts ont été noués avec le Comité de l'Hérault de la Ligue contre le cancer en vue de conclure un partenariat s'appuyant sur le « plan Verre » de la Métropole dans la mesure où ce type de partenariat est déjà connu du grand public et donc plus facilement appropriable. Les colonnes d'apport volontaire du verre constituent ainsi des infrastructures de proximité permettant de communiquer le message.

Sur le plan financier, ce partenariat s'articule autour de deux niveaux de soutien : à compter du 1^{er} janvier 2021, la participation de Montpellier Méditerranée Métropole est fixée à 2 € par tonne de verre collecté versés au comité départemental de la Ligue, et ce dès la première tonne jusqu'à 16 000 tonnes. Au-delà, le versement passe à 3 € par tonne de verre collecté. Le montant prévisionnel pour 2021 s'élève ainsi à 25 000 € environ.

Ces différents seuils rendent le partenariat plus incitatif et permettent de communiquer auprès du grand public sur les performances de collecte et les objectifs de la collectivité et montrent l'intérêt de la montée en compétence des usagers sur ces sujets. Le Comité de l'Hérault de la Ligue contre le Cancer s'engage à réaliser la communication la plus large possible sur un mode « communication engageante » autour des actions de collecte sélective et de recyclage du verre ménager, via tous moyens appropriés (site Internet, Facebook, articles dans la presse, communication dans les écoles...) dans le but d'obtenir une participation active de la population et donc des tonnages les plus importants possibles. En outre, il s'engage à consacrer les sommes allouées par Montpellier Méditerranée Métropole au financement de la recherche menée par des équipes labellisées au plan national et local.

Dès lors, ce partenariat s'inscrit dans une logique d'innovation dans le milieu de la recherche médicale soutenue par Montpellier Méditerranée Métropole, ayant un impact positif en matière de développement économique du territoire. Il fait écho en cela à la dynamique engagée sur le territoire autour du projet Med Vallée. En outre, les actions menées par le Comité sur le territoire : accompagner pour aider, chercher pour guérir, prévenir pour protéger, mobiliser la société...présentent un intérêt public local manifeste.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver la convention de partenariat avec l'association « Comité de l'Hérault de la Ligue contre le Cancer » pour une durée de cinq ans, à compter du 1^{er} janvier 2021 ;
- d'apporter un soutien financier à l'association à hauteur des tonnages de verre collecté sur le territoire métropolitain ;
- d'imputer cette dépense sur les crédits ouverts à cet effet au budget général de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Charles SULTAN.

Fait à Montpellier, le 15/04/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 15 avril 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210329-155678-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 15/04/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- CONVENTION LCC 3M.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Environnement

Séance ordinaire du lundi 29 mars 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Eliane LLORET, Jacques MARTINIER, Patricia MIRALLES, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Charles SULTAN.

Absent(es) / Excusé(es) :

Michaël DELAFOSSE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Environnement - Adhésion à l'association Réseau CompostPlus - Approbation

Monsieur François VASQUEZ, Vice-Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole s'engage résolument dans une nouvelle stratégie de gestion des déchets ménagers et assimilés assortie d'objectifs ambitieux d'évolution en matière de prévention, notamment au travers d'un objectif « zéro déchet ».

Concrètement, l'ambition est de réduire de 40% à l'horizon de 3 ans le tonnage de déchets ménagers entrants sur l'unité Ametyst. L'atteinte de cet objectif, qui va bien au-delà des objectifs réglementaires, passera nécessairement par :

- La prévention pour éviter la production de déchets ;
- Le tri à la source des biodéchets (fraction organique des déchets ménagers et petits déchets verts) pour les extraire des Ordures Ménagères Résiduelles (OMR).

Pour rendre ces leviers d'action opérants, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite pouvoir bénéficier des retours d'expérience des acteurs déjà engagés dans cette voie et souhaite adhérer à ce titre à l'association Réseau CompostPlus.

Réseau CompostPlus est un réseau de collectivités territoriales ayant pour point commun d'avoir mis en place un programme de développement de la collecte séparée des biodéchets. Ce réseau est né de la volonté de partager les retours d'expériences et de faire apparaître cette filière comme une solution d'avenir pour la gestion durable des déchets. Il a ainsi pour but de pérenniser et de promouvoir la valorisation organique par la collecte séparée des biodéchets en développant :

- la mutualisation des bonnes pratiques,
- la diffusion d'informations,
- la capitalisation des connaissances,
- la contribution aux modifications réglementaires,
- les actions de promotion,
- le développement de partenariats avec des collectivités et des acteurs institutionnels,
- l'adhésion à tous les organismes ou associations lorsque cette adhésion sera reconnue utile,
- le développement d'une veille technique et juridique.

En qualité d'adhérent, Montpellier Méditerranée Métropole peut ainsi échanger sur ces thématiques avec les personnalités compétentes mais également disposer de conseils juridiques, d'informations relatives à l'actualité législative et réglementaire liées à ces domaines de compétences et d'une documentation technique de très grande qualité.

La cotisation d'adhésion à cette association s'élève pour 2021 à 4 500 € (2 000 € pour la compétence collecte, 2 500 € pour la compétence traitement) augmentée d'une cotisation de soutien fixe (facultative) de 2 000 €.

Il est par ailleurs proposé de désigner trois représentants de Montpellier Méditerranée Métropole au sein de l'assemblée générale de l'association :

- Un élu titulaire ;
- Un élu suppléant ;
- Un agent.

L'agent ne disposera que d'une voix consultative, conformément aux statuts de l'association.

Monsieur le Président propose la candidature de Monsieur François VASQUEZ en qualité de titulaire, Madame Célia SERRANO en qualité de suppléante et Monsieur le Directeur de la Propreté et de la valorisation des déchets.

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

Il est proposé au Conseil de décider à l'unanimité de procéder à ces désignations par un vote électronique, en application de l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à l'association Réseau CompostPlus ;
- de s'acquitter de la cotisation pour l'année 2021 ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- de désigner Monsieur François VASQUEZ en qualité d' élu titulaire, Madame Célia SERRANO en qualité d' élue suppléante et Monsieur le Directeur de la propreté et de la valorisation des déchets en qualité d' agent pour représenter Montpellier Méditerranée Métropole, au sein de l'assemblée générale de l'association et les autoriser à exercer toutes les fonctions dans ce cadre ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Mathilde BORNE.

Fait à Montpellier, le 15/04/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 15 avril 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210329-154555-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 15/04/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Environnement

Séance ordinaire du lundi 29 mars 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Eliane LLORET, Jacques MARTINIER, Patricia MIRALLES, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Charles SULTAN.

Absent(es) / Excusé(es) :

Michaël DELAFOSSE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Environnement - Candidature de Montpellier Méditerranée Métropole à l'appel à projet Atlas de la Biodiversité Communale (ABC) - Approbation

Madame Isabelle TOUZARD, Vice-Présidente, rapporte :

Sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole, la très grande diversité d'écosystèmes rencontrés du littoral aux causses, en passant par les étangs, les garrigues et la mosaïque d'espaces agricoles, accueille une biodiversité exceptionnelle et riche, qui entraîne une forte responsabilité dans la préservation de certains habitats naturels ou espèces remarquables.

Néanmoins, l'érosion de la biodiversité s'aggrave, aussi bien à l'échelle nationale que locale, avec la poursuite de la destruction des écosystèmes et la dégradation des fonctionnalités écologiques. Pour faire face à ce défi majeur, la réglementation a renforcé la prise en compte de la biodiversité dans le cadre de la planification et de l'aménagement du territoire.

Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) de Montpellier Méditerranée Métropole, approuvé le 18 novembre 2019, tient compte de cet enjeu en définissant la Trame Verte et Bleue (TVB). Cette définition a nécessité la prise en compte de la préservation des zones à enjeux de biodiversité et la restauration des continuités écologiques. Parallèlement, le Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET), en cours d'élaboration, identifie dans sa phase diagnostic que les effets des évolutions climatiques seront particulièrement impactant pour la biodiversité, montrant ainsi une grande vulnérabilité du territoire. La stratégie du PCAET ambitionne d'atténuer les effets des évolutions climatiques et de s'adapter, notamment en préservant cette diversité biologique, ainsi que les milieux et ressources associés. Cette ambition est poursuivie également à travers l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) climat.

En octobre 2019, Montpellier Méditerranée Métropole et le Conservatoire d'Espaces Naturels (CEN) Occitanie ont signé une convention de coopération, dans le cadre de la mise en œuvre, sur le territoire, de la stratégie de préservation de la biodiversité.

Pour parvenir à cette stratégie de préservation de la biodiversité, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite mobiliser et concerter davantage autour de ce sujet, avec les communes de son territoire, mais également les acteurs et la population.

Ainsi, l'Office Français de la Biodiversité (OFB) a relancé, début 2021, un appel à projets destiné aux communes et intercommunalités souhaitant développer un « Atlas de la Biodiversité « inter » communale » (ABC). Cette démarche d'ABC s'inscrit pleinement dans les objectifs poursuivis par la Métropole puisqu'elle offre la possibilité aux collectivités d'approfondir les connaissances sur le patrimoine naturel et ses enjeux, en lien avec l'ensemble des acteurs du territoire, afin d'assurer sa préservation et sa valorisation.

A la fois outil d'information et d'aide à la décision, la réalisation d'un atlas métropolitain a pour intérêt :

- de disposer d'une connaissance complète, partagée et synthétique de la biodiversité locale et de ses enjeux ;
- de mobiliser et fédérer l'ensemble des acteurs du territoire, dont le grand public, autour de la biodiversité ;
- d'agir davantage et sur le long terme en faveur de la biodiversité, à travers la planification et la mise en œuvre d'actions coordonnées.

La construction de cet ABC comporte 3 principaux volets :

- 1 – élaboration de l'Etat de l'art et d'une stratégie d'inventaires au travers notamment de la capitalisation et de l'exploitation des données existantes, de la détermination des espèces et des milieux à inventorier ainsi que l'animation nécessaire à sa réalisation ;
- 2 – lancement et animation de la démarche itérative et des modes d'association de tous : avec l'ensemble des parties prenantes (communes, recherche et experts locaux, associations, bureaux d'études, grand public...) ;
- 3 – réalisation de l'ABC, permettant d'affiner la connaissance de la biodiversité et des enjeux du territoire.

Sur le territoire de la Métropole, des communes sont d'ores et déjà en démarche d'élaboration de leur propre ABC à l'échelle communale, d'autres ambitionnent sa réalisation. Il conviendra donc de mener la démarche intercommunale en concertation avec les Communes.

Le montant prévisionnel pour la réalisation de l'ABC de Montpellier Méditerranée Métropole est estimé à 210 000 € (comprenant l'accompagnement, les études à engager et la masse salariale) et sa durée d'élaboration ne devra pas excéder 24 mois. Le dispositif assure un subventionnement de l'OFB pouvant atteindre jusqu'à 80 % des dépenses engagées.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'acter la candidature de Montpellier Méditerranée Métropole à l'appel à projets « Atlas de la Biodiversité Communale » ;
- d'approuver le budget envisagé ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'autoriser Montpellier Méditerranée Métropole à réaliser une demande de subvention auprès de l'Office Française de la Biodiversité ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 15/04/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 15 avril 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210329-157070-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 15/04/21

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Environnement

Séance ordinaire du lundi 29 mars 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Eliane LLORET, Jacques MARTINIER, Patricia MIRALLES, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Charles SULTAN.

Absent(es) / Excusé(es) :

Michaël DELAFOSSE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Environnement - Installation d'ombrières photovoltaïques sur la piscine Alex Jany - Dotation de Soutien à l'Investissement Local (DSIL) - Demande de subvention - Approbation

Madame Isabelle TOUZARD, Vice-Présidente, rapporte :

Le Plan Climat Air Energie Territorial, en cours d'élaboration par Montpellier Méditerranée Métropole, identifie le développement des énergies renouvelables comme un enjeu important de la réduction des émissions de gaz à effet de serre, de préservation de l'environnement et d'indépendance vis-à-vis des énergies fossiles. L'électricité photovoltaïque représente le potentiel le plus important en terme de production d'énergie renouvelable sur le territoire de la Métropole.

Aussi, afin de réduire son impact carbone, de montrer l'exemplarité de la collectivité et de contribuer à la transition énergétique de son territoire, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite mettre en place des ombrières photovoltaïques en autoconsommation sur le parking de la piscine Alex-Jany sur la commune de Jacou.

L'électricité produite sera autoconsommée en totalité par les équipements de la piscine afin de diminuer les consommations électriques et la facture annuelle de 20 à 25 %. Les ombrières offriront également un confort d'usage aux utilisateurs du bâtiment en période estivale en limitant la climatisation des voitures en stationnement.

Cette installation en autoconsommation sera la troisième sur les bâtiments de la Métropole après la piscine Poséidon à Cournonterral et la pépinière d'entreprises Cap Oméga à Montpellier, montrant ainsi l'engagement de la collectivité en faveur d'une énergie renouvelable produite et consommée localement.

Afin de mettre en œuvre ces travaux, Montpellier Méditerranée Métropole a déposé, avant la date limite du 31 janvier 2021, un dossier provisoire de demande de subvention auprès de la dotation de soutien à l'investissement local (DSIL). Cette demande doit être complétée et confirmée par la présente délibération.

Le coût total prévisionnel de l'opération est estimé à 300 000 € HT, incluant les dépenses de maîtrise d'œuvre, de contrôle technique, de coordination sécurité et protection de la santé, de travaux voiries et réseaux divers et de travaux photovoltaïques. Dans ce contexte, le plan de financement proposé à l'appui de cette demande de subvention est le suivant :

Sources	Montant € HT	Taux
Fonds propres	210 000	70 %
Etat : DSIL	90 000	30 %
Total € HT	300 000	100 %

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver le projet d'installation d'ombrières photovoltaïques en autoconsommation sur le parking de la piscine Alex Jany à Jacou ;
- de solliciter la subvention telle que définie ci-dessus auprès de la DSIL pour la mise en œuvre de cette installation ;
- de dire que les crédits seront inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 15/04/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 15 avril 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210329-155872-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 15/04/21

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Environnement

Séance ordinaire du lundi 29 mars 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Eliane LLORET, Jacques MARTINIER, Patricia MIRALLES, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Charles SULTAN.

Absent(es) / Excusé(es) :

Michaël DELAFOSSE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Environnement - Convention triennale de partenariat entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ligue de Protection des Oiseaux (LPO) Hérault - Subvention pour le fonctionnement du centre de soins de la petite faune sauvage - Exercice 2021 - Autorisation de signature

Madame Isabelle TOUZARD, Vice-Présidente, rapporte :

Depuis plusieurs années, Montpellier Méditerranée Métropole est engagée auprès de l'association Ligue de Protection des Oiseaux (LPO) de l'Hérault, poursuivant des objectifs communs de préservation de la biodiversité, et d'observation de l'évolution de son comportement face aux évolutions climatiques. En appui de l'élaboration de son Plan Climat Air Energie Territorial et de sa stratégie biodiversité, la Métropole s'est engagée, au travers d'une convention triennale, à contribuer au coût de fonctionnement du Centre de soins de la faune sauvage à hauteur de 15 000 €, réparti comme tel sur les 3 ans, sous réserve d'approbation par le Conseil de Métropole :

- 5 000 € en 2020 ;
- 5 000 € en 2021 ;
- 5 000 € en 2022.

Ainsi, pour l'année 2021, il est proposé d'attribué le montant suivant :

CODE	STRUCTURE	TYPE	TITRE	ATTRIBUÉ
4431	LIGUE POUR LA PROTECTION DES OISEAUX (LPO) 34	FONCTIONNEMENT	CENTRE DE SOINS DE LA PETITE FAUNE SAUVAGE	5 000 €
TOTAL				5 000 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver le montant de la subvention pour l'année 2021 soit 5 000 € ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Roger CAIZERGUES.

Fait à Montpellier, le 15/04/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 15 avril 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210329-155873-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 15/04/21

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

RESSOURCES



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Séance ordinaire du lundi 29 mars 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Céline PINTARD, Bernard TRAVIER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Clothilde OLLIER

Ressources - Votes en autorisations de programme et crédits de paiement - Créations - Révisions - Clôtures - Adoption

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Dans le cadre de travaux à caractère pluriannuel, et conformément au Code général des collectivités territoriales (article L.5217-10-7), Montpellier Méditerranée Métropole a mis en place une gestion par autorisations de programme (AP) et crédits de paiement (CP).

Les créations, modifications ou suppressions d'AP doivent faire l'objet d'un vote par le Conseil de Métropole par le biais d'une délibération concomitante à une délibération budgétaire.

Le montant des Autorisations de Programme s'élevait au 31 décembre 2020 à 1 093 893 994 € TTC sur le budget principal, à 479 262 060 € TTC sur le budget annexe transports et 163 437 408 € HT sur le budget annexe assainissement.

I. Création de nouvelles autorisations de programme et crédits de paiement votées dans le cadre du Budget Primitif 2021 :

BUDGET PRINCIPAL TTC :

PROGRAMME	LIBELLE PROGRAMME	AP AU BP 2021
M21OPEC01	OPERATIONS CONNEXES LIGNE 5 DE TRAMWAY	73 673 184
M21ESPP01	CŒUR DE METROPOLE : COMEDIE ESPLANADE TRIANGLE	39 400 000
M21ESPP02	CŒUR DE METROPOLE : FOCH PEYROU ARCEAUX	17 720 000
M21GUNRJ1	GUICHET UNIQUE RENOV ENERGIE	16 641 500
M21VEHI01	FLOTTE DE VEHICULES DECARBONES	11 550 000
M21ALLU01	BAILLARGUES ALLEE ALLUVIALE	8 500 000
M21VEGE01	VEGETALISATION DE LA METROPOLE	2 000 000
M21PAPI02	PAPI 2 LEZ JUVIGNAC	1 865 000
M21ALLU02	LAVERUNE PRAIRIES ALLUVIALES	1 600 000
M21SEC116	AMELIORATION DE LA SECURITE ROUTIERE SUR LA RD116	1 200 000
	Somme :	174 149 684

BUDGET ASSAINISSEMENT HT :

PROGRAMME	LIBELLE PROGRAMME	AP AU BP 2021
M21STEP01	CONSTRUCTION STATION D'EPURATION DE MONTAUD	1 315 000
	Somme :	1 315 000

II. Révision des autorisations de programme et crédits de paiement votées dans le cadre du Budget Primitif 2021 :

Les AP suivantes font l'objet d'une actualisation d'intitulé :

- M19FRA709 devient « EXTENSION LIGNE 1 : FRANCHISSEMENT A709 »,
- M19VELO01 devient « SOLDE ANCIENNE AP PISTES CYCLABLES »,
- CULALG01 devient « HOTEL MONTCALM – MOCO »,
- FONAMU04 devient « DESARTIFICIALISATION ET TRANSFERT DES COMMERCES DU FENOUILLET »,
- DUHESR01 devient « CPER LOGEMENT ETUDIANT / VIE ETUDIANTE »,
- M19LIHT01 devient « EMBELLISSEMENT DE LA METROPOLE : ENFOUISSEMENT DES LIGNES HAUTE-TENSION »,
- M20LAUZ01 devient « SOUTIEN AUX IMPLANTATIONS ECONOMIQUES: MANDAT REQUALIFICATION LAUZE EST »,
- M20LAUZ02 devient « SOUTIEN AUX IMPLANTATIONS ECONOMIQUES: LAUZE EST »,
- M20DASS01 devient « SOUTIEN AUX IMPLANTATIONS ECONOMIQUES: DASSAULT 2^{ème} EXTENSION »
- M20MART01 devient « SOUTIEN AUX IMPLANTATIONS ECONOMIQUES: CHARLES MARTEL EXTENSION ».

Il est proposé de réviser les autorisations de programme suivantes :

BUDGET PRINCIPAL TTC :

PROGRAMME	LIBELLE PROGRAMME	AP ANTERIEU- REMENT VOTEE	VARIATION AP AU BP 2021	AP AU BP 2021
AMELIT16	Aménagement Littoral 2016	6 087 183	157 048	6 244 231
AMEMTP16	Aménagement Montpellier 2016	23 300 381	1 583 612	24 883 993
CULACC01	ACCESSIBILITE CULTURE	7 349 718	-2 000 000	5 349 718
CULCRR01	CONSERVATOIRE A RAYONNEMENT REGIONAL	43 250 000	858 847	44 108 847
CULIFZ17	INTEGRATION MEDIATHEQUE FELLINI A ZOLA	6 200 000	363 365	6 563 365
FONAMU05	Acquisitions foncières	41 798 083	4 000 000	45 798 083
MGBRES18	RACCORDEMENT RESEAUX ELECTRIQUES MTP LOI SRU	1 000 000	200 000	1 200 000
NETMTP16	Environnement Montpellier	6 323 245	89 800	6 413 045
SPOPAR01	Parc multi-glisse Gérard Bruyère à Baillargues	14 000 000	1 500 000	15 500 000
VOICEB16	Voirie Cadoule et Béranger 2016	15 711 562	1 328 305	17 039 867
VOIMTP16	Voirie Montpellier 2016	109 451 843	2 210 875	111 662 718
VOIVDL16	Voirie Vallée du Lez	19 318 484	4 790 096	24 048 580
Somme :		293 730 498	15 081 945	308 812 444

BUDGET ASSAINISSEMENT HT :

PROGRAMME	LIBELLE PROGRAMME	AP ANTERIEU- REMENT VOTEE	VARIATION AP AU BP 2021	AP AU BP 2021
M19MAERA01	EXTENSION DE LA STEP MAERA	110 364 500	30 019 835	140 384 335
M19MAERA01	RESEAUX PRIMAIRES MAERA PR ARTIS ET ETUDE COLLECTEUR OUEST	4 280 000	495 000	4 775 000
	Somme :	114 644 500	30 514 835	145 159 335

III. Transfert entre budgets d'autorisations de programme et clôtures dans le cadre du Budget Primitif 2021 :

PROGRAM- ME	LIBELLE PROGRAMME	AP anciennement votée sur le budget annexe transports TTC	Montant réalisé au 31/12/2020 sur le budget annexe transports	Revalorisati on TTC	AP nouvelle sur le budget principal TTC	Montant de l'AP totale (ancienne AP + nouvelle AP) TTC
M21TRAM L5	POURSUITE DE LA LIGNE 5 DE TRAMWAY	418 092 281	31 424 052	0	386 668 229	418 092 281
M21NBUS0 2	POURSUITE DE L'ACQUISITION DE NAVETTES ET BUS	22 582 000	12 994 033	0	9 587 967	22 582 000
M21EXTLI 1	EXTENSION DE LA LIGNE 1 DE TRAMWAY	36 937 779	3 083 492	+ 13 062 221	46 916 508	50 000 000
M21ACCM 02	POURSUITE DU SCHEMA DIRECTEUR ACCESSIBILITE MOBILITES	1 650 000	1 184 757	+ 2 034 757	2 500 000	3 684 757
	Somme :	479 262 060	48 686 333	15 096 978	445 672 704	494 359 038

Il convient donc de clôturer les programmes suivants sur le budget annexe transports du fait de leur transfert au budget principal :

- M19ACCM01 « Schéma directeur d'accessibilité des mobilités » pour un montant de 1 650 000 € (1 184 756,59 € réalisés).
- M19NBUS01 « Acquisition de navettes et bus » pour un montant de 22 582 000 € (12 994 032,59 € réalisés).
- M19TRAML5 « Ligne 5 de tramway » pour un montant de 418 092 281 € (31 424 052,29 € réalisés).
- M19EXTLI1 « Extension de la ligne 1 de tramway » pour un montant de 36 937 779 € (3 083 491,88 € réalisés).

IV. Les APCP inchangées :

Les AP inchangées (détaillées en annexe) sont les suivantes :

BUDGET PRINCIPAL TTC:

PROGRAMME	LIBELLE PROGRAMME	AP VOTEE
AMECEB16	Aménagement Cadoule et Bérange 2016	3 577 142
AMEPEG16	Aménagement Piémonts et Garrigues 2016	2 894 914
AMEPLO16	Aménagement Plaine Ouest 2016	2 203 351
AMEVDL16	Aménagement Vallée du Lez 2016	4 285 041
CULALG01	HOTEL MONTCALM - MOCO	22 500 000
CULFAB01	RESTAURATION OEUVRES MUSEE FABRE	1 628 945
CULMED01	MEDIATHEQUE CASTELNAU	5 630 000
DEAFAB18	FABREGUES protection Coulazou	4 915 000
DEAGRA18	GRABELS protection Rieumassel	3 600 000
DEALAT18	Lattes protection basse vallée Mosson	3 591 000
DEASHV18	Schéma hydraulique du Verdanson	7 000 000
DEASHD18	Schéma hydraulique Verdanson pont via Domitia (à clôturer fin 2021)	120 000
DEEESR01	CPER/ESRI UNIVERSITE ET PARTENARIATS	11 803 080
DEEPMI17	PACTE MEDITERRANEEN D'INNOVATION MONTPELLIER CAPITAL SANTE	3 590 000
DMOVEL18	Vélo Station Gare Saint-Roch	840 000
DPVDEC18	Modernisation parc déchèteries Métropole	6 972 000
DPVDTR18	Extension renov centre tri DEMETER	20 175 396
DRIEXT18	EXTENSION DU SHEMA DIRECTEUR D'AMENAGEMENT NUMERIQUE	3 333 333
DRICIN18	Cité intelligente	7 110 000
DUHCNM01	CONTOURNEMENT NIMES MONTPELLIER	80 838 298
DUHESR01	CPER LOGEMENT ETUDIANT / VIE ETUDIANTE	2 554 043
DUHP18	Aides à la pierre sur fonds propres	16 800 000
FONAMU03	OPERATIONS D'AMENAGEMENT A VOCATION ECO	23 671 102
FONAMU04	DESARTIFICIALISATION ET TRANSFERT DES COMMERCES DU FENOUILLET	28 891 327
MGBSUR18	Travaux sûreté siège Métropole	456 000
NETVDL16	Environnement Vallée du Lez 2016	15 417
SPOACC01	SPORTS ACCESSIBILITE EQUIPEMENTS	5 812 903
SPOCNN18	Réhabilitation Centre Nautique Neptune	14 240 000
SPOPIS02	PISCINE HERACLES	12 160 236
TRAGSR01	GARE SAINT ROCH	6 645 100
VOILIT16	Voirie Littoral 2016	20 804 860
VOIPEG16	Voirie Piémonts et Garrigues 2016	15 602 504
VOIPLO16	Voirie Plaine Ouest 16	19 648 826
M18CIME01	Création d'un cimetière intercommunal	44 400 000
M18CTEC01	Création d'un Centre technique métropolitain pour le pôle plaine Ouest	2 700 000

M18SBRN01	Aménagement av Nîmes à St-Bres	1 620 000
M18VEHI01	Mise à niveau parc véhicules DAT	4 108 516
M19LIHT01	EMBELLISSEMENT DE LA METROPOLE : ENFOUISSEMENT DES LIGNES HAUTE-TENSION	12 043 794
M19METH01	DERNIERE PHASE USINE METHANISATION	2 475 962
M19VELO01	SOLDE ANCIENNE AP PISTES CYCLABLES (à clôturer fin 2021)	650 000
M19CARR01	AMENAGEMENT DE CARREFOUR RD610/RD24E2 AU DROIT DE LA ZAC DES CHATAIGNIERS	1 700 000
M19FRTC01	HALLE FRENCH TECH CAMBACERES	6 900 000
M19JTOU01	JALONNEMENT TOURISTIQUE	2 280 000
M19OUVA01	Reprise des rampes de l'ouvrage d'art de l'aéroport	1 050 000
M19TRVS01	TRAVERSE DE SUSSARGUES	2 300 000
M19TRVS02	TRAVERSE DE RESTINCLIERES	1 760 000
M19LITT01	PRESERVATION DU LITTORAL	1 000 000
M19TRD501	TRAVAUX RD5 COURNONSEC	3 900 000
M19FRA709	EXTENSION LIGNE 1 : FRANCHISSEMENT A709	11 701 797
M20MOAC01	MOBILITES ACTIVES	150 000 000
M20NPRU02	NPRU MOSSON CONCESSION	97 212 500
M20NPRU01	NPRU CEVENNES CONCESSION	27 325 600
M20ASSA01	ACQUISITION FONCIERE DEMOLITION TOUR D'ASSAS	3 252 000
M20PDSC01	PLAN DE SAUVEGARDE CEVENNES	1 715 000
M20CDMO01	OPAH COPROPRIETES DEGRADEES MOSSON	1 215 000
M20AAGV01	AIRES D'ACCUEIL DES GENS DU VOYAGE PROGRAMME 2020-2023	22 000 000
M20SECU01	AMELIORATION DE LA SECURITE ROUTIERE	2 700 000
M20RDRM01	DESSERTTE DE L'ARENA SUD DE FRANCE - LEVADES	1 826 000
M20RDRM02	OUVRAGE D'ART - RM62 - GRAU DE PEROLS	1 030 000
M20RDRM03	RD612 AMENAGEMENT ENTREE OUEST DE MONTPELLIER	2 030 000
M20RDRM04	RD613 - RD24E2 - GIRATOIRE ET BARREAU - ZAC DES CHATAIGNIERS	1 800 000
M20RDRM05	RM610 - AMENAGEMENT URBAIN - TRAVERSEE DE VENDARGUES	1 208 000
M20RDRM07	RD66 - REPRISE DES RAMPES EST DE L'OUVRAGE DE FREJORGUES	1 506 000
M20DASS01	SOUTIEN AUX IMPLANTATIONS ECONOMIQUES: DASSAULT 2ème EXTENSION	1 999 540
M20LAUZ01	SOUTIEN AUX IMPLANTATIONS ECONOMIQUES: MANDAT REQUALIFICATION LAUZE EST	9 167 971
M20LAUZ02	SOUTIEN AUX IMPLANTATIONS ECONOMIQUES: LAUZE EST	4 206 000
M20MART01	SOUTIEN AUX IMPLANTATIONS ECONOMIQUES: CHARLES MARTEL EXTENSION	2 370 000
M20NPAE01	NOUVEAU MANDAT PARCS D'ACTIVITE ECONOMIQUES	1 500 000
M20MUSI01	INSTRUMENTS DE MUSIQUE DU NOUVEAU CONSERVATOIRE A RAYONNEMENT REGIONAL	1 600 000
	Somme :	800 163 497

BUDGET ASSAINISSEMENT HT :

PROGRAMME	LIBELLE PROGRAMME	AP VOTEE
SDARES01	RESEAUX INTERCEP EST AMONT & POMPIGNANE	20 841 950
SDASTR03	STEP SUSS-ST GENIES & COURNONTERRAL	9 990 165
M19STEP02	STEP SAINT-GEORGES D'ORQUES 9700 EH	2 902 800
M19STEP03	STEP MURVIEL	2 104 325
M19MAERA01	RES PRIM MAERA CHOLET MAS STPIERRE	3 179 400
M19MAERA01	RES PRIM MAERA DO VERDANSON	2 120 500
	Somme :	48 792 908

Le montant total des autorisations de programme s'élèverait donc à :

- 1 728 798 330 € (dont 513 634 263 € réalisés au 31/12/2020 soit un reste à financer de 1 215 164 067 €) sur le budget principal,
- 195 267 243 € HT (dont 33 689 850 € déjà réalisés au 31/12/2020 soit un reste à financer de 161 577 393 €) sur le budget annexe assainissement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver la création, la révision et la clôture des autorisations de programme mentionnées ci-dessus ;
- de retenir comme échéancier des crédits de paiement les tableaux joints en annexe ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 9 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 08/04/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 8 avril 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210329-157256-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 08/04/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Annexe APCP BP 2021

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Séance ordinaire du lundi 29 mars 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Patricia MIRALLES, Céline PINTARD, Bernard TRAVIER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Clothilde OLLIER

Ressources - Budget primitif 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole - Budget principal - Adoption

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Lors de la séance du Conseil de Métropole du 1^{er} février 2021, s'est tenu le débat d'orientation budgétaire, conformément aux dispositions combinées des articles L. 2312-1 et L. 5211-36 du Code général des collectivités territoriales et aux dispositions de la loi portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) n°2015-991 du 7 août 2015. Dès lors, Monsieur le Président soumet au Conseil le projet du Budget Primitif de Montpellier Méditerranée Métropole pour l'exercice 2021.

Ce budget se présente de la façon suivante :

- Section de fonctionnement : **612 141 030,00 euros**

- Section d'investissement : **586 021 989,00 euros**

Total **1 198 163 019,00 euros**

La répartition par chapitre de ce budget est la suivante :

FONCTIONNEMENT - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
930	Administration Générale	45 897 261,00		45 897 261,00
931	Sécurité et salubrité publiques	18 831 930,00		18 831 930,00
933	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	102 980 640,00		102 980 640,00
934	Santé et action sociale	1 180 987,00		1 180 987,00
935	Aménagement des territoires et habitat	30 317 813,00		30 317 813,00
936	Action économique	17 520 189,00		17 520 189,00
937	Environnement	118 055 945,00		118 055 945,00
938	Transports	112 650 673,00		112 650 673,00
940	Impositions directes	25 045 655,00		25 045 655,00
941	Autres impôts et taxes	150 000,00		150 000,00
943	Opérations financières	21 290 000,00		21 290 000,00
946	Transferts entre les sections		86 839 710,00	86 839 710,00
953	Virement à la section d'investissement		31 380 227,00	31 380 227,00
Total		493 921 093,00	118 219 937,00	612 141 030,00

FONCTIONNEMENT - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
930	Administration Générale	14 538 442,00		14 538 442,00
931	Sécurité et salubrité publiques	436 000,00		436 000,00
933	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	9 266 771,00		9 266 771,00
935	Aménagement des territoires et habitat	5 713 693,00		5 713 693,00
936	Action économique	4 573 313,00		4 573 313,00
937	Environnement	96 360 979,00		96 360 979,00
938	Transports	100 696 856,00		100 696 856,00
940	Impositions directes	211 794 476,00		211 794 476,00
941	Autres impôts et taxes	78 771 600,00		78 771 600,00
942	Dotations et participation	46 000 000,00		46 000 000,00
943	Opérations financières	16 500,00		16 500,00
946	Transferts entre les sections		43 972 400,00	43 972 400,00
Total		568 168 630,00	43 972 400,00	612 141 030,00

INVESTISSEMENT - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
900	Administration Générale	19 926 675,00		19 926 675,00
901	Sécurité et salubrité publiques	1 290 825,00		1 290 825,00
903	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	35 203 822,00		35 203 822,00
905	Aménagement des territoires et habitat	59 524 352,00		59 524 352,00
906	Action économique	21 902 792,00		21 902 792,00
907	Environnement	23 399 364,00		23 399 364,00
908	Transports	144 781 859,00		144 781 859,00
921	Taxes non affectées	1 500 000,00		1 500 000,00
923	Dettes et autres opérations financières	140 133 500,00		140 133 500,00
925	Opérations patrimoniales		94 386 400,00	94 386 400,00
926	Transferts entre les sections		43 972 400,00	43 972 400,00
Total		447 663 189,00	138 358 800,00	586 021 989,00

INVESTISSEMENT - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
900	Administration Générale	85 000,00		85 000,00
901	Sécurité et salubrité publiques	80 000,00		80 000,00
903	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	2 643 641,00		2 643 641,00
905	Aménagement des territoires et habitat	15 197 999,00		15 197 999,00
906	Action économique	1 915 000,00		1 915 000,00
907	Environnement	5 433 721,00		5 433 721,00
908	Transports	26 808 471,00		26 808 471,00
921	Taxes non affectées	3 000 000,00		3 000 000,00
922	Dotations et participations	30 091 800,00		30 091 800,00
923	Dettes et autres opérations financières	287 082 543,00		287 082 543,00
925	Opérations patrimoniales		94 386 400,00	94 386 400,00
926	Transferts entre sections		86 839 710,00	86 839 710,00
951	Virement de la section de fonctionnement		31 380 227,00	31 380 227,00
954	Produits des cessions d'immobilisations	1 077 477,00		1 077 477,00
Total		373 415 652,00	212 606 337,00	586 021 989,00

Conformément à l'article L.2313-1 du Code général des collectivités territoriales (CGCT), une présentation brève et synthétique retraçant les informations essentielles est présente en annexe du rapport de présentation du budget.

Par ailleurs, en matière d'amortissement, l'article D.5217-21 du CGCT prévoit que la Métropole peut procéder à la neutralisation budgétaire d'une part de la dotation aux amortissements des bâtiments publics déduction faite du montant de la reprise annuelle des subventions d'équipement reçues pour le financement de ces équipements, et d'autre part de la dotation aux amortissements des subventions d'équipement versées, par une dépense de la section d'investissement et une recette de la section de fonctionnement. Ce dispositif spécifique vise à neutraliser budgétairement la charge d'amortissement des bâtiments publics et des subventions d'équipement versées. Ainsi, afin de garantir le libre choix de son niveau d'épargne, lors du vote du budget, l'assemblée délibérante décide d'y recourir ou pas.

En matière de provisions, l'article D.5217-22 du CGCT prévoit que la Métropole peut procéder à la neutralisation budgétaire de la dotation aux provisions et dépréciations, déduction faite des reprises sur provisions et dépréciations. Ne sont pas concernées par ces dispositions les provisions et dépréciations constituées dans les cas suivants : « 1° Dès l'ouverture d'un contentieux en première instance contre la métropole ; 2° Dès l'ouverture d'une procédure collective prévue au livre VI du code de commerce ; 3° Lorsque le recouvrement des restes à recouvrer sur compte de tiers est compromis malgré les diligences faites par le comptable public. »

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver le budget primitif 2021 du budget principal par chapitre en section de fonctionnement et en section d'investissement, conformément à la nomenclature M57 ;
- de prendre acte de la présence de la présentation brève et synthétique telle que prévue à l'article L.2313-1 du Code général des collectivités territoriales en annexe du rapport de présentation du budget primitif 2021 ;
- d'autoriser le principe du recours à la neutralisation budgétaire des dotations aux amortissements des bâtiments publics, des subventions d'équipement versées ;
- d'autoriser le principe du recours à la neutralisation budgétaire des dotations aux provisions et dépréciations ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 81 voix

Contre : 9 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 08/04/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 8 avril 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210329-157116-BF-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 08/04/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Rapport BP2021 3M VF.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Séance ordinaire du lundi 29 mars 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Patricia MIRALLES, Céline PINTARD, Bernard TRAVIER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Clothilde OLLIER

Ressources - Budget primitif 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole - Budget annexe parking - Adoption

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Lors de la séance du Conseil de Métropole du 1^{er} février 2021, s'est tenu le débat d'orientation budgétaire, conformément aux dispositions combinées des articles L. 2312-1 et L. 5211-36 du Code général des collectivités territoriales et aux dispositions de la loi portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) n°2015-991 du 7 août 2015. Dès lors, Monsieur le Président soumet au Conseil le projet du budget primitif de Montpellier Méditerranée Métropole pour l'exercice 2021.

Ce budget se présente de la façon suivante :

- Section d'exploitation : **827 000,00 euros**

- Section d'investissement : **437 500,00 euros**

Total **1 264 500,00 euros**

La répartition par chapitre de ce budget est la suivante :

EXPLOITATION - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
011	Charges à caractère général	388 500,00		388 500,00
67	Charges exceptionnelles	1 000,00		1 000,00
023	Virement à la section d'investissement		427 500,00	427 500,00
042	Opérations d'ordre de transferts entre sections		10 000,00	10 000,00
Total		389 500,00	437 500,00	827 000,00

EXPLOITATION - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
70	Ventes de produits	827 000,00		827 000,00
Total		827 000,00	0,00	827 000,00

INVESTISSEMENT - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
20	Immobilisations incorporelles	5 000,00		5 000,00
21	Immobilisations corporelles	432 500,00		432 500,00
Total		437 500,00	0,00	437 500,00

INVESTISSEMENT - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
021	Virement de la section d'exploitation		427 500,00	427 500,00
042	Opérations d'ordre de transferts entre sections		10 000,00	10 000,00
Total		0,00	437 500,00	437 500,00

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver le budget primitif 2021 parking par chapitre budgétaire en section d'exploitation et en section d'investissement, conformément à la nomenclature M4 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 90 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 08/04/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 8 avril 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210329-157120-BF-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 08/04/21

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Séance ordinaire du lundi 29 mars 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Patricia MIRALLES, Céline PINTARD, Bernard TRAVIER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Clothilde OLLIER

Ressources - Budget primitif 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole - Budget annexe assainissement - Adoption

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Lors de la séance du Conseil de Métropole du 1er février 2021, s'est tenu le débat d'orientation budgétaire, conformément aux dispositions combinées des articles L. 2312-1 et L. 5211-36 du Code général des collectivités territoriales et aux dispositions de la loi portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) n°2015-991 du 7 août 2015. Dès lors, Monsieur le Président soumet au Conseil le projet du budget primitif de Montpellier Méditerranée Métropole pour l'exercice 2021.

Ce budget se présente de la façon suivante :

- Section d'exploitation : **28 583 130,00 euros**

- Section d'investissement : **24 304 393,00 euros**

Total **52 887 523,00 euros**

La répartition par chapitre de ce budget est la suivante :

EXPLOITATION - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
011	Charges à caractère général	2 997 310,00		2 997 310,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	3 292 600,00		3 292 600,00
65	Autres charges de gestion courante	505 000,00		505 000,00
66	Charges financières	2 600 000,00		2 600 000,00
67	Charges exceptionnelles	520 000,00		520 000,00
023	Virement à la section d'investissement		14 069 620,00	14 069 620,00
042	Opérations d'ordre de transferts entre sections		4 598 600,00	4 598 600,00
Total		9 914 910,00	18 668 220,00	28 583 130,00

EXPLOITATION - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
013	Atténuation de charges	115 000,00		115 000,00
70	Ventes de produits	22 977 700,00		22 977 700,00
74	Subventions d'exploitation	1 777 430,00		1 777 430,00
75	Produits divers de gestion courante	708 000,00		708 000,00
042	Opérations d'ordre de transferts entre sections		3 005 000,00	3 005 000,00
Total		25 578 130,00	3 005 000,00	28 583 130,00

INVESTISSEMENT - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
16	Emprunts et dettes assimilées	4 300 000,00		4 300 000,00
20	Immobilisations incorporelles	294 000,00		294 000,00
21	Immobilisations corporelles	206 353,00		206 353,00
23	Immobilisations en cours	16 499 040,00		16 499 040,00
040	Opérations d'ordre de transferts entre sections		3 005 000,00	3 005 000,00
Total		21 299 393,00	3 005 000,00	24 304 393,00

INVESTISSEMENT - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
13	Subventions investissement	875 600,00		875 600,00
16	Emprunts et dettes assimilées	3 468 173,00		3 468 173,00
23	Immobilisations en cours	1 292 400,00		1 292 400,00
021	Virement de la section d'exploitation		14 069 620,00	14 069 620,00
040	Opérations d'ordre de transferts entre sections		4 598 600,00	4 598 600,00
Total		5 636 173,00	18 668 220,00	24 304 393,00

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver le budget primitif 2021 du service d'assainissement par chapitre budgétaire en section d'exploitation et en section d'investissement, conformément à la nomenclature M49 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 90 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 08/04/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 8 avril 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210329-157117-BF-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 08/04/21

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Séance ordinaire du lundi 29 mars 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Patricia MIRALLES, Céline PINTARD, Bernard TRAVIER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Clothilde OLLIER

Ressources - Budget primitif 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole - Budget annexe du service public d'assainissement non collectif - Adoption

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Lors de la séance du Conseil de Métropole du 1^{er} février 2021, s'est tenu le débat d'orientation budgétaire, conformément aux dispositions combinées des articles L. 2312-1 et L. 5211-36 du Code général des collectivités territoriales et aux dispositions de la loi portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) n°2015-991 du 7 août 2015. Dès lors, Monsieur le Président soumet au Conseil le projet du budget primitif de Montpellier Méditerranée Métropole pour l'exercice 2021.

Ce budget se présente de la façon suivante :

- Section d'exploitation :	65 725,00 euros
- Section d'investissement :	1 000,00 euros
Total	66 725,00 euros

La répartition par chapitre de ce budget est la suivante :

Ce budget se présente de la façon suivante :

EXPLOITATION - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
Crédits nouveaux		64 725,00	1 000,00	65 725,00
011	Charges à caractère général	63 225,00		63 225,00
65	Autres charges de gestion courante	500,00		500,00
67	Charges exceptionnelles	1 000,00		1 000,00
042	Opérations d'ordre de transferts entre sections		1 000,00	1 000,00
Total		64 725,00	1 000,00	65 725,00

EXPLOITATION - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
70	Ventes de produits	65 725,00		65 725,00
Total		65 725,00	0,00	65 725,00

INVESTISSEMENT - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
20	Immobilisations incorporelles	1 000,00		1 000,00
Total		1 000,00	0,00	1 000,00

INVESTISSEMENT - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
040	Opérations d'ordre de transferts entre sections		1 000,00	1 000,00
Total		0,00	1 000,00	1 000,00

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver le budget primitif 2021 du service public d'assainissement non collectif par chapitre budgétaire en section d'exploitation et en section d'investissement, conformément à la nomenclature M49 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 90 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 08/04/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 8 avril 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210329-157118-BF-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 08/04/21

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Séance ordinaire du lundi 29 mars 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Patricia MIRALLES, Céline PINTARD, Bernard TRAVIER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Clothilde OLLIER

Ressources - Budget primitif 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole - Budget annexe de l'eau potable - Adoption

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Lors de la séance du Conseil de Métropole du 1er février 2021, s'est tenu le débat d'orientation budgétaire, conformément aux dispositions combinées des articles L. 2312-1 et L. 5211-36 du Code général des collectivités territoriales et aux dispositions de la loi portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe) n°2015-991 du 7 août 2015. Dès lors, Monsieur le Président soumet au Conseil le projet du budget primitif de Montpellier Méditerranée Métropole pour l'exercice 2021.

Ce budget se présente de la façon suivante :

- Section d'exploitation : **1 197 800,00 euros**

- Section d'investissement : **735 900,00 euros**

Total **1 933 700,00 euros**

La répartition par chapitre de ce budget est la suivante :

EXPLOITATION - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
011	Charges à caractère général	937 350,00		937 350,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	114 000,00		114 000,00
65	Autres charges de gestion courante	68 000,00		68 000,00
67	Charges exceptionnelles	39 000,00		39 000,00
023	Virement à la section d'investissement		12 350,00	12 350,00
042	Opérations d'ordre de transferts entre sections		27 100,00	27 100,00
Total		1 158 350,00	39 450,00	1 197 800,00

EXPLOITATION - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
013	Atténuation de charges	116 000,00		116 000,00
74	Subventions d'exploitation	71 800,00		71 800,00
75	Produits divers de gestion courante	1 010 000,00		1 010 000,00
Total		1 197 800,00	0,00	1 197 800,00

INVESTISSEMENT - DEPENSES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
20	Immobilisations incorporelles	12 500,00		12 500,00
21	Immobilisations corporelles	118 400,00		118 400,00
23	Immobilisations en cours	605 000,00		605 000,00
Total		735 900,00	0,00	735 900,00

INVESTISSEMENT - RECETTES				
Chapitres	Intitulé	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
13	Subventions investissement	88 100,00		88 100,00
16	Emprunts et dettes assimilées	608 350,00		
021	Virement de la section d'investissement		12 350,00	12 350,00
040	Opérations d'ordre de transferts entre sections		27 100,00	27 100,00
Total		696 450,00	39 450,00	735 900,00

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver le budget primitif 2021 de l'eau potable par chapitre budgétaire en section d'exploitation et en section d'investissement, conformément à la nomenclature M49 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 3 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 08/04/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 8 avril 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210329-157121-BF-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 08/04/21

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Séance ordinaire du lundi 29 mars 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Patricia MIRALLES, Céline PINTARD, Bernard TRAVIER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Clothilde OLLIER

Ressources - Taux d'imposition des taxes directes pour 2021 - Adoption

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Les recettes fiscales d'une collectivité résultent du produit entre les bases d'imposition (déterminées par les services fiscaux) et les taux (votés par l'assemblée délibérante).

Depuis la réforme de la taxe professionnelle, la Métropole se prononce sur l'adoption du taux des 4 taxes directes locales : taxe d'habitation, taxe sur le foncier bâti, taxe sur le foncier non bâti, et cotisation foncière des entreprises.

L'année 2021 marque la première année d'application de la réforme de la fiscalité locale engagée par l'article 16 de la loi de finances pour 2020, actant la suppression de la taxe d'habitation pour les résidences principales.

Ainsi, la taxe d'habitation au titre des résidences principales n'est plus perçue par la Métropole : seule la taxe d'habitation des résidences secondaires subsiste mais son taux d'imposition est figé jusqu'en 2022 inclus, et ne peut donc être modifié.

Le produit perdu est compensé par le reversement d'une part de la TVA nationale. Ce mécanisme garantit une stricte neutralité pour les EPCI sur la base du produit perçu en 2020, mais sans revalorisation pour l'année 2021, et sans pouvoir de modulation pour l'avenir.

Ainsi, en 2021, seuls les taux d'imposition de taxe foncière bâtie, de taxe foncière non bâtie et de cotisation foncière des entreprises peuvent être votés par le Conseil de Métropole.

Il est proposé de maintenir les taux à leur niveau de 2020.

Taxes	Taux d'imposition 2021	% d'évolution des taux en 2021
Cotisation Foncière des Entreprises	36,58 %	0 %
Taxe sur le Foncier Bâti	0,167 %	0 %
Taxe sur le Foncier Non Bâti	5,69 %	0 %
Taxe d'Habitation	12,08 %	(taux gelé au taux 2019) ^ε

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- de fixer pour l'année 2021 le taux de Cotisation Foncière des Entreprises à 36,58 %, le taux de la Taxe sur le Foncier Bâti à 0,167 % et le taux de la Taxe sur le Foncier Non Bâti à 5,69 % ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 91 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 08/04/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 8 avril 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210329-157495-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 08/04/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Etats 1259 -3M- 3 exemplaires signés Président.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Séance ordinaire du lundi 29 mars 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Patricia MIRALLES, Céline PINTARD, Bernard TRAVIER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Clothilde OLLIER

Ressources - Taux d'imposition de la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères (TEOM) pour 2021 - Adoption

Monsieur François VASQUEZ, Vice-Président, rapporte :

La fermeture fin 2019 de l'installation de stockage de déchets de Castries a modifié de façon significative l'économie de la filière de traitement des déchets de la Métropole, générant dès 2020 une augmentation des dépenses de plus de 10 M€. Une réflexion sur l'évolution à terme de la filière a été engagée, prenant notamment en compte les prochaines échéances des plus importants contrats :

- le renouvellement des marchés de collecte au 1^{er} janvier 2023 ;
- le renouvellement de la convention de délégation de service public pour l'exploitation de l'unité de méthanisation Ametyst au 1^{er} janvier 2025.

Complémentairement, les évolutions réglementaires de ces dernières années et plus récemment l'adoption de la Loi contre le gaspillage et pour l'économie circulaire conduisent Montpellier Méditerranée Métropole à devoir définir une nouvelle stratégie en matière de prévention et gestion des déchets. Ce début de mandat a permis d'élaborer un programme basé sur des objectifs d'évolution de la stratégie en matière de prévention et gestion des déchets, notamment au travers d'un objectif « zéro déchet ». Concrètement l'ambition est de réduire le tonnage de déchets ménagers entrants sur l'unité Ametyst.

L'atteinte de cet objectif passera nécessairement par :

- la prévention pour éviter la production de déchets ;
- le tri à la source des biodéchets (fraction organique des déchets ménagers et petits déchets verts).

Pour rendre ces leviers d'action opérants, il est prévu la mise en œuvre de la tarification incitative d'ici la mi-mandat. Cette stratégie doit permettre à moyen terme de maîtriser financièrement l'évolution du coût de la compétence déchets en diminuant drastiquement les coûts de transport des déchets et les coûts de traitement qui sont aujourd'hui très inflationnistes du fait de la progression de la Taxe Générale sur les Activités Polluantes (TGAP) dans les prochaines années.

Préalablement à l'atteinte de ces objectifs, il convient d'envisager le retour à l'équilibre du service de gestion des déchets en utilisant la principale ressource affectée que constitue la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères (TEOM).

Les bases nettes de TEOM notifiées par la DDFIP s'élèvent en 2021 à 687 043 933 €. Le produit attendu à taux constant s'élève à 77 292 442 €. Il est proposé de fixer le taux à 12,35 % (soit une évolution de 1,1 point) afin de générer 7,5 M€ de produit supplémentaire, couvrant ainsi partiellement le déficit de l'activité.

Le produit d'imposition prévisionnel de TEOM pour 2021 s'établit comme suit :

Taxe	Bases d'imposition 2021	Taux d'imposition 2021	Produit d'imposition 2021
TEOM	687 043 933 €	12,35 %	84 849 926 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- de fixer pour 2021 le taux de Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères à 12,35 % ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 62 voix

Contre : 10 voix

Abstentions : 19 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 08/04/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 8 avril 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210329-157496-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 08/04/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Etats 1259 TEOM-3M- 3 exemplaires signés Président.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Séance ordinaire du lundi 29 mars 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOLU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Patricia MIRALLES, Céline PINTARD, Bernard TRAVIER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Clothilde OLLIER

Ressources - Taxe pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations (GEMAPI) - Fixation du produit 2021 - Adoption

Madame Véronique NEGRET, Vice-Présidente, rapporte :

Conformément à la loi MAPTAM du 27 janvier 2014 et à la loi NOTRe du 7 août 2015, Montpellier Méditerranée Métropole exerce la compétence GEMAPI (Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations) depuis le 1^{er} janvier 2018.

Cette compétence est venue compléter et renforcer ce périmètre d'actions de la Métropole, d'un point de vue géographique et thématique.

La gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations recouvrent des missions variées tels que l'aménagement de bassin hydrographique (études globales de connaissance du fonctionnement d'un bassin – préservation des espaces de bon fonctionnement des cours d'eau...), l'entretien des cours d'eau (en cas de défaillance des propriétaires riverains), la défense contre les eaux et submersion marine (construire, entretenir et surveiller des ouvrages hydrauliques constitués en système d'endiguement), la restauration des écosystèmes et zones humides (restauration de la continuité écologique, gestion des zones humides, restauration hydro-morphologique des cours d'eau).

Après 3 années d'exercice de la compétence, le renforcement des missions concernant le volet GEMA « gestion des milieux aquatiques » s'avère nécessaire pour améliorer la résilience de ces milieux face aux effets du changement climatique, en cohérence avec les politiques nationales ou locales, mais aussi du fait que la restauration de ces milieux constitue un volant majeur des mesures compensatoires « GEMAPI » désormais requises pour les projets d'aménagements ou d'infrastructures sur le territoire. Ces milieux sont majeurs de par leur rôle d'écrêteur de crues mais aussi pour leur fonction épuratoire, leurs multiples fonctionnalités écologiques et la préservation d'une biodiversité particulièrement remarquable.

Ces missions ont été peu déclinées jusqu'à présent le temps de lancer les études stratégiques de connaissance, de restauration et de gestion des milieux aquatiques. Une étude est en cours sur le périmètre élargi des zones humides, des lagunes palavasiennes et du littoral et plusieurs restent à lancer à l'échelle du bassin versant de l'étang de l'Or. Sur le bassin versant du Lez, la mise en œuvre du plan de gestion réalisée en 2019 se concrétise par la restauration des prairies alluviales de la Mosson sur la commune de Lavérune.

L'augmentation du produit de la taxe permettra de couvrir les frais liés au renforcement des missions concernant le volet GEMA « gestion des milieux aquatiques », comme les travaux de restauration des prairies alluviales de la Mosson qui démarrent en 2021, et les frais études préalables aux investissements lourds qui ont démarrés en 2020 pour la protection contre les inondations.

Par délibération n°14855 du 27 septembre 2017, le Conseil de Métropole a institué la taxe sur la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations.

Son produit est défini annuellement. Il est exclusivement affecté au financement des charges de fonctionnement et d'investissement de la compétence, y compris celles constituées par le coût de renouvellement des installations ainsi que par le remboursement des annuités des emprunts, résultant de l'exercice de la compétence.

Le produit est fixé à 3 M€ depuis l'institution de la taxe en 2018. Compte tenu des évolutions réglementaires et de l'évolution de la programmation pluriannuelle des investissements afférente, il est nécessaire de faire évoluer ce produit. Il est proposé de le porter à 5 M€.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- de fixer le produit de la taxe pour la gestion des milieux aquatiques et la prévention des inondations à 5 M€ pour l'exercice 2021 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 80 voix

Contre : 1 voix

Abstentions : 10 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 13/04/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 13 avril 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210329-157497-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 13/04/21

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Séance ordinaire du lundi 29 mars 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Patricia MIRALLES, Céline PINTARD, Charles SULTAN, Bernard TRAVIER.

Absent(es) / Excusé(es) :
Clothilde OLLIER

Ressources - Taxe de Séjour - Prise en compte du nouveau tarif plafond légal - Approbation

Monsieur Cyril MEUNIER, Vice-Président, rapporte :

Afin de contribuer au financement des infrastructures et équipements touristiques du territoire, Montpellier Méditerranée Métropole a institué par délibération n°14854 du 27 septembre 2017, une taxe de séjour intercommunale à compter du 1^{er} janvier 2018 pour toutes les structures d'hébergement. Elle s'applique sur l'ensemble des communes du territoire à l'exception de la commune de Lattes, qui a souhaité en conserver la gestion.

Les tarifs applicables actuellement ont été fixés par la délibération n°M2018-481 du 28 septembre 2018.

Cette délibération fixe le taux applicable pour les hébergements non classés ou en attente de classement à 3 %.

L'article L. 2333-30 du Code général des collectivités territoriales prévoyait par ailleurs un plafond au tarif ainsi calculé : le « tarif le plus élevé adopté par l'entité ou, s'il est inférieur à ce dernier, [le] tarif plafond légal applicable à la catégorie des hôtels de tourisme 4 étoiles. »

Le tarif le plus élevé adopté par la collectivité est de 4,00 € pour les palaces, supérieur au tarif plafond légal de la catégorie des hôtels 4 étoiles à 2,30 €, c'était donc ce dernier tarif qui s'appliquait depuis 2019.

La Loi n°2020-1721 de finances pour 2021 modifie cet article, en retenant pour nouveau plafond le « tarif le plus élevé adopté par la collectivité ».

Par conséquent, à compter de 2021, le plafond appliqué aux nuitées effectuées dans les hébergements non classés ou en attente de classement est de 4,00 € (4,40 €, avec la part départementale) contre 2,30 € depuis 2019 (2,53 €, avec la part départementale).

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- de prendre en compte le nouveau tarif plafond légal applicable aux hébergements non classés ou en attente de classement ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 90 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 15/04/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 15 avril 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210329-156980-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 15/04/21

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Séance ordinaire du lundi 29 mars 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Taslime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Geniès BALAZUN, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Eliane LLORET, Jacques MARTINIER, Patricia MIRALLES, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Ressources - Tarifs du musée Fabre et du musée Henri Prades - Modification de la délibération M2020-483 du 17 décembre 2020 - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

La délibération n°M2020-483 du 17 décembre 2020 a fixé la tarification des lieux de culture et notamment des musées de Montpellier Méditerranée Métropole applicable pour l'année 2021.

La Métropole souhaite aujourd'hui revoir les grilles tarifaires du musée Fabre et du musée Henri Prades afin de les rendre plus lisibles, de les mettre en adéquation avec la qualité des collections et expositions proposées et de poursuivre l'harmonisation commencée sur la tarification des lieux d'arts de la Métropole.

Les modifications tarifaires ci-dessous ont pour objectif de permettre à la Métropole de favoriser la fréquentation envers le jeune public en proposant notamment :

- la gratuité pour les entrées individuelles et le tarif réduit pour les visites guidées pour tous les moins de 18 ans,
- la gratuité pour les entrées individuelles et le tarif réduit pour les visites guidées pour tous les moins de 26 ans munis du Pass Métropole ou le tarif réduit pour tous les moins de 26 ans hors Métropole.

En outre, la Métropole souhaite continuer de permettre l'accès à la culture pour l'ensemble des résidents du territoire métropolitain. Ainsi tous les porteurs du Pass Métropole bénéficieront du maintien des tarifs actuels. Les revalorisations proposées ne s'appliqueront qu'aux usagers hors Métropole.

Les articles ci-dessous viennent remplacer les points 3 et 4 de la thématique « culture » de la délibération n°M2020-483 du 17 décembre 2020.

I. LE MUSEE FABRE

▪ Entrées individuelles (1)

	Collections permanentes dont Hôtel Sabatier d'Espeyran *	Expositions temporaires + Accès Collections permanentes dont Hôtel Sabatier d'Espeyran**
Tarif réduit / Pass Métropole	6,00 €	9,00 €
Plein tarif	9,00 €	12,00 €
Audioguide	3,00 €	3,00 €

* durée de validité du ticket : 1 an, permettant un accès illimité dans la journée d'utilisation du ticket

** durée de validité du ticket : toute la durée de l'exposition temporaire, permettant un accès illimité dans la journée d'utilisation du ticket

▪ Visites guidées individuelles (1)

	Collections permanentes OU Hôtel Sabatier d'Espeyran	Expositions temporaires + Accès Collections permanentes dont Hôtel Sabatier d'Espeyran
Tarif réduit / Pass Métropole	7,00 €	10,50 €
Plein tarif	11,00 €	15,00 €
Visite en famille *	7,00 €	7,00 €

* Visites guidées spécifiques conçues pour les enfants accompagnés de leurs parents (tarif applicable aux parents et aux enfants)

▪ **Visites guidées de groupes (de 8 à 25 personnes) (1)**

	Collections permanentes OU Hôtel Sabatier d'Espeyran	Expositions temporaires + Accès Collections permanentes dont Hôtel Sabatier d'Espeyran
Tarif réduit*	75,00 €	75,00 €
Plein tarif	200,00 €	230,00 €

*pour les établissements de l'enseignement supérieur

▪ **Guides externes**

	Tarif
Droit de parole pour toute intervention dans les collections et expositions du musée	25,00 €

ABONNEMENT ANNUEL MUSEE FABRE + MUSEE HENRI PRADES SITE ARCHEOLOGIQUE LATTARA

▪ **Carte individuelle nominative***

	Tarifs
Tarif réduit / Pass Métropole	20,00 €
Plein tarif	30,00 €

*donnant droit : aux visites libres gratuites pour les collections permanentes et expositions temporaires, au tarif réduit pour les visites guidées pour les collections permanentes et expositions temporaires, une visite privilège gratuite le premier jeudi de chaque mois de 12h30 à 13h30, l'invité du porteur de la carte bénéficie de l'entrée libre gratuite le dimanche de 10h à 18h pour la collection permanente et du tarif réduit pour l'entrée individuelle pour l'exposition temporaire

▪ **Carte établissement***

	Tarif
Etablissements scolaires et centres aérés, crèches collectives, associatives, parentales et réseau des assistantes maternelles	Carte gratuite, sur demande de l'établissement

*donnant accès pour chaque classe de l'établissement : aux collections permanentes, l'Hôtel Sabatier d'Espeyran, aux expositions temporaires, à 2 visites guidées pour les collections permanentes ou l'Hôtel Sabatier d'Espeyran, à 1 visite guidée par exposition « Au fil des collections » et « Exposition temporaire », ainsi qu'à deux visites guidées gratuites pour l'enseignant ou encadrant sur présentation du contrat en amont de chaque visite.

▪ **Evénements spéciaux**

Spectacles : concerts, théâtre, auditorium, danse, ... Evènements : escape game, ... (tarif par personne) *	15,00 €
---	---------

*selon l'événement, le billet pourra inclure l'accès à la collection permanente ou à l'exposition temporaire.
Pour les visites guidées à double voix (poésie, danse, musique, théâtre...), le tarif « visites guidées individuelles » s'applique.

ATELIER DE CREATION ARTISTIQUE

(Tarif par séance d'une demi-journée, à multiplier par le nombre de séances au programme)

ADULTE	Pass Métropole	7,00 €
	Plein tarif	8,00 €
ENFANT	Pass Métropole	5,00 €
	Plein tarif	6,00 €

1 : DETAILS ET CONDITIONS SPECIFIQUES

Avec :

Collections permanentes = CP

Sabatier d'Espeyran = SE

Exposition temporaire = ET

	Entrée individuelle				Visite guidée CP/SE/ET			
	Gratuit		Tarif réduit		Gratuit		Tarif réduit	
	CP dont SE	ET + CP dont SE	CP dont SE	ET + CP dont SE	individuelle	groupe	individuelle	groupe
Le 1er dimanche du mois	X							
Journées européennes du patrimoine, Nuit des musées, weekend de la fête de la science	X							
Personnes de moins de 18 ans sur présentation d'un justificatif	X	X					X	
Personnes de moins de 26 ans titulaires du Pass Métropole sur présentation d'un justificatif	X	X					X	
Personnes de moins de 26 ans hors Métropole			X	X			X	
Etudiants de la Métropole, élèves de formations hébergées dans les lycées et centres de formations de la Métropole de -26 ans sur présentation d'un justificatif	X	X					X	X
Etudiants, élèves de formations hébergées dans les lycées et centres de formations de -26 ans hors Métropole sur présentation d'un justificatif			X	X			X	X
Volontaires du service civique sur présentation de la carte Service Civique en cours de validité	X	X					X	
Demandeurs d'emploi sur présentation d'un justificatif de moins de 3 mois	X	X					X	
Bénéficiaires de minimas sociaux* sur présentation d'un justificatif de moins de 3 mois	X	X					X	
Détenteurs de la carte d'invalidité civile, de la carte de priorité pour personnes handicapées	X	X					X	
1 accompagnant de la personne en situation de handicap, si l'accompagnement est mentionné sur la carte en cours de validité;	X	X					X	
Membres ICOM, ICOMOS, FRAME sur présentation de la carte en cours de validité	X	X			X			
Personnel de la Direction Régionale des Affaires Culturelle Occitanie sur présentation du bulletin de salaire			X	X				
Membres de la Maison des Artistes sur présentation de la carte d'adhérent en cours de validité	X	X					X	
Membres de Groupement des Amis de Musées sur présentation de la carte d'adhérent en cours de validité			X	X				
Journalistes titulaires de la carte presse	X	X						
Conservateurs territoriaux et d'état sur présentation du bulletin de salaire	X	X						
L'Invité du porteur de la carte d'abonné, tous les dimanches, le dimanche entre 10h et 18 h.	X			X				
Famille nombreuse: sur présentation d'un relevé CAF ou de la carte SNCF			X	X				
Achat simultané de 10 entrées ou plus			X	X				

* **Minimas sociaux** : Revenu de Solidarité Active (RSA), Allocation d'insertion (AI), Allocation de Solidarité Spécifique (ASS), Allocation Parent Isolé (API), Allocation aux Adultes handicapés (AAH), Allocation Supplémentaire d'Invalidité (ASI), allocation de solidarité aux personnes âgées (ASPA).

II. LE MUSEE HENRI PRADES – SITE ARCHEOLOGIQUE LATTARA

▪ Entrées individuelles (1)

	Collections permanentes *	Expositions temporaires + Accès Collections permanentes**
Tarif réduit / Pass Métropole	2,50 €	3,00 €
Plein tarif	4,00 €	5,00 €
Audioguide	1,00 €	1,00 €

* durée de validité du ticket : 1 an, permettant un accès illimité dans la journée d'utilisation du ticket

** durée de validité du ticket pendant toute la durée de l'exposition temporaire, permettant un accès illimité dans la journée d'utilisation du ticket, ne donne pas accès au site archéologique (accessible uniquement en visite guidée)

▪ **Visites guidées individuelles (1)**

	Collections permanentes ET/OU site archéologique	Expositions temporaires + Accès Collections permanentes
Tarif réduit / Pass Métropole	4,50 €	5,50 €
Plein tarif	6,00 €	7,00 €

▪ **Visites guidées de groupes (à partir de 8 personnes) (1)**

	Collections permanentes ET/OU site archéologique	Expositions temporaires + Accès Collections permanentes
Tarif par personne	5,00 €	6,00 €

**ABONNEMENT ANNUEL MUSEE FABRE + MUSEE HENRI PRADES SITE ARCHEOLOGIQUE
LATTARA**

▪ **Carte individuelle nominative***

Tarif réduit / Pass Métropole	20,00 €
Plein tarif	30,00 €

*donnant droit : aux visites libres gratuites pour les collections permanentes et expositions temporaires, au tarif réduit pour les visites guidées pour les collections permanentes et expositions temporaires

ACTIVITES PEDAGOGIQUES ET ANIMATIONS

ACTIVITES PEDAGOGIQUES POUR ETABLISSEMENTS SCOLAIRES ET SOCIO-EDUCATIFS* OU ACTIVITES PEDAGOGIQUES POUR PUBLIC INDIVIDUEL (prix par enfant participant)		
Ateliers	Etablissements de la métropole / Pass Métropole	2,30 €
	Plein tarif	3,00 €

*Les établissements scolaires et socio-éducatifs bénéficient des prestations « visite libre » et « visite guidée et animation historique » gratuites. Dans le cadre de la préparation de ces visites l'enseignant ou encadrant peut bénéficier de l'entrée gratuite.

ACTIVITES PEDAGOGIQUES POUR PUBLIC INDIVIDUEL (prix par enfant participant)		
Anniversaire au musée	Pass Métropole	5,00 €
	Plein tarif	6,00 €
ANIMATION (prix par enfant participant et par semaine)		
Atelier + répétition générale + spectacle	Plein tarif	50,00 €

1 : DETAILS ET CONDITIONS SPECIFIQUES

Avec :

Collections permanentes = CP

Exposition temporaire = ET

	Entrée individuelle				Visite guidée			
	Gratuit		Tarif réduit		Gratuit		Tarif réduit	
	CP	ET + CP	CP	ET + CP	individuelle	groupe	individuelle	groupe
Le 1er dimanche du mois	X	X						
Journées européennes du patrimoine, Nuit des musées, Journées nationales de l'archéologie, Journées nationales de l'architecture	X	X						
Personnes de moins de 18 ans sur présentation d'un justificatif	X	X					X	
Personnes de moins de 26 ans titulaires du Pass Métropole sur présentation d'un justificatif	X	X					X	
Personnes de moins de 26 ans hors Métropole			X	X			X	
Etudiants de la Métropole, élèves de formations hébergées dans les lycées et centres de formations de la Métropole de -26 ans sur présentation d'un justificatif	X	X					X	X
Etudiants, élèves de formations hébergées dans les lycées et centres de formations de -26 ans hors 3M sur présentation d'un justificatif			X	X			X	X
Volontaires du service civique sur présentation de la carte Service Civique en cours de validité	X	X					X	
Demandeurs d'emploi sur présentation d'un justificatif de moins de 3 mois	X	X					X	
Bénéficiaires de minimas sociaux* sur présentation d'un justificatif de moins de 3 mois	X	X					X	
Détenteurs de la carte d'invalidité civile, de la carte de priorité pour personnes handicapées	X	X					X	
1 accompagnant de la personne en situation de handicap, si l'accompagnement est mentionné sur la carte en cours de validité;	X	X					X	
Membres ICOM ou ICOMOS sur présentation de la carte en cours de validité	X	X			X			
Membres de la Maison des Artistes sur présentation de la carte d'adhérent en cours de validité	X	X					X	
Membres de Groupement des Amis de Musées sur présentation de la carte d'adhérent en cours de validité			X	X				
Journalistes titulaires de la carte presse	X	X						
L'Invité du porteur de la carte d'abonné, tous les dimanches, le dimanche entre 10h et 18 h.	X			X				
Détenteurs de la carte "famille nombreuse" sur présentation d'un justificatif			X	X				
Abonnement annuel carte individuelle nominative	X	X					X	
Achat simultané de 10 entrées ou plus			X	X				

* **Minimas sociaux** : Revenu de Solidarité Active (RSA), Allocation d'insertion (AI), Allocation de Solidarité Spécifique (ASS), Allocation Parent Isolé (API), Allocation aux Adultes handicapés (AAH), Allocation Supplémentaire d'Invalidité (ASI), allocation de solidarité aux personnes âgées (ASPA).

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver les modifications tarifaires telles que décrites ci-dessus ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 15/04/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 15 avril 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210329-155567-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 15/04/21

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Séance ordinaire du lundi 29 mars 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Geniès BALAZUN, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Eliane LLORET, Jacques MARTINIER, Patricia MIRALLES, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Ressources - Épidémie de Covid-19 - Exonérations tarifaires de Montpellier Méditerranée Métropole afin de limiter les conséquences de la crise sanitaire - Approbation

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Au regard de la continuité de la crise sanitaire et de la mise en place d'un second confinement au quatrième trimestre 2020, Montpellier Méditerranée Métropole a souhaité poursuivre son soutien auprès des usagers. A ces fins, Montpellier Méditerranée Métropole a dû adapter temporairement ses tarifs tels qu'ils ont été fixés dans le cadre des délibérations M2019-777 en date du 18 décembre 2019 et M2020-483 en date du 17 décembre 2020.

Ainsi sont exonérés :

- *Le Conservatoire à Rayonnement Régional (CRR)*

Le CRR est contraint d'adapter ses cours aux modifications successives et futures du décret relatif à l'accueil des publics en période de crise sanitaire.

Afin de procéder à une facturation au plus juste des élèves qui peuvent être accueillis, le CRR propose la mise en place d'une facturation au prorata des cours suivis. Pour se faire, plusieurs catégories de facturation sont identifiées à ce jour :

- Élèves ayant eu cours toute l'année
- Élèves ayant eu cours hors confinement de novembre
- Élèves ayant eu cours jusqu'au confinement de novembre
- Élèves ayant eu cours jusqu'au 17 février 2021

Ces dernières pouvant encore évoluer en fonction des actualisations du décret.

- *Ecolothèque*

Dans l'exercice de ses missions d'éveil, de sensibilisation des enfants aux sciences de la vie et aux enjeux environnementaux par une approche ludique et scientifique, l'Ecolothèque conventionne annuellement avec des établissements sur la base d'un projet éducatif ou thérapeutique. Quarante-sept établissements médico sociaux et crèches de la Métropole ont conventionné pour bénéficier d'un programme de visites pédagogiques tout au long de l'année mais le domaine ne leur est ouvert dans des conditions restreintes que depuis mi-janvier 2021.

La Métropole propose ainsi d'exonérer d'un tiers l'abonnement (soit 59 €) pour chaque établissement en faisant la demande et ayant conventionné avec cette dernière pour la saison 2020/2021.

- *Réseau des médiathèques*

Le réseau des médiathèques applique une amende de 0,05 € (par document et par jour de dépassement). La crise sanitaire a engendré des périodes d'alternance d'ouverture et de fermeture ou bien de restriction d'horaire des médiathèques qui n'ont pas permis aux usagers d'effectuer le retour de leurs documents dans de bonnes conditions.

Le réseau des médiathèques a ainsi suspendu sur cette période la facturation des amendes pour dépassement aux usagers. La ré-application de ce tarif sera effective à compter du caractère exécutoire de la présente délibération.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver les exonérations tarifaires susmentionnées ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Stéphanie JANNIN.

Fait à Montpellier, le 15/04/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 15 avril 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210329-155526-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 15/04/21

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Séance ordinaire du lundi 29 mars 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Taslime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Geniès BALAZUN, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Eliane LLORET, Jacques MARTINIER, Patricia MIRALLES, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Ressources - Plan d'actions égalité professionnelle femmes-hommes - Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation

Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président, rapporte :

L'égalité entre les femmes et les hommes constitue depuis 1946 un principe constitutionnel, rappelé pour ce qui concerne la fonction publique par la loi du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires. L'égalité de droits et de statuts entre femmes et hommes est garantie par la loi, toutefois l'égalité réelle reste en cours de construction. De nombreuses inégalités persistent, tant dans les carrières, le déroulement des parcours professionnels qu'en matière de rémunération.

Afin de passer d'une égalité statutaire à une égalité réelle, les employeurs publics doivent mettre en œuvre toutes les mesures de nature à garantir l'égalité salariale et l'égalité des droits dans le déroulement de la carrière des agents publics, quel que soit leur statut – titulaires ou non titulaires.

Les enjeux en faveur de l'égalité professionnelle sont multiples :

- respecter les obligations légales et réglementaires ;
- promouvoir le bien-être au travail pour tous les agentes et les agents ;
- jouer un rôle d'exemplarité sur l'ensemble de la société par un effet de levier ;
- mettre en cohérence son action interne avec la vocation d'intérêt général dévolue aux politiques publiques ;
- moderniser la gestion des ressources humaines et donner une image positive de la Collectivité.

Le cadre légal est venu légitimer et sécuriser l'action des collectivités territoriales en matière d'égalité femmes-hommes. Au-delà de la politique volontariste engagée par les collectivités, plusieurs lois et décrets sont venus encadrer la démarche.

Récemment, la loi de transformation de la fonction publique du 6 août 2019 est venue renforcer le principe de l'égalité en obligeant les collectivités à mettre en place des mesures visant à réduire les inégalités entre les agents dans quatre domaines définis :

1. Évaluer, prévenir et le cas échéant traiter les écarts de rémunération entre les femmes et les hommes ;
2. Garantir l'égal accès des femmes et des hommes aux corps, cadres d'emplois, grades et emplois de la fonction publique ;
3. Favoriser l'articulation entre activité professionnelle et vie personnelle et familiale ;
4. Prévenir et traiter les discriminations, les actes de violence, de harcèlement moral ou sexuel ainsi que les agissements sexistes.

Au-delà des obligations réglementaires, l'engagement de Montpellier Méditerranée Métropole en faveur de l'égalité professionnelle réside dans une volonté :

- D'agir sur les inégalités constatées dans plusieurs domaines en lien avec la politique des Ressources Humaines :
 - en améliorant la perception des agents et en instaurant un sentiment d'équité ;
 - en pensant des leviers de compensation dans le cadre de projets structurants visant à réduire les écarts.
- D'instaurer et faire vivre une culture de l'égalité professionnelle porteuse de valeurs nobles et citoyennes :
 - en dépassant les représentations sur les métiers les plus genrés ;
 - en adoptant une communication non stéréotypée ;
 - en sensibilisant à la question de l'égalité professionnelle et aux discriminations.
- D'améliorer la qualité de vie au travail et l'équilibre entre vie professionnelle et personnelle par une meilleure prise en compte des contraintes personnelles :
 - en reposant l'organisation et le fonctionnement ;
 - en proposant des services facilitateurs aux agents.

La Métropole s'engage à faire vivre, partager et promouvoir l'égalité professionnelle femmes-hommes, en permettant aux agentes et aux agents de bénéficier d'une meilleure connaissance de la situation de la Collectivité en matière d'égalité professionnelle femmes-hommes, d'être davantage sensibilisés sur ce sujet et de pouvoir contribuer à l'engagement de la Métropole par les actions menées sur son territoire.

L'élaboration du plan d'actions en faveur de l'égalité professionnelle est le résultat d'une démarche de co-construction et de concertation avec l'ensemble des parties prenantes au projet : les agents, les managers, les organisations syndicales et les élus.

Ce premier plan d'actions présenté en Comité Technique, dans sa séance du 18 mars 2021, constitue un premier support pour amorcer une véritable politique en faveur de l'égalité et poursuivre la réflexion engagée, sur la base des actions proposées.

Il s'articule autour de 11 résultats attendus à l'horizon 2024 et 20 actions déjà déterminées. Pour chaque action, sont précisés les axes réglementaires, les résultats attendus sur les bénéficiaires et le calendrier prévisionnel de réalisation. L'ensemble des actions définies dans le cadre du plan d'actions seront réunies au sein d'un catalogue qui détaillera de façon opérationnelle leur contenu et leurs conditions de mise en œuvre.

Il a vocation à être enrichi dans sa déclinaison opérationnelle grâce aux travaux qui seront menés, notamment par l'observatoire qui sera mis en place en interne de la Collectivité.

Il fera l'objet d'un bilan annuel et sera annexé au rapport annuel 2021 sur la situation en matière d'égalité entre les femmes et les hommes au sein de Montpellier Méditerranée Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- de prendre acte du plan d'actions en faveur de l'égalité professionnelle femmes-hommes 2021-2023 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 15/04/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 15 avril 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210329-157766-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 15/04/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Rapport de présentation égalité professionnelle
- Rapport de situation comparée au 31/12/2019

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Séance ordinaire du lundi 29 mars 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Taslime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Geniès BALAZUN, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Eliane LLORET, Jacques MARTINIER, Patricia MIRALLES, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Clothilde OLLIER, René REVOL

Ressources - Création d'un service commun de Direction des Relations Institutionnelles et de l'Évènementiel - Avenant à la convention de service commun - Autorisation de signature

Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président, rapporte :

Les lois n°2010-1563 du 16 décembre 2010, n°2012-281 du 29 février 2012, n°2014-58 du 27 janvier 2014 ainsi que la loi NOTRe n°2015-991 du 7 août 2015 ont défini un cadre juridique pour la mise en œuvre de services communs entre un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et une ou plusieurs de ses communes membres, en dehors des compétences transférées.

Le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 a créé la métropole dénommée « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. A la suite de cette création la Métropole et la Ville ont décidé de s'engager dans une démarche de convergence de leurs administrations, reposant sur la mutualisation progressive de leurs services, dans un esprit de coopération renforcée.

Concernant le protocole et l'évènementiel, la Ville et la Métropole ont déjà approuvé la création du service commun portant sur le seul poste de directeur respectivement par leur délibération n°2015/130 du 29 avril 2015 pour la Ville et n° 12951 du 28 avril 2015 pour la Métropole.

Dans un second temps, la Ville et la Métropole ont élargi ce service commun au poste de directeur adjoint respectivement par leur délibération n°2015/236 du 18 juin 2015 pour la Ville et n° 13090 du 29 juin 2015 pour la Métropole, puis au poste de cuisinier et chef cuisinier respectivement par leurs délibérations n°2015/582 du 17 décembre 2015 pour la Ville et n° 13516 du 16 décembre 2015 pour la Métropole.

Au regard des impératifs de fonctionnement de cette direction, la Ville et la Métropole ont décidé de supprimer les postes de directeur et directeur adjoint et de créer le poste de responsable de service Protocole et Accueil de la Ville et de Montpellier Méditerranée Métropole, respectivement par délibération n°V2018-234 du 26 juin 2018 et n°M2018-241 du 31 mai 2018.

Cependant, dans l'idée de poursuivre un objectif de rationalisation des moyens au service du rayonnement des deux collectivités et de leur territoire, il est proposé de créer un service commun de direction des relations institutionnelles et de l'évènementiel, regroupant les fonctions des relations institutionnelles et des représentations protocolaires, locales, nationales et internationales, ainsi que de l'activité événementielle des deux collectivités.

Ces fonctions sont aujourd'hui réparties entre plusieurs services et directions de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole : les services du Protocole Ville et Métropole, un service mutualisé Protocole Accueil, la Direction des Relations Internationales de la Ville de Montpellier ainsi que le Cabinet du Maire et du Président.

La mutualisation de ces fonctions et leur rassemblement au sein d'une même direction permettra de garantir la qualité de l'image institutionnelle et de l'accueil de délégations et d'évènements des deux collectivités sur leur territoire, mais également de s'assurer du rayonnement et de l'animation des relations institutionnelles nationales et internationales

Le service commun de Direction des Relations Institutionnelles et de l'Évènementiel à ce jour regroupe les trois postes préalablement mutualisés au sein du service commun Protocole et Accueil à savoir les postes de :

- cuisinier et chef cuisinier ;
- responsable du service protocole et accueil : ce poste étant vacant il est proposé de le transformer en poste de Directeur des relations institutionnelles et de l'évènementiel.

A ces trois postes, il convient de rattacher le poste de responsable administratif et financier, déjà mutualisé au sein de la Directions des Relations Internationales, et un poste d'assistant de direction, issu du service protocole Métropole.

En conséquence, dans un premier temps le service commun de Direction des Relations Institutionnelles et de l'Évènementiel est composé de 5 agents. A cette direction seront rattachés l'ensemble des unités composant les différents services du protocole, la partie Ville de la Direction des Relations Internationales et le service commun des chauffeurs. La création de cette direction va permettre notamment de préfigurer la mutualisation de l'ensemble des moyens dans un souci de rationalisation et d'harmonisation.

La création de ce service commun a fait l'objet d'un avis des Comités techniques en date du 18 mars 2021 pour la Métropole et du 1^{er} avril 2021 pour la Ville.

En conséquence, il proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver la création du service commun de Direction des Relations Institutionnelles et de l'Événementiel par la modification du service commun Protocole et accueil ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 11 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 15/04/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 15 avril 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210329-157287-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 15/04/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- convention de service commun DSVE.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Séance ordinaire du lundi 29 mars 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Geniès BALAZUN, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Eliane LLORET, Jacques MARTINIER, Patricia MIRALLES, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Clothilde OLLIER, René REVOL

Ressources - Logement de fonction - Modification de la liste des bénéficiaires - Approbation

Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président, rapporte :

La délibération n°13171 du 22 juillet 2015 établit la liste et les modalités d'attribution de concessions de logement au sein de Montpellier Méditerranée Métropole, conformément aux dispositions du décret n°2012-752 du 9 mai 2012 portant réforme du régime des concessions de logement.

Ainsi, en application de l'article 21 de la loi n°90-1067 du 28 novembre 1990, l'assemblée délibérante fixe notamment la liste des emplois pour lesquels un logement de fonction peut être attribué gratuitement ou moyennant une redevance.

Par ailleurs, le site HELIOS sis 4 chemins à Fabrègues nécessitant une présence en continu sur le site, il est proposé d'actualiser la liste des emplois bénéficiant d'un logement pour nécessité absolue de service en créant l'emploi de gardien du domaine précité.

Dès lors, après avis du Comité Technique, la liste des emplois bénéficiant d'un logement pour nécessité absolue de service, notamment pour des raisons de sûreté, sécurité ou responsabilité, est établie comme suit :

- le concierge du domaine Bonnier de la Mosson ;
- le concierge du Palais des Sports René Bougnol ;
- le concierge de la Médiathèque Jean-Jacques Rousseau ;
- le concierge du Conservatoire à Rayonnement Régional affecté au bâtiment de Candolle ;
- le concierge de l'Ecolothèque de Saint Jean de Védas ;
- le concierge du Musée archéologique de Lattes ;
- le gardien de l'aire d'accueil des gens du voyage de Bionne ;
- le gardien du site HELIOS ;
- les emplois fonctionnels de Directeur Général des services, Directeur Général Adjoint des services.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- de fixer la liste des emplois pouvant bénéficier d'un logement de fonction pour nécessité absolue de service telle que précisée ci-dessus ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 89 voix

Contre : 1 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 15/04/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 15 avril 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210329-156471-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 15/04/21

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Séance ordinaire du lundi 29 mars 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Geniès BALAZUN, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Eliane LLORET, Jacques MARTINIER, Patricia MIRALLES, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Clothilde OLLIER, René REVOL

Ressources - Modification du tableau des Emplois et des Effectifs - Approbation

Monsieur Joël RAYMOND, Vice-Président, rapporte :

Dans le cadre de l'exercice des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole, il convient de modifier le tableau des emplois et des effectifs de la manière suivante :

I- Créations de postes :

Suite au recensement et à la validation des besoins de création de poste, il est nécessaire de créer au tableau des emplois et des effectifs les postes permanents mentionnés dans les annexes 1, 2, 3 et 4 ci-jointes.

Il convient de préciser que pour les emplois permanents créés dans la présente délibération, il pourra être fait appel à un agent non titulaire, en application des dispositions de l'article 3-3 2° de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé. Il sera fait application des mêmes conditions et niveaux requis que celles énumérés dans le paragraphe V « Confirmations de postes » de la présente délibération.

1. Créations de postes qui relèvent de projets engagés et liés à la nouvelle mandature

Il est nécessaire de créer au tableau des emplois et des effectifs, 5 postes permanents qui correspondent aux projets politiques engagés par la nouvelle mandature.

Ces postes sont mentionnés dans l'**annexe 1** ci-jointe.

2. Créations de postes financés ou qui génèrent des recettes

Il est nécessaire de créer au tableau des emplois et des effectifs, 10 postes permanents, qui soit génèrent des recettes, soit permettent d'éviter des coûts supplémentaires soit sont sans surcoût pour la Collectivité.

Ces postes sont mentionnés dans l'**annexe 2** ci-jointe.

3. Créations de postes liées à l'ouverture d'un établissement

Il est nécessaire de créer au tableau des emplois et des effectifs, 3 postes permanents qui sont liés à l'ouverture d'un nouvel équipement métropolitain.

Ces postes sont mentionnés dans l'**annexe 3** ci-jointe.

4. Créations de postes permettant de doter ponctuellement les Directions de moyens supplémentaires

Il est nécessaire de créer au tableau des emplois et des effectifs, 6 postes permanents afin de compléter les équipes de façon ponctuelle.

Ces postes sont mentionnés dans l'**annexe 4** ci-jointe.

II- Réajustements de postes pour mise en conformité grade/emploi :

Les emplois permanents pour lesquels il est nécessaire d'ajuster le ou les cadres d'emplois d'accès aux postes, après avis du Comité Technique du 18 mars 2021, sont mentionnés dans l'**annexe 5** ci-jointe.

Il convient de préciser que pour les emplois permanents réajustés dans la présente délibération, il pourra être fait appel à un agent non titulaire, en application des dispositions de l'article 3-3 2° de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé. Il sera fait application des mêmes conditions et niveaux requis que celles énumérés dans le paragraphe V « Confirmations de postes » de la présente délibération.

III- Transformations de postes :

Les emplois permanents qui connaissent une évolution substantielle nécessitant une suppression / création, après avis du Comité Technique du 18 mars 2021, sont mentionnées dans l'**annexe 6** ci-jointe.

Il convient de préciser que pour les emplois permanents transformés dans la présente délibération, il pourra être fait appel à un agent non titulaire, en application des dispositions de l'article 3-3 2° de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, à défaut de pouvoir recruter un agent titulaire correspondant au besoin exprimé. Il sera fait application des mêmes conditions et niveaux requis que ceux énumérés dans le paragraphe V « Confirmations de postes » de la présente délibération.

IV- Suppressions de postes :

Les emplois permanents supprimés, après avis du Comité Technique du 18 mars 2021, sont mentionnés dans l'**annexe 7** ci-jointe.

V- Confirmations de postes :

Conformément à l'article 3-3-2° de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, modifiée par l'article 21 de la loi n°2019-828 du 6 août 2019, un emploi permanent du niveau de la catégorie A, B ou C peut être occupé par un agent contractuel lorsque la nature des fonctions ou les besoins des services le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté.

Ainsi, en raison des tâches à effectuer, il est proposé l'établissement de contrats à durée déterminée d'une durée de trois ans maximum, renouvelable par reconduction expresse, la durée des contrats successifs ne pouvant excéder un total de six années. Les spécificités de ces emplois permanents nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une expérience professionnelle réussie et significative de plusieurs années dans le domaine concerné. Leur niveau de rémunération sera calculé sur la base des décrets portant échelonnement indiciaire des cadres d'emplois concernés, à laquelle s'ajoutent les suppléments et indemnités prévus par délibération.

Il convient d'autoriser le recrutement d'agents contractuels sur les emplois permanents mentionnés dans l'**annexe 8** ci-jointe.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- de modifier le tableau des emplois et des effectifs de Montpellier Méditerranée Métropole en tenant compte des créations, mises en conformité, transformations, suppressions et confirmations de postes citées en annexes ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 79 voix

Contre : 9 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 15/04/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 15 avril 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210329-156590-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 15/04/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Annexe 1 Conseil 210329.pdf
- Annexe 2 Conseil 210329 V5.pdf
- Annexe 3 Créations 3
- Annexe 4 Créations 4
- Annexe 5 MEC
- Annexe 6 Transformations
- Annexe 7 Suppressions
- Annexe 8 Confirmations

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Séance ordinaire du lundi 29 mars 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Geniès BALAZUN, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Zohra DIRHOSSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Eliane LLORET, Jacques MARTINIER, Patricia MIRALLES, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL

Ressources - Convention relative à la mise en œuvre de la médiation dans le ressort du Tribunal administratif de Montpellier - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Jean-François AUDRIN, Vice-Président, rapporte :

Le Code de justice administrative (articles L. 213-1 et suivants et R. 213 et suivants) permet à des parties ayant à connaître d'un différend de recourir à la médiation, soit en dehors de toute procédure juridictionnelle, soit postérieurement à la saisine d'une juridiction administrative.

Le processus de médiation peut être déclenché soit à l'initiative des parties, soit à l'initiative du président de la formation de jugement après avoir recueilli l'accord des parties. La médiation est exercée dans les délais de recours contentieux et de prescription applicables au litige pour pouvoir valablement interrompre le premier et suspendre le second. Le président de juridiction recueille l'avis des parties sur le choix du médiateur ; celui peut être une personne physique ou morale, étant entendu que tout médiateur devra se conformer à la charte éthique du médiateur. Les frais de médiation sont à la charge des parties.

C'est dans ce contexte que la Cour administrative d'appel de Marseille et le Tribunal administratif de Montpellier, dans un souhait de diffusion de la culture de la médiation en remplacement de l'action du juge, ont sollicité Montpellier Méditerranée Métropole, en proposant de signer une convention dont le but est de fixer un cadre de référence pour les parties qui s'engagent dans une médiation conventionnelle libre ou mettant en œuvre une clause contractuelle. Les frais de la médiation sont à la charge des parties. Celles-ci déterminent librement entre elles leur répartition.

La convention à intervenir entre Montpellier Méditerranée Métropole, la Cour administrative d'appel de Marseille et le Tribunal Administratif de Montpellier est passée pour une durée de 3 ans, faisant suite à une première qui a été conclue au printemps 2018 pour 3 ans également.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'accepter les termes de la convention relative à la mise en œuvre de la médiation dans le ressort du Tribunal administratif de Montpellier ;
- de dire que les frais relatifs à la médiation sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 89 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 15/04/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 15 avril 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210329-155983-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 15/04/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Séance ordinaire du lundi 29 mars 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Geniès BALAZUN, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Eliane LLORET, Jacques MARTINIER, Patricia MIRALLES, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Ressources - Projet de création de l'association "Source de la Commande Publique Ouverte pour les Entreprises (SCOPE) Occitanie" - Adhésion - Désignation - Attribution de subvention - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Jean-François AUDRIN, Vice-Président, rapporte :

Dans le cadre des Programmes d'Investissement d'Avenir (PIA), la Préfecture de Région Occitanie a répondu à l'appel à projets « *Développement de l'open data dans les territoires* » en présentant un projet de création d'une Source de la Commande Publique Ouverte pour les Entreprises (SCOPE).

L'idée du projet « SCOPE Occitanie » est de développer un « hub de la commande publique » : cet espace proposera en un point unique, dématérialisé, la diffusion et l'échange d'informations relatives aux marchés publics des acheteurs publics en région Occitanie (Etat, collectivités territoriales, opérateurs, fonction hospitalière...). Ce projet a été retenu et bénéficie d'un financement de la part de la Caisse des Dépôts et Consignations à hauteur de 130 000 €.

La Préfecture de Région a souhaité s'inscrire dans une démarche partenariale sur ce projet en sollicitant les collectivités de la Région, dont Montpellier Méditerranée Métropole, pour concevoir et réaliser cette plateforme. A ce titre, une convention de partenariat a été conclue début 2019 prévoyant la collaboration à ce projet de la Préfecture de Région, la Région Occitanie, le Conseil Départemental de la Haute-Garonne, Toulouse Métropole, la CCI Occitanie, le Sicoval et la Métropole de Montpellier. Le travail a été continu depuis.

Une première version de la plateforme a été inaugurée avec succès le 21 janvier dernier (www.scope-occitanie.fr).

Elle permet aux entreprises d'accéder en un seul point, public et gratuit, à l'ensemble des avis de publicités publiés par les entités publiques de la Région. Elle permet également à ces entités de publier leur programmation d'achat afin de permettre aux entreprises d'anticiper sur les appels d'offres à venir.

La convention de partenariat prévoyait la réunion d'un Comité stratégique composé d'un représentant de chaque membre, chargé de connaître les avancées du projet et de prendre les décisions concernant les étapes stratégiques de celui-ci. A ce titre, le Préfet de Région, par courrier en date du 22 janvier 2020 a sollicité l'ensemble des membres pour une réunion de ce Comité Stratégique le 27 février 2020.

A l'occasion de cette réunion, a été actée la pérennisation du projet via la création d'une association gestionnaire à laquelle chaque collectivité viendrait adhérer et qu'elle pourrait subventionner. Les statuts ont été finalisés et les membres fondateurs du projet ont commencé, chacun, à délibérer pour les approuver et adhérer à l'association. Par ailleurs, de nombreux autres donneurs d'ordre publics se sont d'ores et déjà manifestés pour s'associer à la démarche.

Le projet de SCOPE est un réel atout en termes de visibilité pour l'accès des PME à la commande publique.

A ce jour, Montpellier Méditerranée Métropole est le seul membre « fondateur » n'étant pas situé en Midi Pyrénées.

Il est aujourd'hui important de consolider la participation de la Métropole à ce projet d'intérêt public en participant à la création et à la gestion de l'association chargée de développer cet outil.

Il est proposé d'attribuer à la nouvelle association une subvention annuelle d'un montant de 20 000 €.

En application des statuts de l'association, il est également proposé de désigner deux personnes (un élu et un technicien de la commande publique) pour représenter la Métropole au sein du Conseil de surveillance et du Conseil d'administration de l'association.

Monsieur le Président propose les candidatures de Monsieur Jean-François AUDRIN et Monsieur le Directeur des Affaires juridiques et de la commande publique.

Il est proposé au Conseil de décider à l'unanimité de procéder à cette désignation par un vote électronique, et ce en application de l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver les projets de statuts de l'association Source de la Commande Publique Ouverte aux Entreprises (SCOPE) Occitanie ;
- d'approuver l'adhésion de Montpellier Méditerranée Métropole à cette association ;
- d'approuver le versement à l'association d'une subvention de 20 000 € au titre de l'année 2021 ;
- de décider à l'unanimité de procéder à la désignation de deux personnes pour représenter Montpellier Méditerranée Métropole au sein du Conseil de surveillance et du Conseil d'administration de l'association ;
- de procéder à ces désignations par un vote électronique en application de l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales ;
- d'approuver les désignations de Monsieur Jean-François AUDRIN et de Monsieur le Directeur des affaires juridiques et de la commande publique, pour représenter Montpellier Méditerranée Métropole au sein du Conseil de surveillance et du Conseil d'administration de l'association et les autoriser à exercer toutes les fonctions dans ce cadre ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 15/04/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 15 avril 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210329-157341-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 15/04/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- SCOPE Association Projets de statuts.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Ressources

Séance ordinaire du lundi 29 mars 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES .

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Geniès BALAZUN, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Eliane LLORET, Jacques MARTINIER, Patricia MIRALLES, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Ressources - Cimetière intercommunal - Convention de gestion entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation - Autorisation de signature

Madame Régine ILLAIRE, Conseillère métropolitaine, rapporte :

Par délibération du 30 septembre 2015, le Conseil de Métropole a défini et adopté l'intérêt métropolitain en matière de création, gestion, extension et translation des cimetières et sites cinéraires remplissant les deux critères cumulatifs suivants :

- Le projet répond aux besoins de plusieurs communes du territoire métropolitain ;
- Le projet offre l'ensemble des espaces et services répondant aux besoins de la population métropolitaine.

Lors de sa séance du 27 novembre 2017, le Conseil de Métropole a décidé du programme de création d'un cimetière métropolitain dans le prolongement du cimetière communal Saint Etienne sur le site de Grammont à Montpellier, ainsi que le lancement de l'opération. Conformément à ces délibérations, le chantier de réalisation de cet équipement métropolitain a été lancé, et les travaux sont actuellement en cours. La première phase de la première tranche de travaux devrait être terminée dans le courant du printemps 2021 pour mise en service immédiate.

La Ville de Montpellier a développé depuis de nombreuses années un service en charge de la gestion des cimetières municipaux, le service administration des cimetières.

Ce service a démontré son efficacité opérationnelle. Par ailleurs, aucun service métropolitain ne dispose de compétence en matière de gestion des cimetières.

Aussi, il est proposé que la Ville de Montpellier et la Métropole concluent une convention de gestion au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole concernant la gestion du cimetière métropolitain situé à Grammont – Montpellier par un service municipal, préexistant, en application de l'article L. 5215-27 du Code général des collectivités territoriales.

La consultation des Comités Techniques Ville de Montpellier et Métropole est programmée.

En outre, il convient de définir les tarifs qui seront applicables dès la mise en service du cimetière afin que Montpellier Méditerranée Métropole puisse proposer à l'achat les concessions suivantes :

ACHAT de concessions	Superficie	Durée	Tarifs TTC
Concession en caveau bâti 2 places	terrain de 2m ²	30 ans	2 998,40 €
Concession en pleine terre avec entourage bâti	terrain de 2m ²	30 ans	1 080,00 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver la convention de gestion par la Ville de Montpellier au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole relative au cimetière métropolitain de Grammont à Montpellier ;
- d'approuver les tarifs proposés ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention de gestion ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 15/04/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 15 avril 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210329-154588-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 15/04/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- ConventionGestion_Cimetiere_v1611048148114.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

SOLIDARITES



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Solidarités

Séance ordinaire du lundi 29 mars 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Eliane LLORET, Jacques MARTINIER, Patricia MIRALLES, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Charles SULTAN.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Solidarités - Conventions de cofinancement de l'ingénierie de projet par la Caisse des dépôts et consignations (CDC) - Banque des Territoires pour l'OPAH "Copropriétés dégradées" Mosson (2019-2024) et le Plan de Sauvegarde de la copropriété "Les Cévennes" - Approbation - Autorisation de signature

Madame Claudine VASSAS MEJRI, Vice-Présidente, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole met en œuvre, avec le soutien de l'Agence nationale de l'habitat (ANAH) dont elle est délégataire, une politique d'intervention visant à enrayer la dégradation de l'habitat privé sur le territoire de la Métropole et à accompagner les porteurs de projets de rénovation du bâti.

Cette action s'exprime en particulier à travers deux dispositifs mis en place dans le cadre du Plan Initiative Copropriétés (PIC) initié par le Gouvernement à l'automne 2018 :

- l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) – Copropriété Dégradée sur les 15 copropriétés verticales de la Mosson (2019- 2024) ;
- le Plan de sauvegarde sur les 918 lots de la copropriété des Cévennes (2019-2026).

Ces deux opérations sont menées en très étroite articulation avec le projet de renouvellement urbain engagé avec l'ANRU sur les deux sites. Le suivi-animation des deux dispositifs incitatifs à destination des copropriétés a été confié à la SA3M.

En ce qui la concerne, la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC) assure des missions d'intérêt général en appui des politiques nationales et locales, notamment au travers de sa direction Banque des Territoires. La CDC est notamment partie prenante et financeur du PIC ; elle s'engage dans ce cadre auprès de Montpellier Méditerranée Métropole au travers du cofinancement des missions de suivi-animation de l'OPAH Copropriétés dégradées « Mosson » et du Plan de sauvegarde de la copropriété « Les Cévennes ».

Il est ainsi proposé deux conventions précisant les modalités de la participation financière de la CDC-Banque des Territoires au suivi-animation de l'OPAH « Mosson » et du Plan de sauvegarde des Cévennes.

La CDC-Banque des Territoires propose d'intervenir financièrement, en complément de l'aide déjà prévue de l'ANAH, à hauteur de :

- 277 500 € pour l'OPAH « Copropriétés dégradées » - Quartier Mosson, soit 22,2 % du coût total de l'ingénierie pour 5 ans à la charge de la Métropole, maître d'ouvrage,
- 264 464 € pour le Plan de sauvegarde de la copropriété « Les Cévennes », soit 25 % du coût total de l'ingénierie pour 5 ans à la charge de la Métropole, maître d'ouvrage.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver les termes des conventions à intervenir entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Caisse des Dépôts et Consignations-Banque des Territoires ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 74 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 14 voix

M. William ARS, M. Christian ASSAF, M. Boris BELLANGER, M. Christophe BOURDIN, M. Renaud CALVAT, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Clara GIMENEZ, M. Frédéric LAFFORGUE, M. Guy LAURET, M. Cyril MEUNIER, Mme Céline PINTARD, Mme Anne RIMBERT, M. François RIO, M. Jean-Luc SAVY.

Fait à Montpellier, le 15/04/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 15 avril 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210329-152122-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 15/04/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention 3M CDC OPAH
- Convention 3M CDC PDS

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Solidarités

Séance ordinaire du lundi 29 mars 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Eliane LLORET, Jacques MARTINIER, Patricia MIRALLES, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Charles SULTAN.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSI, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Solidarités - Délégation de compétence d'attribution des aides à la pierre - Avenants 2021 aux conventions signées avec l'État et l'Agence Nationale de l'Habitat - Autorisation de signature

Madame Claudine VASSAS MEJRI, Vice-Présidente, rapporte :

En application de la loi n°2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, Montpellier Méditerranée Métropole s'est vue déléguer par l'État pour une durée de 6 ans (2016-2021), la compétence pour l'attribution des aides publiques à la construction des logements sociaux et à la rénovation des logements privés.

A ce titre, Montpellier Méditerranée Métropole a signé, le 30 mai 2016, une convention de délégation de compétence avec l'État, complétée par une seconde convention avec l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) pour la gestion des aides à l'habitat privé. Ces conventions prévoient qu'un avenant précise chaque année la dotation de crédits effectivement allouée à Montpellier Méditerranée Métropole, au regard des objectifs de réalisation prévus.

Les aides à la réalisation de logements sociaux

L'avenant n°10 à la convention principale de délégation de compétence signée avec l'État, fixe pour 2021 une prévision de 1 731 logements locatifs sociaux à financer au regard des projets recensés par la Métropole auprès des opérateurs, dont la répartition par catégories de financement est la suivante :

Types de financement	Rappel objectifs révisés 2020	Réalisé 2020	Objectifs PLH 2019-2024 adopté le 18/11/19	Objectifs 2021 délégation
PLAI familiaux	312	262	environ 465	510
PLAI spécifiques	487	487	environ 180	70
PLUS	591	494	environ 855	889
PLS familiaux	85	94	environ 150	52
PLS spécifiques	273	279	environ 225	210
TOTAL	1 748	1 616	entre 1 790 et 1 960	1 731

Il est à noter que 140 logements locatifs sociaux seront par ailleurs financés au premier semestre 2021 par l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU), en reconstitution de l'offre à démolir à la Mosson les prochaines années, ce qui porterait l'objectif de logements sociaux à financer globalement à hauteur de 1 870, conforme à l'objectif du PLH exprimé en fourchette, qui intègre les besoins de renouvellement du parc de logements obsolètes.

Les prévisions de logements PLUS/PLAI à financer par la Métropole s'élèvent à 1 469, dont 580 PLAI se décomposant en 510 logements familiaux et 70 logements d'insertion réalisés en structures collectives de type résidences sociales. L'État délègue par ailleurs à Montpellier Méditerranée Métropole un contingent de 52 agréments PLS « ordinaires », ainsi que de 210 PLS « spécifiques » permettant de financer la création de deux résidences pour personnes âgées et pour un public jeune.

Pour atteindre ces objectifs, le montant global des crédits mobilisables par Montpellier Méditerranée Métropole s'élève à 5 050 600 €, dont 612 000 € de « bonus » destinés à la production de logements sociaux dans les communes soumises à l'article 55 de la loi SRU et de logements d'insertion en structures collectives pour des personnes défavorisées. Les enveloppes d'aide de l'État ont été établies sur la base d'un taux de 35 % de logements financés en PLAI familiaux par opération (parmi les PLUS/PLAI), conformément aux orientations du plan « Logement d'abord » de la Métropole. Du fait d'une très importante programmation 2020 en PLAI spécifiques, la dotation 2021 de l'État pour le parc public est en baisse de 27 %, mais le montant moyen de subvention délégué est lui en hausse. Aussi, il est proposé de porter le forfait de base pour le PLAI à 8 600 € sur toutes les communes de la Métropole (contre 8 000 € en 2020) et de maintenir celui du PLUS à 0 €. Montpellier Méditerranée Métropole s'engage, quant à elle, à mobiliser pour 2021, sur ses fonds propres, un budget global de 2,5 M€ afin de participer à la mise en œuvre de ces objectifs.

Les aides à la rénovation de l'habitat privé

L'avenant n°7 à la convention de gestion des aides à l'habitat privé à intervenir avec l'ANAH fixe pour 2021 un objectif de 235 logements à réhabiliter, dont 22 locatifs à loyer maîtrisé, 213 occupés par des propriétaires aux ressources modestes et neuf copropriétés en difficulté à rénover représentant 629 lots d'habitation. Il prévoit par ailleurs un objectif de 20 logements à loyer maîtrisé, loués dans le cadre du dispositif d'intermédiation locative, avec ou sans la réalisation de travaux.

S'agissant des propriétaires occupants modestes, les priorités de l'ANAH se traduisent par les objectifs qualitatifs suivants :

- lutte contre l'habitat indigne et très dégradé : 11 logements ;
- lutte contre la précarité énergétique : 120 logements ciblés par le programme national « Habiter Mieux » (amélioration d'au moins 35 % de la performance énergétique du logement) ;
- adaptation du logement à la perte d'autonomie liée au handicap ou au vieillissement : 82 logements.

Le montant des droits à engagement mis à la disposition de Montpellier Méditerranée Métropole par l'ANAH, pour la rénovation de l'habitat privé, est fixé à 6 314 152 €. Celui-ci est constitué d'une réserve de 3 090 962 € dédiée aux copropriétés en difficulté dont les fonds seront débloqués au fur et à mesure du dépôt des demandes de subventions auprès des services de la Métropole. La dotation 2021 de l'ANAH est en hausse de 61 % par rapport à l'enveloppe consommée en 2020 du fait d'une programmation importante sur le volet copropriétés.

Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à mobiliser en 2021, en complément sur ses fonds propres, un budget global de 1,1 M € afin de faciliter la réalisation de ces objectifs. L'avenant à la convention de gestion des aides de l'ANAH précise, en outre, les règles locales de recevabilité et d'octroi des aides de l'Agence applicables pour l'année 2021.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver le projet d'avenant n°10 à la convention principale de délégation d'attribution des aides à la pierre à intervenir entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Etat ;
- d'approuver le projet d'avenant n°7 à la convention de gestion des aides à l'habitat privé à intervenir entre Montpellier Méditerranée Métropole et l'Agence Nationale de l'Habitat ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer ces avenants, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 15/04/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 15 avril 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210329-156642-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 15/04/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet avenant 7 ANAH 2021.pdf

- Avenant DG_2021.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Solidarités

Séance ordinaire du lundi 29 mars 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Eliane LLORET, Jacques MARTINIER, Patricia MIRALLES, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Charles SULTAN.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Solidarités - Plan Logement d'abord - Convention d'objectifs 2021-2022 entre l'État et Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation - Autorisation de signature

Madame Claudine VASSAS MEJRI, Vice-Présidente, rapporte :

Le plan gouvernemental Logement d'abord a pour ambition de réduire significativement le sans-abrisme d'ici à la fin du quinquennat 2018-2022. Montpellier Méditerranée Métropole a été retenue en mars 2018 comme territoire de mise en œuvre accélérée de ce plan suite à l'appel à manifestation d'intérêt lancé par le ministère de la Cohésion des territoires.

Dans ce cadre, une convention pluriannuelle d'objectifs 2018-2019 a été conclue entre l'Etat et Montpellier Méditerranée Métropole, déterminant pour 2 ans des priorités de travail et les moyens financiers alloués pour parvenir à la réalisation des actions conjointement décidées. Deux avenants financiers ont par la suite été signés en 2019 et 2020.

Le plan Logement d'abord s'appuie sur le principe d'un financement partenarial avec engagements conjoints de l'Etat et de la collectivité porteuse localement.

Une nouvelle convention d'objectifs 2021-2022 à intervenir entre l'Etat et Montpellier Méditerranée Métropole a été établie. Elle vise à définir les modalités de mise en œuvre et de financement du développement du plan pour les années 2021 et 2022.

Un programme d'actions concerté pour 2021 et 2022 a été défini entre les services de l'Etat et les services de la Métropole. Au titre de l'année 2021, l'Etat propose d'allouer à la Métropole une enveloppe de 426 000 €. En complément des crédits délégués par l'Etat, Montpellier Méditerranée Métropole prévoit d'engager ses fonds propres à hauteur de 351 500 €, dont 250 000 € au titre du Fonds de Solidarité pour le Logement pour les actions qui relèvent de son financement.

OPERATEURS / Associations	ACTIONS	2021	
		ETAT CREDITS SUPPORTS LDA	CREDITS 3M
CNRS – UNIV P.Valéry – Labo Art-Dev	Etude un jour donné	25 000 €	15 000
GESTARE	Action de prévention pour le maintien dans le logement	140 000 €	
ADAGES/MAISON DU LOGEMENT	Plateforme d'Accès aux droits liés à l'habitat ADLH	25 000 €	25 000 €
ADAGES/REGAIN	Poste Infirmier de la Plateforme	50 000	
ADAGES/MAISON DU LOGEMENT	Poste de personne ressource pour faciliter la mobilisation de logements abordables dans le parc privé	20 000	

URIOPSS	formation au Logement d'abord	20 000 €	16 500 €
MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE	Poste de cheffe de projet Logement d'abord	25 000	25 000 €
CARRUD "REDUIRE LES RISQUES"	Action d'insertion professionnelle pour les jeunes de moins de 25 ans en situation de rue	25 000 €	20 000 €
S.I.A.O.	Poste de médecin coordinateur à mi-temps	50 000 €	
Opérateur à définir	Observatoire du sans-abrisme	30 000€	
Opérateur à définir	Fonds d'équipement des logements / dispositif Bail d'abord	16 000 €	
Total		426 000 €	101 500 €

Parmi ces actions, deux nécessitent une mise en œuvre rapide (l'observatoire des publics et l'étude un jour donné réalisée par le CNRS et l'université Paul Valéry ; la prévention des expulsions réalisées par GEST-A-RE) pour lesquelles sont proposés des conventions de mise en œuvre des actions.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver les termes de la convention pluriannuelle d'objectifs 2021-2022 conclue entre l'Etat et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'approuver les termes des conventions de mise en œuvre ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 75 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 13 voix

Mme Tasnime AKBARALY, M. Christian ASSAF, Mme Florence BRAU, M. Renaud CALVAT, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Clara GIMENEZ, Mme Stéphanie JANNIN, M. Max LEVITA, Mme Véronique NEGRET, M. Bruno PATERNOT, Mme Catherine RIBOT, Mme Célia SERRANO.

Fait à Montpellier, le 15/04/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 15 avril 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210329-156483-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 15/04/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet de convention Etat Métropole Plan Logement D'abord
- Projet de convention avec l'opérateur Gesta-r-e
- Projet de convention UPV Art Dev

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Solidarités

Séance ordinaire du lundi 29 mars 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Taslime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Eliane LLORET, Jacques MARTINIER, Patricia MIRALLES, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Charles SULTAN.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Solidarités - Convention d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi entre l'État, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Rapport d'exécution 2020 - Approbation

Madame Clara GIMENEZ, Vice-Présidente, rapporte :

Loin de se réduire à une logique de soutien aux revenus, notamment par le moyen des prestations sociales, la lutte contre la pauvreté vise à « *garantir sur l'ensemble du territoire l'accès effectif de tous aux droits fondamentaux dans les domaines de l'emploi, du logement, de la protection de la santé, de la justice, de l'éducation, de la formation et de la culture, de la protection de la famille et de l'enfance.* »

Pour atteindre ces objectifs, la mobilisation de l'Etat aux côtés des acteurs de terrain est indispensable, car ils disposent de la connaissance des réalités locales, auxquelles les mesures et ambitions nationales doivent être ajustées. Au premier rang de ces acteurs figurent les collectivités territoriales, auxquelles leur compétence en matière d'aide sociale confère une légitimité et une expertise particulières. L'ensemble des politiques publiques portées par les collectivités territoriales, l'État et leurs partenaires doivent ainsi s'articuler pleinement et concourir efficacement à la lutte contre la pauvreté et l'exclusion : hébergement d'urgence, emploi, formation, éducation, accès aux soins. Elles visent ainsi à redonner des opportunités à l'ensemble des personnes en situation d'exclusion sociale, au-delà de la seule insertion sociale et professionnelle des bénéficiaires du revenu de solidarité active.

Le pilotage local est la garantie de la mise en œuvre d'actions répondant aux besoins repérés sur les territoires. C'est donc dans le cadre de la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté qu'une convention d'appui entre l'Etat, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier a été signée le 31 octobre 2020 pour une durée de 3 ans (2020-2021-2022). Cette convention définit des priorités conjointes, déclinées sous la forme d'engagements réciproques et d'actions assorties d'objectifs mesurables et d'indicateurs de résultats. Ces engagements réciproques permettent de renforcer les coopérations entre les acteurs et d'instaurer une meilleure articulation entre leurs interventions, en cohérence avec leurs champs de compétences respectifs.

Au titre de l'année 2020, l'Etat a apporté son soutien financier à la Métropole, la Ville et le CCAS à hauteur de 500 000 € pour la réalisation de ces actions dont le cout global estimé s'élève à 1 M€.

Toutes les actions prévues à la convention ont été réalisées ou ont connu un démarrage. Ce sont les suivantes :

Pour un meilleur accès à l'hygiène pour les personnes en grande précarité :

- création d'un lieu multi partenarial pour les familles à la rue : opération démarrée avec l'association ALPJ qui a été retenue (le lieu d'installation est en cours de repérage) ;
- soutien renforcé des associations qui gèrent les accueils de jours et centres d'accueil et d'accompagnement à la réduction des risques pour usagers de drogues pour l'amélioration de l'accès à l'hygiène : distribution de kits d'hygiène dans tous les lieux possédant un accès douches, augmentation du nombre de maraudes du bus « la bulle – douche nomade » ainsi que l'amélioration à l'accès des douches existantes en particulier pour les femmes (Secours Catholique, Croix Rouge, Bulle Douche Nomade, Issue Pause).

Pour répondre à la demande croissante d'aide alimentaire :

- consolidation du nouveau marché solidaire piloté par la SPF34 et hausse de ses approvisionnements locaux (MIN) ;
- étude et coordination de l'aide alimentaire avec le CIRAD et Sup agro ;
- expérimentations pour développer les approvisionnements durables de l'aide alimentaire via la FAS et le Secours catholique.

Pour contribuer à l'insertion professionnelle et mobilisation des entreprises :

- expérimentation de parcours innovants dans l'emploi pour les personnes en précarités par le soutien des actions du CEIS / CCAS, de l'APSH 34 (avec APS 34 et Cap'A Cité) ;
- développement des dispositifs d'insertion par l'activité économique avec la création de 3 nouveaux chantiers d'insertion : « La Fabric' à vélo » porté par « Recycl & Vous, le chantier d'insertion d'aide-soignante porté par l'IMEIF, le chantier d'insertion « Les Jardins de Cocagnes Mirabeau » ;
- mobilisation des entreprises avec l'action de Coraline (Diversifiez vos talents).

Pour lutter contre la fracture numérique :

- structuration du Point Conseil Numérique porté par le CCAS.

Pour la prise en compte des besoins essentiels des personnes vivant en bidonvilles et squats :

- une coopération entre acteurs institutionnels, associatifs et le Collectif Luttopia visant à mobiliser l'ensemble des leviers disponibles pour accompagner et trouver des solutions de logement (ou d'hébergement) pour les personnes vivant dans le squat des anciennes archives d'une part. Et d'autre part, soutenir collectivement un projet d'habitat intercalaire porté par l'association Luttopia ;
- sécurisation de l'accès à l'eau sur l'ensemble des bidonvilles de la Métropole ;
- étude sanitation sur le site de Zénith 2 ;
- sécurisation de site Bonnier de la Mosson ;
- inscription aux activités périscolaires ou Centres de loisirs pour les enfants des bidonvilles.

Pour faciliter l'accès aux soins et à la prévention des habitants les plus éloignés des dispositifs :

- étude pour la mise en place d'une mutuelle communale.

Le rapport d'exécution 2020, établi par la Métropole en lien avec la Ville et le CCAS, rend compte de l'exécution des crédits versés en 2020 au titre de ladite convention d'appui. Il rappelle ainsi, action par action, le projet et les engagements. Il rend compte de son exécution en présentant les résultats obtenus et les écarts éventuellement observés, ainsi que les perspectives futures de mise en œuvre des actions, du fait de la signature tardive de la convention dont le contenu et la mise en place des moyens pour la réalisation des actions ont été conclus en moins de 2 mois. Certaines actions verront ainsi leur pleine réalisation au 1^{er} semestre 2021. Enfin, ce document contient un bilan financier global synthétisant l'ensemble des actions conduites par la Métropole, la Ville et ses partenaires sur le territoire, par rapport au cadre financier initial.

Le vote de ce rapport d'exécution qui est soumis à approbation du Conseil, conditionne la délégation des crédits qui seront alloués par l'Etat en 2021, à l'occasion de la prise d'un avenant à la convention initiale. Cet avenant fera également l'objet d'une délibération qui sera présentée lors d'un prochain Conseil de Métropole et municipal.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver le rapport d'exécution 2020 de la convention d'appui à la lutte contre la pauvreté et d'accès à l'emploi entre l'Etat, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 9 voix

Mme Tasnime AKBARALY, Mme Florence BRAU, Mme Véronique BRUNET, M. Sébastien COTE, Mme Hind EMAD, Mme Marie MASSART, M. Manu REYNAUD, M. Charles SULTAN, Mme Isabelle TOUZARD.

Fait à Montpellier, le 15/04/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 15 avril 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210329-157229-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 15/04/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Rapport d'exécution 2020 (annexe délib).pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Solidarités

Séance ordinaire du lundi 29 mars 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Taslime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSSE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René RÉVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Eliane LLORET, Jacques MARTINIER, Patricia MIRALLES, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Solidarités - Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) - Participation volontaire de la Régie des Eaux de Montpellier Méditerranée Métropole - Convention 2021 - Autorisation de signature

Madame Clara GIMENEZ, Vice-Présidente, rapporte :

Le Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL) s'adresse aux ménages qui éprouvent des difficultés particulières, en raison notamment de l'inadaptation de leurs ressources ou de leurs conditions d'existence, pour accéder à un logement ou s'y maintenir et pour y disposer de la fourniture d'eau et d'énergie.

Depuis l'année 2018, le Fonds métropolitain de Solidarité pour le Logement (FSL 3M) est placé sous l'autorité du Président de Montpellier Méditerranée Métropole pour ce qui relève de son territoire avec comme objectif d'accorder, dans les conditions définies par le règlement intérieur du FSL, des aides au titre des dettes de loyer et de factures d'énergie, d'eau, de téléphone et d'accès internet à des personnes en difficultés, mais également de prendre en charge des mesures d'accompagnement social, individuelles ou collectives, liées au logement.

La Loi Brottes du 15 avril 2013 (décret d'application du 27 février 2014 et mesure validée par le Conseil constitutionnel en mai 2016) a introduit l'interdiction totale de coupure de fourniture d'eau pour toutes les résidences principales et prévoit qu'en cas d'impossibilité pour l'usager de régler sa facture par le biais d'un plan d'apurement, il puisse saisir le FSL avant toute procédure contentieuse.

Le financement du FSL est assuré de droit par la Métropole sur son territoire d'intervention et de manière facultative par des partenaires volontaires. La Régie des eaux de Montpellier Méditerranée Métropole, établissement public industriel et commercial en charge de la gestion du service de l'eau potable sur 13 communes de Montpellier Méditerranée Métropole, souhaite participer volontairement au financement du FSL pour contribuer à la prise en charge des dettes relatives aux factures d'eau et aider les abonnés à limiter leur endettement.

Afin de mettre en œuvre cette contribution, la loi prévoit qu'une convention soit passée entre Montpellier Méditerranée Métropole et le représentant du distributeur d'eau.

La convention, soumise à l'approbation du Conseil porte sur l'année 2021. Elle est renouvelable par tacite reconduction en 2022 et 2023 et a pour objet de préciser :

- la nature et les modalités des relations entre la Régie des eaux et la Métropole concernant le FSL 3M ;
- le concours financier de la Régie des eaux à hauteur de 25 000 € par an au FSL 3M, afin de soutenir les personnes en situation de précarité se trouvant dans l'impossibilité de régulariser seuls leur impayé d'eau.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver le projet de convention relative à la participation de la Régie des Eaux au (FSL 3M) pour l'année 2021 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Patricia WEBER.

Fait à Montpellier, le 15/04/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 15 avril 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210329-154424-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 15/04/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention_Regie_des_eaux_2021_vu_Regie1610728349301-2.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Solidarités

Séance ordinaire du lundi 29 mars 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Taslime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Eliane LLORET, Jacques MARTINIER, Patricia MIRALLES, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Solidarités - Téléalarme - Convention entre le Service Départemental d'Incendie et de Secours de l'Hérault (SDIS) et Montpellier Méditerranée Métropole relative à la réception et au traitement des appels de téléalarme - Approbation - Autorisation de signature

Madame Eliane LLORET, Vice-Présidente, rapporte :

Dans le cadre de sa compétence Téléalarme, Montpellier Méditerranée Métropole offre aux personnes âgées ou en situation de dépendance la possibilité de bénéficier de télétransmetteurs (téléalarme) installés à leur domicile et permettant d'alerter les secours en cas de problème. Ce service permet aux bénéficiaires de contribuer à les maintenir dans leur domicile, les personnes pouvant alerter directement les secours du Service Départemental d'Incendie et de Secours de l'Hérault (SDIS 34). Grâce à ce dispositif, en cas de problème, et sur simple pression d'un pendentif, les secours sont immédiatement alertés. Tous les ans, ce sont ainsi près de 400 personnes qui voient leur vie sauvée grâce à cet appareil. Actuellement, 1326 abonnés résidant sur la Métropole bénéficient de ce dispositif.

Depuis la création du service, les appels sont réceptionnés et traités par les agents du SDIS 34. Cependant depuis la départementalisation du SDIS, cette mission de réception et de traitement des appels de téléalarme ne relève pas de ses missions telles que définies par l'article L.1424-2 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) et le SDIS 34 n'est pas tenu de l'exercer. Malgré ce, et par convention en date du 27 octobre 2011, le SDIS 34 a continué à assurer cette mission pour le compte de l'Agglomération puis de la Métropole.

Cette convention étant arrivée à échéance le 27 octobre 2020 et pour des raisons d'équité territoriale départementale, le SDIS 34 a informé la Métropole, qu'il ne souhaitait plus exercer la mission de réception et traitement des appels de la téléalarme. Toutefois, afin de pas mettre en difficulté la Métropole et les bénéficiaires de la téléalarme, le SDIS 34 a proposé de poursuivre la mission sur une durée d'un an afin que la Métropole puisse réorganiser la réception et le traitement des appels de téléalarme via un nouveau prestataire.

Il convient donc de délibérer sur une nouvelle convention d'une durée d'un an. La convention précise la répartition des missions des deux parties pour la réception et le traitement des appels de la téléalarme, fixe les conditions de prise en charge financière par la Métropole et établit les responsabilités de chacune des deux parties.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver les termes de la convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et le SDIS 34 ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 15/04/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 15 avril 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210329-157012-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 15/04/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention entre Montpellier Méditerranée Métropole et le SDIS 34 relative à la réception et au traitement des appels de téléalarme

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Solidarités

Séance ordinaire du lundi 29 mars 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Eliane LLORET, Jacques MARTINIER, Patricia MIRALLES, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Solidarités - Construction de 15 logements sociaux - Résidence "Naturae", 162 rue de la Marqueroise à Montpellier - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM 3F Occitanie - Convention - Autorisation de signature

Madame Claudine VASSAS MEJRI, Vice-Présidente, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, ainsi qu'en faveur de la réhabilitation du parc de logements anciens, par l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Ainsi, dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié par délibération n°M2019-180 du 18 avril 2019, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées aux articles L.2252-1 et suivants, L.5111-4, et L.5217-1 du Code général des collectivités territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

La Société Anonyme d'HLM 3F Occitanie, ci-dessous nommée « l'Emprunteur », réalise dans le cadre d'une Vente en Etat d'Achèvement (VEFA), l'acquisition de 15 logements locatifs sociaux neufs, résidence « Naturae », 162 rue de la Marqueroise à Montpellier. Le programme sous maîtrise d'ouvrage du promoteur Vinci Immobilier, comprend 10 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 5 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Le projet a été conçu par l'atelier d'architecture montpelliérain Caremoli - Miramond.

L'Emprunteur demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % le remboursement d'un prêt d'un montant total de 1 227 617 € souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions définies dans le contrat n°111846 joint en annexe, et qui fait partie intégrante de la présente délibération.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité. Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Montpellier Méditerranée Métropole s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt et à informer sans délai la Caisse des Dépôts et Consignations de tout projet de réforme de la présente délibération.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'octroi de cette garantie et ses contreparties sont formalisées par la signature d'une convention.

Ces réservations, comme celles auxquelles procèdent les autres organismes réservataires (Etat, Département de l'Hérault, Action Logement), contribueront, au stade de la livraison des logements, à la politique d'attribution approuvée par la Conférence Intercommunale du Logement et contractualisée dans la Convention Intercommunale d'Attribution signée par l'Emprunteur.

Aussi, l'Emprunteur contribue en particulier aux relogements ANRU à hauteur des objectifs fixés par la Charte Partenariale de relogement du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain Mosson – Cévennes. Montpellier Méditerranée Métropole conditionnera l'octroi de sa garantie que l'emprunteur viendrait à solliciter pour ses futurs programmes de logements sociaux à l'atteinte par celui-ci, au prorata temporis par semestre, des objectifs de relogement ANRU fixés.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'accorder la garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 75 % pour le remboursement du prêt d'un montant global de 1 227 617 € souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières, charges et conditions définies dans le contrat n°111846, constitué de 5 lignes de prêts, joint en annexe et qui fait partie intégrante de la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 15/04/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 15 avril 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210329-155569-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 15/04/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- contrat de prêt n°111846
- Convention

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Solidarités

Séance ordinaire du lundi 29 mars 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Eliane LLORET, Jacques MARTINIER, Patricia MIRALLES, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Solidarités - Construction de 7 logements sociaux - Résidence "Bon Accueil" - Allée du Bon Accueil à Montpellier - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM Patrimoine SA Languedocienne HLM - Convention - Autorisation de signature

Madame Claudine VASSAS MEJRI, Vice-Présidente, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, ainsi qu'en faveur de la réhabilitation du parc de logements anciens, par l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Ainsi, dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié par délibération n°M2019-180 du 18 avril 2019, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées aux articles L 2252-1 et suivants, L. 5111-4, et L 5217-1 du Code général des collectivités territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

La Société Anonyme d'HLM Patrimoine SA Languedocienne HLM, ci-dessous dénommée « l'Emprunteur », acquiert, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), 7 logements locatifs sociaux neufs, résidence « Bon Accueil », 79 allée du Bon Accueil à Montpellier. Le programme, réalisé sous maîtrise d'ouvrage du promoteur Ubat, comprend 4 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 3 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Le projet a été conçu par le cabinet d'architecture parisien Closel-Borel.

L'Emprunteur demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % le remboursement d'un prêt d'un montant total de 621 365 € souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération selon les caractéristiques financières, et aux charges et conditions définies dans le contrat n°115763, joint en annexe, et qui fait partie intégrante de la présente délibération.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité. Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Montpellier Méditerranée Métropole s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt et à informer sans délai la Caisse des Dépôts et Consignations de tout projet de réforme de la présente délibération.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'octroi de cette garantie et ses contreparties sont formalisées par la signature d'une convention.

Ces réservations, comme celles auxquelles procèdent les autres organismes réservataires (Etat, Département de l'Hérault, Action Logement), contribueront, au stade de la livraison des logements, à la politique d'attribution approuvée par la Conférence Intercommunale du Logement et contractualisée dans la Convention Intercommunale d'Attribution signée par l'Emprunteur.

Aussi, l'Emprunteur contribue en particulier aux relogements ANRU à hauteur des objectifs fixés par la Charte Partenariale de relogement du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain Mosson – Cévennes. Montpellier Méditerranée Métropole conditionnera l'octroi de sa garantie que l'emprunteur viendrait à solliciter pour ses futurs programmes de logements sociaux à l'atteinte par celui-ci, au prorata temporis par semestre, des objectifs de relogement ANRU fixés.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'accorder la garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 75 % pour le remboursement du prêt d'un montant total de 621 365 € souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions définies dans le contrat n°115763, constitué de 5 lignes de prêts, joint en annexe et qui fait partie intégrante de la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention susvisée ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 15/04/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 15 avril 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210329-154369-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 15/04/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- 883-Contrat de prêt n° 115763.pdf

- Conv GE Patrimoine SA_Bon Accueil_Montpellier.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Solidarités

Séance ordinaire du lundi 29 mars 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Eliane LLORET, Jacques MARTINIER, Patricia MIRALLES, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Solidarités - Construction de 2 logements sociaux - Résidence "Les Lavandières" - Rue Marius Bouladou à Villeneuve-lès-Maguelone - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM FDI Habitat - Convention - Autorisation de signature

Madame Claudine VASSAS MEJRI, Vice-Présidente, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, ainsi qu'en faveur de la réhabilitation du parc de logements anciens, par l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Ainsi, dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié par délibération n°M2019-180 du 18 avril 2019, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées aux articles L.2252-1 et suivants, L. 5111-4, et L.5217-1 du Code général des collectivités territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

La Société Anonyme d'HLM FDI Habitat, ci-dessous dénommée « l'Emprunteur », acquiert, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), 2 logements locatifs sociaux neufs, résidence « Les Lavandières », rue Marius Bouladou à Villeneuve-lès-Maguelone. Le programme, réalisé sous maîtrise d'ouvrage du promoteur FDI Promotion, comprend 2 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS). Le projet a été conçu par le cabinet d'architecture lattois Julien Blanchard.

L'Emprunteur demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % le remboursement d'un prêt d'un montant total de 259 851 € souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions définies dans le contrat n°118366 joint en annexe, et qui fait partie intégrante de la présente délibération.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité. Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Montpellier Méditerranée Métropole s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt et à informer sans délai la Caisse des Dépôts et Consignations de tout projet de réforme de la présente délibération.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'octroi de cette garantie et ses contreparties sont formalisées par la signature d'une convention.

Ces réservations, comme celles auxquelles procèdent les autres organismes réservataires (Etat, Département de l'Hérault, Action Logement), contribueront, au stade de la livraison des logements, à la politique d'attribution approuvée par la Conférence Intercommunale du Logement et contractualisée dans la Convention Intercommunale d'Attribution signée par l'Emprunteur.

Aussi, l'Emprunteur contribue en particulier aux relogements ANRU à hauteur des objectifs fixés par la Charte partenariale de relogement du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain Mosson – Cévennes. Montpellier Méditerranée Métropole conditionnera l'octroi de sa garantie que l'emprunteur viendrait à solliciter pour ses futurs programmes de logements sociaux à l'atteinte par celui-ci, au prorata temporis par semestre, des objectifs de relogement ANRU fixés.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'accorder la garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 75 % pour le remboursement du prêt d'un montant total de 259 851 € souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions définies dans le contrat n°118366, constitué de 3 lignes de prêts, joint en annexe et qui fait partie intégrante de la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 82 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 5 voix

Mme Florence AUBY, M. Yves BARRAL, Mme Stéphanie JANNIN, Mme Eliane LLORET, M. Yvon PELLET.

Fait à Montpellier, le 15/04/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 15 avril 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210329-154683-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 15/04/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- VLM contrat CDC.pdf

- Conv GE FDI_LAVANDIERES_VLM.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Solidarités

Séance ordinaire du lundi 29 mars 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Eliane LLORET, Jacques MARTINIER, Patricia MIRALLES, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Solidarités - Construction de 4 logements sociaux - Résidence "Chemin du Bois", 19 Chemin du Bois à Pignan - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM 3F Occitanie - Convention - Autorisation de signature

Madame Claudine VASSAS MEJRI, Vice-Présidente, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, ainsi qu'en faveur de la réhabilitation du parc de logements anciens, par l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Ainsi, dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié par délibération n°M2019-180 du 18 avril 2019, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées aux articles L.2252-1 et suivants, L. 5511-4 et L.5217-1 du Code général des collectivités territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

La Société Anonyme d'HLM 3F Occitanie, ci-dessous nommée « l'Emprunteur », réalise dans le cadre d'une Vente en Etat d'Achèvement (VEFA), l'acquisition de 4 logements locatifs sociaux neufs, résidence « Chemin du Bois », 19 Chemin du Bois à Pignan. Le programme sous maîtrise d'ouvrage du promoteur Prémalis comprend 1 logement financé en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS), 1 logement financé en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI) et 2 logements financés en Prêt Locatif Social (PLS). Le projet a été conçu par l'atelier d'architecture montpelliérain Boyer-Percheron-Assus.

L'Emprunteur demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % le remboursement d'un prêt d'un montant total de 392 263 € souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions définies dans le contrat n°117197 joint en annexe, et qui fait partie intégrante de la présente délibération.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité. Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Montpellier Méditerranée Métropole s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt et à informer sans délai la Caisse des Dépôts et Consignations de tout projet de réforme de la présente délibération.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'octroi de cette garantie et ses contreparties sont formalisées par la signature d'une convention.

Ces réservations, comme celles auxquelles procèdent les autres organismes réservataires (Etat, Département de l'Hérault, Action Logement), contribueront, au stade de la livraison des logements, à la politique d'attribution approuvée par la Conférence Intercommunale du Logement et contractualisée dans la Convention Intercommunale d'Attribution signée par l'Emprunteur.

Aussi, l'Emprunteur contribue en particulier aux relogements ANRU à hauteur des objectifs fixés par la Charte Partenariale de relogement du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain Mosson – Cévennes. Montpellier Méditerranée Métropole conditionnera l'octroi de sa garantie que l'emprunteur viendrait à solliciter pour ses futurs programmes de logements sociaux à l'atteinte par celui-ci, au prorata temporis par trimestre, des objectifs de relogement ANRU fixés.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'accorder la garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 75 % pour le remboursement du prêt d'un montant total de 392 263 € souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières, charges et conditions définies dans le contrat n°117197, constitué de 7 lignes de prêts, joint en annexe, et qui fait partie intégrante de la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Stéphanie JANNIN.

Fait à Montpellier, le 15/04/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 15 avril 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210329-155561-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 15/04/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Contrat de prêt n°117197
- convention

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Solidarités

Séance ordinaire du lundi 29 mars 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSSE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Eliane LLORET, Jacques MARTINIER, Patricia MIRALLES, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Solidarités - Construction de 6 logements sociaux - Résidence "Les Terrasses des Grèzes", impasse des Grèzes à Montpellier - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM 3F Occitanie - Convention - Autorisation de signature

Madame Claudine VASSAS MEJRI, Vice-Présidente, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, ainsi qu'en faveur de la réhabilitation du parc de logements anciens, par l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Ainsi, dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié par délibération n°M2019-180 du 18 avril 2019, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées aux articles L.2252-1 et suivants, L.5111-4, et L.5217-1 du Code général des collectivités territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

La Société Anonyme d'HLM 3F Occitanie, ci-dessous nommée « l'Emprunteur », réalise dans le cadre d'une Vente en Etat d'Achèvement (VEFA), l'acquisition de 6 logements locatifs sociaux neufs, résidence « Les Terrasses des Grèzes », impasse des Grèzes à Montpellier. Le programme sous maîtrise d'ouvrage du promoteur Edouard Denis Promotion, comprend 4 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 2 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Le projet a été conçu par Daniel BICHO, architecte à Montpellier.

L'Emprunteur demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % le remboursement d'un prêt d'un montant total de 661 346 € souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions définies dans le contrat n°113957 joint en annexe, et qui fait partie intégrante de la présente délibération.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité. Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Montpellier Méditerranée Métropole s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt et à informer sans délai la Caisse des Dépôts et Consignations de tout projet de réforme de la présente délibération.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'octroi de cette garantie et ses contreparties sont formalisées par la signature d'une convention.

Ces réservations, comme celles auxquelles procèdent les autres organismes réservataires (Etat, Département de l'Hérault, Action Logement), contribueront, au stade de la livraison des logements, à la politique d'attribution approuvée par la Conférence Intercommunale du Logement et contractualisée dans la Convention Intercommunale d'Attribution signée par l'Emprunteur.

Aussi, l'Emprunteur contribue en particulier aux relogements ANRU à hauteur des objectifs fixés par la Charte Partenariale de relogement du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain Mosson – Cévennes. Montpellier Méditerranée Métropole conditionnera l'octroi de sa garantie que l'emprunteur viendrait à solliciter pour ses futurs programmes de logements sociaux à l'atteinte par celui-ci, au prorata temporis par semestre, des objectifs de relogement ANRU fixés.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'accorder la garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 75 % pour le remboursement du prêt d'un montant total de 661 346 € souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières, charges et conditions définies dans le contrat n°113957, constitué de 5 lignes de prêts, joint en annexe et qui fait partie intégrante de la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 15/04/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 15 avril 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210329-155199-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 15/04/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Contrat de prêt n°113957

- Conv_GE_3FOcc_Terrasses des Grèzes_Mtp.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Solidarités

Séance ordinaire du lundi 29 mars 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Taslime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Eliane LLORET, Jacques MARTINIER, Patricia MIRALLES, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Solidarités - Construction de 8 logements sociaux - Résidence "Oréa", route de Mende à Montpellier - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM 3F Occitanie - Convention - Autorisation de signature

Madame Claudine VASSAS MEJRI, Vice-Présidente, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, ainsi qu'en faveur de la réhabilitation du parc de logements anciens, par l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Ainsi, dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunts adopté en Conseil du 25 juillet 2013 et modifié par délibération n°M2019-180 du 18 avril 2019, Montpellier Méditerranée Métropole peut accorder une garantie d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées aux articles L.2252-1 et suivants, L.5111-4, et L.5217-1 du Code général des collectivités territoriales et à l'article 2298 du Code civil.

La Société Anonyme d'HLM 3F Occitanie, ci-dessous nommée « l'Emprunteur », réalise dans le cadre d'une Vente en Etat d'Achèvement (VEFA), l'acquisition de 8 logements locatifs sociaux neufs, résidence « Oréa », route de Mende à Montpellier. Le programme sous maîtrise d'ouvrage du promoteur Terres du Soleil comprend 5 logements financés en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 3 logements financés en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI). Le projet a été conçu par Rouaud Maxime, architecte à Montpellier.

L'Emprunteur demande à Montpellier Méditerranée Métropole de garantir à hauteur de 75 % le remboursement d'un prêt d'un montant total de 755 955 € souscrit auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer cette opération, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions définies dans le contrat n°119190 joint en annexe, et qui fait partie intégrante de la présente délibération.

Le Département de l'Hérault est sollicité par ailleurs pour accorder sa garantie pour les 25 % restants.

La garantie de Montpellier Méditerranée Métropole est accordée pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Elle porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité. Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, Montpellier Méditerranée Métropole s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Montpellier Méditerranée Métropole s'engage pendant toute la durée du prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt et à informer sans délai la Caisse des Dépôts et Consignations de tout projet de réforme de la présente délibération.

Par ailleurs, la garantie d'emprunt accordée à hauteur de 75 % ouvre un droit à réservation portant sur 15 % des logements de cette opération au bénéfice de Montpellier Méditerranée Métropole.

L'octroi de cette garantie et ses contreparties sont formalisées par la signature d'une convention.

Ces réservations, comme celles auxquelles procèdent les autres organismes réservataires (Etat, Département de l'Hérault, Action Logement), contribueront, au stade de la livraison des logements, à la politique d'attribution approuvée par la Conférence Intercommunale du Logement et contractualisée dans la Convention Intercommunale d'Attribution signée par l'Emprunteur.

Aussi, l'Emprunteur contribue en particulier aux relogements ANRU à hauteur des objectifs fixés par la Charte Partenariale de relogement du Nouveau Programme de Renouvellement Urbain Mosson – Cévennes. Montpellier Méditerranée Métropole conditionnera l'octroi de sa garantie que l'emprunteur viendrait à solliciter pour ses futurs programmes de logements sociaux à l'atteinte par celui-ci, au prorata temporis par semestre, des objectifs de relogement ANRU fixés.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'accorder la garantie d'emprunt de Montpellier Méditerranée Métropole à hauteur de 75 % pour le remboursement du prêt d'un montant total de 755 955 € souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières, charges et conditions définies dans le contrat n°119190, constitué de 4 lignes de prêts, joint en annexe et qui fait partie intégrante de la présente délibération ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Stéphanie JANNIN.

Fait à Montpellier, le 15/04/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 15 avril 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210329-155579-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 15/04/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- contrat de prêt n° 119190

- convention

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Solidarités

Séance ordinaire du lundi 29 mars 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSSE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Eliane LLORET, Jacques MARTINIER, Patricia MIRALLES, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Solidarités - Construction d'une résidence sociale de 42 logements sociaux et d'une pension de famille de 27 logements sociaux - Pôle social et culturel Le Carrousel - Rue Brueys à Montpellier - Attribution de subventions à la Fondation du Protestantisme - Conventions - Autorisation de signature

Madame Claudine VASSAS MEJRI, Vice-Présidente, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Méditerranée Métropole mène des actions en faveur de la production de logements aidés et la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat, ainsi qu'en faveur de la réhabilitation du parc de logements anciens, par l'attribution de subventions ou la garantie des emprunts contractés par les opérateurs.

Dans ce cadre, la Fondation du Protestantisme, reconnue d'utilité publique par décret du 31 juillet 2001, a sollicité Montpellier Méditerranée Métropole afin qu'elle apporte son concours à la réalisation d'une résidence sociale de 42 logements sociaux et d'une pension de famille de 27 logements sociaux, au sein du pôle social et culturel LE CARROUSEL, situé 1 rue Brueys à Montpellier.

La résidence sociale, qui sera gérée par l'association GMMES, va permettre l'accueil de familles monoparentales et de jeunes majeurs issus des services de l'aide sociale à l'enfance. La Pension de famille, qui va être gérée par l'association l'Armée du Salut, vise quant à elle l'accueil de personnes isolées en grande exclusion sociale. Le pôle social et culturel comprendra également en ses murs un centre culturel et un pôle de communication.

Le concours de Montpellier Méditerranée Métropole est proposé sur la base de 10 % du prix de revient HT de l'opération plafonné à 4 500 € par logement PLAI pour la résidence sociale et 6 500 € par logement PLAI pour la pension de famille, permettant d'atteindre l'équilibre financier des opérations.

Les caractéristiques et le plan de financement prévisionnel des deux opérations projetées sont détaillés dans le tableau suivant :

Opération	Résidence sociale	Pension de Famille
Gestionnaire	GMMES	Armée du Salut
Architecte	Laurent Dufoix, architecte à Montpellier	
Caractéristiques :		
Collectif/Individuel	Collectif	Collectif
Surface habitable	1 407 m ²	904 m ²
Nombre de logement (nombre de place)	42	27 (28 places)
Catégorie de financement	PLAI dont 12 adaptés	PLAI
Typologie	16 T1' – 21 T1 bis – 5 T2	26 T1' - 1 T1 bis
Plan de financement :		
Coût total de l'opération	4 816 497 €	2 962 603 €
Subvention Etat déléguée	369 000 €	232 200 €
Subvention Etat PLAI Adapté	67 200 €	-
Subvention Département de l'Hérault	772 000 €	262 440 €
Subvention Fondation Abbé Pierre	-	285 000 €
Subvention Fondation Armée du Salut	-	700 000 €
Prêt CDC	3 319 297 €	1 307 463 €
Fonds propres	100 000 €	-
Participation Montpellier Méditerranée Métropole	189 000 €	175 500 €

Il y a lieu de formaliser l'octroi de ces subventions par la signature de conventions.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'apporter les subventions suivantes à la Fondation du Protestantisme :
 - 189 000 € pour la création de 42 logements sociaux, résidence sociale LE CARROUSEL, 1 rue Brueys à Montpellier ;
 - 175 500 € pour la création de 27 logements sociaux, pension de famille LE CARROUSEL, 1 rue Brueys à Montpellier ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- de dire que le paiement des subventions s'effectuera sous réserve de la signature des conventions fixant notamment les modalités de leur versement ;
- d'approuver les termes des conventions ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Stéphanie JANNIN.

Fait à Montpellier, le 15/04/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 15 avril 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210329-155226-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 15/04/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Conv_SUBV_FDP_Pension_Famille_BRUEYS_sans resa.docx

- Conv_SUBV_FDP_Residence_Sociale_BRUEYS_sans résa.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Solidarités

Séance ordinaire du lundi 29 mars 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnine AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Eliane LLORET, Jacques MARTINIER, Patricia MIRALLES, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Solidarités - Opération "Rénover pour un Habitat Durable et Solidaire" 2019-2024 - Attribution de subventions pour la réhabilitation de 31 logements situés dans diverses communes de la Métropole - Autorisation de signature

Madame Claudine VASSAS MEJRI, Vice-Présidente, rapporte :

Le 19 juillet 2019, Montpellier Méditerranée Métropole a renouvelé l'opération « Rénover pour un habitat durable et solidaire » ayant pour objet la réhabilitation de 271 logements par an, locatifs ou occupés par des propriétaires modestes. Son périmètre couvre l'ensemble du territoire métropolitain, hors secteur de Montpellier déjà concerné par une opération similaire. Cette opération a pour priorité la lutte contre l'habitat dégradé, indigne et à faible performance énergétique, l'adaptation des logements au handicap ou perte d'autonomie, la remise sur le marché de logements vacants ainsi que la maîtrise des loyers après travaux.

Montpellier Méditerranée Métropole s'engage à financer annuellement au moins 246 dossiers de propriétaires occupants modestes ou très modestes réalisant des travaux de rénovation permettant un gain énergétique minimal de 25%.

Montpellier Méditerranée Métropole mobilise, pour ce faire, les aides de l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH), dont l'attribution lui est déléguée. Elle accorde par ailleurs sur ses fonds propres, des aides aux propriétaires occupants modestes et aux propriétaires bailleurs s'engageant à pratiquer des loyers maîtrisés.

Celles-ci concernent également l'amélioration de la performance énergétique des logements anciens et la remise sur le marché de logements vacants. Le montant total des subventions mobilisées peut ainsi représenter de 45% à 80% du montant hors taxe des travaux subventionnables, voire 100 % pour les propriétaires occupants disposant de ressources très modestes.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole est sollicitée pour apporter son concours à la réhabilitation de trente et un logements de propriétaires occupants disposant de ressources modestes ou très modestes, situés dans les communes de Baillargues, Castelnau-le-Lez, Castries, Clapiers, Cournonsec, Fabrègues, Grabels, Juvignac, Montpellier, Pérols, Saint Génès des Mourgues, Saint Georges d'Orques, Saint Jean de Védas et Saussan, pour un montant total de 72 439 €.

Les caractéristiques de chacune des opérations de rénovation et leur plan de financement font l'objet d'une présentation détaillée dans le tableau joint en annexe.

En contrepartie de ces subventions, les propriétaires occupants s'engagent à occuper leurs logements en tant que résidence principale pendant au moins 6 ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil Métropole :

- de décider l'octroi de subventions telles que décrites dans le tableau joint en annexe à la présente délibération ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- de dire que le paiement de la subvention s'effectuera selon les conditions prévues par le règlement attributif de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Claudine VASSAS MEJRI.

Fait à Montpellier, le 15/04/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 15 avril 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210329-155531-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 15/04/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Annexe PIG 29 mars 2021 V2.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Solidarités

Séance ordinaire du lundi 29 mars 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Eliane LLORET, Jacques MARTINIER, Patricia MIRALLES, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Solidarités - Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement Urbain de Montpellier 2016-2021 - "Quartiers "Courreau/Figuerolles/Nord-Ecusson" - Attribution de subvention pour la réhabilitation d'un logement - Autorisation de signature

Madame Claudine VASSAS MEJRI, Vice-Présidente, rapporte :

Par délibération n° 13750 du 14 avril 2016, le Conseil de Métropole a approuvé la mise en œuvre de l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat de Renouvellement Urbain et Copropriétés Dégradées Courreau / Figuerolles / Nord-Ecusson pour la période 2016-2021. S'inscrivant dans le cadre du projet « Montpellier Grand Cœur » le programme vise à redonner de l'habitabilité aux ilots dégradés, à promouvoir les réhabilitations de qualité, à lutter contre les marchands de sommeil, à valoriser l'espace public et améliorer le cadre de vie.

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, et des nouvelles prérogatives en matière d'actions d'amélioration du parc immobilier bâti, de réhabilitation et de résorption de l'habitat insalubre conférées par son statut depuis le 1^{er} janvier 2015, Montpellier Méditerranée Métropole apporte :

Pour les propriétaires occupants aux ressources modestes et très modestes :

- une aide de 20% à 25% du montant des travaux subventionnés par l'Agence Nationale de l'Habitat (ANAH) ;
- une prime de 25% du montant des travaux éligibles, plafonnée à 1 250 €, pour les projets de mise aux normes ne bénéficiant pas d'une subvention ANAH ;
- une prime de 25% du montant des travaux éligibles, plafonnée à 1 250 €, pour les projets de rénovation des parties communes de copropriété ne bénéficiant pas d'une subvention de l'ANAH.

Pour les propriétaires bailleurs :

- une aide de 15% du montant des travaux subventionnés par l'ANAH, pour le conventionnement d'un logement à loyer social et 10% pour le conventionnement d'un logement à loyer intermédiaire ;
- une aide de 5% du montant des travaux subventionnés par l'ANAH, plafonnée à 2 000 € par logement, pour la remise sur le marché d'un logement vacant loué à loyer conventionné social après travaux.

Pour les syndicats de propriétaires :

- une prime de 30% du montant des travaux éligibles, plafonnée à 3 900 €, pour les projets de rénovation des parties communes de copropriété ne bénéficiant pas d'une subvention de l'ANAH ;
- une prime de 30% du montant de la dépense, plafonnée à 1 800 € par immeuble, pour la réalisation d'un audit ou d'un diagnostic de performance énergétique en copropriété.

Dans ce cadre, Montpellier Méditerranée Métropole est sollicitée pour apporter son concours à la réhabilitation d'un logement occupé par son propriétaire pour un montant total de 4 381 €.

Les caractéristiques de cette opération de rénovation et son plan de financement font l'objet d'une présentation détaillée dans le tableau joint en annexe.

En contrepartie de cette subvention, le propriétaire occupant s'engage à occuper son logement en tant que résidence principale pendant au moins 6 ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- de décider l'octroi de la subvention telle que décrite dans le tableau joint en annexe à la présente délibération ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- de dire que le paiement de la subvention s'effectuera selon les conditions prévues par le règlement attributif de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 87 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 15/04/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 15 avril 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210329-155543-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 15/04/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Annexe délibération CFNE mars 2021 V3.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Solidarités

Séance ordinaire du lundi 29 mars 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Eliane LLORET, Jacques MARTINIER, Patricia MIRALLES, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Solidarités - Attribution de subvention à Occitanie Méditerranée Habitat - Convention - Autorisation de signature

Madame Claudine VASSAS MEJRI, Vice-Présidente, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Métropole Méditerranée apporte son soutien à des associations dont les interventions concourent, notamment, à la mise en œuvre du Programme Local de l'Habitat 2019-2024. La Métropole est ainsi sollicitée par Occitanie Méditerranée Habitat (OMH) pour l'octroi d'une subvention au titre de l'année 2021.

Occitanie Méditerranée Habitat fédère 28 organismes de logement social sur le territoire de l'ex Languedoc-Roussillon. Elle encourage la production de logements sociaux répondant, notamment, aux exigences de développement durable et de performance énergétique. Le poids économique que représentent les 28 organismes d'HLM adhérents d'Occitanie Méditerranée Habitat, qui investissent 1,2 milliard d'euros par an pour la construction et l'entretien de leur patrimoine, justifie l'engagement des partenaires dans des réflexions communes.

Depuis 2002, Occitanie Méditerranée Habitat conduit avec les organismes d'habitat social, les collectivités territoriales et, plus généralement, avec le réseau des acteurs de l'habitat en Occitanie, de nombreuses actions en faveur de l'aménagement raisonné et équilibré du territoire et de la construction d'un habitat de qualité accessible à tous. Ces différentes actions ont été définies dans un premier temps par la Charte Méditerranéenne de l'Habitat, puis, à partir de 2007, dans le cadre du Plan Convergence-LR pour le développement territorial en Languedoc-Roussillon. Le dynamisme de ce réseau régional des acteurs de l'habitat s'est notamment manifesté lors des 30 Rencontres Interprofessionnelles Régionales (RIR) organisées et lors des multiples manifestations thématiques soutenues par Convergence-LR.

Afin de répondre aux enjeux de développement de l'offre locative sociale et d'entretenir l'impact économique déterminant de la production immobilière sur le territoire métropolitain, Occitanie Méditerranée Habitat et Montpellier Méditerranée Métropole souhaitent renouveler leur partenariat à travers la signature d'une convention, qui définit les actions conduites par l'OMH en 2021, présentant un intérêt particulier pour Montpellier Méditerranée Métropole au titre de ses compétences en matière d'habitat et de logement :

➤ Mise en œuvre la politique publique locale de l'habitat

Le partenariat concernera plus particulièrement les réflexions conjointes telles que l'évolution de la conception des logements en lien avec celle des modes de vie, l'équilibre financier d'opérations types de logements sociaux familiaux, l'examen des loyers et des restes à charge pour les locataires, le dispositif d'acquisition-amélioration des bâtiments anciens, l'intergénérationnel, le logement des jeunes, le logement spécifique et les dispositifs d'hébergements.

➤ Gestion de la demande locative sociale et de l'attribution des logements sociaux

En tant que représentant des organismes d'habitat social, Occitanie Méditerranée Habitat soutiendra la mise en œuvre du Plan Partenarial de Gestion de la Demande et d'Information des Demandeurs (PPGDID) et de la Convention Intercommunale d'Attribution (CIA), dans le cadre des travaux de la Conférence Intercommunale du Logement (CIL) de Montpellier Méditerranée Métropole.

➤ Relations entre les organismes membres de l'OMH et la Métropole

Il s'agit de mobiliser les organismes membres d'Occitanie Méditerranée Habitat afin de mener des réflexions conjointes avec la Métropole sur des sujets spécifiques : opportunité et modalités de mise en œuvre de la Nouvelle Politique des Loyers, coordination de ses membres à l'occasion de l'élaboration des Conventions d'Utilité Sociale (CUS), recensement auprès des bailleurs sociaux des logements adaptés au vieillissement et au handicap sur le territoire de la Métropole, déploiement du Référentiel sociétal Stratégique d'entreprise au service de la gestion de proximité. Dans ce cadre, OMH adressera aux services de la Métropole, les résultats consolidés de la dernière enquête triennale régionale de satisfaction des locataires.

➤ Accompagnement du développement durable et aux éco-gestes

Occitanie Méditerranée Habitat favorisera la poursuite de la mise en œuvre de Mon Appart'Eco-Malin (MAEM), outil de sensibilisation et d'information aux éco-gestes sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole par le nouveau gestionnaire de ce dispositif.

➤ Relais de communication et d'animation auprès des médias, réseaux sociaux et réseau des acteurs de l'habitat

OMH se fera le relais des informations que Montpellier Méditerranée Métropole aura à communiquer en matière d'habitat et de logement auprès de l'ensemble de son réseau et lors des manifestations qu'elle organisera.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'accorder à Occitanie Méditerranée Habitat, une subvention de 20 000 € pour la mise en œuvre de l'ensemble de ses missions au service du territoire de Montpellier Méditerranée Métropole et de ses habitants au titre de l'année 2021 ;
- d'approuver le projet de convention afférent, qui fixe notamment les modalités de versement de la subvention à l'association ;
- de dire que les crédits prévus à cet effet sont inscrits au budget 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 75 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 12 voix

M. William ARS, Mme Florence AUBY, M. Yves BARRAL, M. Michel CALVO, M. Stéphane CHAMPAY, Mme Clara GIMENEZ, Mme Eliane LLORET, M. Yvon PELLET, Mme Céline PINTARD, M. Mikel SEBLIN, Mme Radia TIKOUK, Mme Patricia WEBER.

Fait à Montpellier, le 15/04/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 15 avril 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210329-152220-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 15/04/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet de convention

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Solidarités

Séance ordinaire du lundi 29 mars 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOLU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Eliane LLORET, Jacques MARTINIER, Patricia MIRALLES, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Solidarités - Attributions de subventions à diverses associations intervenant le champ de la politique locale de l'habitat - Exercice 2021

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Toute association peut demander une subvention pour soutenir des actions qui présentent un intérêt général ou pour contribuer au financement global de leur activité si celle-ci présente en elle-même un intérêt général pour les collectivités publiques. Ainsi, Montpellier méditerranée Métropole soutient l'action de nombreuses structures implantées sur son territoire qui participent à l'animation du territoire et à la diversité des réponses à apporter au public.

Au titre de sa compétence en matière de politique locale de l'habitat, Montpellier Métropole Méditerranée apporte son soutien à des associations dont les interventions concourent à la mise en œuvre du Programme Local de l'Habitat 2019-2024 et de sa compétence « Politique locale de l'habitat ».

Dans ce cadre, il est proposé d'attribuer une subvention aux associations suivantes :

	NOM DE L'ASSOCIATION	ACTION	DEMANDE DE L'ASSOCIATION	MONTANT PROPOSÉ 2021
244	CONSUMMATION LOGEMENT CADRE DE VIE - MONTPELLIER – (CLCV)	Défendre les droits des consommateurs, des locataires et copropriétaires dans tous les domaines de la vie quotidienne, énergie, logement, consommation et cadre de vie. Permanences pour l'accompagnement des consommateurs et des locataires Défendre et accompagner les consommateurs locataires ou copropriétaires. Participer aux réunions de concertation locatives et de représentation.	Fonctionnement : 6 900 € Action de représentation : 1 000 € (CLAH, ...) Action autour de la protection de l'environnement : 4 000 €	7 900 €
3328	ADIL de l'Hérault	Information du public sur les problèmes du logement (locatif, accession, amélioration, fiscalité, copropriété...). L'ADIL offre aux particuliers, une information gratuite, neutre et complète sur tous les aspects juridiques, financiers et fiscaux touchant au logement et à l'urbanisme.	Fonctionnement : 33 500 € Rénov Energie : action de soutien aux particuliers s'engageant dans un projet de rénovation énergétique de leur logement : 10 000 €	43 500 €

6839	COMPAGNONS BATISSEURS DU LANGUEDOC ROUSSILLON	Promouvoir le droit d'habiter", qui dépasse le droit à un toit physique et intègre le droit à l'appropriation d'un habitat digne et adapté prenant en compte la culture et les modes de vie.	Atelier de quartier de Montpellier : 9 000 €	9 000 €
1139	CONFEDERATION NATIONALE DU LOGEMENT - FEDERATION DE L'HERAULT (CNL 34)	La CNL agit pour la défense d'une politique de l'habitat et la mise en œuvre d'une politique sociale assurant un droit au logement pour tous. Située à la Pergola elle assure une permanence auprès des habitants.	Fonctionnement : 7 000 €	2 100 €
650	GAMMES - UNION DES ASSOCIATIONS DU CSP ESPOIR	Gammes agit auprès des personnes et des familles fragilisées par l'âge, leur état de santé, l'exclusion, les discriminations afin qu'elles préservent ou retrouvent leur autonomie.	Action de médiation auprès des gens du voyage. Organisation, gestion et médiation des grands passages pendant la saison estivale. Orientation des implantations illicites sur le dispositif d'accueil 3M	20 000 €
4151	HABITAT & HUMANISME	Favoriser l'accès au logement de personnes victimes de discriminations, particulièrement des familles monoparentales. Mener des actions de sensibilisation.	Fonctionnement : 2 000 € Mise en œuvre d'un accompagnement social de type Logt d'abord : 14 100 €	1 500 €
4904	HABITER ENFIN !	Favoriser l'accès au logement de personnes victimes de discriminations, particulièrement des familles monoparentales. Mener des actions de sensibilisation.	Fonctionnement : 2 000 € lutte contre l'habitat indigne : 4 000 €	1 800 €
TOTAL				85 800 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- de décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de la signature des conventions attributives afférentes ;
- d'approuver les termes des conventions attributives ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

M. Michel CALVO, Mme Claudine VASSAS MEJRI.

Fait à Montpellier, le 15/04/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 15 avril 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210329-154641-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 15/04/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Convention fonctionnement Habiter enfin! 2021
- Convention de fonctionnement CLCV 2021
- Convention de fonctionnement ADIL 2021
- Convention de fonctionnement CNL34
- Convention de fonctionnement Habitat et Humanisme 2021
- Convention de fonctionnement Compagnons batisseurs 2021
- Convention de fonctionnement Compagnons batisseurs 2021

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

HORS COMMISSION



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du lundi 29 mars 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Eliane LLORET, Jacques MARTINIER, Patricia MIRALLES, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Charles SULTAN.

Absent(es) / Excusé(es) :

Michaël DELAFOSSE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Hors commission - Association Oc Consigne - Attribution de subvention - Exercice 2021 - Autorisation de signature

Monsieur François VASQUEZ, Vice-Président, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole. Chaque année la Métropole soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous :

Code	Nom de l'association	Nature	Titre	Montant
7547	OC'CONSIGNE	Projet	Test et lancement d'une filière de réemploi du verre (étude filière, test points de collecte, test logistique, test de lavage, concertation)	40 690 €
TOTAL				40 690 €

Les crédits seront prélevés sur la nature 65748, chapitre 937

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- de décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des conventions d'attribution ;
- d'approuver les termes des conventions d'attribution ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget 2021 de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Mathilde BORNE.

Fait à Montpellier, le 15/04/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 15 avril 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210329-158312-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 15/04/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- MODELE Convention Projet 2021 3M.docx.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du lundi 29 mars 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Eliane LLORET, Jacques MARTINIER, Patricia MIRALLES, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Hors commission - Contrat de ville de Montpellier - Appel à projets 2021 - Attribution de subventions aux associations - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Conformément aux dispositions de la circulaire ministérielle du 22 janvier 2019, le contrat de ville de Montpellier a été prolongé jusqu'en 2022 et rénové sous la forme d'un nouvel avenant appelé Protocole d'engagements renforcés et réciproques (PERR), approuvé par délibération du 18 novembre 2019. Ce protocole tient compte des préconisations de l'évaluation à mi-parcours du contrat de ville, intègre les priorités gouvernementales en matière d'éducation, de sécurité, d'emploi, de logement et de lien social et identifie les engagements renforcés de chacun des partenaires en fonction de leurs compétences respectives. Les fiches opérationnelles ont été ajustées pour mieux répondre aux besoins des habitants.

Pour l'année 2021, un appel à projets partenarial a été lancé à destination des acteurs associatifs intervenant dans les 12 quartiers prioritaires de la ville. Les projets soutenus par la Métropole, en cohérence avec la Ville, s'inscrivent dans les objectifs des fiches opérationnelles ajustées du contrat de ville et concernent ses 5 axes opérationnels :

1. Organiser le développement de l'activité économique, de l'emploi et de l'insertion professionnelle en faveur des quartiers prioritaires,
2. Organiser une politique résidentielle plus équilibrée dans les quartiers prioritaires, la Métropole et poursuivre le renouvellement urbain,
3. Favoriser la réussite éducative et scolaire pour tous, en développant les coopérations et la co-éducation,
4. Développer une offre de services et d'équipements accessibles aux habitants, dans une logique de parcours,
5. Offrir un meilleur cadre de vie au quotidien pour les habitants des quartiers prioritaires par une présence renforcée de proximité.

La programmation 2021 se veut également ambitieuse afin de faire face à la crise sanitaire et sociale que traverse le pays, et dont les conséquences sont particulièrement prégnantes dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville. En ce sens, les actions innovantes autour de la lutte contre la fracture numérique ou de la continuité éducative qui apparaissent primordiales dans ce contexte, mais également en termes d'aide à l'insertion des jeunes ou de soutien à la distribution alimentaire ont été particulièrement ciblées.

La prise en compte de l'égalité femmes/hommes a été favorisée, notamment en matière d'accès à l'emploi et à l'insertion professionnelle (levier essentiel pour l'autonomie des femmes), d'accès aux droits et à la lutte contre les violences faites aux femmes, d'éducation à l'égalité dès la petite enfance et auprès de la jeunesse, d'accès aux soins et d'accès à des pratiques sportives.

Les partenaires financiers du contrat de ville mobilisent des crédits spécifiques dans le cadre de cet appel à projets annuel et, à l'issue d'une instruction partenariale et territoriale, décident d'apporter leur soutien aux associations dont les projets répondent parfaitement aux caractéristiques de l'appel à projets.

457 dossiers ont été déposés par 185 associations lors de l'appel à projets 2021. Sur la base d'une grille de priorisation commune à l'ensemble des financeurs et au regard des orientations du contrat de ville, il est proposé que Montpellier Méditerranée Métropole apporte son soutien financier à 122 projets déposés par 86 associations pour un montant total de **405 200 €**, dont

- 200 000 € pour l'axe développement économique - emploi - insertion,
- 66 700 € pour l'axe culture,
- 28 500 € pour l'axe accès aux droits - inclusion numérique,
- 110 000 € pour les autres axes du contrat de ville.

Ces projets sont financés sur des crédits spécifiques réservés par le Service Politique de la ville, par la Direction du Développement Economique et de l'Emploi, la Direction de la Culture et, depuis cette année, par la mission Cité intelligente – inclusion numérique du Département Développement et Aménagement durable du territoire qui mobilise une enveloppe de 30 000 €.

La répartition des subventions, en fonction des différents projets présentés, est la suivante :

Actions relatives au pilier Développement Economique et Emploi (Direction du Développement Economique et de l'Emploi)		
Organisme	Intitulé projet	Subvention proposée 2021
5ème (La) (La Cinquième Saison)	Champ d'Actions (politique agroécologique et alimentaire)	2 000 €
Adie (Association pour le Droit à l'Initiative Economique)	Le Microcrédit au Coeur des Quartiers Prioritaires	10 500 €
AIRDIE OC (France Active AIRDIE Occitanie)	France Active pour L'Entrepreneuriat dans Les QPV	7 000 €
AJPPN (Association Jeunes Phobos Paillade Nord)	Guidance Socio Economique	3 000 €
ALIFE CONSEIL	Achats & Quartiers	7 000 €
APIJE (Association pour l'insertion par l'économique)	Expérience Souhaitée	6 000 €
APIJE (Association pour l'insertion par l'économique)	Femmes VIP : Vers L'Insertion Professionnelle	4 500 €
APIJE (Association pour l'insertion par l'économique)	la Fibre Solidaire	2 000 €
AVEC (Association Vivre Ensemble en Citoyens dans le quartier des Cévennes)	Permanence d'Insertion Professionnelle	3 000 €
Cap au Large	Découverte de la Navigation et des Métiers de la Mer	1 000 €
Centre APAJ (Centre d' Accompagnement de Parcours Adultes et Jeunes)	Médimum	3 500 €
Centre APAJ (Centre d' Accompagnement de Parcours Adultes et Jeunes)	Webactions	3 000 €
CIDFF (Centre d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles de l'Hérault)	Femmes Egalité Emploi	7 000 €
CONTEXT ART	Couveuse D'Entreprises Culturelles et Créatives Mosson	5 000 €
CORALINE	C'Fait pour Vous (Plan pauvreté)	10 000 €
DeFI (Développement de la Formation et de l'Insertion)	Passerelle pour L'Emploi	4 000 €
Gammes	Appui Administratif au Réseau RAPSOL3M	3 500 €

GSC (Généralistes Solidaires et Citoyennes)	Objectif Stage réussi	1 000 €
IMEIF (Institut Méditerranéen d'étude d'ingénierie et de formation)	Atelier Socio Linguistique Mots d'Emploi	3 000 €
IMEIF (Institut Méditerranéen d'étude d'ingénierie et de formation)	Métiers à Créer	4 500 €
IMEIF (Institut Méditerranéen d'étude d'ingénierie et de formation)	Tremplin Vers Les Métiers du Sanitaire et Social (Plan pauvreté)	20 000 €
IMPSL (Initiative Montpellier Pic Saint Loup)	Prêt Excellence Quartier	10 000 €
INSTEP Occitanie (INSTITUT d'Education Permanente Occitanie)	Le Club	5 000 €
KAINA TV	Reporters Citoyens Numériques	10 000 €
KALISI	Facilité l'Accès à l'Emploi et la Professionnalisation	2 000 €
MLJ3M (Mission Locale des Jeunes de Montpellier Méditerranée Métropole)	Commissions Insertion et Accompagnement	20 000 €
Octopus Expression	Chantiers d'Expression	3 000 €
Octopus Expression	Valoriser Son Projet d'Entreprise	2 000 €
Passerelles-Insertion	Intégracode	3 000 €
PSL34 (Profession Sport et Loisirs 34)	Quart'Assos Montpellier	1 000 €
Résurgences 34	Sas Diagnostic Projet	2 000 €
Solidarité Dom-Tom (Solidarité Dom-Tom Hérault / La CSF)	Bien Manger C'Est Mieux Vivre/Épicerie (politique agroécologique et alimentaire)	2 000 €
Solidarité Dom-Tom (Solidarité Dom-Tom Hérault / La CSF)	Tri-Atelier (politique agroécologique et alimentaire)	1 000 €
Table de Cana (Association Nationale La Table de Cana)	des Etoiles et des Femmes	10 000 €
UCRM (Union Cépière Robert Monnier)	Intermédiation Active Sur le Marché du Travail en QPV (Plan pauvreté)	10 000 €
UNI'IONS	Coulisses Solidaires	5 000 €
Via Voltaire	Interface	3 500 €
Total Direction du Développement Économique et de l'Emploi - Chapitre 936		200 000 €

Actions relatives au pilier Culture (Direction de la Culture)		
Organisme	Intitulé projet	Subvention proposée 2021
Acord Prod (ACORD PRODUCTION)	Festival Emergency#5	700 €
ADEMASS (Association pour le développement des mixités artistiques et sociales et des solidarités)	Des Espaces de Création Partagée : Résidence et Atelier	700 €
Allons'z'enfants - Cie Didier Théron (Association Allons'z'enfants)	Allons Z Enfants	5 000 €
APAAAV (Association pour la Promotion de l'Architecture, des Arts Appliqués et Visuels (La Fenêtre))	Les Ateliers Ville	2 000 €
ART MERCATOR	Musée Mobile Jacques Bivouac	500 €
ATELLINE (L'Atelline - Lieu d'activation art et espace public)	De Murmurations en Cabanes, Regards sur l'Espace Public	4 000 €
BALTHAZAR (Centre des Arts du Cirque)	Arts du Cirque à Figuerolles	1 300 €
BALTHAZAR (Centre des Arts du Cirque)	Arts du Cirque aux Hauts de Massane	4 000 €
BE & Co (La boutique d'écriture & Co)	la Boutique : un Équipement Culturel Structurant	2 000 €
Brand a part	Le Cinéma pour Tous	2 000 €
Brand a part	Les Ateliers Cinéma	1 500 €
CCI-MSF (Centre Culturel International Musique Sans Frontières)	Solidarité, Education, Pedagogie	6 000 €
CEMEA Occitanie (Association Régionale CEMEA Occitanie)	Festival du Bruit dans l'arène	700 €
Centre APAJ (Centre d'Accompagnement de Parcours Adultes et Jeunes)	Accompagnement à la Culture	1 200 €
Cie INTERMEZZO	La Parole aux Enfants du Petit Bard	700 €
Cie INTERMEZZO	Les Jeunes du Petit Bard en Scène - Cie de L'Esquive	700 €
Cie INTERMEZZO	Quartier d'Été - Les Jeunes du Petit Bard en Scène	1 500 €
Cie INTERMEZZO	Quartiers d'Été - la Parole aux Enfants du Petit Bard	1 000 €
Cie Mouvements perpétuels	en Mouvements !	1 500 €

Cie Satellite	Le Bal Populaire	500 €
ESSOR (Savoirs et partage)	Les Arts au Petit Bard : Ateliers et Événements	1 500 €
Etre en scène - Cie Yann LHEUREUX	en devenir - Parcours de Vi/lle/E	5 000 €
Gem les beaux-arts des TC (Groupe d'Entraide mutuelle du Languedoc Roussillon pour personnes traumatisées crâniennes et cérébro-lésées)	Arts Bd	500 €
i.PEICC (i. projets, Echanges Internationaux, Culture, Citoyenneté)	Tiers Lieu Artistique et Culturel	2 000 €
JPAZ (Je Pars à Zart)	Pas de Quartier : Parole aux Habitant.Es	500 €
ME (Motifs d'évasion)	Traversée	2 000 €
Mot'Son	Creative Motson	2 000 €
PULX	District Danse	2 500 €
Radio Clapas (association Montpellier Contacts)	Mots Croisés Montpellier 2021	1 000 €
SPF 34 (Secours Populaire Français)	Les Chemins de la Culture et Lutte Contre L'Exclusion	2 000 €
Théâtre La Vista (La Vista, Théâtre de la Méditerranée)	Actions Culturelles en QPV	2 000 €
Théâtre La Vista (La Vista, Théâtre de la Méditerranée)	Parcours d'Éducation Artistique en QPV	1 000 €
Théâtre La Vista (La Vista, Théâtre de la Méditerranée)	Pass Vista	1 000 €
TVD (THEAVIDA Association)	Voyage Vers la Citoyenneté	2 000 €
UNI'SONS	Atelier Hiphop	2 200 €
UNI'SONS	Renc'Art	1 500 €
Ziconofages (Les)	Rêves d'Ici et de Là	500 €
Total Direction de la Culture - Chapitre 933		66 700 €

Actions relatives au pilier cohésion sociale Cité intelligente - Inclusion numérique (Département Développement et Aménagement durable du territoire)		
Organisme	Intitulé projet	Subvention proposée 2021
ADAGES (Association de Développement, d'Animation et de Gestion d'Etablissements Spécialisés) Espace Famille	Espace Jeunesse	3 000 €
APDOC (Association Les Petits Débrouillards Occitanie)	Engage-Toi! Médiation Numérique 2021	2 000 €
BVA (Bien vivre à Aiguelongue)	Atelier Numérique et Accompagnement à L'Accès au Droit	1 000 €
Centre APAJ (Centre d'Accompagnement de Parcours Adultes et Jeunes)	Accès aux Droits et E-Administration	3 000 €
Centre APAJ (Centre d'Accompagnement de Parcours Adultes et Jeunes)	Médirum	4 500 €
CLCV de Montpellier (Association Locale de la Consommation, du Logement et Cadre de Vie : Montpellier et environs)	Accès aux Droits Par L'Outil Numérique	1 000 €
FACE (FACE HÉRAULT)	Accès aux Droits - Médiation Sociale	5 000 €
Jasmin d'Orient (Association Féminine Jasmin d'Orient)	Accès aux Droits et Services	2 000 €
Solidarité Dom-Tom (Solidarité Dom-Tom Hérault/La CSF)	Accès aux Droits (AaD)	3 000 €
Tin Hinan	Renforcer l'Accès aux Droits	4 000 €
Total financements de la mission Cité intelligente - Inclusion numérique Chapitre 936		28 500 €

Actions relatives aux autres axes du contrat de ville (Service Politique de la ville)		
Organisme	Intitulé projet	Subvention proposée 2021
3MTKD (Montpellier Méditerranée Métropole Taekwondo)	Centre Sportif Été 14 - 17 Ans	2 000 €
3MTKD (Montpellier Méditerranée Métropole Taekwondo)	Stages Sportifs Dimanche 10 - 17 Ans	2 000 €
AD'OC CONSEIL	Plateforme de Positionnement Linguistique	1 500 €
AFEV (Association de la Fondation Etudiante pour la Ville)	Volontaires en Résidence - Ambassadeurs du Livre 2021	6 000 €
AJPPN (Association Jeunes Phobos Paillade Nord)	Guidance Socio Economique	7 000 €
AJPPN (Association Jeunes Phobos Paillade Nord)	Promotion des Actions Éducatives	1 500 €
APDOC (Association Les Petits Débrouillards Occitanie)	aux Sciences Citoyennes – Montpellier 2021	2 000 €
ARDI (Association Renaissance Développement et Insertion)	Accompagnement Socio-Éducatif	6 000 €
BE & Co (La boutique d'écriture & Co)	Citoyenneté et Apprentissage du Français	4 000 €
BE & Co (La boutique d'écriture & Co)	Enfance, Parentalité, Education	4 000 €
CBLR - Compagnons Bâisseurs L.R (Association Compagnons Bâisseurs Languedoc-Roussillon)	Atelier de Quartier de Montpellier (ARA Locataire)	5 000 €
CBLR - Compagnons Bâisseurs L.R (Association Compagnons Bâisseurs Languedoc-Roussillon)	Espace Ressources Habitat de la Mosson	2 500 €
Centre APAJ (Centre d'Accompagnement de Parcours Adultes et Jeunes)	Webactions	1 000 €
CIDFF (Centre d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles de l'Hérault)	Médiation Familiale et Accès aux Droits	5 000 €
Cité Citoyenne	Accompagnement à la Scolarité	1 000 €
Clos de la Fontaine	Apprendre et Comprendre le Numérique	1 500 €
CODES 34 (Comité d'Education Pour la Santé de l'Hérault)	Médiation Santé dans Les Quartiers Figuerolles-Gély	2 000 €
CSS 34 (Culture et Sport Solidaires 34)	Lutte Contre L'Exclusion Par la Pratique Artistique	1 500 €

CTF (Compagnie Théâtrale Francophone)	La Parole comme outil de Cohésion Sociale	1 000 €
DeFI (Développement de la Formation et de l'Insertion)	ASL -Atelier Socio-Linguistique	5 000 €
Esprit Libre	On Parle Français	1 000 €
ESSOR (Savoirs et partage)	Maîtrise de la Langue Française	1 000 €
Gammes	Action Socio Linguistique et Cohésion Sociale	3 000 €
GFEN Languedoc (Groupe Français d'Éducation Nouvelle Languedoc)	Atelier Alphà Socio Linguistique : Aasl	2 000 €
GSC (Génération Solidaires et Citoyennes)	Accueil Jeunes Oxford	1 000 €
GSC (Génération Solidaires et Citoyennes)	Objectif Stage Réussi	1 000 €
HE! (Association Habiter Enfin !)	Accompagnement des ménages mal logés	1 000 €
IMEIF (Institut Méditerranéen d'étude d'ingénierie et de formation)	Tremplin Vers Les Métiers du Sanitaire et Social	1 000 €
IVLR (Institut de victimologie Languedoc-Roussillon)	Accompagnements Psychologiques Psychotrauma	4 000 €
KAINA TV	Reporters Citoyens Numériques	5 000 €
MPBA (Montpellier Petit Bard Athlétique)	Insertion Sociale par le Sport au Quartier Petit Bard	1 000 €
PACIM (Passeurs de cultures, passeurs d'images)	Cheminer à la Mosson	2 000 €
PACIM (Passeurs de cultures, passeurs d'images)	Décoll'Âge	3 500 €
Passe Muraille (Le)	Nature en Ville et Jardins au Cœur de Vert Bois	2 000 €
RAIPONCE	Alphabétisation	1 000 €
Rebonds !	Essai au Féminin	1 150 €
SEVE (Association Savoir Etre et Vivre Ensemble)	Essaimage Ateliers Philosophiques	950 €
UFOLEP 34 (Comité départemental de l'Union Française des Œuvres Laïques d'Education Physique)	Accueil Jeunes Mosson	5 500 €
UFOLEP 34 (Comité départemental de l'Union Française des Œuvres Laïques d'Education Physique)	Intermédiation Services Civiques	5 000 €
UFOLEP 34 (Comité départemental de l'Union Française des Œuvres Laïques d'Education Physique)	Sport Citoyen 12/17 Ans	1 500 €

Unis-Cité	Kiosc : Information et Orientation Service Civique	900 €
UNI'SONS	L'Art Est Public	4 000 €
Total financements service Politique de la ville - Chapitre 935		110 000 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- de décider de l'octroi des subventions, telles que décrites dans les tableaux détaillés ci-dessus ;
- de dire que les subventions seront versées sous réserve de la signature d'une convention d'attribution à intervenir avec chacun des organismes bénéficiaires ;
- d'approuver les termes des conventions d'attribution ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 74 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 13 voix

M. William ARS, M. Christian ASSAF, Mme Véronique BRUNET, M. Roger-Yannick CHARTIER, Mme Hind EMAD, Mme Clara GIMENEZ, Mme Clare HART, Mme Eliane LLORET, Mme Isabelle MARSALA, M. Bruno PATERNOT, M. Joël RAYMOND, M. François RIO, M. Charles SULTAN.

Fait à Montpellier, le 15/04/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 15 avril 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210329-157235-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 15/04/21

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du lundi 29 mars 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Taslime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSSE, Hind EMAD, Maryse FAYE, Jean-Noël FOURCADE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Fanny DOMBRE-COSTE, Eliane LLORET, Jacques MARTINIER, Patricia MIRALLES, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Hors commission - Fonds Métropolitain d'Aide aux Jeunes - Actions collectives 2021 - Attribution de subventions - Convention de financement - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Depuis le 1er janvier 2018, le Fonds Métropolitain d'aide aux jeunes (FAJ3M) est de compétence métropolitaine.

Le FAJ3M a pour but de venir en aide aux jeunes en difficulté, âgés de 18 à 25 ans, résidant sur la Métropole en leur attribuant des aides destinées à favoriser leur insertion sociale et professionnelle et, le cas échéant, leur apporter des secours temporaires de nature à faire face à des besoins urgents. 867 jeunes ont bénéficié des aides en 2020 et ce dans un contexte de crise sanitaire et sociale particulièrement difficile pour les jeunes.

En parallèle, le FAJ3M finance des actions collectives d'accompagnement social, menées par des structures associatives conventionnées. Les actions collectives sont destinées aux jeunes en difficulté, en amont ou en soutien des dispositifs ordinaires d'insertion et leur permettant notamment de prendre la mesure de leurs capacités et d'acquérir des savoir-faire. Un appel à projets annuel est lancé depuis 2019 permettant de choisir les associations développant des actions répondant aux besoins ciblés des jeunes dans le domaine de l'hébergement d'urgence, de l'insertion sociale et professionnelle, de l'inclusion numérique et de l'accès à la santé.

A la suite des réponses à l'appel à projets 2021, il est proposé de retenir les projets suivants et d'octroyer les subventions ci-dessous. A noter que suite à une erreur matérielle dans la délibération initiale, le montant des subventions des associations Uni'Sons et Amicale du Nid s'établit aux niveaux ci-dessous indiqués.

- **40 000 €** à l'association **ISSUE – CORUS** pour l'accompagnement social d'urgence de jeunes sans hébergement et en situation de grande précarité. L'association propose des solutions d'hébergement, l'accès aux droits et à la santé pour 60 jeunes de 18 à 25 ans qui seront ainsi accompagnés pour des durées de 1 à 3 mois. Certains de ces jeunes bénéficient également de secours d'urgence ponctuels dans le cadre du FAJ3M individuels. Pour information, 120 mesures d'accompagnement ont été réalisées en 2020.
- **13 000 €** à l'association **DEFI** qui intervient sur le quartier de la Mosson avec le dispositif Passerelles vers l'Emploi. L'association propose à 20 jeunes, sur une durée de 6 mois, des actions linguistiques intensives (acquisition des savoirs de base en français et mathématiques), un projet numérique et une formation citoyenne et civique. Cet accompagnement doit permettre aux jeunes les plus éloignés de l'emploi de lever les freins pour accéder ultérieurement à une formation qualifiante ou un emploi.
- **2 500 €** à l'association **CODES 34 (Comité Départemental d'Education pour la Santé de l'Hérault)** qui déploie des permanences d'addictologie pour les jeunes grâce à des unités mobiles qui se déplacent sur la métropole. Un accueil et une écoute individuelle sont proposés ainsi qu'un accompagnement personnalisé pour l'accès aux soins dans le cadre d'un réseau de partenaires médicaux et sociaux.
- **8 500 €** à l'association **PEPA (Point d'Ecoute Parents Adolescents) du Groupe SOS** qui anime sur ses antennes de Montpellier (centre et Près d'Arènes depuis peu), Castries et Le Crès des permanences d'écoute et d'accompagnement pour lever les freins psycho-sociaux rencontrés par les jeunes et leurs parents. L'association propose un accueil inconditionnel, une évaluation des besoins, un accompagnement individuel et une orientation vers les services spécialisés si nécessaire.
- **2 500 €** à l'association **APIJE (Association pour l'Insertion par l'Economique)** qui propose à des jeunes de 18 à 25 ans sur sa plateforme de mobilité basée à Jacou un accompagnement à l'autonomie à la recherche de solutions de mobilités pour accéder à l'emploi et à la formation. Les outils proposés pour les jeunes en suivi : préparation renforcée au code de la route, le transport personnalisé et la conduite supervisée.

- **6 000 €** pour la **MLJ3M** qui anime un Point d'Accueil et d'Ecoute Jeunes sur son antenne de la Mosson. Elle y conduit un accompagnement renforcé des jeunes autour des questions de la gestion des émotions et de la revalorisation de soi et une orientation vers l'accès aux soins. Des ateliers individuels et collectifs sont proposés pour faciliter la prise de confiance des jeunes en situation de recherche d'emploi.
- **7 852 €** pour l'association **UNI'SONS**, située sur le quartier des Hauts de Massane qui développe des parcours citoyens pour 20 jeunes les plus éloignés de l'emploi. L'action consiste à établir un parcours de 10 à 20 jours autour d'événements portés par Uni'sons ou ses partenaires (Arabesques, Cinemed, Musiques du Monde...). Chaque jeune y découvrira un métier différent (logistique, accueil public...) et recevra en contrepartie une rémunération pour financer une partie de son permis de conduire ou son BAFA. Repérés au sein du quartier, les jeunes sont accompagnés par un travailleur social pendant toute la durée du parcours.
- **4 000 €** pour l'association **OCTOPUS EXPRESSION** qui organisera 2 à 3 chantiers d'expression avec 6 jeunes par chantier destinés à améliorer la communication verbale et non verbale et les préparer à d'éventuels entretiens d'embauche. Ces chantiers de 2 semaines chacun leur permettront d'acquérir des techniques d'expression orale, de découvrir le travail en équipe et de mettre en œuvre une action citoyenne.
- **7 000 €** pour l'association **AMICALE DU NID** qui accompagne des jeunes femmes et hommes de 18 à 25 ans victimes de prostitution ou en risque prostitutionnel. Elle propose un suivi renforcé et global visant l'insertion par le travail, le logement, l'accès aux soins.

Le montant total des subventions attribuées pour 2021 s'élève à **91 352 €**.

Il sera également proposé à l'ensemble de ces associations de travailler en partenariat et en réseau dans le cadre du FAJ3M voire de porter des projets co-construits dont pourraient bénéficier les jeunes de la métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'attribuer les subventions aux associations telles que précisées ci-dessus, sous réserve de signature des conventions de financement ;
- d'approuver les termes des conventions de financement ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 78 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 9 voix

M. William ARS, M. Christian ASSAF, Mme Véronique BRUNET, Mme Hind EMAD, Mme Clara GIMENEZ, Mme Eliane LLORET, M. Joël RAYMOND, M. François RIO, M. Charles SULTAN.

Fait à Montpellier, le 15/04/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 15 avril 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210329-157432-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 15/04/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- convention type FAJ 2021 V1.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du lundi 29 mars 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Geniès BALAZUN, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Eliane LLORET, Jacques MARTINIER, Patricia MIRALLES, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Hors commission - Délégations permanentes du Conseil de Métropole au Président - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Afin de permettre aux services des collectivités de fonctionner selon le principe de continuité, le Code général des collectivités territoriales (CGCT) prévoit la possibilité pour l'organe délibérant de déléguer au Président la faculté de prendre des décisions dans un certain nombre de domaines.

L'article L. 5211-10 du CGCT prévoit ainsi que le Président et le bureau peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions de l'organe délibérant à l'exception :

- 1° Du vote du budget, de l'institution et de la fixation des taux ou tarifs des taxes ou redevances;
 - 2° De l'approbation du compte administratif ;
 - 3° Des dispositions à caractère budgétaire prises par un établissement public de coopération intercommunale à la suite d'une mise en demeure intervenue en application de l'article L. 1612-15 ;
 - 4° Des décisions relatives aux modifications des conditions initiales de composition, de fonctionnement et de durée de l'établissement public de coopération intercommunale ;
 - 5° De l'adhésion de l'établissement à un établissement public ;
 - 6° De la délégation de la gestion d'un service public ;
 - 7° Des dispositions portant orientation en matière d'aménagement de l'espace communautaire, d'équilibre social de l'habitat sur le territoire communautaire et de politique de la ville.
- Lors de chaque réunion de l'organe délibérant, le Président rend compte des attributions exercées par délégation de l'organe délibérant.

Il est proposé, par la présente modification, d'ajouter dans le champ des délégations les éléments suivants :

- l'octroi des garanties d'emprunts ou leurs cautionnement ;
- l'acceptation de la délégation du droit de préemption dans le cadre de l'article L. 210-1 du Code de l'urbanisme ;
- les demandes de subventions auprès d'organismes publics ;
- l'autorisation des conclusions des conventions de transfert de maîtrise d'ouvrage quelque que soit le domaine concerné (auparavant restreint à la compétence « service public de défense extérieure contre l'incendie ») ;
- et l'approbation des règlements de jeux concours organisés par la Métropole.

L'ensemble des autres délégations permanentes reste inchangé.

Il est donc proposé de déléguer au Président la prise de décisions dans les domaines suivants :

1. Patrimoine et domanialité :

- 1.1 arrêter et modifier l'affectation des propriétés métropolitaines utilisées par les services publics de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- 1.2 autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable non soumises, conformes ou en dessous de l'évaluation de France Domaines, par voie de préemption, par exercice du droit de priorité, par transfert d'office conformément à l'article L. 318-3 du Code de l'urbanisme ou par voie d'expropriation, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- 1.3 décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 € et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 180 000 € ;
- 1.4 décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose louée soit prise ou donnée à bail ;
- 1.5 autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude ;
- 1.6 approuver les prêts d'œuvres avec tout organisme extérieur, public ou privé (y compris les particuliers) et les dépôts d'œuvres ;
- 1.7 accepter ou refuser tous les dons et legs et autoriser la signature de l'ensemble des actes les concernant ;
- 1.8 agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises ainsi que les candidatures dans les opérations d'aménagement d'intérêt métropolitain ;

1.9 autoriser le classement et le déclassement du domaine public des biens et des voiries ou parties de voirie métropolitaine ;

1.10 autoriser la signature des annexes aux conventions de mise à disposition de locaux, de matériels et de véhicules adoptées par délibération du Conseil de Métropole ainsi que les avenants à ces conventions ;

1.11 autoriser la mise à disposition ou le transfert des biens utilisés pour l'exercice des compétences transférées de la part des collectivités territoriales ou établissements publics de coopération intercommunale ;

1.12 déterminer à l'occasion de chaque opération, après concertation avec les intervenants, les modalités d'exécution des travaux de remblaiement et de réfection des voies et de leurs dépendances, sur le territoire des communes où il n'a pas été établi un règlement de voirie, conformément à l'article R. 141-15 du Code de la Voirie Routière et dans l'attente de l'adoption d'un règlement de voirie métropolitain ;

1.13 autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération ;

- autoriser la mise à disposition des équipements sportifs ou culturels aux associations, clubs, écoles, collèges et lycées, à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération ;
- autoriser la signature d'avenants aux conventions d'occupation du domaine public lorsque ces avenants ne portent ni sur la redevance, ni sur la durée de la convention ;
- autoriser la résiliation des conventions d'occupation du domaine public quel qu'en soit le motif.

2. Urbanisme

2.1 autoriser la délégation du droit de préemption urbain à l'occasion de l'acquisition d'un bien selon les dispositions prévues à l'article L. 213-3 du Code de l'urbanisme ou la délégation du droit de priorité selon les dispositions prévues à l'article L. 240-1 du Code de l'urbanisme ;

2.2 autoriser la délégation du droit de préemption urbain (DPU) sur une ou plusieurs parties des zones concernées par le DPU selon les dispositions prévues au 1^{er} alinéa de l'article L. 213-3 du Code de l'urbanisme ;

2.3 autoriser le retrait sur une ou plusieurs zones ou à l'occasion de l'acquisition d'un bien, de la délégation du droit de préemption urbain accordée par la Métropole à une commune membre, dans le cadre de l'exercice des compétences de la Métropole ;

2.4 autoriser le dépôt, la modification ou le transfert des demandes de permis de construire, de permis d'aménager, de permis de démolir et de déclaration préalable ;

2.5 prendre toute décision concernant la passation, dans le périmètre des ZAC, de conventions de participation prévues à l'article L. 311-4 du Code de l'urbanisme ;

2.6 approuver les périmètres de projet urbain partenarial (PUP) ainsi que la signature des conventions de projet urbain partenarial (PUP) telles que prévues à l'article L. 332-11-3 du code de l'urbanisme ;

2.7 autoriser la Métropole à bénéficier de la délégation du droit de préemption urbain exercé par le Préfet dans le cadre des dispositions de l'article L 210-1 alinéa 2 du Code de l'urbanisme.

3. Finances

3.1 procéder, dans la limite des montants inscrits au budget, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couverture des risques de taux et de procéder aux opérations, de réaménagement de dette, autoriser la passation des contrats de lignes de trésorerie permettant le financement à court terme des opérations et l'ouverture de comptes à termes, et de passer à cet effet les actes nécessaires ;

- procéder, dans les limites fixées ci-après, à la réalisation d'emprunts obligataires groupés avec d'autres collectivités publiques et établissements publics intercommunaux destinés au financement des investissements prévus par le budget.
- Ces emprunts obligataires groupés, libellés en euros, pourront être :
- à court ou moyen terme ou long terme, selon la nature des investissements financés,
- avec possibilité de différé d'amortissements et/ou d'intérêts,
- avec possibilité de remboursement in fine, sous réserve d'appliquer le provisionnement du remboursement annuel en capital prévu par la nomenclature.
- à taux d'intérêt fixe et/ou indexé (révisable ou variable). Le cas échéant, l'index de référence devra être choisi parmi ceux communément usités sur les marchés concernés (notamment l'EURIBOR).

Les contrats d'emprunts pourront comporter une ou plusieurs des caractéristiques ci-dessous :

- des droits de tirage échelonnés dans le temps avec faculté de remboursement et/ou de consolidation par une mise en place de tranches d'amortissement,
- la faculté de modifier une ou plusieurs fois l'index ou le taux relatif au(x) calcul(s) du ou des taux d'intérêt,
- la possibilité de réduire ou d'allonger la durée du prêt,

- la faculté de modifier la périodicité et le profil de remboursement.

Le président de Montpellier Méditerranée Métropole bénéficiaire de la délégation pourra à son initiative exercer les options prévues par les contrats d'emprunts et conclure tout avenant destiné à introduire dans le contrat initial une ou plusieurs des caractéristiques susvisées ;

3.2 créer, modifier et supprimer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services de la Métropole ;

3.3 autoriser, au sein des services de la Métropole, la vente au public des billets des organismes associés et la signature des conventions qui mettent en œuvre cette autorisation ;

3.4 autoriser, au nom de la Métropole, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre ;

3.5 attribuer les aides relevant du Fonds d'Aide aux Jeunes (FAJ) ;

3.6 attribuer individuellement les aides aux loyers en application du règlement ad hoc adopté par le Conseil de Métropole dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire ;

3.7 accorder les garanties d'emprunts ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition ou d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées par le code général des collectivités territoriales (articles L. 2252-1 et suivants, L. 5111-4 et L. 5217-1) et du code civil (article 2298), et dans le cadre du règlement intérieur adopté par délibération du Conseil de Métropole en matière de garantie d'emprunts ;

3.8 approuver les demandes de subventions auprès des organismes publics.

4. Commande publique

4.1 prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'attribution, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications lorsque les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice.

Cette délégation inclut la signature de protocoles transactionnels permettant de régler à l'amiable un litige en matière de marchés publics, sans limitation de montant.

Pour assurer la gestion la plus fluide possible des marchés de plus faible montant, le Conseil Métropolitain accepte que pour les marchés publics de moins de 40 000 € HT, l'apposition directe de la signature sur le contrat par toute personne ayant reçu délégation du Président pour le faire vaille décision d'attribution.

4.2 fixer le montant des indemnités et/ou primes à verser en contrepartie des prestations demandées dans le cadre des procédures de mise en concurrence quand les crédits sont inscrits au budget, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

4.3 prendre toute décision concernant les conventions d'études à intervenir avec le Syndicat Mixte Hérault Energies et la validation de leur montant, préalables à la réalisation de travaux sur les réseaux d'électricité et le cas échéant, en cas de travaux coordonnés, d'éclairage public et de télécommunications, des communes représentées par la Métropole au sein de cet établissement public intercommunal dans la limite de 5 000 € HT par étude ;

4.4 approuver par décision la conclusion et la signature des conventions de groupement de commandes, ainsi que de toutes modifications à celles-ci, que Montpellier Méditerranée Métropole agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

4.5 autoriser la conclusion de conventions de transfert de maîtrise d'ouvrage ainsi que leurs avenants au sens de l'article L. 2422-12 du Code de la commande publique ;

4.6 autoriser la passation de convention avec l'UGAP ;

4.7 approuver tous les actes pour lesquels il est prévu dans l'exécution des contrats de délégation de service public conclus par la Métropole un accord préalable de cette dernière en tant qu'autorité concédante.

5. Personnel – élus

5.1 adopter les documents uniques et leur mise à jour établis en application des dispositions du Code du travail ;

5.2 adopter les conventions de gestion et de mise à disposition ascendantes et descendantes, sur la base de la convention type adoptée par délibération ;

5.3 adopter les conventions de mise à disposition prises en application des articles 61 et suivants de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 ;

5.4 autoriser la signature des contrats de protection sociale complémentaire liés aux transferts d'agents communaux vers Montpellier Méditerranée Métropole ;

5.5 accorder la protection fonctionnelle aux élus qui en font la demande conformément aux dispositions de l'article 11 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires et des articles L. 2123-34, L. 2123-35, L. 5217-7 et L. 5215-16 du Code général des collectivités territoriales.

6. Contentieux

6.1 intenter, au nom de la Métropole, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou défendre la Métropole dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction administrative ou judiciaire en urgence, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation ;

6.2 régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués les véhicules de la Métropole dans la limite fixée par le Conseil de Métropole ;

6.3 indemniser les préjudices résultant de dommages de travaux publics, quand le montant est conforme à l'évaluation d'une commission d'indemnisation à l'amiable ;

6.4 autoriser l'acceptation des indemnités d'assurance en réparation des préjudices subis par Montpellier Méditerranée Métropole, en exécution de ses contrats d'assurance, dont le montant est supérieur à 5 000 €. *En dessous de ce montant, la signature de l'acceptation des indemnités par toute personne ayant reçu délégation pour le faire, vaut décision ;*

6.5 Hors les marchés publics dont la situation est régie à l'article 4.1 de la présente délibération, autoriser la signature de protocoles transactionnels permettant de régler à l'amiable un litige, lorsque la somme à la charge de la Métropole objet du protocole est inférieure ou égale à 10 000 €.

7. Divers

7.1 autoriser la saisine pour avis de la Commission Consultative des Services Publics Locaux conformément à l'article L. 1413-1 du Code Général des Collectivités Territoriales et ce, sans condition d'aucune sorte ;

7.2 adopter ou modifier le règlement intérieur des services publics métropolitains ;

7.3 autoriser la signature de convention de dépotage de sous-produits d'assainissement ;

7.4 autoriser la négociation, la conclusion et la signature des conventions à intervenir avec les personnes morales disposant d'un monopole pour la réalisation et/ou la gestion de réseaux publics, relatives aux raccordements et/ou à l'extension et/ou au dévoiement de ces réseaux, nécessaires à la réalisation des équipements et aménagements relevant des compétences de Montpellier Méditerranée Métropole.

En dessous de 40 000 € HT, la signature de la convention par toute personne ayant reçu délégation pour le faire, vaut décision.

7.5 autoriser la signature conventions de type PIG, POPAC, OPAH, Plan de Sauvegarde ;

7.6 autoriser la signature de convention à intervenir avec les communes pour la gestion des Certificats d'Économie d'Énergie (CEE) ;

7.7 autoriser la signature de convention opérationnelle de gestion environnementale de l'espace agronaturel ;

7.8 adopter tout règlement relatif à un jeu concours organisé par Montpellier Méditerranée Métropole, que les lots soient de nature numéraire ou non.

En cas d'empêchement du Président, l'ensemble des délégations permanentes de l'assemblée délibérante au président sont attribuées à l'élu le remplaçant provisoirement, dans l'exercice de ces fonctions, conformément aux dispositions du Code général des collectivités territoriales.

Le Président ou son remplaçant rendra compte à chaque Conseil des décisions prises en application de cette délibération.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole:

- d'approuver les délégations permanentes accordées par le Conseil de Métropole au Président telles que définies ci-dessus ;
- de déléguer au Président la prise de décision dans les domaines ci-dessus énumérés ;
- de dire que le Président pourra, par arrêté, déléguer sous sa surveillance et sa responsabilité, la signature de ces décisions et des actes subséquents à celles-ci à toute personne, élue ou agent de la Métropole, telle qu'autorisée par l'article L. 5211-9 du Code général des collectivités territoriales ;
- de dire que le Président devra rendre compte à chaque Conseil des décisions prises ;
- d'autoriser le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 15/04/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 15 avril 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210329-157854-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 15/04/21

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du lundi 29 mars 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Geniès BALAZUN, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Eliane LLORET, Jacques MARTINIER, Patricia MIRALLES, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Hors commission - Représentations du Conseil de Métropole - Désignations - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Dans le cadre de la nouvelle mandature, il convient de désigner les représentants de Montpellier Méditerranée Métropole au sein de différentes instances internes et organismes extérieurs.

Monsieur le Président propose de procéder à ces désignations par un vote électronique en application de l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales.

Monsieur le Président propose de procéder aux désignations des instances internes et organismes extérieurs suivants :

Organismes	Représentations
SA IRDI	<i>Conseil d'Administration :</i> Guy LAURET (titulaire)
Montpellier Danse	<i>1 personnalité qualifiée :</i> Muriel GUEDJ <i>en remplacement de :</i> Béatrice BAKHOUCHE
Occitanie Europe	<i>Binôme supplémentaire</i> Renaud CALVAT (titulaire) Séverine SAINT-MARTIN (suppléante)

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- de décider à l'unanimité de procéder à ces désignations par un vote électronique en application de l'article L. 2121-21 du Code général des collectivités territoriales ;
- d'approuver les désignations des représentants de Montpellier Méditerranée Métropole au sein des instances internes et d'organismes extérieurs, et de les autoriser à exercer toutes fonctions dans ce cadre ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 86 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 15/04/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 15 avril 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210329-156301-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 15/04/21

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du lundi 29 mars 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Geniès BALAZUN, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Eliane LLORET, Jacques MARTINIER, Patricia MIRALLES, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Hors commission - Composition des commissions métropolitaines - Modification - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Au regard des diverses demandes reçues depuis le Conseil de Métropole du 23 novembre 2020, il convient de mettre à jour la composition des commissions. Les tableaux figurant en annexes sont modifiés en ce sens.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver les compositions des commissions telles qu'annexées ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 85 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 15/04/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 15 avril 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210329-154920-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 15/04/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Tableaux des commissions _ Conseil 29 mars 2021.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du lundi 29 mars 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Geniès BALAZUN, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Eliane LLORET, Jacques MARTINIER, Patricia MIRALLES, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Hors commission - Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Culture" - Exercice 2021 - Conventions d'attribution - Annulation d'une subvention 2020 - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Jean-François AUDRIN, Vice-Président, rapporte :

1. Affectation de subventions de fonctionnement et projets

Montpellier Méditerranée Métropole fait du développement de l'action culturelle sur son territoire l'un des axes majeurs de sa politique culturelle. A ce titre, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite accompagner et soutenir les structures œuvrant en ce sens en proposant des manifestations et des projets culturels ayant un rayonnement sur le territoire.

Dans ce cadre, il est proposé d'affecter les subventions suivantes :

No dossier	Code	Nom de la Structure	Rubrique	Nature	Titre projet	Montant attribué
000928	80	LES AMIS DU MUSEE FABRE AMF	ARTS	Fonctionnement		5 000,00
001122	5374	ASSOCIATION POUR LA PROMOTION DE L'ARCHITECTURE, DES ARTS APPLIQUES ET VISUELS APAAAV	ARTS	Projet	Les Ateliers Ville	2 000,00
001200	4974	OCCITANIE FILMS	CINEMA, AUDIOVISUEL, INDUSTRIES CREATIVES	Fonctionnement	.	10 000,00
001127	1893	ICI - CENTRE CHOREGRAPHIQUE NATIONAL DE MONTPELLIER - OCCITANIE	DANSE	Fonctionnement	.	130 000,00
000977	3668	COMPAGNIE COMME CA	DANSE	Projet	(RE)COMPOSE & DANSE(ICI)	1 500,00
001175	4265	ATTITUDE	DANSE	Projet	Battle of the year International 2021	50 000,00
000974	5052	COMPAGNIE AUTRE MINA	DANSE	Projet	DansePlatForma, plateforme de la danse contemporaine russe	10 000,00

001090	1530	CLUB DE LA PRESSE MONTPELLIER LANGUEDOC-ROUSSILLON	LIVRE, LECTURE PUBLIQUE	Fonctionnement	.	10 000,00
000949	146	AMIS DE L'ORGUE ET CHOEURS DE LA CATHEDRALE	MUSIQUE	Projet	Classe d'orgue d'improvisation	1 500,00
001141	149	ENSEMBLE VOCAL CLAIRE GARRONE	MUSIQUE	Projet	Voyage en musique sacrée	1 000,00
001042	151	CHOEUR UNIVERSITAIRE DE MONTPELLIER MEDITERRANEE	MUSIQUE	Fonctionnement	.	2 000,00
001082	154	JAM - JAZZ ACTION MONTPELLIER	MUSIQUE	Fonctionnement	.	15 000,00
001145	1666	STAND'ART	MUSIQUE	Projet	Evasion musicale à l'hôpital	1 500,00
001146	1666	STAND'ART	MUSIQUE	Projet	Création d'une oeuvre musicale en chant signé	2 000,00
001091	1788	LES NUITS DU CHAT	MUSIQUE	Fonctionnement	.	5 000,00
001060	1937	FOLIES LYRIQUES	MUSIQUE	Fonctionnement	.	215 000,00
000958	2057	ARS MUSICA MONTPELLIER	MUSIQUE	Fonctionnement	.	2 000,00
000941	4311	TOUT A FOND TAF	MUSIQUE	Fonctionnement	.	9 000,00
000991	4544	CHOEUR POLYPHONIQUE OCCITAN DE MONTPELLIER NADALENCA	MUSIQUE	Fonctionnement	.	1 000,00
001062	4817	VOX RAPIDO	MUSIQUE	Fonctionnement	.	3 000,00

000999	4967	ZIGZAGS ARBATZ ET COMPAGNIE	MUSIQUE	Projet	Marathon de mémoire poétique	1 000,00
001003	6447	LE PETIT CHAT NOIR RECORDS	MUSIQUE	Projet	C'est quoi l'amour ? - La Pietà, l'innamorata.	2 500,00
001148	6860	KOA JAZZ FESTIVAL	MUSIQUE	Projet	Koa Jazz Festival - 14ème édition	3 000,00
000990	7278	EKHO CHOEUR DE CHAMBRE	MUSIQUE	Fonctionnement	.	4 000,00
001149	7592	ORCHESTRE DE CHAMBRE DU LANGUEDOC	MUSIQUE	Fonctionnement		2 500,00
001041	500	CERCLE OCCITAN DE MONTPELLIER	PATRIMOINE, ARCHEOLOGIE, ARCHIVES	Fonctionnement	.	1 200,00
000921	2957	BARONNIE DE CARAVETES ET LES AMIS DE LA BARONNIE	PATRIMOINE, ARCHEOLOGIE, ARCHIVES	Fonctionnement		1 600
001007	6466	CENTRE INTERNATIONAL DE MUSIQUES MEDIEVALES	PATRIMOINE, ARCHEOLOGIE, ARCHIVES	Fonctionnement	.	17 000,00
000961	7146	LES MUSES EN DIALOGUE	PATRIMOINE, ARCHEOLOGIE, ARCHIVES	Fonctionnement	.	13 000,00
000933	7219	ASSOCIATION POUR LE DEVELOPPE- MENT DE L'ARCHEOLOGIE EN LR	PATRIMOINE, ARCHEOLOGIE, ARCHIVES	Projet	Fouille archéologique oppidum du Castellas (Murviel-les- Montpellier)	10 000,00
000916	7338	D'AICI D'ALAI	PATRIMOINE, ARCHEOLOGIE, ARCHIVES	Fonctionnement	.	500,00
001129	254	UNIVERSITE MONTPELLIER III PAUL VALERY UNIVERSITE DU TIERS TEMPS	PLURIDISCIPLI NAIRE	Fonctionnement	.	5 000,00
001121	4191	ILLUSION ET MACADAM	PLURIDISCIPLI NAIRE	Projet	Festival Métropolisme 2021	20 000,00
001050	6135	L'ATELLINE	PLURIDISCIPLI NAIRE	Fonctionnement	.	100 000,00

001067	6841	LA COSTUMOTEK	PLURIDISCIPLI NAIRE	Projet	Je lève le masque	1 000,00
001068	6841	LA COSTUMOTEK	PLURIDISCIPLI NAIRE	Projet	Mon rêve en costume	1 000,00
001165	7328	AVIS DE CHANTIER	PLURIDISCIPLI NAIRE	Projet	Les Palabrasives	5 000,00
000953	7531	ASSOCIATION MM	PLURIDISCIPLI NAIRE	Projet	Dance hall	3 000,00
001123	227	THEATRE TALHERS PRODUCTION LA RAMPE THEATRE INTERREGIONAL OCCITAN LA RAMPE TIO	THEATRE	Fonctionnement	.	38 000,00
001077	432	ASSOCIATION DES PUPILLES DE L'ENSEIGNE- MENT PUBLIC HERAULT	THEATRE	Fonctionnement	.	10 000,00
000968	1071	UNIVERSITE PAUL VALERY MONTPELLIER III - THEATRE LA VIGNETTE	THEATRE	Fonctionnement	.	15 000,00
001185	1161	CIA - COMPAGNIE INTERNATIO- NALE ALLIGATOR	THEATRE	Projet	La CIA fête ses 40 ans	2 000,00
000943	1774	COMPAGNIE PEPI MORENA	THEATRE	Projet	Création de l'AMACCA Pepi Morena	1 500,00
001038	2785	ZEPETRA	THEATRE	Fonctionnement	.	3 000,00
001033	3845	BALTHAZAR CENTRE DES ARTS DU CIRQUE	THEATRE	Fonctionnement	.	20 000,00
001034	3845	BALTHAZAR CENTRE DES ARTS DU CIRQUE	THEATRE	Projet	PEPS - Pépinière du studio de création	10 000,00
001013	5575	JE PARS A ZART	THEATRE	Projet	Festizart	1 500,00
001047	6930	ART MIXTE	THEATRE	Fonctionnement	.	9 500,00

001058	7224	LES NUITS CLAIRES	THEATRE	Projet	Made in Maguelone Saison 1 "Taureau mon amour"	1 500,00
--------	------	----------------------	---------	--------	---	----------

Les crédits seront prélevés sur la nature 65748, chapitre 933.

2. Modifications d'attributions de subventions

Afin de permettre aux associations de fonctionner dès le début de l'année, une première subvention a été votée au Conseil de Métropole du 17 décembre 2020. Suite au vote du budget 2021 il y lieu de modifier les attributions de subventions comme suit :

No dossier	Code	Nom de la Structure	Rubrique	Nature	Montant attribué le 17/12/2020	Nouvelle attribution
001158	105	FESTIVAL INTERNATIONAL DU CINEMA MEDITERRANEEN DE MONTPELLIER CINEMED	CINEMA, AUDIOVISUEL, INDUSTRIES CREATIVES	Fonctionnement	220 000,00	440 000,00
001182	2156	MONTPELLIER DANSE	DANSE	Fonctionnement	769 025,00	1 538 050,00
001178	265	OPERA ET ORCHESTRE NATIONAL DE MONTPELLIER OONM	MUSIQUE	Fonctionnement	6 665 000,00	9 650 000
001179	980	ASSOCIATION DU FESTIVAL DE RADIO FRANCE OCCITANIE MONTPELLIER	MUSIQUE	Fonctionnement	222 000,00	350 000,00
001181	1666	STAND'ART	MUSIQUE	Fonctionnement	83 125,00	200 000,00
001183	3746	ASSOCIATION UNI'ONS	MUSIQUE	Projet "Festival Arabesques"	104 536,00	210 000,00
001180	1620	LE PRINTEMPS DES COMEDIENS	THEATRE	Fonctionnement	736 191,00	1 472 382,00
001177	213	THEATRE DES TREIZE VENTS	THEATRE	Fonctionnement	350 000,00	700 000,00
001184	6919	ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ART DRAMATIQUE DE MONTPELLIER	THEATRE	Fonctionnement	250 000,00	450 000,00

Les crédits seront prélevés sur la nature 65748, chapitre 933.

Nom de la Structure	Nature	Montant attribué le 17/12/2020	Nouvelle attribution
MOCO MONTPELLIER CONTEMPORAIN	Fonctionnement	1 700 000,00	3 200 000,00

Les crédits seront prélevés sur la nature 657381, chapitre 933.

Nom de la Structure	Nature	Montant attribué le 17/12/2020	Nouvelle attribution
DOMAINE D'O	Fonctionnement	1 500 000,00	3 068 589,00

Les crédits seront prélevés sur la nature 657363, chapitre 933.

3. Annulation d'une subvention 2020

Par délibération en date du 18 décembre 2019, le Conseil de Métropole a attribué au titre de l'exercice 2020 une subvention d'un montant de 7 000 € à l'association Effets Stars pour son projet de festival international des effets spéciaux. Celui-ci n'ayant pu se tenir du fait du contexte sanitaire, et l'association ayant décidé de mettre ses activités en sommeil et de renoncer à cette subvention, il est proposé de l'annuler.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver l'attribution de subventions aux associations et structures susmentionnées, sous réserve de la signature d'une convention d'attribution, et l'annulation de la subvention 2020 attribuée à l'association Effets Stars ;
- d'approuver les termes des conventions d'attribution ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 55 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 32 voix

Mme Tasnime AKBARALY, M. Christian ASSAF, M. Geniès BALAZUN, M. Yves BARRAL, M. Boris BELLANGER, Mme Emilie CABELLO, M. Renaud CALVAT, M. Sébastien COTE, M. Michaël DELAFOSSE, M. Serge DESSEIGNE, Mme Zohra DIRHOUSI, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Maryse FAYE, M. Jean-Noël FOURCADE, Mme Julie FRÊCHE, Mme Jackie GALABRUN-BOULBES, Mme Clara GIMENEZ, Mme Stéphanie JANNIN, Mme Nicole MARIN-KHOURY, Mme Isabelle MARSALA, M. Jacques MARTINIER, Mme Marie MASSART, Mme Véronique NEGRET, M. Bruno PATERNOT, M. Eric PENSO, M. Manu REYNAUD, Mme Catherine RIBOT, Mme Anne RIMBERT, Mme Sylvie ROS-ROUART, Mme Séverine SAINT-MARTIN, Mme Célia SERRANO, Mme Isabelle TOUZARD.

Fait à Montpellier, le 15/04/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 15 avril 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210329-156874-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 15/04/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- DCP 3M Avenant-type Subventions Fonctionnement 2021 suite versement anticipé.docx
- DCP 3M Avenant-type Subventions Projet 2021 suite versement anticipé.docx
- Modele lettre d'engagement
- Modele Convention fct
- Modele Convention Fct échancier
- Modele Convention Projet
- Modele Convetion Projet écheancier
- DCP 3M OONM Subventions Fonctionnement 2021 OONM.pdf
- 4974 OCCITANIE FIMS - CS 2021 V2.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du lundi 29 mars 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Geniès BALAZUN, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Eliane LLORET, Jacques MARTINIER, Patricia MIRALLES, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Hors commission - Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Sports" - Exercice 2021 - Conventions d'attribution - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Christian ASSAF, Vice-Président, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole. Chaque année, la Métropole soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer des subventions conformément au tableau ci-dessous.

Par une délibération n° 2020-449 en date du 17 décembre 2020, Montpellier Méditerranée Métropole a voté une première série de subventions, avant le vote du Budget Primitif 2021.

Par la présente délibération, il est proposé de voter de nouvelles affectations de subventions au titre du Budget Primitif 2021.

NOM DE L'ASSOCIATION	NATURE	MONTANT AFFECTÉ
BASKET LATTES MONTPELLIER ASSOCIATION	FONCTIONNEMENT	470 000 €
MONTPELLIER CASTELNAU VOLLEY UNIVERSITE CLUB	FONCTIONNEMENT	440 000 €
MONTPELLIER HANDBALL (SAS)	FONCTIONNEMENT	184 438 €
MONTPELLIER HANDBALL (ASSOCIATION)	FONCTIONNEMENT	315 000 €
MONTPELLIER RUGBY CLUB (SASP)	FONCTIONNEMENT	155 060 €
MONTPELLIER RUGBY CLUB (ASSOCIATION)	FONCTIONNEMENT	450 000 €
ASSOCIATION MONTPELLIER HERAULT SPORT CLUB (MHSC)	FONCTIONNEMENT	146 250 €
MONTPELLIER WATER POLO	FONCTIONNEMENT	185 000 €
AQUALOVE SAUVETAGE	FONCTIONNEMENT	2 690 €
MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE NATATION ARTISTIQUE	FONCTIONNEMENT	2 500 €

MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE TAE KWON DO	FONCTIONNEMENT	10 000 €
ASPTT TENNIS	FONCTIONNEMENT	6 250 €
MONTPELLIER TRIATHLON	FONCTIONNEMENT	5 000 €
BOXING CLUB MONTPELLIERAIN	FONCTIONNEMENT	10 000 €
MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE CANOE KAYAK UC	FONCTIONNEMENT	33 500 €
MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE PATINAGE	FONCTIONNEMENT	37 500 €
MONTPELLIER MEDITERRANEE FUTSAL	FONCTIONNEMENT	30 000 €
MONTPELLIER GRS	FONCTIONNEMENT	72 500 €
MONTPELLIER BEACH VOLLEY	FONCTIONNEMENT	12 250 €
MONTPELLIER XIII	FONCTIONNEMENT	2 500 €
ECHECS CLUB MONTPELLIER	FONCTIONNEMENT	13 650 €
MONTPELLIER BASEBALL UC - LES BARRACUDAS	FONCTIONNEMENT	37 800 €
MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE SPORT DE GLACE	FONCTIONNEMENT	25 000 €
HURRICANES (FOOTBALL AMERICAIN) DE MONTPELLIER	FONCTIONNEMENT	5 000 €
MONTPELLIER ATHLETIC MEDITERRANEE METROPOLE	FONCTIONNEMENT	39 000 €
BLUE FOX - CLUB DES SUPPORTERS HANDBALL	FONCTIONNEMENT	10 000 €
HORSE-BALL MONTPELLIER VALLON	FONCTIONNEMENT	5 000 €
CLUB DES SUPPORTERS DU MONTPELLIER HERAULT RUGBY CLUB	FONCTIONNEMENT	2 000 €

MONTPELLIER BEACH SOCCER	FONCTIONNEMENT	3 000 €
FEDERATION FRANCAISE DE HANDBALL TOURNOI QUALIFICATIF OLYMPIQUE	PROJET	150 000 €
CERCLE TAURIN LE SANGlier DE BAILLARGUES TROPHEE TAURIN	PROJET	3 500 €
CERCLE TAURIN LE TRIDENT DE CASTRIES TROPHEE TAURIN	PROJET	3 500 €
ASSOCIATION KANI'S FIGHT CHAMPIONNAT DE FRANCE BOXE	PROJET	10 000 €
KITE & WINDSURF MAGUELONE FESTIKITE	PROJET	60 000 €
MONTPELLIER BEACH VOLLEY BEACH MASTERS WORLD TOUR	PROJET	10 000 €
TAMBOURIN CLUB DE COUNONTERRAL MASTERS DE TAMBOURIN	PROJET	6 000 €
A.S.A HERAULT CRITERIUM DES CEVENNES	PROJET	40 000 €
COMITE ORGANISATEUR DU TOUR D'OCCITANIE EPREUVE UCI CYCLISME FEMININ TOUR D'OCCITANIE	PROJET	10 000 €
MONTPELLIER ATHLETIC MEDITERRANEE METROPOLE – MARATHON DE MONTPELLIER	PROJET	40 000 €
ASSOCIATION SPORTIVE CULTURELLE HOSPITALIERE TOURNOI INTERNATIONAL DE TENNIS FEMININ	PROJET	10 000 €
COMITE DEPARTEMENTAL DE TENNIS TOURNOI INTERNATIONAL DE TENNIS FEMININ	PROJET	50 000 €
CENTRE EQUESTRE DE GRAMMONT JUMPING MONTPELLIER GRAMMONT	PROJET	40 000 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- de décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des conventions d'attribution ;
- d'approuver les termes des conventions d'attribution ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 70 voix

Contre : 9 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 6 voix

M. Mohed ALTRAD, M. Christophe BOURDIN, Mme Stéphanie JANNIN, Mme Nicole MARIN-KHOURY, M. Hervé MARTIN, Mme Patricia MIRALLES.

Fait à Montpellier, le 15/04/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 15 avril 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210329-156092-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 15/04/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- BP 2021 CONVENTION 3MUC NATATION.doc

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du lundi 29 mars 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER. Paloma PERVENT, suppléante de Roger CAIZERGUES.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, William ARS, Geniès BALAZUN, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Eliane LLORET, Jacques MARTINIER, Patricia MIRALLES, Véronique NEGRET, Bruno PATERNOT, Céline PINTARD, Charles SULTAN, Isabelle TOUZARD.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER, René REVOL, Philippe SAUREL, Bernard TRAVIER

Hors commission - Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Développement Économique" - Exercice 2021 - Conventions d'attribution - Approbation - Autorisation de signature

Monsieur Renaud CALVAT, Premier Vice-Président, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole. Chaque année la Métropole soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant le tableau ci-dessous :

1) Attributions de subventions de Fonctionnement

Code	Structure	Nature	Titre	Attribué
33	AXENTS LE TREMPIN DES ENTREPRENEURS	Projet	Aide à la création d'Activité	12 500 €
729	ASSOCIATION POUR LE DROIT A L'INITIATIVE ECONOMIQUE ADIE	Fonctionnement	Micro crédit accompagné	11 000 €
1396	ASSOCIATION BGE SUD OUEST	Projet	CitésLab - sensibilisation à la création d'entreprises	29 000 €
1599	PASSERELLES-INSERTION	Projet	Chantier Insertion Mécanique et aide à la mobilité (MECAM)	15 000 €
2142	ASSOCIATION POUR L'INSERTION DES JEUNES PAR L'EMPLOI APIJE	Projet	Ateliers solidaires coaching emploi (Plan Pauvreté)	16 890 €
2725	CREER - MAISON DES CHOMEURS	Fonctionnement	Fonctionnement de la Maison des chômeurs et citoyens solidaires	15 000 €
3087	FORMATION CAP EMPLOI - FOR.C.E.	Projet	Chantier d'insertion mixte	15 000 €
4908	FACE HERAULT	Projet	Mobilisation, sensibilisation des entreprises dans le cadre de leur RSE	24 000 €
6897	CHAMBRE REGIONALE DE L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE OCCITANIE	Projet	Développement et promotion de l'Economie Sociale	10 000 €
6913	AIRDIE	Fonctionnement	Soutien Financier Accompagnement de Projets du territoire de 3M	65 000 €
6926	CREALEAD	Fonctionnement	Couveuse d'activité	30 000 €
6937	URSCOP	Fonctionnement	Union des SCOP	20 000 €
6951	INITIATIVE MONTPELLIER PIC SAINT LOUP	Projet	Aide à la création d'entreprises - Fonds de prêt d'honneur	30 000 €
7342	RE CYCLE ET VOUS	Fonctionnement	Chantier d'insertion« La Fabr'hic à Vélo » (Plan Pauvreté)	15 000 €
7431	LES JARDINS DE COCAGNE MIRABEAU	Fonctionnement	Chantier d'insertion maraîchage bio (Plan Pauvreté)	15 000 €
5577	CHU de Montpellier (Etablissement public) - Extracteur d'innovation	Projet	Financement Démarche d'extraction d'innovations CHU de Montpellier	40 000 €

6117	EUROBIOMED	Projet	CELLCOMP : Accompagnement des entreprises santé	20 000 €
6117	Eurobiomed Go4biobusiness	Fonctionnement	Programme d'accélération Go4biobusiness	15 000 €
5750	LABSUD	Fonctionnement	FABLAB Accompagnement Entreprise	5 000 €
6986	PUSH START SUD	Fonctionnement	Animer, valoriser, promouvoir le secteur des jeux vidéo	6 000 €
7253	DIGITAL 113 GRAND CLUSTER NUMERIQUE D'OCCITANIE	Fonctionnement	Association du secteur numérique	35 000 €
7280	LA MELEE	Projet	Jobs TIC: Le numérique, une opportunité de rebond pour toutes	2 000 €
7465	COODIO	Fonctionnement	Développement du secteur de la radio, l'audio et la voix	15 000 €
7525	INNOVUS	Projet	INNOVUS pour BigUp For Startup	4 000 €
7595	LES PREMIERES OCCITANIE	Projet	Lancement de programmes Go-1ère et Start-1ère à 3M	15 000 €
1929	AGROPOLIS	Fonctionnement	Rattachement au contexte CPER	75 000 €
6470	SEMEURS DE JARDINS	Fonctionnement	Réseau des jardins collectifs	7 500 €
6510	FEDERATION REGIONALE DES CIVAM D'OCCITANIE	Fonctionnement	L'Hérault de ferme en ferme	4 000 €
7106	OASIS CITADINE	Projet	Les 48h de l'agriculture urbaine 2021 à Montpellier	3 000 €
6928	UNIVERSITE DE MONTPELLIER	Fonctionnement	LabEx Entreprendre - Structuration d'une nouvelle formation type EMBA sur la thématique du financement	5 000 €
6949	CHAMBRE PROFESSIONNELLE DU CONSEIL LR	Projet	Plateforme web d'experts qualifiés	4 900 €
7143	LEADER MONTPELLIER	Fonctionnement	Fédérer les entrepreneurs leaders de la zone d'influence économique du territoire	5 000 €
1367	CENTRE DES JEUNES DIRIGEANTS DE MTP	Projet	Conférences et ateliers "nouveaux enjeux de l'économie de demain (RSE)"	5 000 €
4850	CAPEB	Fonctionnement	Organisation et participation à différentes actions en partenariat avec M3M	10 000 €
6955	ATELIERS D'ART DE FRANCE	Projet	SALON OB ART MONTPELLIER	38 000 €
TOTAL				637 290 €

2) Modifications d'attributions de subventions

Afin de permettre aux associations de fonctionner dès le début de l'année, une première subvention a été votée au Conseil de Métropole du 17 décembre 2020.

A la suite du vote du budget 2021 il y a lieu de modifier les attributions de subventions comme suit :

Code	Structure	Nature	Titre	Attribué
1553	MISSION LOCALE DES JEUNES DE MONTPELLIER MEDITERRANEE 3M	Fonctionnement	Accompagnement des jeunes de 16 à 25 ans	633 790 €
4115	OFFICE DU TOURISME ET DES CONGRES DE MONTPELLIER 3M	Fonctionnement	Fonctionnement de l'Office de Tourisme	2 329 830 €
TOTAL				2 962 920 €

3) Attributions de subventions d'Investissement

Code	Structure	Nature	Titre	Attribué
6117	EUROBIOMED	Investissement	Pôle de Compétitivité	40 000 €
6895	AGRI SUD OUEST INNOVATION	Investissement	Pôle de Compétitivité	30 000 €
6899	POLE OPTITEC	Investissement	Cluster	15 000 €
773	DERBI	Investissement	Pôle de Compétitivité	30 000 €
TOTAL				115 000 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- de décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des conventions d'attribution ;
- d'approuver les termes des conventions d'attribution ;
- de dire que les crédits sont inscrits au budget de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 55 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 1 voix

Ne prennent pas part au vote : 31 voix

Mme Tasnime AKBARALY, M. William ARS, M. Christian ASSAF, M. Jean-François AUDRIN, M. Geniès BALAZUN, M. Boris BELLANGER, Mme Florence BRAU, Mme Véronique BRUNET, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Brigitte DEVOISSELLE, Mme Hind EMAD, Mme Clara GIMENEZ, Mme Clare HART, Mme Eliane LLORET, Mme Marie MASSART, M. Jean-Luc MEISSONNIER, M. Cyril MEUNIER, Mme Véronique NEGRET, M. Laurent NISON, M. Bruno PATERNOT, M. Eric PENSO, M. Joël RAYMOND, M. Manu REYNAUD, M. Jean-Pierre RICO, M. François RIO, Mme Séverine SAINT-MARTIN, M. Jean-Luc SAVY, M. Charles SULTAN, Mme Isabelle TOUZARD, Mme Claudine VASSAS MEJRI.

Fait à Montpellier, le 15/04/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 15 avril 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210329-157092-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 15/04/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Draft Convention 2021 3M-La Mêlée.docx
- Draft convention Aerospace Valley 2021.docx
- Draft Convention Coodio 2021.docx
- Draft Convention Digital 113 - 2021 - VDigital-Métro.docx
- Draft convention LABSud 2021.docx
- Draft Convention Les Premières Occitanie - 2021.docx
- Draft convention Optitec-3M 2021.docx
- Draft Convention Push Start 2021.docx
- Draft Convention_2021_INNOVUS_pour_BIG4SU.docx
- PROJET- Convention AgriSudOuestInnovation - 3M 2021.docx
- PROJET- Convention Agropolis - 3M 2021.doc
- PROJET- Convention OasisCitadine -3M 2021.docx
- PROJET- Convention Semeurs-De-Jardins-3M 2021.doc
- PROJET-Convention FR CIVAM - 3M 2021.docx
- Projet convention 2021 Eurobiomed Cell Comp.doc
- Projet convention 2021 Eurobiomed Go4biobusiness.doc
- Projet convention 2021 Eurobiomed.doc
- Projet convention extracteur innovation CHU 2021.docx
- Convention de partenariat Leader 2021.docx
- Convention de UM Labex EMBA 2021.docx
- Convention Financement CJDays.docx
- Convention Financement CPCO Plateforme Conseil 2021.docx
- CONVENTIONOT3M 2e partie 2021.doc
- CONVENTION TYPE - UEI fonctionnement et projets droit commun.docx
- avenant_MLJ3M_fonctionnement_BP 2021.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Extrait du registre des
délibérations de Montpellier
Méditerranée Métropole

Hors commission

Séance ordinaire du lundi 29 mars 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-neuf mars, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Tasnime AKBARALY, William ARS, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSSE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUNBOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Frédéric LAFFORGUE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Mohed ALTRAD, Michel ASLANIAN, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Céline PINTARD, Bernard TRAVIER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Clothilde OLLIER

Hors commission - Approbation des procès-verbaux des Conseils de Métropole du 17 décembre 2020 et du 1er février 2021 - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Les procès-verbaux des Conseils de Montpellier Méditerranée Métropole du 17 décembre 2020 et du 1^{er} février 2021 sont annexés à la présente délibération.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver les procès-verbaux des Conseils de Montpellier Méditerranée Métropole du 17 décembre 2020 et du 1^{er} février 2021 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote électronique, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 91 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 15/04/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 15 avril 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20210329-158643-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 15/04/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Procès-verbal_C3M_17.12.20.pdf

- Procès-verbal_C3M 01.02.21.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.